29-12-61

Les Heures Tragiques d'Avant-Guerre

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

La Bataille de Foch. — Un volume in-16. Hachette, 1920 (vingt-cinquième mille), couronné par l'Académie française.

Foch le vainqueur. — Un volume in-16. Hachette, 1919 (vingtième mille),

Le Pays Magyar. — Impressions et études sur la Hongrie. Un volume in-12. Alcan, 1903.

Dix mois de guerre en Mandchourie. — Impressions d'un témoin. Un volume in-12. Juven, 1905.

Le Tsar et la Douma. — Un volume in-12. Juven, 1906.

En Angleterre. — Un volume in-12. Fasquelle, 1905 (Ouvrage couronné par l'Académie française).

L'Assassinat de Gaston Calmette. — Une brochure. Plon-Nourrit et Cie, 1914.

La Bataille dans la forêt d'Argonne (Jean Léry). — Impressions d'un combattant. Un volume in-12. Hachette, 1916.

Maréchal Joffre and his Battles. — Un volume in-12. Scribners, New-York, 1916.

M. Jonnart en Grèce et l'abdication de Constantin. — Un volume in-12. Plon-Nourrit et Cie, 1918 (6e édition).

Où en est l'Allemagne? — Un volume in-12. Hachette, 1922 (dixième mille).

Itinéraires algériens. — Un volume illustré in-12. Paris, 1922 (publié par les soins du Gouvernement général de l'Algérie).

RAYMOND RECOULY

Les Heures Tragiques d'Avant-Guerre

1922

PARIS
LA RENAISSANCE DU LIVRE
78, Boulevard Saint-Michel, 78

PRÉFACE

Quand nous décidâmes, mon ami Raymond Recouly et moi, de fonder la *Revue de France*, ce ne fut pas seulement pour ajouter un nouveau périodique de quinzaine aux périodiques de quinzaine qui existaient déjà et méritaient la faveur du public. Ce fut pour tâcher de créer quelque chose de différent.

Nous étions frappés de ce double fait que, dans les vingt dernières années, les quotidiens français avaient considérablement modifié leur formule et leur aspect, tandis qu'au contraire les Revues de 1921 ressemblaient trait pour trait aux Revues du quart de siècle précédent. C'était bien leur droit et leurs lecteurs ne s'en plaignaient pas : mais enfin, on pouvait tenter autre chose. Nous le tentâmes : et l'idée n'était pas mauvaise puisque des Revues nées avant la nôtre se sont depuis — plus ou moins délibérément, — modifiées dans le sens que nous indiquons.

Notre idée directrice était celle-ci : rapprocher la Revue de la vie actuelle, en faire une sorte de journal supérieur, où les faits les plus marquants du temps présent seraient traités, et les questions les plus importantes discutées, tout comme dans un journal, mais avec une double différence : premièrement sans puéril souci de devancer ou même de suivre l'actualisme des quotidiens — ce qui ne peut, dans une Revue, à cause de la longueur du tirage, donner que de l'actualité *truquée* — mais secondement (et c'était l'avantage de la Revue sur le journal) en extrayant de l'actualité ce qui concerne et interresse les lendemains, ce qui n'est pas prescrit après une quinzaine ou même après un an : l'actualité, sinon *sub specie æternitatis* au moins *sub specie continuationis.*

*
* *

Entre autres applications de ces directives (comme on dit dans les états-majors), il y avait lieu, nous semblait-il, d'utiliser pour l'histoire contemporaine un procédé du journalisme, un peu fatigué dans les journaux par l'excès d'usage, un peu discrédité par l'importunité et la puérilité de certains exécutants — mais excellent en soi : l'interview. La valeur de l'interview dépend de trois éléments : qualité de celui qui interroge (son importance sociale, sa culture, son expérience, son

talent) — qualité de celui qu'on interroge — intérêt de la question. Un reporter d'outre-océan questionne un maréchal français sur la question du chapeau haut de forme : c'est une inconvenance et une niaiserie. Raymond Recouly recueille les propos de Jules Cambon touchant les minutes tragiques qu'il vécu à Berlin à la fin de juillet 1914, c'est un document historique d'autant plus important qu'il est tout frémissant de vie, et d'une valeur de vérité incontestable. Que mon éminent et charmant confrère Jules Cambon me pardonne de le dire ici : les pages de ses futurs mémoires sur les mêmes événements, pages qui seront plus composées, plus détaillées, plus stylisées que cette conversation d'une heure, et pleines de tous les hauts mérites qu'un esprit comme le sien peut incorporer à un récit médité et rédigé en vue de témoigner devant l'histoire, — ces pages, — dis-je, ne refléteront pas l'image mouvante de la Vie, à l'égal des phrases recueillies au vol par Recouly.

C'est que les paroles elles-mêmes sont Vie, participant, au moment où elles sont prononcées, de la vie de celui qui les prononce par le rythme du souffle, le ton de la voix, la mobilité du visage, les gestes de la main ; tandis qu'à la page écrite tous ces éléments vitaux n'arrivent qu'amortis, ralentis, parfois glacés. Ajouterai-je que, pour des raisons de convenance hautement respectable, la réalité des faits se dessine plus nette et plus ressemblante dans une conversation improvisée, que

dans un récit où tout est balancé. Ce n'est pas seulement en matière de tribunal que la parole est libre, et la plume serve.

*
* *

J'ai donc la sensation que les historiens de l'avenir feront grand état de ces conversations recueillies au bon moment, où éclate la personnalité de celui qui raconte, et qui, dans la force du terme, ressuscitent un moment de la durée. Le *drawback* de l'affaire, le revers de la médaille, c'est que le chanceux prospecteur d'un tel trésor est parfois un esprit tellement au dessous de l'interrogé que la précieuse conversation, filtrée par cet esprit, s'anémie, s'aplatit, perd à la fois de sa signification, de sa réalité, de sa vitalité. *Radattore, traditore*. Le discrédit où est tombée l'interview dans les journaux vient, à part égale, de l'abus qui en est exercé pour des questions futiles et sur des personnes peu qualifiées : mais il vient surtout de la médiocrité de certains enquêteurs. Dans les interviews qu'il s'est laissé arracher par solidarité professionnelle ou simplement par veulerie, qui de nous n'a souvent trouvé des motifs d'impatience et d'agacement, à lire sa pensée tronquée, défigurée, aggravée de niaiseries dangereuses ?

Imaginez au contraire que l'enquêteur soit un

homme de grande culture universitaire, agrégé, mais n'ayant jamais pris le pli professionnel du magister, puisqu'il n'a jamais enseigné ; curieux de toutes les formes de la vie contemporaine ; sportsman et globe-trotter par goût, ayant parcouru toutes les mers, habité tous les continents, connu personnellement presque tous personnages importants de la politique mondiale : avec cela diplomate adroit, questionneur subtil, possédant cette faculté d'ordonner rapidement un sujet et d'en réaliser la meilleure expression qui est la marque du grand journaliste. Un tel enquêteur saura à quelle porte frapper ; il saura se la faire ouvrir ; on l'accueillera ; il n'hésitera pas sur les questions à poser, connaissant par avance à fond le sujet de l'entretien. L'enquêté sera tenté de parler, incité à raconter, précisément par la qualité d'intelligence et de préparation de son partenaire. « Prise » en de telles conditions, l'interview sera fixée aussitôt sur le papier dans sa chaude vérité ; des commentaires intelligents et informés, au besoin des documents inédits l'encadreront : le lecteur assistera réellement à une scène vécue, mais avec l'accompagnement d'une orchestration explicative dont les témoins de la scène n'ont pas bénéficié lorsqu'ils y assistèrent.

Est-ce là du journalisme ? Est-ce de l'Histoire ? Moi, j'estime que c'est de l'Histoire, et de la plus digne de ce grand nom. C'est même probablement la façon d'écrire l'histoire la mieux adaptée aux

temps modernes, et qui risque le moins de paraître bientôt surannée. J'ai toujours été frappé par la rapide caducité des œuvres d'historien, sauf un très petit nombre que la littérature a sauvés. La plupart des travaux historiques célèbres du XIXe siècle encombrent les parapets des quais parisiens, à vendre à vil prix, bien reliés : citons seulement Thiers et Henri Martin. D'autres vastes recueils, traitant des mêmes sujets, se sont substitués à ceux-ci ; ils seront eux-mêmes oubliés et remplacés par d'autres dans cinquante ans. Je ne vois pas bien quel livre, traitant la même matière, pourra remplacer les *Heures tragiques d'avant-guerre* de Raymond Recouly. Quelle composition artificielle se substituerait avec avantage à cette émanation directe de la réalité ? On ne pourra que démarquer, interpréter, commenter. C'est un livre d'histoire essentiel.

*
* *

J'en recommande la lecture aux Français dans l'âme desquels la victoire n'a pas apaisé cet incurable pessimisme où certains croient voir une marque distinguée d'intelligence. L'optimisme de l'homme d'action imprègne ces pages où se reflètent les péripéties du plus formidable drame politique : mais les faits eux-mêmes parlent assez haut pour relever le courage des vaincus volon-

taires, vaincus de la guerre, vaincus de la paix.

L'histoire des Heures tragiques d'avant-guerre, c'est la plus belle incitation à la foi dans la force française, à l'espoir dans le destin français : mais c'est aussi une leçon de foi et d'espoir dans l'immanente impulsion qui pousse les peuples vers la Justice... Beau livre, d'une exécution prestigieuse ; livre de bon Français et de bon européen.

MARCEL PRÉVOST,

de l'Académie française.

CHAPITRE I

A BERLIN. — RÉCIT DE M. JULES CAMBON

Vous voulez, en somme, me dit M. Jules Cambon, que je vous raconte tout au long un chapitre, le plus intéressant, de mes futurs Mémoires.

— C'est exactement cela, monsieur l'Ambassadeur, lui dis-je. Vous n'êtes pas homme, je le crains, à nous livrer de votre vivant, à nous débiter, quinzaine par quinzaine, vos souvenirs. Vous avez bon œil, bonne jambe, une excellente fourchette, autant que j'ai pu en juger l'autre soir au dîner chez Mme X..., un admirable estomac. Tout cela permet à vos amis d'espérer que vous vivrez très vieux. En attendant vos Mémoires, qui ne viendront pas de sitôt, je vous demande de m'en donner un avant-goût. Ce que je voudrais de préférence, ce sont vos impressions sur les journées tragiques de Berlin, à la fin de juillet et au commencement d'août 1914, durant les deux semaines qui ont précédé la guerre. C'est un des moments les plus pathétiques de l'histoire. Vous avez été le témoin et aussi l'acteur de ce drame formidable qui, par la volonté des hommes autant que par la force des choses, a poussé l'Allemagne assoiffée de domination et de rapine vers des dévastations et des

hécatombes dont l'histoire n'offre pas de précédent. Quelles sont, parmi ces heures si pleines, si lourdes, celles qui vous paraissent dominer les autres ? Quels sont, parmi ces événements, ceux sur lesquels votre souvenir se reporte le plus souvent ?

M. Jules Cambon me regarde bien en face, de ses petits yeux clignotants, où, derrière son lorgnon, pétillent l'intelligence, la finesse et la vie. Il est assis devant sa table, dans ce vaste bureau du rez-de-chaussée, au ministère de la Guerre, qu'il occupa pendant le ministère Clemenceau et qu'il a conservé depuis. Cet homme de soixante-dix-sept ans (il est né en 1845 ; son frère Paul est de deux ans son aîné) est resté étonnant de jeunesse, de vivacité. Je le rencontre assez souvent, car nous sommes proches voisins, dévalant, d'un pas allègre, le boulevard Malesherbes. Sa mémoire, même pour les noms propres, n'a pas une seconde de défaillance. Il va, pendant plus d'une heure, sans carnet, sans notes, remuer une masse énorme de souvenirs, et pas une fois il n'hésite pour une date ou pour un nom.

Les deux Cambon, Barrère, c'est là vraiment une incomparable équipe d'ambassadeurs. La troisième République a eu la chance, la grande chance de les trouver sur son chemin. Elle a eu plus encore la sagesse de les garder très longtemps. Ils sont devenus, chacun dans son poste, à Berlin, à Londres, à Rome, les doyens, les Nestors de

la diplomatie européenne. A travers les fluctuations, les vicissitudes de notre régime, les changements si fréquents de nos ministères, ils ont assuré la continuité de notre politique au dehors. Ils ont renseigné, conseillé à merveille notre gouvernement. C'est sur leurs épaules avant tout qu'a porté l'édifice de nos amitiés, de nos alliances. Quand on voit comment, dès les premiers jours de la guerre, cette armature a résisté, on ne peut qu'être pénétré d'admiration pour ceux qui avaient su l'édifier et la maintenir. La guerre éclate, et aussitôt l'Angleterre se déclare pour nous, l'Italie reste neutre, sort de la Triple Alliance, en attendant qu'elle se mette de notre côté.

Ces trois hommes de la même génération, de la même formation intellectuelle, de la même culture, sortent tous les trois de la bourgeoisie républicaine. Représentants de la République auprès des plus vieilles monarchies, ils n'ont jamais rougi d'elle, loin de là. Ils ont compris et ils ont fait comprendre autour d'eux que la France démocratique était une assez grande dame pour frayer, d'égal à égal, avec les cours les plus huppées. Alors que les snobs et les sots qui pullulent dans le monde diplomatique, autant que dans les autres, sinon plus, ne demandent qu'à s'incliner très bas devant le moindre principicule, surtout quand il est étranger, ils ne se sont, eux, inclinés devant personne. Et les plus puissants de la terre les en ont respectés d'autant plus !

Des trois, c'est à coup sûr Jules Cambon qui avait, à Berlin, la tâche la plus lourde. Il s'agissait de conserver des relations courtoises avec une Allemagne qui s'affirmait de plus en plus agressive, de plus en plus provocante. Ce n'était pas, on peut le croire, une affaire facile. Elle exigeait de la dignité sans raideur, du doigté et du tact, une prudence de tous les instants, une attention toujours en éveil.

Savoir tout ce qui se passe pour éclairer son gouvernement, voilà le premier devoir d'un ambassadeur. Au lendemain de la crise d'Agadir, Jules Cambon suit avec une préoccupation grandissante les progrès de la propagande militariste outre-Rhin, le développement si anormal, si inquiétant des armements, tous les signes en un mot d'une préparation à la fois matérielle et morale en vue d'un conflit qui devient de jour en jour plus menaçant. Son attaché militaire, son attaché naval expédient à Paris des rapports minutieux, accablants, sur l'augmentation de l'armée et de la marine. Voici enfin pour couronner cette série d'avertissements, pour pousser le cri d'alarme, cette admirable dépêche du 22 novembre 1913, qui serait tout entière à citer dans les manuels diplomatiques comme le modèle du genre :

« A mesure que les années s'appesantissent sur Guillaume II, écrivait avec une extraordinaire clairvoyance notre ambassadeur, les traditions familiales, les sentiments rétrogrades de la Cour,

et surtout l'impatience des militaires prennent plus d'empire sur son esprit. Peut-être éprouve-t-il on ne sait quelle jalousie de la popularité acquise par son fils qui flatte les passions des pangermanistes et ne trouve pas la situation de l'Empire dans le monde, égale à sa puissance. Peut-être aussi la réplique de la France à la dernière augmentation de l'armée allemande, dont l'objet était d'établir sans conteste la supériorité germanique, est-elle pour quelque chose dans ses amertumes, car, quoi qu'on dise, on sent qu'on ne peut guère aller plus loin. »

Relisez cette extraordinaire phrase : toutes les causes de la guerre, toutes les raisons qui ont déterminé le Kaiser s'y trouvent condensées.

Tout de suite après la visite du Roi des Belges à Berlin, l'ambassadeur de France a connu l'entretien confidentiel du Kaiser avec le Roi, dans lequel Guillaume annonçait à son interlocuteur la guerre inévitable et prochaine avec la France. Pour donner plus de poids à ces paroles, le général de Moltke, chef des armées allemandes, tenait le même langage au souverain.

— Sur la manière, me dit Jules Cambon, dont Guillaume aurait appris l'attentat de Serajevo, on a raconté beaucoup d'histoires inexactes. Une revue vient de publier là-dessus un article qui n'est qu'un tissu de fables. Voici comment le Kaiser a connu l'attentat ; je le tiens d'un personnage qui se trouvait auprès de lui à ce moment

et qui me l'a raconté directement quelques jours après :

» L'Empereur était à Kiel à bord de son yacht à voiles qui courait les régates. Il était comme toujours affairé, agité, donnant des ordres, dirigeant lui-même la manœuvre. On voit tout d'un coup un petit canot à vapeur, une vedette, se diriger à toute allure vers le yacht, en essayant de l'aborder. L'Empereur, d'un geste péremptoire, lui fait signe de s'éloigner. Au lieu de s'éloigner, le canot continue à se rapprocher. Quand il arrive à quelques mètres, l'amiral Müller, qui se tient près du timonier, fait signe qu'il a quelque chose à remettre ; il montre un papier, le place ostensiblement dans son étui à cigarettes et, se rapprochant encore un peu plus du bateau impérial, il lance adroitement l'étui sur le pont. Un matelot le ramasse, le remet à l'Empereur. Guillaume ouvre l'étui, retire le télégramme, le déploie ; son visage pâlit ; il laisse tomber la dépêche et dit ces simples mots : « Tout est à recommencer ! » Il donne immédiatement l'ordre de virer de bord et d'abandonner les régates.

» Que s'était-il passé à Konopicht, au cours de la visite du Kaiser à l'archiduc François-Ferdinand ? Personne n'a pu le savoir au juste. Il est probable que l'Empereur avait fini par rallier l'héritier d'Autriche à sa politique, à ses vues. Son emprise sur lui était grande, grâce surtout à son épouse morganatique la duchesse de Hohenberg,

que la Cour d'Allemagne avait tout fait pour cajoler, dont elle avait par tous les moyens favorisé l'ascension.

» Je passai en France la première dizaine de juillet. Un peu avant le 14, je rentrai à Berlin. Pendant la réception traditionnelle de la colonie française qui eut lieu à l'ambassade le jour de notre fête nationale, les esprits étaient passablement échauffés. On y tint des propos énergiques. D'ailleurs, ajoute-t-il malicieusement, ceux qui crièrent le plus fort ne furent pas, — loin de là, — ceux qui se battirent le mieux. Sur les intentions de l'Autriche, sur le sens de la note qu'elle se préparait à envoyer à la Serbie, nous étions tenus à Berlin dans une complète ignorance. Mes collègues d'Angleterre et de Russie étaient absents. Rien, absolument rien, n'avait transpiré du fameux conseil de guerre qui se serait tenu à Potsdam le 5 juillet. Vous savez que les Allemands sont passés maîtres dans l'art de garder les secrets. Une chose m'inquiétait cependant : je voyais bien Jagow, le secrétaire d'État, presque tous les jours, mais je n'arrivais pas à voir le chancelier de Bethmann-Holweg, avec qui j'étais très lié, avec la famille de qui ma femme et ma fille entretenaient les meilleures relations. Bethmann, qui ne manque pas d'une certaine candeur (il l'a montré le jour où il a prononcé la phrase célèbre du *chiffon de papier*), craignait peut-être de ne pas pouvoir suffisamment se contenir, de me laisser deviner quelque chose de ce qui se machinait.

» Quoi qu'il en soit, la note de l'Autriche à la Serbie éclata comme un coup de tonnerre. Dès que je la parcourus, mon opinion fut faite. J'avais le sentiment très net que nous n'arriverions pas à éviter le conflit, mais il fallait essayer tout de même ; il fallait tenter tous les efforts dans ce sens ; il fallait surtout, puisque l'Allemagne était visiblement décidée à nous attaquer, bien établir aux yeux du monde que c'était elle, uniquement, l'auteur responsable de la guerre. Voilà ce qui, dans les journées qui suivirent, fut mon idée directrice, le principe dont s'inspirèrent toute mon activité, toutes mes démarches. Je voulus, avant tout, ne pas recommencer l'erreur funeste de 1870. Il était indispensable de laisser à l'Allemagne toute l'initiative, toute la responsabilité de l'agression. Il était indispensable de nous laisser attaquer. L'intervention à nos côtés de l'Angleterre était à ce prix.

» Trois jours après la remise de la note à la Serbie, à la fin d'un long entretien que j'eus avec Jagow, je lui dis, le regard dans les yeux, au moment même où j'allais le quitter : « Vous me permettez de vous parler d'homme à homme ? » Sur un signe d'acquiescement de sa part : « Eh bien, laissez-moi vous dire que ce que vous allez entreprendre est stupide. Vous n'y gagnerez rien et vous risquez d'y perdre beaucoup. La France se défendra infiniment mieux que vous ne pensez. L'Angleterre, qui a commis en 1870 la lourde erreur de nous laisser

écraser ne recommencera pas, soyez-en sûr. Vous pouvez m'en croire, je ne vous parle pas à la légère. Vous m'accorderez que je suis une des dix personnes de l'Europe qui connaissent le mieux la situation internationale ? Je vous affirme que l'Angleterre ne peut ni matériellement, ni moralement se désintéresser du conflit, qu'elle est obligée de marcher avec nous. Avez-vous pesé les conséquences formidables de cet événement ? Vous allez vous trouver seul contre l'Europe entière, n'ayant comme allié qu'un Empire vermoulu. »

» Jagow me regarda avec un léger ricanement : « Vous avez vos renseignements ; nous avons les nôtres, qui sont complètement opposés. Nous sommes sûrs de la neutralité de l'Angleterre. » Là-dessus je le quittai. Avant de rentrer chez moi, je passai comme toujours chez mon collègue anglais, Sir Edward Goschen, avec qui je travaillais en complet accord. Nous nous communiquions tous nos renseignements et nous arrivions ainsi, par une série de recoupements, à être très exactement informés. Je lui rendis compte de ce qui venait de se passer chez Jagow. Je lui redis mot pour mot toute la fin de notre entretien. « Touchant l'attitude de mon pays, me dit-il, je pense exactement comme vous ; *malheureusement, je ne suis pas autorisé à le dire.* »

» Ce fut, dit Cambon, le grand malheur, la grande tragédie de cette semaine. Si l'Allemagne

avait su qu'elle aurait dès le début à lutter contre l'Angleterre, j'ai la conviction qu'elle n'aurait pas risqué le conflit. Mais elle se flattait de l'espoir ou bien que l'Angleterre n'interviendrait pas du tout, ou bien qu'elle se déciderait beaucoup trop tard, une fois la France définitivement écrasée. Il faut reconnaître, d'ailleurs, ajoute-t-il, que l'Angleterre pouvait difficilement agir autrement qu'elle l'a fait. Nous oublions un peu trop, quand nous pensons le contraire, toute la force des liens qui unissaient encore à cette époque les deux cours, les deux pays. La France avait été longtemps l'ennemie de l'Angleterre. La Prusse, au contraire, avait été longtemps son alliée. Les influences religieuses s'ajoutaient aux influences politiques. Nous avons, nous Français, par suite de notre formation intellectuelle, l'habitude de négliger dans la politique internationale l'importance du facteur religieux, qui est très grande cependant. Nous sommes assez portés à croire que les autres sont à cet égard comme nous. Il n'en est rien. Dans l'hostilité, par exemple, manifestée récemment par une partie de l'opinion anglaise à la Pologne, on peut se demander si le souvenir des questions religieuses n'a pas joué un puissant rôle.

» Toute l'Angleterre non conformiste, qui constitue la plus grande force du parti libéral, ne pouvait pas se décider à la légère à rompre du jour au lendemain avec l'Allemagne. Nous avons eu

la très grande chance d'avoir en Angleterre un cabinet libéral. Si les libéraux s'étaient trouvés dans l'opposition, ils auraient retardé peut-être l'intervention britannique. Ils étaient heureusement au gouvernement. Ils avaient tous les éléments d'information et aussi toute la responsabilité ; ils avaient, d'autre part, dès le début, l'assurance que le parti conservateur ne s'opposerait pas à une politique énergique, mais qu'au besoin il les y contraindrait, et ils ont marché.

» Laissez-moi, à ce propos, vous raconter une curieuse anecdote. C'était après la crise d'Agadir. J'étais allé un jour faire visite à Kiderlen-Wæchter. Il avait certes ses défauts, mais il ne manquait pas d'une certaine franchise, parfois un peu brutale. Parmi tous les Allemands avec qui j'ai eu affaire, c'est un de ceux avec qui, somme toute, je m'entendais le mieux. Je lui dis donc à brûle-pourpoint : « Pourquoi diable avez-vous déclenché l'incident d'Agadir ? A quel mobile avez-vous obéi ? Quel bénéfice en avez-vous retiré ? Vous avez compromis les relations de nos deux pays, risqué de déchaîner une guerre, surexcité en France le sentiment nationaliste, éveillé les méfiances et même l'hostilité de l'Angleterre, et tout cela pour quel résultat ? En Allemagne même l'opinion publique est furieuse contre vous. Elle se considère comme humiliée ; elle est convaincue qu'elle a éprouvé un échec. Pourquoi donc, je vous le répète, avoir expédié à Agadir ce bateau ? »

» Il se recueillit quelques instants : « Eh bien, puisque vous me le demandez, je vais vous répondre franchement. Le printemps précédent, notre Kronprinz était allé chasser le renard en Angleterre. Vous savez comment sont les Anglais, de quelle manière accueillante, charmante, ils comprennent l'hospitalité. Partout on lui avait fait fête. Des politiciens, des ministres, des hommes du monde, les femmes les plus élégantes, surtout elles, s'étaient disputé l'honneur de lui être présentés, d'être invités à ses réceptions. On lui avait prodigué sur l'Allemagne les propos les plus sympathiques, les appréciations les plus flatteuses. Tous ces hommages, ces fêtes, ces éloges avaient littéralement tourné sa tête, qui d'ailleurs n'est pas des plus solides. Il avait pris tout cela pour de l'argent comptant. Il était revenu de son voyage bien convaincu qu'il n'existait pas de prince plus populaire que lui en Angleterre, que la majorité des Anglais éprouvait pour l'Allemagne la sympathie la plus vive, la plus agissante, que jamais par conséquent, dans une querelle de l'Allemagne avec la France, l'Angleterre ne prendrait nettement parti pour cette dernière. Il répéta tout cela à l'Empereur en l'exagérant, bien entendu, et voilà la cause profonde de l'affaire d'Agadir. »

» Le gouvernement belge, dès la première heure, avait reconnu, vous le savez, l'exceptionnelle gravité de la crise. J'étais très intimement lié avec son excellent représentant à Berlin,

mon vieil ami le baron Beyens. Nous avions l'un dans l'autre une absolue confiance. Il m'avait, l'automne précédent, fait part, sur l'ordre de son souverain, de l'entretien confidentiel de Guillaume et du Roi des Belges où le Kaiser annonçait la guerre inévitable avec la France. Quelques mois plus tard, de mon côté, je n'avais pas manqué de lui retourner ce bon procédé. J'avais dîné chez le ministre des Affaires étrangères Jagow. Je me souviens même à ce propos que la comtesse X..., mariée depuis à un Polonais, qui se trouvait placée à mon côté, serra ma main sous la table et me glissa à l'oreille : « Est-ce que vous n'allez pas bientôt débarrasser l'Europe de ces cochons de Prussiens ? » Je profitai de ce dîner pour demander à Jagow ce que signifiaient au juste les ouvertures qu'il avait faites peu auparavant à mon conseiller d'ambassade au sujet du raccordement des lignes de chemin de fer dans l'Afrique centrale. J'étais au fond partisan de ce raccordement qui pouvait offrir de gros avantages économiques et amener, grâce à une certaine collaboration d'ordre colonial, une détente entre les deux pays. Jagow me répondit que le projet était à l'étude et que nous aurions, l'Angleterre, l'Allemagne et la France, à l'examiner prochainement. « Dans ce cas, lui répondis-je, il est indispensable de nous adjoindre la Belgique, qui possède un immense empire africain et qui pourrait se montrer légitimement froissée d'être écartée de nos travaux.

» Je ne suis pas du tout de votre avis, répondit Jagow. Si l'accord se fait, comme je l'espère, ce sera aux dépens de la Belgique. Le Roi Léopold, avec sa mégalomanie et son esprit de lucre, a placé sur les épaules de son pays un poids beaucoup trop lourd. La Belgique n'est nullement en état de mettre en valeur ce domaine. Pareille entreprise dépasse de beaucoup ses forces et ses ressources. Elle sera un jour ou l'autre obligée d'y renoncer. D'ailleurs, ajouta-t-il, l'heure n'est plus en Europe aux petits États. Le développement des relations économiques et des moyens de communication les condamne fatalement ou bien à disparaître, ou tout au moins à graviter dans l'orbite des grandes puissances. »

» Je répondis du tac au tac à Jagow que telle n'était pas, que telle ne pouvait pas être la politique de la France. « Notre politique, au contraire, tend à la protection, au renforcement de ces petits États. Et ce n'est pas d'aujourd'hui. Depuis des siècles, depuis Henri IV, la France s'est faite en Europe leur champion. Si donc vous persistez dans vos desseins, je puis vous assurer que nous ne vous suivrons pas dans cette voie. Soyez certains que l'Angleterre ne vous suivra pas davantage. »

» Jagow s'empressa de me dire qu'il n'avait parlé qu'à titre personnel. Je n'en attachai pas moins une grande importance à ses déclarations. J'en fis part à mon collègue belge, qui informa aussitôt son gouvernement. La Belgique était ainsi pré-

venue. Dès que se produisit la crise, son gouvernement eut l'impression très nette qu'il allait s'y trouver enveloppé. Il se méfia, il se tint sur ses gardes; il adressa sans retard à l'Allemagne et à la France la fameuse demande de garantie de neutralité à laquelle la France répondit immédiatement par l'affirmative, alors que l'Allemagne, au contraire, éludait ouvertement la question. Dans le conflit qui se précipitait, tout dépendait de l'intervention de l'Angleterre. Or l'affaire belge était plus que les autres de nature à faire marcher les Anglais. Il fallait aussi leur donner la certitude que la France avait épuisé tous les moyens de conciliation, que la catastrophe se produirait sans qu'elle y eût la moindre responsabilité.

» De tous côtés, dès les premiers jours, nos agents me renseignaient sur les préparatifs militaires de l'Allemagne. Ces préparatifs, d'ailleurs, s'effectuaient sur une grande échelle et, ce qui était plus grave, presque au grand jour. Le 26 juillet, c'est la flotte allemande qui reçoit subitement l'ordre de quitter la Norvège et de regagner le port de Kiel. A Thionville, dans le Grand-Duché de Bade, on procède aux premières mesures de la mobilisation. Les quatre dernières classes reçoivent l'ordre de se tenir prêtes à partir d'un instant à l'autre. Le 29 juillet notre consul général à Francfort me signale d'importants mouvements de troupes ; il note l'arrivée de régiments en tenue de campagne. Les ponts, les voies ferrées

sont gardés militairement. L'état-major, les militaires prennent de plus en plus la direction du mouvement. Sous leur influence, le pays se précipite avec une vitesse croissante vers le conflit.

» C'est le 29 au soir que se tient à Potsdam, sous la présidence de l'Empereur, ce fameux conseil de guerre où l'état-major, avec une insistance grandissante, use de toute son influence pour que la mobilisation ne soit plus un seul instant retardée. Les généraux ont raison des dernières résistances, des dernières hésitations des civils. La mobilisation est en effet décidée pour le lendemain.

» Tout de suite après cette réunion, dans la nuit, Bethmann-Holweg rend précipitamment visite à mon collègue d'Angleterre. Il lui annonce d'une manière à peine voilée la catastrophe imminente. Il lui offre une forte enchère pour s'assurer la neutralité britannique. « Si l'Angleterre, lui dit-il, consent à rester à l'écart, le gouvernement impérial est prêt à lui donner toutes les assurances qu'en cas de victoire il ne cherchera aucun agrandissement territorial aux dépens de la France continentale. » Il se refusait toutefois à prendre le même engagement pour les colonies françaises... Quant à la Belgique, les opérations que l'Allemagne croirait devoir y entreprendre dépendraient de ce que ferait la France.

» Sir E. Groschen me rendit compte immédiatement de cet entretien. Mes appréhensions s'en

trouvèrent accrues. Le lendemain 30, à une heure de l'après-midi, un journal semi-officieux, le *Lokal Anzeiger*, publiait une édition spéciale pour annoncer la mobilisation de l'armée et de la flotte. Une nuée de crieurs répandit cette édition dans les rues de la capitale. La foule se ruait littéralement sur ces feuilles toutes fraîches. Une heure après, l'édition fut saisie par ordre des autorités. Jagow me téléphona lui-même que la nouvelle était fausse et me pria d'en informer d'urgence mon gouvernement. Je n'attachai aucune créance à ce démenti. J'étais convaincu que la mobilisation avait été décidée la veille, mais que, par suite de diverses influences — échange de télégrammes entre le Kaiser et le Tsar, et surtout déclaration de l'Angleterre qu'elle réservait sa complète liberté d'action, — ces graves mesures avaient été suspendues.

» A cet instant suprême, à cette dernière minute où la paix du monde pouvait peut-être encore être maintenue, les civils, sentant sur leurs épaules l'effroyable responsabilité qu'ils allaient assumer, eurent comme un sursaut d'hésitation, comme un dernier scrupule. Ils essayèrent de se ressaisir, de suspendre le mouvement de cette terrible machine qui commençait à s'ébranler. Mais les militaires revinrent à la charge avec plus d'énergie, avec plus de vigueur que jamais. Ils emportèrent bien vite les dernières résistances. A ce moment même un de mes collègues étrangers voyait

Zimmermann, sous-secrétaire d'État. Celui-ci lui déclarait que l'état-major insistait de toutes ses forces pour que la mobilisation fût décrétée, « tout retard, disait-il, faisant perdre à l'Allemagne quelques-uns de ses avantages ». Vers la fin de la journée, Jagow, que j'étais allé voir, me fit la même déclaration. Il me parla lui aussi de l'insistance énergique des chefs de l'armée. A la suite de cet entretien, je télégraphiai à Paris : « Mon impression est que les chances de paix ont encore décru. »

« Je considérai dès lors que tout espoir était perdu. Nous nous sentîmes emportés, roulés dans une espèce de course vertigineuse, tourbillonnante, où sans un arrêt, sans un répit, les événements se précipitaient vers l'unique dénoûment possible : la guerre.

» Le lendemain, 31 juillet, Jagow me fait demander. Il a, dit-il, le grand regret de m'annoncer qu'en présence de la mobilisation totale de l'armée russe, l'Allemagne se voit obligée de prendre de graves mesures de précaution. Son gouvernement vient de décider le *Kriegsgefahrzustand* (état de danger de guerre). Il demande en même temps à Pétersbourg de démobiliser, du côté autrichien aussi bien que du côté allemand, sans quoi l'Allemagne sera obligée de mobiliser elle aussi. Il ajoute que l'ambassadeur d'Allemagne à Paris a été chargé d'informer le gouvernement français de ces résolutions, de lui demander quelle

attitude il comptait adopter dans l'éventualité d'un conflit russo-allemand.

» A partir de ce moment, ma situation devint de plus en plus difficile. Les autorités allemandes retardaient ou supprimaient les télégrammes qui m'étaient adressés, si bien que j'étais laissé pratiquement sans instructions. Afin d'impressionner le gouvernement britannique, de lui prouver jusqu'à l'évidence que la guerre ne venait pas de nous, j'avais supplié Paris de ne pas m'obliger à demander mes passe-ports. « Il faut, leur disais-je, me laisser mettre à la porte. » Or, le télégramme par lequel M. Viviani m'avisait, le 3 août, que, l'ambassadeur d'Allemagne venant de lui remettre la déclaration officielle de guerre et de lui réclamer ses passeports, j'aurais à réclamer les miens, ce télégramme fut intercepté par les autorités impériales. Je n'eus ainsi aucune démarche à accomplir. J'attendis que le gouvernement allemand me signifiât lui-même mon congé.

» Dans la matinée du 3 août, le secrétaire d'État Jagow vint me voir. Il commença par se plaindre de prétendus actes d'hostilité commis par des aviateurs français à Coblentz, à Nuremberg. C'est la fameuse légende des avions de Nuremberg, dont les Allemands eux-mêmes ont avoué la fausseté.

» Je n'ai pas la moindre connaissance de ces faits, dis-je à Jagow. Ils me paraissent absolument invraisemblables. Je sais que mon gouvernement

a donné aux militaires les instructions les plus sévères pour empêcher tout acte d'hostilité. Il a même poussé le scrupule jusqu'à faire reculer les troupes de couverture de dix kilomètres en arrière. Comment voulez-vous, dans ces conditions, qu'un de nos aviateurs s'en aille jeter des bombes sur Nuremberg, qui se trouve à une très grande distance à l'intérieur de l'Allemagne !... »

» Jagow me répondit que le fait n'était pas contestable, qu'il avait été dûment vérifié par les autorités.

« Vous m'étonnez beaucoup, lui répondis-je. Quoi qu'il en soit, même s'il était vrai, il est bien moins grave que les nombreux actes d'agression commis déjà sur le territoire français par les troupes allemandes et au sujet desquels je vous ai envoyé une protestation formelle. Une de vos patrouilles de cavalerie, conduite par un officier, a pénétré sur notre territoire jusqu'au village de Joncherey. L'officier qui le commandait a brûlé la cervelle à un de nos soldats. » Je qualifiai comme il convient cet acte et je dis à Jagow : « Vous reconnaîtrez qu'en aucune hypothèse il ne saurait être comparé à un vol d'aéroplanes sur un territoire étranger. » Jagow me répondit qu'il n'avait pas encore eu le temps de lire la note que je lui avais fait remettre. A ce moment une manifestation d'étudiants se déroulait sur la Pariser Platz. Par la fenêtre ouverte de mon cabinet, qui se trouve, comme vous le savez, au rez-de-chaussée,

on entendait des chants guerriers, la *Wacht am Rhein*, mêlés à des clameurs contre la France. Nous nous levâmes l'un et l'autre pour regarder les manifestants. « J'espère, dis-je à Jagow, que votre cousin le préfet de police prendra à temps les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre et protéger mon ambassade. Jagow me répondit qu'il allait immédiatement donner les instructions nécessaires. C'est lui-même qui m'annonça que M. de Schœn, ayant demandé ses passeports, je ne tarderais pas à recevoir les miens. Je lui parlai aussitôt de mon départ. Il m'assura que toutes les convenances seraient observées envers moi et envers tout mon personnel. A la fin de cet entretien, qui devait être entre nous le dernier, il ajouta quelques phrases de courtoisie pour m'exprimer le regret qu'il avait de voir nos bonnes relations se terminer de cette manière. Je lui demandai s'il ne pensait pas que je dusse faire une visite au chancelier afin de prendre congé de lui. Il me le déconseilla vivement. « Dans l'état d'excitation où se trouve M. de Bethmann-Holweg, cet entretien ne servirait à rien et ne pourrait être que pénible à vous deux. »

» Vers 6 heures, M. de Langwerth m'apporta mes passeports. Il m'annonça que je ne pouvais pas partir par la Hollande comme j'en avais exprimé le désir, mais que toutes facilités me seraient données pour gagner soit la Suisse, soit le Danemark. Je me décidai pour la Suisse. Comme

je voulais avant mon départ m'entendre avec l'ambassadeur d'Espagne, qui prenait charge de nos intérêts, il fut convenu que je quitterais Berlin le lendemain soir. Je voulais aussi, ajoute M. Cambon, avec un petit clignotement de ses yeux malicieux, avoir le temps de brûler toutes sortes de papiers que je ne tenais pas du tout à laisser entre les mains des Allemands. C'est à quoi furent employées toute la soirée et toute la matinée du lendemain. Une heure après, nouvelle visite, de M. de Lancken, que vous avez connu à Paris.

— Nous ne l'avons que trop connu, lui répondis-je. C'était, sous des dehors doucereux, sous des déclarations melliflues, un des hommes qui nous détestaient le plus.

— Eh bien, reprend Jules Cambon, il vient me demander, de la part de son gouvernement, d'inviter tous mes secrétaires à ne plus prendre désormais leurs repas au restaurant Bristol, où des manifestations désobligeantes pourraient se produire contre eux. Je lui réponds, un peu agacé : « Où diable voulez-vous qu'ils mangent ? La clientèle du Bristol est composée, du moins je le crois, de personnes bien élevées : des manifestations y sont moins à craindre que dans d'autres endroits moins élégants. » Comme Lancken insiste, je lui donne en fin de compte l'assurance que mon personnel ne reparaîtra plus au Bristol. Je fais téléphoner à l'hôtel pour qu'on apporte à manger à

tout mon monde. La direction, d'ailleurs, n'y consent qu'après en avoir reçu l'autorisation du ministère des Affaires étrangères.

» J'allai ce soir-là dire adieu à l'ambassadeur de Russie. La gare était fortement gardée, le service d'ordre bien organisé. La reine de Grèce, sœur du Kaiser, partait précisément à la même heure. On me paraissait avoir correctement fait les choses pour mon collègue russe. Un train spécial avait été mis à sa disposition. Je me dis : « Il en sera de même pour moi vraisemblablement demain. » Mais les brimades allaient commencer et se succéder sans arrêt. Le soir, avant de me mettre au lit, je reçois de nouveau la visite de M. de Langwerth. On m'interdit de partir par la Suisse. On m'offre en échange la voie par l'Autriche. Je n'accepte que sur la promesse formelle que le gouvernement autrichien me dirigera aussitôt vers la Suisse, et j'écris une lettre officielle à cet effet.

» Le lendemain, au moment du départ, nouveau changement. C'est par la voie du Danemark que je devrai décidément quitter l'Allemagne. Vous connaissez tous les détails de ce voyage, les vexations multiples auxquelles nous fûmes soumis : absence de tout confort et même de toute nourriture. Fort heureusement mes domestiques, très prévoyants, avaient emporté avec eux un panier de provisions qui constitua notre unique ressource alimentaire durant cet interminable

trajet. Je me souviens à ce propos d'un détail assez curieux. Il y avait dans le train un employé prétendu alsacien qui venait à tout instant nous parler, s'apitoyer sur la guerre, protestant de ses sentiments pacifiques. Il poussa l'obligeance jusqu'à nous préparer du café. Ces prévenances renouvelées me parurent assez rapidement suspectes. Je lui fis répondre par un de mes secrétaires que, dans son propre intérêt, il valait beaucoup mieux qu'il s'abstînt de nous adresser la parole. C'était vraisemblablement un « mouton » qu'on avait mis là dans l'espoir d'arracher quelques confidences à mon personnel. La ruse, dit en souriant M. Cambon, était vraiment un peu grosse. Nous n'étions pas gens à y tomber. »

Certes, tous ceux qui le connaissent souscriront sans peine à cette affirmation. L'homme qui fera tomber M. Jules Cambon dans un piège, si bien dressé soit-il, ne s'est pas encore rencontré et ne se rencontrera vraisemblablement pas de sitôt !

CHAPITRE II

A LONDRES. — RÉCIT DE M. PAUL CAMBON

Il y eut en réalité, me dit M. Paul Cambon, durant cette semaine de l'avant-guerre, trois journées critiques, on peut même dire tragiques, trois journées durant lesquelles, en multipliant mes efforts, je me suis demandé s'ils produiraient quelque résultat : les 31 juillet, 1er et 2 août 1914. Que l'Angleterre fût obligée d'intervenir tôt ou tard dans le conflit franco-allemand, la chose pour moi n'était pas douteuse. Seulement, si elle intervenait trop tard, cette intervention ne servirait plus à rien, attendu que nous aurions eu auparavant tout le temps d'être écrasés. C'est pourquoi il fallait qu'elle intervînt tout de suite. Or, pendant ces trois jours, cette décision, d'où dépendait le salut de la France et les destinées du monde, demeurait en suspens. Les deux plateaux de la balance se relevaient et s'abaissaient sans qu'on pût dire au juste lequel des deux irait en haut, lequel resterait en bas. Quand je revis par la pensée les événements de ces trois journées, j'ai la sensation qu'elles ont duré des siècles.

M. Paul Cambon évoque devant moi ces souvenirs dans son cinquième étage du boulevard Hauss-

mann, un petit cabinet de travail où tous les objets, les livres, les papiers, les bibelots sont rangés avec un soin, un ordre méticuleux, et qui, par sa simplicité un peu exiguë, contraste avec son grand bureau de l'ambassade française à Londres, où pendant quelque quinze années j'ai eu si souvent l'occasion de l'entretenir ; car, pas plus qu'il n'est possible d'évoquer le palais Farnèse sans M. Camille Barrère, tous les Français qui ont passé par Londres ne sauraient s'empêcher d'associer l'hôtel austère et sombre d'*Albert Gate* à l'image de M. Paul Cambon.

Vingt années de politique franco-britannique pendant lesquelles les deux pays, qui certes revenaient de fort loin, ont ouvert peu à peu les yeux à la réalité, se sont aperçus qu'ils n'avaient l'un et l'autre qu'un ennemi : l'Allemagne, ont arrangé leurs petites querelles coloniales, composé leurs différends, resserré d'une année à l'autre leurs liens, pour aboutir enfin à une fraternité d'armes de cinquante-deux mois, tels sont, en gros, les résultats de l'ambassade de M. Paul Cambon.

Entre les deux frères, Paul et Jules, qui n'ont jamais cessé de se consulter, de se conseiller, de se soutenir, qui s'écrivent régulièrement tous les jours, il y aurait un curieux parallèle à faire. Le cadet Jules a plus de bonhomie et de familiarité. L'aîné Paul apparaît plus fermé, plus distant. Avec son fin visage aux traits très réguliers, sa

courte barbe en pointe, l'élégance aristocratique de ses manières et de ses propos, il produit, dès qu'il apparaît, dès qu'il parle, une extraordinaire impression de respect, de dignité, d'autorité. Le débit est lent, mesuré, volontiers périodique. On dirait qu'il rédige ses phrases avec le même soin que ses dépêches diplomatiques. Tout ce qu'il dit est si juste, si à propos, que ses moindres paroles demeurent gravées dans votre esprit. On le sent, comme son frère d'ailleurs, doué d'une forte culture classique. De ce petit homme frêle et grêle se dégage une force nerveuse, je ne sais quel fluide tout-puissant. Lui, si froid d'ordinaire, si mesuré, si attentif à ses paroles, il s'anime, il s'échauffe dans les moments critiques, quand les intérêts de nos pays sont en jeu. Ses phrases, ses gestes prennent alors un extraordinaire relief. Il devient pressant, éloquent, pathétique.

Le dimanche 2 août 1914, alors que les troupes allemandes avaient déjà envahi le Grand-Duché de Luxembourg, dont la neutralité était garantie par les cinq grandes puissances, y compris l'Angleterre, mon vieil ami Wickam Steed, directeur politique du *Times*, vient le voir. « Avez-vous quelques nouvelles, dit-il à M. Paul Cambon ? Que va faire l'Angleterre ? » L'ambassadeur répond d'un geste. Il montre sur sa table un papier : « C'est le traité garantissant la neutralité du Luxembourg, dit-il. Je viens à l'instant de le mettre sous

les yeux de Sir Edward Grey. Je lui ai demandé quelle allait être l'attitude de son gouvernement. Il m'a dit qu'il n'en savait encore rien. » Et regardant bien en face Steed, de qui je tiens cette anecdote : « Je ne sais pas, lui dit-il, si nous ne devrons pas, ce soir même, rayer le mot *honneur* du vocabulaire britannique! »...

— Vous avez longtemps habité l'Angleterre, me dit Paul Cambon, vous savez avec quelle lenteur pesante s'ébranle l'opinion publique. Un proverbe anglais célèbre dit : *John Bull wants to be kicked, before he is roused* (John Bull, pour se mettre en train, a besoin d'être poussé à coups de pied). Il fallut plus d'un coup de pied de l'Allemagne pour que l'Angleterre commençât à s'inquiéter. L'ultimatum de la Serbie éclata comme un coup de tonnerre. Les premiers jours, le public britannique ne comprit nullement la gravité de la crise. Les événements se précipitaient à une telle allure qu'il n'arrivait pas à les suivre. Au sein du cabinet radical, la majorité était contre l'intervention. M. Asquith, le premier ministre, se rendait compte que l'Angleterre ne pourrait pas recommencer l'erreur de 1870, laisser la France se battre toute seule et risquer d'être écrasée. Mais cette opinion, toute intime, ne s'extériorisait pas, ne s'affirmait pas avec une énergie suffisante, loin de là. Le premier ministre, un vieux routier de la vie parlementaire, tâtait le pouls de ses collègues et des députés. Or ce pouls, il faut bien le dire,

ne battait pas très fort. Winston Churchill, doué, vous le savez, d'un tempérament très allant, très énergique, prenant rapidement ses résolutions, était nettement partisan de l'intervention. Il nous rendit le plus signalé service, un service dont nous ne lui serons jamais assez reconnaissants, en décidant de lui-même de maintenir mobilisée la flotte britannique qui venait justement d'achever ses grandes manœuvres. Le mérite de cette mesure, dont l'importance, vous le sentez bien, était capitale, ne revient qu'à lui seul. D'autres personnes, notamment un amiral de haut lignage, ont essayé de se l'attribuer, mais c'est Winston Churchill qui lui-même donna cet ordre et prit cette responsabilité. Quand l'Angleterre se résolut, un peu tard, à intervenir, elle avait ainsi sous la main l'instrument naval prêt à frapper.

» Le cas de Sir Edward Grey, ministre des Affaires étrangères, avait quelque chose de vraiment tragique. Sir Edward est, dans l'âme, un philanthrope, un pacifique, on peut même dire un pacifiste. Avec sa nature généreuse, idéaliste, il prête volontiers aux autres les sentiments dont il est animé. Il y eut en lui, durant cette terrible semaine, deux hommes qui ne s'accordaient pas, qui au contraire se combattaient : le ministre des Affaires étrangères, qui, recevant les rapports de tous ses ambassadeurs, ne pouvait pas ignorer qu'on marchait à toute vitesse vers la guerre et, d'autre part, l'idéaliste, qui ne se décidait pas à

prononcer une parole, à accomplir une démarche ayant la caractère d'une menace et pouvant avoir pour effet, croyait-il, de jeter l'Angleterre dans la guerre. Tel est le conflit qui se déroulait en lui. Il était vraiment très malheureux, il n'arrivait pas à choisir sa voie, à prendre son parti.

» Lloyd George, lui, alors chancelier de l'Échiquier, penchait plutôt, dès le début, du côté de l'intervention. Vous vous souvenez qu'en 1911, au moment le plus aigu de l'affaire d'Agadir, il avait prononcé à *Mansion House* un discours énergique et même péremptoire, pour notifier à l'Allemagne que ses menaces de guerre ne laisseraient pas, loin de là, l'Angleterre indifférente. Ses déclarations tranchantes avaient produit à Berlin l'effet le plus salutaire. Mais Lloyd George, qui par ailleurs a tant de qualités, est de sa nature impressionnable et mobile, très docile aux influences qui s'exercent sur lui. Le jeudi 30 juillet, une importante députation, composée de quelques grands financiers de la cité, vint le voir à son ministère et lui déclara que l'Angleterre ne devait d'aucune manière participer à la guerre qui se préparait. Cette guerre, pour peu qu'elle se prolongeât, aurait inévitablement pour résultat de plonger le monde dans un cataclysme financier sans précédent. (A cet égard, remarque finement M. Paul Cambon, les gens de la cité avaient vu assez juste.) Le seul moyen de sauver l'univers, c'était de laisser leur pays en dehors de la bataille

afin qu'il pût demeurer le grand marché, le régulateur économique du monde. Les intérêts de l'univers s'accordaient de cette sorte avec les intérêts propement dits de l'Angleterre. Rien ne fait plus de plaisir à un Anglais que de découvrir cette concordance ; et lorsqu'elle n'existe pas, il est assez porté à la faire naître.

— Comme c'est vrai, monsieur l'ambassadeur, lui dis-je. C'est ainsi que, lorsque l'Angleterre se prononça si violemment contre la traite des noirs, ce fut sans doute pour des raisons d'humanité et de philanthropie, mais aussi pour des raisons moins élevées, beaucoup plus matérielles, tout simplement parce qu'elle y trouvait grand profit.

— C'est vous qui l'affirmez, dit Paul Cambon, ce n'est pas moi!

» Toujours est-il que Lloyd George fut très impressionné par cette visite et par ces arguments. Son opinion se modifia. Les deux ou trois jours qui suivirent, les jours critiques, il se montra beaucoup moins partisan de l'intervention. Il hésita, il louvoya, ce qui augmentait d'autant l'indécision du cabinet. Celui-ci se réunissait tous les jours, souvent plusieurs fois par jour, le jeudi, le mercredi, le samedi, le dimanche matin, sans arriver à prendre une résolution ferme, à prononcer des paroles nettes qui auraient pu peut-être, à la dernière minute, arrêter encore le gouvernement germanique sur la pente où il nous entraînait.

» La guerre fut décidée, on le sait aujourd'hui, au fameux Conseil qui, sous la présidence de l'Empereur, se tint à Potsdam l'après-midi du mercredi 29. A peine revenu de ce conseil, le chancelier Bethmann-Holweg rendit visite à Sir Edmund Goschen, ambassadeur d'Angleterre. Il lui proposa un infâme marché. Au cas où son pays demeurerait neutre, il lui donna l'assurance que l'Allemagne n'annexerait aucune portion du territoire français. Sir Edmund Goschen lui ayant alors demandé quel serait le sort de nos colonies, le chancelier refusa de prendre aucun engagement à cet égard. « Pour la Belgique, lui dit-il, les forces allemandes peuvent être obligées d'y pénétrer afin de répondre à une attaque de la France. » Or ce même jour, j'eus un entretien au *Foreign Office* avec Sir Edward Grey. Il me déclara que la situation était très grave, ce qui était on ne peut plus mon avis. Il allait signifier à l'ambassadeur d'Allemagne, ajouta-t-il, qu'il ne devait pas y avoir de malentendu par suite du ton amical de leur conversation. « Le gouvernement impérial aurait tort d'en déduire que nous resterions à l'écart du conflit dans le cas où les efforts pour préserver la paix échoueraient. Mais j'estime nécessaire, dit ensuite Sir Edward, de vous faire connaître que notre opinion publique ne considère pas la crise actuelle dans le même esprit que la crise marocaine, il y a quelques années. A ce moment-là, il s'agissait d'une dispute où la France

se trouvait intéressée au premier chef, où il apparaissait que l'Allemagne, en essayant de vous écraser, vous cherchait une querelle sur une question qui avait fait le sujet d'un accord spécial entre vous et nous. La dispute actuelle est entre l'Autriche et la Serbie. Même si la Russie s'y trouve englobée, il s'agit d'une lutte de suprématie dans les Balkans entre Teutons et Slaves, qui ne nous regarde pas. Si l'Allemagne et la France y prennent part, nous n'avons pas encore décidé quelle sera notre attitude. »

« C'était là, il faut l'avouer, un *distinguo* bien subtil. Je lui répondis : « L'opinion française est calme, mais résolue. Nous attendons d'une heure à l'autre que l'Allemagne nous demande de rester neutres, tandis qu'elle attaquera la Russie. Une pareille assurance, nous ne pouvons pas la donner. Nous sommes obligés de soutenir la Russie au cas où elle serait attaquée. »

» Le lendemain jeudi 30, je retournai voir Sir Edward Grey.

» La paix de l'Europe, lui dis-je, n'a jamais été plus sérieusement menacée. Je ne vous demande pas de me déclarer définitivement que vous interviendrez, mais simplement de me répondre ce que vous ferez si certaines circonstances viennent à se produire, si par exemple l'Allemagne nous attaque. »

» A ce moment je lui mis sous les yeux un rapport de mon gouvernement établissant que les

préparatifs militaires de l'Allemagne étaient infiniment plus avancés que les nôtres.

» Je m'attends, lui dis-je, à ce que l'agression germanique prenne la forme d'une sommation nous enjoignant de cesser nos préparatifs, ou nous demandant de demeurer neutres dans l'éventualité d'une guerre entre l'Allemagne et la Russie. L'une ou l'autre de ces demandes est pour nous complètement inadmissible. » Sir Edward Grey me répondit que le cabinet se réunissait le lendemain matin et qu'il me verrait dans l'après-midi.

» Quand je le revis le jour suivant, je lui montrai tout d'abord un télégramme que mon frère expédiait de Berlin. « L'incertitude où l'on est ici, disait-il, touchant l'intervention de l'Angleterre encourage le parti militariste. Si le gouvernement britannique pouvait se déclarer nettement du côté de la Russie et de la France, l'Allemagne se résoudrait peut-être à ne pas faire la guerre. »

» Sir Edward Grey me répliqua : « Il est inexact de supposer que nous avons laissé l'Allemagne sous l'impression que nous n'interviendrions pas. Je lui ai refusé toute assurance à cet égard. » Je le pressai naturellement pour obtenir de lui une déclaration plus catégorique. Il me répondit : « A la séance du cabinet, ce matin, nous sommes arrivés à la conclusion que nous ne pouvions donner aucune assurance formelle. Nous ne pouvons pas, d'avance, engager notre Parlement. Jusqu'à maintenant, nous ne sentons pas, et

l'opinion publique est de cet avis, que nous soyons liés par aucun traité, par aucune obligation. Des développements ultérieurs peuvent s'ensuivre, qui modifieront cette situation, qui obligeront le gouvernement à se déclarer pour l'intervention. Le maintien de la neutralité belge pourrait être un facteur, je ne dis pas décisif, mais important, pour déterminer notre attitude.

» J'insistai à nouveau, je répétai ma question : « L'Angleterre viendra-t-elle à notre secours si l'Allemagne nous attaque ? » J'obtins la même réponse qui n'en était pas une : « Nous ne pouvons pour l'instant prendre aucun engagement. » Je lui demandai alors s'il ne pourrait pas soumettre ma question à une nouvelle délibération du cabinet : « Le cabinet, me dit-il, se réunira nécessairement dès qu'il se produira un événement nouveau. »

» Le lendemain matin, en effet, le samedi 1er août, un conseil de cabinet se tint. Je vis Sir Edward Grey tout de suite après. Il me déclara une fois de plus que, après un examen atttentif de la situation européenne, le gouvernement ne se sentait pas en état de prendre la décision d'intervenir dans la guerre. C'est avec une gravité presque tragique qu'il me communiqua cette résolution, ou plutôt cette *absence de résolution*. Je lui répondis avec non moins de gravité : « Une notification de ce genre, je me refuse absolument à la transmettre à mon gouvernement. Je vous

invite à reconsidérer la question. Il est impossible que vous me laissiez télégraphier une pareille nouvelle à Paris. En tout cas, moi, je ne la télégraphierai pas. Songez à tout ce que nous venons de faire, à toutes les preuves de volonté pacifique que nous venons d'accumuler. Malgré la résistance de notre état-major, justement alarmé d'une telle mesure, nous sommes allés jusqu'à dégarnir momentanément notre frontière, jusqu'à reculer nos troupes de plusieurs kilomètres en arrière, afin d'éviter tout incident. Nous avons ainsi abandonné aux Allemands une portion de notre territoire dans laquelle ils peuvent faire tout ce qui leur plaît. Notre pays est ouvert à leurs incursions. Quant à nos côtes du Pas-de-Calais, de la Manche, de l'Atlantique, c'est bien pire encore. Les escadres allemandes peuvent d'un moment à l'autre venir impunément insulter nos rivages. A la suite d'un accord formel, conclu entre nos deux états-majors, il a été décidé que, afin de permettre aux flottes britanniques de concentrer leurs forces dans la mer du Nord, la France se chargerait pour la plus grosse part de la garde de la Méditerranée. Nos cuirassés les meilleurs, les plus modernes, les plus puissants se trouvent ainsi dans la Méditerranée. Nous n'avons dans l'Atlantique et dans la Manche que quelques vieux sabots incapables de résister un instant aux flottes allemandes. Laisserez-vous bombarder Cherbourg et Brest, alors que c'est d'accord avec vous, pour servir vos in-

térêts autant que les nôtres, que nous avons concentré loin d'ici tous nos bateaux ? Vous me dites aujourd'hui que vous ne pouvez pas encore, malgré la provocation mille fois établie de l'Allemagne, malgré la violation, qui se prépare ouvertement, de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg, me donner la moindre assurance que vous interviendrez. Je n'enverrai pas cette réponse, car elle remplirait mon pays de rage et d'indignation. A défaut d'une alliance formelle, est-ce qu'il n'y a pas pour vous une obligation morale à nous soutenir, à nous prêter tout au moins l'appui de votre flotte, puisque c'est sur vos conseils que nous avons éloigné la nôtre ? »

» L'entretien se termina là-dessus. Je quittai Sir Edward Grey visiblement impressionné par mes paroles. L'argument de la fin, l'impossibilité morale où se trouvait l'Angleterre de ne pas nous prêter au moins l'appui de ses escadres avait paru particulièrement le toucher ; mais je savais qu'au sein du cabinet les résistances continuaient à être des plus fortes.

» Ce furent là, ajoute Paul Cambon, vraiment *les heures les plus sombres de ma carrière*, pour reprendre l'expression du vieux Gortchakoff. Je multipliai mes démarches, mes efforts. J'insistai surtout sur la nécessité d'une collaboration maritime. Je sentais que c'était là le point faible. Mais je n'étais sûr de rien. Surtout je me disais : « Est-ce qu'ils n'interviendront pas trop tard,

à l'heure où leur intervention ne servira plus à rien ? La lettre si touchante et si belle que M. Poincaré adresssa au Roi d'Angleterre n'eut pas et ne pouvait pas avoir, dans ces moments critiques, un bien grand effet. Cette lettre, apportée par William Martin, fut remise immédiatement au Roi George. Je connaissais de longue date les sentiments du souverain. Je savais qu'il était personnellement d'avis que l'Angleterre devait entrer en guerre à nos côtés. Mais son opinion ne pesait guère sur la décision du cabinet. C'est le ministère qui était le seul maître .Le Roi fit à cette lettre la réponse que vous savez. Cette réponse, rédigée par ses ministres, se bornait à dire que le gouvernement britannique ne savait pas encore quel parti il choisirait.

— Quand il écrivit cette missive, dis-je à M. Paul Cambon, le Roi devait être assez navré des phrases si enveloppées, si réticentes qu'on lui faisait signer. Wickam Steed m'a raconté que, chaque fois que, par la suite, il lui arrivait d'en parler, le Roi disait : « Mon affreuse lettre, *my wretched letter* ! »

— L'Allemagne, puis la France, avaient déjà mobilisé ; la guerre était plus que jamais certaine. Elle avait même à vrai dire déjà commencé, puisqu'il y avait eu de la part des Allemands des violations répétées de nos frontières. Le dimanche matin 2 août, le cabinet se réunit de nouveau. Il convoque à sa réunion un des plus grands finan-

ciers de la Cité, Lord X..., pour le consulter sur les répercussions économiques du conflit. Lord X..., me dit en riant Paul Cambon, m'a souvent assuré depuis qu'il avait conseillé l'intervention ; *mais j'ai tout lieu de penser le contraire.* Il partageait à ce moment l'opinion de tous ses confrères, estimant que l'Angleterre devait se tenir à l'écart. Cette réunion ne produisit encore aucun résultat. C'est seulement dans la soirée du dimanche que Sir Edward Grey m'apporta enfin l'assurance que j'attendais. Il vint me dire que le gouvernement avait décidé de prêter à la France le concours de sa flotte. Au cas où les escadres allemandes essaieraient de franchir le Pas-de-Calais pour venir bombarder nos rivages, la flotte britannique les en empêcherait, et l'Angleterre se considérerait en état de guerre avec l'Allemagne. Je poussai, vous pouvez le croire, un soupir de soulagement. J'estimai que la partie était gagnée. Tout était fini. Un grand pays en effet ne fait pas la guerre à moitié. Du moment qu'il décide de la faire sur mer, il est fatalement amené à la faire aussi sur terre.

« Il ne faut pas oublier, ajoute-t-il, la part très importante jouée dans tout cela par le parti conservateur. Au commencement de cette terrible semaine, M. Bonar Law, chef de l'opposition, comme tout le monde, d'ailleurs, se trouvait absent de Londres. On lui envoya un télégramme ; il revint dans la capitale. Une importante réunion

des chefs conservateurs se tint chez Lord Lansdowne. Il y fut décidé que les leaders unionistes feraient savoir immédiatement au premier ministre que, si le gouvernement décidait d'intervenir aux côtés de la France, le parti conservateur le soutiendrait de toutes ses forces à la Chambre des Communes. La démarche fut faite aussitôt auprès de M. Asquith. Afin de lui donner plus de poids encore, M. Bonar Law remit une note écrite au chef du gouvernement. Cette démarche exerça la plus heureuse influence. M. Asquith, certain d'avoir l'appui des conservateurs, se sentit énergiquement poussé à agir.

» On peut trouver qu'il mit assez longtemps pour prendre cette décision. Mais n'oubliez pas que l'Angleterre est un pays éminemment parlementaire. La Chambre des Communes et aussi celle des Lords, le public, qui revenait de très loin, n'étaient nullement préparés à des résolutions aussi énergiques et aussi rapides. Les événements allaient trop vite pour que l'opinion, qui est dans ce pays assez lente à se former, pût les suivre. Si le gouvernement avait voulu la brusquer, il risquait de la faire se cabrer, de provoquer un vote défavorable des Communes. Dans ce cas, la situation eût été compromise, sinon irrémédiablement perdue.

» Ces hésitations, ces tergiversations, qui présentaient par ailleurs de très gros inconvénients, qui laissèrent croire à l'Allemagne que l'Angle-

terre ne se déciderait pas ou qu'elle ne se déciderait pas à temps, eurent du moins un avantage : elles permirent à l'opinion britannique de se ressaisir. Lorsque le gouvernement résolut d'intervenir, l'immense majorité, la presque totalité du pays était de cœur avec lui. Elle sentit qu'on avait épuisé tous les moyens de conciliation, qu'il n'y avait pas d'autre alternative que de se battre.

» La guerre une fois décidée, l'Angleterre la mena avec son énergie, surtout avec sa ténacité accoutumées. Tout de suite après la Marne, elle comprit qu'elle serait très dure, très longue. Elle se prépara à une lutte de plusieurs années. Elle y jeta la totalité de ses ressources, militaires, navales, économiques. Elle fut un des facteurs décisifs de la victoire...

» Voyez-vous, me dit pour terminer Paul Cambon, quand des Français discutent, négocient avec des Anglais, la grande, la terrible difficulté, c'est qu'ils ne parlent pas, mais pas du tout la même langue. N'entendez pas cela au sens littéral. Il n'existe pas deux peuples dont le tempérament, la mentalité soient aussi différents et même opposés. Tel argument qui fait grande impression sur nous n'en produit aucune sur eux, et réciproquement. Dans ces conditions, quoi d'étonnant si les malentendus sont assez fréquents ? Le devoir, ou plutôt le métier des diplomates consiste à les empêcher de naître et lorsque, par

malheur, ils sont nés, à les dissiper. Voilà la tâche à laquelle je me suis appliqué durant les quelque vingt années de mon ambassade à Londres. »

Nul ne pouvait remplir cette tâche avec une aussi parfaite maîtrise. Les Anglais n'accordent pas à la légère leur amitié, leur confiance à des étrangers, mais, quand ils les ont une fois données, c'est pour toujours. M. Paul Cambon, par les qualités de son intelligence et de son caractère, par sa droiture et par sa loyauté, avait conquis à Londres une situation tout à fait hors de pair. Quand se produisit la crise, au cours de cette semaine de l'avant-guerre, ses démarches, son insistance furent vraiment un des facteurs décisifs!

CHAPITRE III

A PARIS. — RÉCIT DE M. MESSIMY, MINISTRE DE LA GUERRE

Mon rôle durant cette terrible semaine, me dit M. Messimy, n'était certes pas des plus faciles. J'étais obligé de tenir l'équilibre entre l'État-Major, le général Joffre, soucieux de ne laisser prendre à l'Allemagne aucune avance militaire qui risquait de nous être fatale, et mes collègues du Conseil des Ministres, les diplomates du Quai d'Orsay, justement effrayés par toute initiative qui, aux yeux de l'Allemagne et plus encore aux yeux de l'Angleterre, dont l'attitude était douteuse, aurait pu passer pour une mesure de provocation.

» Je me trouvais ainsi tiraillé entre ces deux forces opposées, les militaires se plaignant que je n'allais pas assez vite, les civils estimant qu'il y avait tout intérêt à ralentir l'allure. Ma règle constante en ces journées, en ces nuits si critiques, le principe dont je m'inspirai, fut de surveiller, avec une attention minutieuse, ce qui se faisait en Allemagne. Nous avions, tout le long de la frontière de l'Est (je n'en dirai pas autant de celle du Nord où, malheureusement, rien ou presque rien n'existait), à Belfort notamment, un service

de renseignements qui fonctionnait admirablement. Les Alsaciens, comme vous le pensez, nous rendirent d'inappréciables services. A peine les Allemands avaient-ils pris une décision, rappel des officiers, des permissionnaires, des réservistes, gardes des voies ferrées, etc., que la nouvelle nous en parvenait aussitôt de différents côtés. Des hommes passaient le Rhin, franchissaient la frontière, pour venir immédiatement nous avertir. Dès que, par une série de recoupements, je m'étais rendu compte que la nouvelle était vraie, je donnais l'ordre de déclencher en France une mesure correspondante. Nous n'avions, de la sorte, pour ainsi dire, aucun retard sur les Allemands, et ceux-ci ne pouvaient pas nous accuser d'avoir commencé.

M. Messimy évoque devant moi ces souvenirs dans son vaste cabinet, qui, au coin de la rue Bonaparte et des quais, domine un admirable paysage : les rives de la Seine et le Louvre.

— Puisque cette période vous attire, me dit-il, voici justement toute une suite de notes, de documents, de souvenirs au milieu desquels je suis plongé. J'ai consigné jour par jour, souvent heure par heure, les faits les plus marquants de cette semaine tragique. Peut-être publierai-je, plus tard, ces Mémoires, mais certainement pas avant quelques années. Voulez-vous, en attendant, les feuilleter avec moi ?

» Ce qui rendait ma tâche particulièrement diffi-

cile, c'est l'absence du Président de la République et du Président du Conseil, qui se trouvaient en mer à leur retour de Russie et ne rentrèrent à Paris que le mercredi 29 au matin, c'est-à-dire le sixième jour de la crise, trois jours seulement avant la mobilisation. Durant cette première partie, qui fut, vous ne l'ignorez pas, très importante, nous eûmes à prendre toutes les décisions sans eux. L'ultimatum à la Serbie est du jeudi 23 au soir. Le 25 juillet expirait le délai accordé par l'Autriche. Ce jour-là, à 22 h. 15, je rappelle par télégramme les chefs de corps, les généraux absents de leur garnison (1).

» Cette mesure fut prise deux heures après la rupture des relations diplomatiques entre l'Autriche et la Serbie, au moment où, à Vienne et à Berlin, se déroulaient des manifestations belliqueuses, dont la signification n'était maheureusement que trop claire.

» C'est dans la nuit du 25 au 26 que m'arrivent les premières nouvelles inquiétantes. Le service des renseignements du XX[e] corps m'informe, en effet, que, de l'autre côté de la frontière, certaines garnisons sont consignées ; plusieurs régiments ont reçu des instructions secrètes, et enfin tous les Allemands d'Alsace annoncent la guerre inévitable.

(1) Le général Foch, commandant le XX[e] Corps, qui était en vacances dans sa propriété de Bretagne, fut ainsi rappelé d'urgence et partit pour Nancy.

» Durant toute la matinée du lendemain, le dimanche 26, de divers côtés, des télégrammes confirment cette mauvaise impression. Les régiments allemands prennent la tenue de guerre. Les forts de Metz sont occupés ; partout on installe des lignes téléphoniques ; des officiers en automobile parcourent la frontière ; enfin, et ceci est le symptôme le plus sérieux, on m'informe à 16 heures, d'une façon très certaine, que les officiers en congé viennent d'être rappelés télégraphiquement

» L'ensemble de ces informations ne me laisse aucun doute. Elles me dictent mon devoir. J'expose nettement la situation au Conseil des ministres, qui se tient ce jour-là. Je fais décider un certain nombre de mesures qui doivent être prises très discrètement, de façon à ne pas inquiéter inutilement les populations encore très tranquilles, très confiantes dans l'issue de la crise. Car vous vous en souvenez, peu de gens, durant ces premières journées, se rendaient exactement compte de la gravité et même de l'imminence du péril. Le jeu de l'Allemagne ne s'était pas encore dévoilé ! Il s'agissait, croyait la masse, d'une querelle balkanique, comme il s'en était déjà beaucoup produit sans qu'aucune conséquence redoutable en fût résultée. Seuls, quelques hommes très bien renseignés, des spécialistes, pouvaient discerner, à travers les mensonges et les réticences de l'Allemagne, l'implacable volonté de guerre qui résidait en elle.

» Cette journée du 26 fut un dimanche d'été des plus paisibles. Aucune animation, aucune excitation ; personne ne paraissait se douter que, huit jours plus tard, ce serait la guerre. Je me bornai à prescrire l'arrêt des déplacements de troupes projetés et la suspension des autorisations d'absence pour les officiers. A 16 heures, ayant reçu la nouvelle ferme que tous les officiers allemands en congé avaient été rappelés télégraphiquement, une demi-heure plus tard, à 16 h. 30, j'ordonnai de faire rentrer nos propres officiers.

» Fallait-il rappeler de même les soldats permissionnaires ? Le général Joffre, qui, au cours de toute cette semaine, fut admirable d'énergie et de sang-froid, me le demandait avec insistance. Seulement, le nombre de ces permissionnaires était très considérable, car nous avions donné beaucoup de congés pour les travaux agricoles. Je répondis au général que, n'ayant pas encore la certitude que les soldats allemands étaient rappelés comme les officiers, j'hésitais à donner cet ordre, dont le retentissement dans le pays serait nécessairement des plus vifs.

» Dans la soirée, les nouvelles inquiétantes se succèdent ; je prescris alors le rapatriement de toutes les unités en déplacement et l'application sur les chemins de fer du « dispositif restreint de sécurité », mais avec la réserve que seuls des civils y participeront. En même temps, d'accord avec mon collègue de l'Intérieur, j'insiste auprès des

préfets pour que la presse locale garde un silence complet sur ces premières précautions.

» Comme vous le voyez, je m'attachai à suivre en quelque sorte l'État-Major allemand pas à pas, en faisant très attention d'abord de ne jamais le précéder, ensuite de ne pas ébruiter nos préparatifs.

» La journée du lendemain 27 est très mauvaise. De tous les points de la frontière m'arrivent des informations qui précisent la préparation de l'Allemagne à la guerre : armement et occupation des forts de Metz ; rappel des soldats permissionnaires ; très nombreux appels de réservistes ; opérations de mobilisation ; retour en masse vers l'Allemagne de tous ses nationaux résidant à l'étranger et surtout en Belgique. C'est ainsi que le XX[e] corps me télégraphie à minuit 10 : « L'artillerie lourde a occupé les forts Kaizerin, Kronprinz, Lothringen ; les régiments ont reçu les effets de guerre. Un Alsacien très sûr, venu spécialement à Belfort, fait savoir que, dans la nuit de vendredi à samedi, de nombreux soldats convoqués au recrutement de Mulhouse ont travaillé à la mobilisation. A Thionville, les quatre dernières classes libérées ont ordre de se tenir à la disposition de la *Kommandantur*, à toute heure.

» La situation s'est donc incontestablement aggravée ; de nouvelles décisions s'imposent. A 17 heures, je donne l'ordre d'étendre le dispositif restreint de sécurité sur les chemins de fer, en y

employant non plus seulement des civils, mais des militaires. Les journaux du lendemain publient des photographies d'ouvrages d'art, ponts et tunnels, gardés par des soldats.

» Le problème était plus difficile en ce qui concerne les effectifs. Tout appel de réserviste ne peut se faire chez nous que par classe ou par région: c'est donc un vrai commencement de mobilisation. Or les Allemands n'avaient procédé jusqu'ici qu'à des appels individuels. Je me refuse à prendre les devants. Je me borne à les suivre très attentivement. Durant cette journée, je fais rappeler tous nos permissionnaires. L'ordre en est donné dans la nuit d'abord pour les troupes de couverture, puis pour l'ensemble de la France.

» Nous voici arrivés à un point extrêmement important. La menace de guerre n'ayant fait que s'accroître, je m'entretiens avec le général Ebener, sous-chef d'État-Major, du concours militaire que va nous donner le Maroc. Nous avions au Maroc pas loin de 100 000 hommes qui, chefs et soldats, comptaient parmi les meilleurs de notre armée. Allons-nous laisser là-bas ces troupes d'élite, alors que le sort de la France et, par conséquent, celui de ses colonies se règlera d'ici quelques semaines dans l'Est ? Or, le plan de mobilisation prévoyait que la presque totalité de ces troupes devait rester au Maroc. Seuls quelques bataillons et quelques batteries devaient être renvoyés en France. D'accord avec Abel Ferry,

sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, je saisis le Conseil des ministres de cette grave question. Nous décidons, dans la réunion du 27, que le Maroc et aussi l'Algérie devront être vidés dans la mesure du possible de tous les éléments combattants. Au sortir du Conseil, les Affaires étrangères, d'accord avec moi, expédient les télégrammes préparatoires au général Lyautey.

» Ce n'est pas en vain, à peine ai-je besoin de vous le dire, que nous fîmes appel à l'esprit d'abnégation et de sacrifice de ce dernier. Il nous expédia aussitôt tout ce qu'il était humainement possible de nous envoyer.

» Les victoires, vous le savez, se gagnent presque toujours avec des résidus. Ce fut particulièrement le cas pour la bataille de la Marne. Quand la décision demeure longtemps en suspens, c'est souvent un infiniment petit, une division, quelques bataillons, qui font pencher le plateau de la balance. Vous connaissez quel fut, durant la bataille de la Marne, le rôle de la division du Maroc. Vous le connaissez d'autant mieux que vous en faisiez partie ; car, autant que je m'en souviens, c'est moi qui vous ai nommé à l'État-Major du général Humbert, commandant cette division.

— Et je ne vous en serai jamais, lui dis-je, suffisamment reconnaissant ; mon régiment territorial étant expédié au Maroc, désireux que j'étais avant tout de servir sur le front français, il avait

été d'abord question de m'affecter à Maubeuge comme officier de liaison entre l'État-Major de cette place et l'armée anglaise. Or, si j'étais allé à Maubeuge, j'aurais été fait prisonnier, vraisemblablement, avec toute la garnison. En me plaçant auprès du général Humbert, vous m'avez donc évité quatre années de captivité en Allemagne.

— Cette division du Maroc, reprend M. Messimy, joua un rôle décisif à la bataille de la Marne. Elle tenait les hauteurs de Mondement, là même où l'État-Major allemand essaya de crever le centre des armées françaises. Le général Foch l'a reconnu expressément quand il a dit : « La fortune a voulu que la division du Maroc se trouvât là. » En plus de cette magnifique division, Lyautey nous expédia la brigade de tirailleurs marocains, qui se battit avec un tel courage qu'elle fut presque entièrement anéantie. Je tirai de l'Algérie, outre les deux divisions du XIXe corps, la 37e et la 38e, une division supplémentaire, la 45e, que je fis dès ce moment-là constituer. Le colonel Chardenet partit pour Alger avec pleins pouvoirs et les ordres nécessaires. Cette division immédiatement constituée, arriva, elle aussi, à temps pour la bataille de la Marne.

» Ce n'est pas tout. Dès ce moment mon attention se tourna vers l'armée russe. Les deux États-Majors avaient pris depuis longtemps l'habitude de travailler en commun. Le général Dubail en 1911, le général Joffre en 1912, s'étaient

rendus en Russie pour se concerter avec le haut commandement. Par notre attaché militaire, par l'intermédiaire des Affaires étrangères et de notre ambassadeur à Pétersbourg, j'insistai de toutes mes forces pour que, en dépit de la lenteur de la mobilisation russe, les armées du Tsar prissent aussitôt que possible l'offensive en Prusse Orientale. Cette offensive, elles la prirent à point nommé et avec la plus grande vigueur. Leur avance rapide jeta la fureur et l'alarme dans l'esprit du Kaiser, parmi les hobereaux de son entourage, qui ne pouvaient pas se résigner à voir le berceau de leurs familles souillé par l'invasion moscovite. Cette fureur et cette alarme leur firent commettre, au point de vue stratégique, une très lourde faute, dont les conséquences furent incalculables. Ils retirèrent, vers la fin du mois d'août, alors qu'ils n'avaient pas trop de toutes leurs forces pour la bataille décisive, deux excellents corps d'armée au moins du front occidental, et les transportèrent en toute rapidité sur le front oriental. Ils arrêtèrent, certes, l'invasion russe : Hindenburg battit à plates coutures, à Tannenberg, les armées de Rennenkampf et de Samsonof, conduites par des chefs vraiment trop inexpérimentés ; mais ils perdirent, par contre, la bataille de la Marne ; si ces deux corps d'armée y avaient participé, si nous n'avions pas eu, d'autre part, le gros appoint de nos troupes africaines, il est infiniment probable que cette bataille aurait très mal tourné pour nous.

» Et laissez-moi vous dire, à ce propos, que, quoi qu'il soit arrivé depuis, nous ne devons jamais oublier l'immense service que nous rendirent, en cette circonstance, les Russes.

. . . .

» Le 28, on m'annonce le rappel des réservistes allemands pour les recrutements de Sarrebrück, Strasbourg, Kehl, Saverne et Sarrebourg, le recensement des véhicules et des chevaux, la mobilisation du personnel de l'aéronautique ; les familles des officiers allemands en garnison sur la frontière sont expédiées vers l'intérieur ; les chefs de gare alsaciens reçoivent des plis cachetés à n'ouvrir que sur un ordre spécial ; sur la ligne Avricourt-Strasbourg, les quais militaires sont partout dégagés et préparés pour le débarquement des troupes ; enfin, tous les réservistes allemands qui se trouvaient à Anvers (et Dieu sait s'il y en avait !) sont invités à se tenir prêts à partir au premier signal.

» Le ministère des Affaires étrangères me communique ce jour-là un télégramme de M. Jules Cambon, figurant au Livre Jaune et annonçant que les avis préliminaires de mobilisation ont été donnés pour toute l'Allemagne. Ce télégramme, expédié de Berlin le 21, parvient au Quai d'Orsay le 23 au soir ou le 24 au matin. Or, c'est le 28 seulement que j'en reçois un extrait de la main de M. Bienvenu-Martin. Il avait donc mis quatre jours pour franchir la faible distance du Quai

d'Orsay à la rue Saint-Dominique. J'estimai que c'était un peu long. Comme je suis de tempérament un peu vif et que je n'ai pas l'habitude de mâcher mes mots, je me plaignis aussitôt au ministère des Affaires étrangères, non sans une certaine brutalité qui n'est pas, vous le savez, dans les traditions de cette sommeillante et protocolaire demeure. Depuis cette algarade, tous les télégrammes me furent régulièrement et rapidement transmis.

*
* *

» Nous voici maintenant arrivés à la fameuse journée du 29 juillet. Elle marque, au cours de cette semaine tragique, une division des plus nettes. C'est le deuxième acte du drame qui, avec une vitesse vertigineuse, effarante, nous emportait vers le dénoûment : la guerre.

» Ce jour-là, les deux Présidents, M. Poincaré et M. Viviani, arrivent de Russie. Ils débarquent à Boulogne ; vers la fin de la matinée, nous allons les recevoir à la gare du Nord. Vous vous souvenez de ce que fut cette réception. Je puis dire que c'est un des moments les plus émouvants de ma vie.

— Je m'en souviens très bien, dis-je. Jamais le cœur de Paris ne battit avec une telle intensité. Un peu avant midi, je sortais du journal *le Temps*,

où j'étais allé apprendre les nouvelles. Le passage du chef de l'État fut annoncé rue Lafayette. Instantanément, comme une traînée de poudre, toutes les fenêtres s'ouvrirent.La rue fut noire de monde. Des acclamations à la fois ardentes et graves accueillirent M. Poincaré. Aucune excitation, aucun bruit; simplement l'émotion contenue et vibrante de tout un peuple qui se serrait autour de ses chefs. Tous ces regards, tous ces visages semblaient dire : « Nous vous faisons confiance ; tâchez de nous éviter la guerre ; mais si vraiment elle nous est imposée, marchez sans aucune crainte ; partout où vous nous conduirez, nous vous suivrons. » L'union sacrée qui nous donna la victoire, on peut dire que c'est ce jour-là qu'elle naquit. Cet admirable élan patriotique, qui, pendant quatre années, posséda la France, c'est à cette heure qu'il se manifesta.Durant cette journée-là et celles qui suivirent, Paris, on peut le dire, fut sublime. Ceux qui l'ont vu vibrer ont éprouvé les impressions les plus fortes qu'il soit donné à un être humain de ressentir.

— Aussitôt l'arrivée des Présidents, dit M. Messimy, deux conseils des ministres furent tenus. L'un avant, l'autre après la fameuse visite, presque comminatoire, de M. de Schœn à M. Viviani. Durant cette visite, relatée au Livre Jaune, l'ambassadeur d'Allemagne, sur un ton plutôt menaçant, avait parlé au Président du Conseil des *mesures militaires que prenait le gouvernement de la*

République, en ajoutant que *la France était libre d'agir ainsi, mais qu'en Allemagne les préparatifs ne pouvaient être secrets et qu'il ne faudrait pas que l'opinion française s'alarmât si l'Allemagne s'y décidait.* Quand on songe que, depuis huit jours déjà, l'Allemagne accumulait ouvertement tous ses préparatifs, on ne peut qu'être frappé de l'insolence et du cynisme d'une pareille déclaration.

» Durant l'absence du chef du gouvernement, j'avais pris, en ce qui me concerne, les précautions préparatoires ; tout ce qu'il était possible de faire sans trop donner l'éveil, sans trop inquiéter le pays, avait été fait : suspension des permissions, suspension des mouvements de troupes ; surveillance de la frontière. Jusqu'à présent, nous n'avions rappelé aucun réserviste ; aucun transport de troupes n'avait eu lieu vers la frontière. Si nous ne voulions pas laisser prendre à l'Allemagne une avance qui pouvait nous acculer au désastre, ce sont ces mesures-là qu'il fallait envisager sans retard. Le général Joffre demandait que le dispositif de couverture fût exécuté immédiatement : c'était la dernière étape avant la mobilisation proprement dite. Cependant, avant de se résoudre à une pareille mesure, le gouvernement, sur ma demande, décida d'attendre encore quelques heures.

Le 30 juillet, dès l'aube, on m'informe que les troupes allemandes ont occupé sur la frontière

leurs emplacements de combat, qu'elles exécutent des travaux défensifs. De fortes concentrations me sont signalées, d'autre part, dans la région de Trèves. Je reçois enfin une lettre personnelle de notre attaché militaire à Berlin, le général Serret (celui qui fut tué en Alsace) : « L'Allemagne, m'écrit-il, soucieuse de débuter par un coup d'éclat qui étonnera le monde, certaine d'entrer chez nous comme dans du beurre, hâte fébrilement ses préparatifs. » Au Conseil des ministres, je fais part à mes collègues du désir du général Joffre. Il demande qu'on mette en place sans tarder la couverture. Or, cela revient à décréter la mobilisation complète des 2e, 6e, 7e, 20e, 21e régions et de toutes nos divisions de cavalerie ; c'est ordonner le transport à la frontière des régiments de Reims, Châlons-sur-Marne, Besançon, Lons-le-Saunier, Paris, et même ceux de l'ouest, Libourne et Dinan. C'est, en somme, la mobilisation d'une partie de la France. Voilà le Conseil des ministres placé dans une situation des plus angoissantes. Nous sommes tous d'avis, certes, qu'il faut faire droit à la demande de Joffre. Il serait criminel de négliger, de retarder cette précaution ; mais nous savons, d'autre part, combien la propagande allemande est habile à travestir les faits. Auprès des neutres, auprès des Anglais surtout, dont les dispositions restent si incertaines, ne va-t-elle pas représenter la France comme ayant pris d'elle-même, et sans raison, l'initiative de

la mobilisation ? Alors que les chancelleries discutent et s'efforcent d'arriver à un règlement pacifique de la crise, alors que Sir Edward Grey multiplie ses démarches, ses tentatives de médiation, allons-nous fournir à l'Allemagne l'argument qu'elle cherche pour empêcher l'Angleterre de se ranger à nos côtés ? Voilà les deux côtés du problème que nous devons successivement envisager.

» Les raisons militaires exigent évidemment que nous accordions à Joffre ce qu'il demande. Des raisons diplomatiques, tout aussi fortes, tout aussi impérieuses, nous commandent la plus grande prudence, la plus grande réserve. Après plusieurs heures de délibération, le Conseil des ministres décide d'autoriser la mise en place des troupes de couverture, mais toutefois avec les réserves suivantes :

» 1° Seules, les unités pouvant faire mouvement par voie de terre seront portées à leur emplacement ; aucun transport de troupes ne sera encore exécuté ;

» 2° Aucun homme des réserves ne sera convoqué ;

» 3° Au lieu de réquisitionner les attelages et les chevaux, on procédera à des achats à l'amiable ;

» 4° Les troupes de couverture seront enfin maintenues à 10 kilomètres de la frontière, pour empêcher tout contact entre les patrouilles françaises et allemandes.

» Cette dernière résolution nous a valu, vous le savez, les plus violentes critiques et même les plus grossières injures. Des ennemis du régime républicain nous ont représentés comme des traîtres, abandonnant à l'ennemi une portion du sol de la Patrie. La question a été discutée et rediscutée cent fois. Je puis simplement vous dire ceci : si j'avais demain, dans une circonstance analogue, à prendre une décision pareille, je la prendrai aussitôt sans une minute d'hésitation ; et je m'honorerai pour toujours de l'avoir prise. Je vous renvoie, pour tout cela, à l'admirable discours que prononça à ce sujet M. Viviani à la Chambre des Députés. Rien n'impressionna à un tel point l'opinion britannique (tous les témoignages, là-dessus, concordent), rien ne lui prouva mieux nos intentions pacifiques que cette décision de maintenir nos troupes légèrement éloignées de la frontière. Je dois ajouter que, sur le moment, le général Joffre fit beaucoup moins d'objections à cette dernière réserve qu'à l'interdiction de rappeler les réservistes et d'user du droit de réquisition. Il se borna à demander de ne pas être obligé de l'appliquer d'une façon absolument stricte. En beaucoup de points, nos postes les plus avancés restèrent à quatre ou cinq kilomètres seulement de la frontière, dans des positions défensives, choisies avec soin.

» Dans l'après-midi du 30, des télégrammes m'annoncent que les troupes allemandes barri-

cadent les routes traversant la frontière, refoulent en France les piétons et les voitures et retiennent, au contraire, les automobiles.

» A 12 h. 30, une édition spéciale du *Lokal Anzeiger* publie, à Berlin, la nouvelle de la mobilisation générale. Cette édition est saisie quelques instants après, et le Secrétaire d'État des Affaires étrangères informe M. Jules Cambon que la nouvelle est fausse. C'est par un coup de téléphone venant d'une grande banque française que je fus avisé de cet événement, plusieurs heures avant le télégramme officiel.

» A 15 h. 55, le préfet de Nancy m'apprend la première violation de notre frontière par des cavaliers allemands, au point d'entrée du canal de la Marne au Rhin.

» Dans l'après-midi du 31, le baron de Schœn vient aviser M. Viviani que l'Empereur a ordonné le *Kriegsgefahrzustand* (état de menace de guerre). Presque à la même heure, le général Joffre me remet une note dans laquelle il s'élève contre les entraves mises au rappel des réservistes dans les régions frontières, à l'exercice du droit de réquisition, aux transports en chemins de fer. Cette note, énergique et alarmante, se termine par une demande de mobiliser tous les corps d'armée de l'Est, en attendant la mobilisation générale qui n'est plus qu'une question d'heures. Le général Joffre résume ainsi la situation :

« Les Allemands, sous le couvert des conversa-

tions diplomatiques, procèdent, *en fait*, à la mobilisation intégrale de leurs forces. Il est nécessaire que le gouvernement sache qu'à partir de ce soir tout retard de vingt-quatre heures apporté à la convocation des réservistes et à l'envoi du *télégramme de couverture* se traduira par un recul de notre disposition de concentration, c'est-à-dire par l'abandon initial d'une partie de notre territoire, soit de 15 à 20 kilomètres par jour de retard. Le commandant en chef ne saurait accepter cette responsabilité. »

» Le Conseil des ministres, rendu beaucoup plus libre par la publication du *Kriegsgefahrzustand*, donne entière satisfaction au général Joffre ; mais cette mobilisation partielle pose du même coup une très grosse et très grave question, celle du *carnet B*.

» L'arrestation immédiate des personnes inscrites à ce carnet faisait partie intégrante des mesures préparatoires à la mobilisation. J'en informe immédiatement le Conseil, et je leur propose l'application de la mesure. M. Malvy, ministre de l'Intérieur, fait remarquer aussitôt que les inconvénients de ces arrestations seront infiniment plus grands que les avantages. Le pays tout entier est emporté par un élan patriotique qui briserait de lui-même toute résistance, à supposer qu'il s'en produisît. A quoi bon vexer inutilement, irriter la classe ouvrière, par des sévérités dont l'utilité n'apparaît nullement ?

» M. Viviani, M. René Renoult, appuient énergiquement les arguments de M. Malvy. La question est posée dans cette journée du 31, durant laquelle trois Conseils des ministres furent tenus, le premier de neuf heures à midi, le second de quatre heures à six heures et demie, le troisième de neuf heures à minuit. Vous voyez, entre parenthèses, quelle existence c'était pour les ministres qui, comme moi, en dehors de ces réunions obligatoires du cabinet, avaient à accomplir l'énorme masse de besogne qui résultait de leurs fonctions particulières. J'étais obligé de travailler toute la nuit. Je n'ai pas dormi deux heures par jour pendant toute cette période. Certains de mes adversaires, d'ailleurs, se sont avisés de me le reprocher. La question fut tranchée au Conseil du soir à la suite de l'assassinat de Jaurès. Nous fûmes tous d'accord qu'il n'y avait pas lieu d'appliquer le carnet B.

» Un désaccord, par contre, se produisit dans le sein du Cabinet sur une question tout aussi grave : l'exode des Austro-Allemands, qui, par trains complets, quittaient en toute hâte notre pays. Je proposai de les retenir sous un prétexte ou sous un autre. On pouvait très bien, par exemple, leur imposer un passeport ou un sauf-conduit qui nous aurait permis de garder la plupart d'entre eux. J'estime qu'il partit de 100 000 à 150 000 sujets ennemis, pour la moitié ou le tiers tout au moins d'âge mobilisable. Nous conservions de plus

quelques personnalités notoires du monde financier qui auraient constitué d'excellents otages. Malheureusement, je fus seul avec M. Abel Ferry à soutenir cette thèse. Tous les autres ministres, y compris le chef de l'État, se rangèrent contre moi. Ils s'élevèrent contre cette mesure qui leur paraissait brutale, indigne, barbare. Quelques semaines plus tard, à peine, les Allemands devaient se charger de nous apprendre en quoi consistent vraiment la brutalité et la barbarie. Ils devaient nous montrer ce que signifient ces mots « faire la guerre », c'est-à-dire occasionner à l'adversaire le plus de mal, de destruction possible. Nous n'avions à ce moment-là, en France, aucune idée de ce que signifient ces mots « faire la guerre ». La plupart des gens n'y voyaient guère que de grandes manœuvres plus ou moins meurtrières, qui se dérouleraient dans l'Est, entre des professionnels, sans que le restant du pays y participât le moins du monde. Le véritable esprit de guerre, il a fallu l'arrivée au pouvoir de M. Clemenceau pour l'insuffler au gouvernement et au pays.

» Le 1er août, à 8 heures du matin, le général Joffre m'apporte une très importante note. Si elle vous intéresse, d'ailleurs, la voici ; elle est signée, vous le voyez, du général en chef.

Je prends avec respect ce document précieux entre tous.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la Guerre.

Grand État-Major général.

3e Bureau.

Paris, *le* 1er *août* 1914.

NOTE.

« Les graves inconvénients signalés hier, en ce qui concerne le retard apporté au départ des troupes de couverture, se font jour avec plus de valeur encore, si l'on retarde l'ordre de mobilisation générale.

« Les préparatifs allemands continuent, en effet, suivant un plan bien établi dont nous connaissons les bases d'après un rapport parvenu entre nos mains et établi par le grand État-Major allemand. Il y est dit notamment que l'on pourra procéder, sur simple avis et sans attendre l'ordre de mobilisation, à une mobilisation discrète du personnel et du matériel de complément, par convocation de réservistes et par achats ou réquisitions de chevaux, de manière à pouvoir commencer les transports de guerre des corps d'armée de l'intérieur dès réception de l'ordre de mobilisation ;

« Que la préparation discrète de la mobilisation, les dispositions prises pour la convocation, les

transports, les mesures de sécurité (publication de la loi sur les réquisitions avant le commencement de la mobilisation) et l'exécution rapide des transports stratégiques nous assurent des avantages qu'il sera difficile aux armées des autres nations de réaliser dans la même mesure ;

« Que le but vers lequel il faut tendre est de prendre l'offensive avec une grande supériorité dès les premiers jours ; les dispositions arrêtées dans ce sens permettent d'espérer que l'offensive peut être prise aussitôt la concentration complète de l'armée du Bas-Rhin.

« Un ultimatum à brève échéance, que doit suivre immédiatement l'invasion, justifiera suffisamment notre action au point de vue du droit des gens ;

« Etc., etc. »

« Tout cela se précise d'après les renseignements reçus :

« Cinq classes de réservistes sont convoquées pour le 2 août au plus tard ; les réquisitions et achats de chevaux ont commencé dès le 30 juillet, peut-être avant.

« On peut donc dire que, le 4 août, même sans ordre de mobilisation, l'armée allemande sera entièrement mobilisée, réalisant déjà sur la nôtre une avance de quarante-huit heures et peut-être de trois jours.

« *Signé* : JOFFRE. »

Le chef d'État-Major général accompagne cette note du commentaire suivant :

« Depuis cinq jours, je lutte pour arracher au gouvernement le rappel des permissionnaires. Nous ne pouvons pas nous livrer comme l'Allemagne à une mobilisation hypocrite et camouflée. La mobilisation, chez nous, constitue un tout homogène qui ne se débite pas par tranches. Je vous répète ce que je vous ai dit hier : si le gouvernement tarde à donner l'ordre de mobilisation générale, il m'est impossible de continuer à assumer la responsabilité écrasante des hautes fonctions dont sa confiance m'a investi. »

— Le Conseil des ministres eut lieu une heure après la réception de cette note, à 9 heures. Je priai le général Joffre de venir m'y rejoindre. Il renouvelle devant tous mes collègues les explications qu'il m'a données. Aucune protestation, aucune remarque, d'ailleurs, ne se produit. Tous les ministres sont d'avis qu'il faut faire face immédiatement aux obligations indispensables, mais qu'il faut cependant mettre tout en œuvre, jusqu'à la dernière minute, pour essayer de sauvegarder la paix.

» Dans ce but, le gouvernement, tout en me remettant en mains propres l'ordre de mobilisation générale, me donne le droit de le conserver par devers moi quelques heures encore. Il n'y a aucun inconvénient, d'ailleurs, à agir ainsi ; il suffit, en effet, que l'ordre soit donné avant quatre heures

de l'après-midi pour qu'il puisse être transmis dans toute la France et exécuté dès le lendemain matin.

» De midi à 3 heures, je conserve donc entre mes mains ce tragique document, ce fatal petit papier signé de M. Poincaré, de M. Viviani, de M. Augagneur, ministre de la Marine, et de moi.

» Jamais je n'oublierai cette minute suprême où je m'en dessaisis. Il est 3 h. 30. Le général Ebener, sous-chef d'État-Major, envoyé par le général Joffre, vient chercher le document. Je le lui remets. Un quart d'heure après, il est porté au bureau de la rue de Grenelle (15 h. 45). En moins de trois heures, il est communiqué à toute la France. Il n'est pas un village,pas un hameau perdu dans les plus lointaines campagnes, au fin fond de la Bretagne et des Pyrénées, qui ne reçoive la foudroyante nouvelle. Aussitôt, la France tout entière, qui moralement était prête, se lève pour marcher au canon.

» Or, à l'instant précis où le télégraphe commençait à transmettre l'ordre, M. Viviani entre dans mon cabinet (un peu avant quatre heures). Il me demande de retenir encore un peu le télégramme. Un entretien qu'il vient d'avoir avec M. de Schœn laisse subsister quelque lueur d'arrangement.

« Après avoir consulté par téléphone le général Ebener, je lui réponds que l'ordre est déjà trans-

mis et que les premières mesures commencent à être prises. Il est trop tard, le mécanisme est déclenché. Nous nous serrons l'un et l'autre la main avec émotion. Nous avons le sentiment d'avoir fait tout ce qui était en notre pouvoir pour empêcher la catastrophe.Pour plus de sûreté, cependant, je réitère l'ordre aux troupes de ne pas s'avancer dans la zone de 10 kilomètres. Tard dans la soirée, le Président de la République m'appelle à l'Élysée. Il m'informe que, d'après des renseignements téléphoniques reçus de son département, certains éléments de cavalerie ont pénétré dans la région neutralisée. Je renouvelle pour la quatrième fois la prescription formelle de ne pas pénétrer dans cette zone. A deux reprises, je mande dans mon cabinet le major Yard Buller, attaché militaire anglais ; j'insiste sur le caractère défensif des mesures que nous avons prises. Je le prie d'en aviser immédiatement son gouvernement.

» Dès la nuit du 1er au 2 août, déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie. La déclaration de guerre à la France n'est plus, pensons-nous, qu'une question d'heures.

» Cependant, même à ce moment, nous ne perdons pas encore tout espoir. Nous faisons en tout cas tout ce qui dépend de nous pour éviter le conflit. Si l'Angleterre, à cette heure décisive, avait délibérément jeté son épée dans la balance, je suis personnellement convaincu que l'Allemagne aurait à la dernière minute reculé, que la guerre

n'aurait peut-être pas eu lieu. Mais, par la faute des hommes, ou par la force des choses, l'Angleterre se trouva hors d'état d'accomplir, à cette minute émouvante, le geste qu'il aurait fallu. Les événements suivirent leur cours.

» Au Conseil des Ministres du 2 août, je présentai à la signature du Président de la République les projets de lois que la Chambre serait appelée à voter le lendemain. Les uns, préparés depuis longtemps par l'état-major de l'armée, faisaient partie du plan de mobilisation : projets relatifs à l'admission des Alsaciens-Lorrains dans notre armée ; amnistie complète des insoumis et des déserteurs, etc...

» Deux autres projets sont mon œuvre, et j'en revendique la responsabilité : ils visaient les indiscrétions de la presse en cas de guerre ; la proclamation dans tout le pays de l'état de siège.

» Je m'attendais à ce que, dans le Ministère, ce dernier ne passât pas sans opposition. En 1870, en effet, l'état de siège n'avait été décrété que dans la région de l'Est, ce qui d'ailleurs avait créé au Gouvernement les plus sérieuses difficultés. Mais aucune objection ne fut soulevée par mes collègues. Aux termes de la loi, la Chambre devait être convoquée dans l'espace de quarante-huit heures.

» Dans le courant de l'après-midi, j'appris coup sur coup les nombreuses violations de territoire commises par les Allemands : postes de nos doua-

niers attaqués ; incursions de patrouilles de uhlans dans les villages de la frontière, etc., etc. Aucun doute n'était possible : l'Allemagne nous faisait la guerre avant de nous l'avoir déclarée. A 17 h. 30, je rendis au général Joffre toute liberté de mouvement. Mais celui-ci craignant que nos troupes ne se laissassent emporter par leur élan, leur ordonna de repousser par la force toutes les incursions des Allemands, sans pénétrer en territoire ennemi.

» Dans la matinée du 3 août, les faits de guerre se multiplient de la part des Allemands. Nos frontières furent violées en dix-sept points différents. Nos troupes se bornèrent à rejeter les attaques sans pousser au delà. L'après-midi, enfin, vous le savez, le baron de Schœn vint remettre à M. Viviani la déclaration de guerre de l'Allemagne, déclaration qui, par la mauvaise foi, le mensonge dont elle est remplie d'un bout à l'autre, demeurera, dans la suite des âges, comme un monument d'infamie.

» Ce fut le dénoûment de cette période tragique : la guerre allait commencer. »

J'ai écouté avec un intérêt palpitant M. Messimy me raconter ses émouvants souvenirs. Je me suis penché avec lui sur ses documents et ses notes, que, par une faveur dont je ressens très vivement le prix, il a bien voulu me laisser consulter tout à loisir.

L'histoire minutieuse et précise de cette semaine, le simple déroulement des faits font justice de bien des légendes répandues depuis lors. Elles montrent la fermeté patriotique et en même temps la prudence et le sang-froid dont s'inspirèrent le Gouvernement français, et particulièrement le ministre de la Guerre. Ce dernier a été, par la suite, copieusement critiqué, attaqué. Or, je me suis souvent entretenu des événements de cette semaine avec le maréchal Joffre. Jamais je n'ai entendu celui-ci se plaindre que le gouvernement lui eût marchandé son concours.

Les civils, durant toute cette crise, marchaient nécessairement un peu moins vite que les militaires ; c'était leur droit et même leur devoir. Ils voulaient, à tout prix, prouver à l'Angleterre que nous n'étions pour rien responsables du conflit, que l'Allemagne était la seule coupable. Cette démonstration fut faite de la manière la plus éclatante, sans que la sécurité de nos armées, le déclenchement de notre mobilisation en eussent été le moins du monde compromis. Nos armées furent prêtes quand il le fallait, comme il le fallait !

C'est là un résultat dont le Gouvernement de la République peut à bon droit se montrer fier. Dans des circonstances semblables, bien des Gouvernements qui l'ont précédé n'auraient certes pas pu en dire autant.

Quand on vit à nouveau, dans le journal de M. Mes-

simy, cesjournées si angoissantes et si pleines, une autre remarque d'impose. Platon, dans son mythe fameux de la caverne, montre des captifs prenant pour des réalités vivantes et mouvantes les ombres des êtres humains qui se projettent sur la paroi d'une grotte enténébrée. Tous les événements diplomatiques de cette semaine d'avant-guerre, les démarches, les notes des diplomates, des hommes d'État, sont pareils aux ombres de cette caverne. Elles n'ont en elles-mêmes aucune importance, aucun poids, aucune réalité. Les seules réalités qui comptent, ce sont les préparatifs militaires de l'Allemagne, ce sont les mesures que, jour par jour, heure par heure, elle prit sans discontinuer et qui, toutes, convergeaient vers un dénoûment unique : la guerre.

Ce formidable organisme que constituait la machine militaire de l'Allemagne commença à s'ébranler dès le début même de la crise, aussitôt la remise de l'ultimatum à la Serbie, peut-être même avant. Une fois mis en mouvement, rien ne pouvait plus l'arrêter. Les généraux, l'État-Major germanique devenaient ainsi les maîtres absolus de la situation. Ils accomplissaient leur terrible besogne, laissant les diplomates parler, agir et s'agiter dans le vide. Lorsque la besogne fut terminée, lorsque l'outil fut prêt, la guerre commença !

CHAPITRE IV

A PARIS. — RÉCIT D'UN JOURNALISTE

La mort égalise, paraît-il, les conditions et les êtres. Poètes et prosateurs, depuis qu'il y en a, et surtout les premiers, l'ont dit de mille manières.

C'est vrai pour tout le monde, sauf pour le journaliste — qui distingue communément entre les *bons* et les *mauvais morts*. Les premiers sont ceux qui décèdent en un jour, à une heure où l'on a, sans se bousculer, tout le temps de les « enterrer » décemment, — entendez par là de leur consacrer un article qui se tienne. Les seconds sont ceux qui disparaissent subitement, alors que personne ne s'y attend et sur qui l'article nécrologique est forcément bâclé.

Le vieil Empereur d'Autriche, François-Joseph, aurait fait un excellent mort, attendu que tous les secrétaires de rédaction avaient dans leurs tiroirs un long « papier » préparé d'avance, en prévision de sa fin depuis longtemps escomptée, et qui d'ailleurs n'arrivait jamais.

Son neveu François-Ferdinand fut exactement le contraire. Assassiné un dimanche matin, le 28 juin 1914, sa brusque disparition, ce qui était d'un fâcheux augure, plongea dans la bousculade

et l'affolement la plupart des gazettes du monde entier.

L'auteur de ces lignes (c'était à n'en point douter son droit) avait profité de ce magnifique dimanche d'été pour courir en automobile la forêt de Compiègne. Rentrant chez lui, le soir, après dîner, et n'ayant qu'un désir, se mettre au lit, du plus loin que sa concierge l'aperçut : « Ah ! monsieur, lui cria-t-elle, voilà plusieurs heures qu'on vous cherche dans tout Paris, au cercle, au restaurant, chez vos amis. Il paraît que quelqu'un a été assassiné en Autriche, et il faut que vous alliez tout de suite au *Figaro.* »

Grognant et bougonnant, le malheureux appela bien vite un taxi ; il s'en fut rue Drouot, où il passa une partie de la nuit à jeter des brassées de phrases sur la tombe de l'archiduc défunt.

Cet assassinat fit tout d'abord l'effet d'un très gros fait-divers. Rien de plus. Pendant les deux ou trois semaines qui suivirent, cette impression, quoi qu'on en ait dit, ne se modifia point. C'est dans le plus grand secret que les gouvernements de Vienne et de Berlin préparèrent leur mauvais coup. Or, ce secret fut, dans l'ensemble, fort bien gardé.

On a essayé, bien après, dans les différents livres jaune, orange, etc., de signaler çà et là des avertissements qui se seraient produits. Ce furent de simples voix isolées dont on ne tint pas un très grand compte. La preuve, c'est que, dans presque

toutes les capitales, les chefs de poste étaient, quand éclata l'ultimatum à la Serbie, ou partis en congé ou à la veille de partir. En France, le Président de la République et le Président du Conseil n'eurent pas un instant l'idée de contremander leur voyage officiel à Saint-Pétersbourg, ce qu'ils n'auraient certainement pas manqué de faire, s'ils avaient éprouvé de sérieuses inquiétudes.

C'est entre le 12 et le 15 juillet qu'arrivèrent à nos oreilles les premiers bruits inquiétants. Ils ne venaient ni du Gouvernement ni des diplomates, mais uniquement des milieux financiers, presque toujours d'ailleurs fort vite et fort bien renseignés. Mon camarade Louis Aubert, rédacteur financier du *Figaro*, me prit un soir à part pour me dire : « Nous recevons de Vienne et de Budapest des nouvelles très alarmantes. La Bourse y est détestable. Tout le monde vend à tour de bras et à n'importe quel prix. Il paraît que la note qui va être remise à Belgrade sera, contrairement à ce qu'on vous raconte au Quai d'Orsay, aussi raide, aussi cassante que possible et capable de provoquer un conflit. »

Les jours suivants, le même son de cloche m'était donné : il venait cette fois d'Allemagne, où, là aussi, comme sur un mot d'ordre, les cours de toutes les valeurs s'effondraient.

A la Bourse de Paris, l'Autrichien Rozenberg, de fastueuse mémoire, n'arrêtait pas de vendre tout ce qu'il pouvait. C'est que Rozenberg, à qui

Caillaux avait promis la croix, s'était, quelques mois auparavant, mis à la hausse sur la rente française. N'arrivant pas à se défaire de tous les paquets qu'il en avait pris et désireux de se couvrir, il jetait sur le marché tout le reste, avec une telle profusion, une telle audace qu'il provoqua un jour un véritable scandale et dut disparaître sous les huées.

Je passai le dimanche suivant, 19 juillet, chez la princesse M..., à Rocquencourt. L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, le comte Szecsen, s'y trouvait. Nous allâmes, après-dîner, assister à une fête nocturne sur le grand canal, à Versailles, après quoi l'ambassadeur m'offrit aimablement de me ramener dans sa voiture à Paris, et il me conduisit jusqu'au *Figaro*.

Long, sec et maigre, une des choses dont il était le plus fier, dont il se glorifiait volontiers, c'était de pouvoir, comme ambassadeur, mettre, sans le faire éclater, le même uniforme de magnat hongrois qu'il portait étant jeune attaché.

Le comte Szecsen était un homme de peu de paroles. Entendez par là qu'il avait le verbe rare, et la raison pour laquelle il parlait peu, c'est, je le crains, qu'il avait fort peu de choses à dire, ce qui est d'ailleurs un trait commun à beaucoup de diplomates autrichiens. *He falls short*, disent les Anglais des gens de cette espèce. A tout instant sa conversation tombait. Sous peine de laisser s'éterniser un bien fâcheux silence, il lui fallait

un interlocuteur agile pour la ramasser et le faire rebondir.

Je me souviens à ce sujet d'une amusante anecdote. A un dîner dans une des maisons de Paris où l'on mange le mieux, le comte H..., mort depuis, vieux célibataire gourmand et débauché, était séparé de l'ambassadeur d'Autriche par une dame étrangère. Avant de se mettre à table, la maîtresse de maison le prit dans un coin et lui tint ce sévère langage : « Vous savez que l'ambassadeur n'est pas des plus bavards, de sorte que la dame qui est auprès de lui risque de s'ennuyer un peu. Vous allez donc me faire le plaisir d'entretenir la conversation avec elle, sans négliger pour cela votre autre voisine. Ne l'oubliez pas, conclut-elle d'un doigt menaçant : j'aurai l'œil sur vous ! »

Or, H..., s'il aimait assez la conversation, aimait mieux encore la bonne chère, l'âge et les bons dîners n'ayant fait qu'augmenter son vice. Mais, galant homme et poli avant tout, d'une politesse qui rappelait l'ancien régime, il ne faillit pas à sa consigne, et il parla des deux côtés à la fois. Seulement, en dépit de sa dextérité, les valets lui enlevaient chaque fois son assiette aux trois quarts pleine, et l'on servait déjà le troisième vin qu'il avait à peine eu le temps de goûter au premier. Il se leva de table, affamé, altéré et furieux, et déclara sous serment que, lorsqu'il aurait désormais l'honneur d'être invité avec l'ambassadeur

de Sa Majesté Apostolique, il se décommanderait pour aller dîner à son cercle...

J'interrogeai copieusement, comme on pense, le comte Szecsen. Je le retournai de toutes les manières et lui posai question sur question. Je lui fis part des nouvelles pessimistes qu'avaient reçues nos financiers. Il me déclara que ces nouvelles étaient entièrement fausses, il m'affirma que la note autrichienne, dont il ignorait encore le détail, ne contiendrait aucune exigence inadmissible ni offensante pour la Serbie. « Jamais, me dit-il, nous n'avons songé à adresser à Belgrade des demandes excessives. Nos revendications seront justes et raisonnables, et j'espère bien que tous les cabinets, celui de Paris notamment, nous aideront à obtenir satisfaction. »

L'honorable ambassadeur mentait-il, justifiant une fois de plus l'admirable définition que les Anglais ont donnée du diplomate : *A gentleman appointed to lie abroad* (un monsieur payé pour mentir au dehors), ou bien ignorait-il au juste ce qui se préparait ?

Cette seconde hypothèse n'est nullement à rejeter *à priori*. Il est fort possible que, dans le désir de garder le secret et de frapper un coup de surprise, le gouvernement de Vienne ait laissé dans l'ignorance certains de ses agents.

Rassuré par ces déclarations ainsi que par le départ de M. Poincaré et de M. Viviani, qui s'étaient embarqués pour Cronstadt, comme si

de rien n'était, je passai tranquillement cette semaine.

Le vendredi matin 24, coup de théâtre de l'ultimatum autrichien. Tout de suite, pour ceux qui avaient suivi d'assez près la politique européenne des dix dernières années, une question, une seule, se pose : l'Allemagne, dans cette affaire, soutient-elle ou non l'Autriche ? Si elle ne la soutient pas, tout peut aisément s'arranger. Ce n'est pas la première fois, en effet, que l'Autriche a essayé de troubler la paix en Orient. Mais chaque fois le gouvernement de Berlin l'a retenue. Si elle est au contraire soutenue et même encouragée par l'Allemagne, jamais la paix n'a été plus menacée.

On eut dès le lendemain matin la réponse à cette question, quand le public, vivement impressionné (il y avait certes de quoi !) connut la grave démarche faite par M. de Schœn, ambassadeur d'Allemagne, auprès de M. Bienvenu-Martin, chef par intérim du gouvernement français, et insuffisamment préparé par ses études antérieures à recevoir une communication de cette nature. A la fin d'une longue note dont il refusa d'ailleurs de laisser copie, mais qu'il relut par deux fois à son interlocuteur, l'ambassadeur d'Allemagne appela en y insistant, l'attention de M. Bienvenu-Martin sur une phrase où il était dit en substance ceci : « Le gouvernement allemand, estimant que la question actuelle concerne exclusivement l'Autriche-Hongrie et la Serbie, désire ardemment que

le conflit soit localisé, toute intervention d'une autre puissance devant, par le jeu normal des alliances, provoquer des conséquences incalculables. »

Dès la première heure, ce jour-là, je téléphonai à l'ambassade d'Allemagne. Quelque temps auparavant, M. de Schœn, que j'avais rencontré dans le monde, m'avait parlé d'un incident qui semblait le préoccuper vivement. Certains de nos confrères avaient menacé d'expulser, de leur propre autorité, de « bouter dehors », comme ils disaient, des correspondants allemands qui leur paraissaient peu désirables. L'ambassadeur me demanda mon avis là-dessus, en ajoutant qu'il allait être obligé de se plaindre au Quai d'Orsay. « Pourquoi, lui répondis-je, au lieu de donner à cette petite affaire une importance qu'elle ne mérite aucunement, n'essayez-vous pas de la faire arranger discrètement, sans en saisir le gouvernement ? Ce résultat, j'imagine, pourrait être très aisément atteint. Du moment que nos deux pays vivent en paix, il n'y a aucune raison de laisser troubler leurs relations par des histoires de cette nature. »

Je rencontrai peu après M. de Schœn à la garden-party de l'Élysée. Il me prit à part et me dit « J'ai suivi votre conseil et tout est maintenant arrangé. Si vous avez jamais besoin de quelque renseignement, n'hésitez pas à venir me voir ! »

Estimant que c'était le moment ou jamais de profiter de cette permission, je lui demandai, pour

le matin même, un rendez-vous. Un secrétaire me répondit d'abord que l'ambassadeur, très occupé, n'était pas sûr de pouvoir me recevoir. J'insistai vivement. On me répondit alors d'aller à l'ambassade, à onze heures.

Je trouvai M. de Schœn, non pas dans le grand cabinet du rez-de-chaussée du vieil hôtel Beauharnais, où il recevait d'ordinaire, mais dans un petit bureau du premier étage voisin de la Chancellerie.

Le baron de Schœn est l'opposé du comte Szecsen. Petit, trapu, le teint rouge et le verbe abondant, il se répand volontiers en paroles, en protestations et en promesses. Quand, pour une raison ou une autre, il est peu désireux de s'étendre sur le fond même du sujet, il bat, avec beaucoup de mots et de gestes, les buissons tout autour. C'est un de ses procédés favoris. Il ne manqua pas de l'employer ce matin-là.

— Eh bien, me cria-t-il, à peine m'eût-il aperçu, croyez-vous que deux grands pays comme les nôtres vont courir le risque de s'entr'égorger pour des Serbes, pour une affaire balkanique qui ne nous touche pas directement ? Ce serait horrible, effroyable. Il faut absolument l'empêcher ! » Et là-dessus, les protestations de se multiplier.

Tout cela était bel et bien, mais je le poussai aussitôt sur l'origine de la note autrichienne, le seul point vraiment intéressant. Je lui demandai comment le gouvernement allemand avait pu laisser

son allié expédier à Belgrade un document aussi terrible, qui menaçait de rompre les ponts.

— Nous n'en avons absolument rien su, me déclara-t-il avec énergie ; je puis vous en donner ma parole. L'Autriche ne nous a pas le moins du monde consultés. Nous sommes bien obligés de constater qu'elle a raison et de la soutenir. Elle veut en finir, une fois pour toutes, avec les provocations des Serbes, qui lui rendent l'existence intenable. Il n'y a qu'à laisser les deux pays régler à eux deux leurs affaires. L'intervention d'un tiers provoquerait les pires malheurs !

Ayant prononcé ces quelques phrases, l'ambassadeur n'en voulut plus démordre. En vain lui fis-je observer que, présentée de cette sorte, la question était vraiment trop simplifiée.

— Si l'Autriche, lui dis-je, désire écraser la Serbie, confisquer son indépendance et déranger ainsi l'équilibre en Orient, comment la Russie pourrait-elle lui laisser les mains libres ?

L'ambassadeur revenait sans cesse à son argument qui devait être le *leitmotiv* de la diplomatie allemande, au cours des négociations qui suivirent :

— Nous ne pouvons pas, répétait-il obstinément, intervenir auprès de l'Autriche, qui a raison de vouloir châtier la Serbie !

En dehors de cette affirmation, il n'y avait rien à tirer de lui que des formules creuses et des protestations dont le manque de sincérité n'était, hélas ! que trop évident.

Je sortis de cet entretien aussi mal impressionné que possible. Ce qui m'impressionna plus fâcheusement encore que les propos de M. de Schœn, ce fut l'aspect de l'ambassade où, dans les escaliers, les couloirs, les vestibules, les domestiques faisaient des paquets et clouaient des caisses. Tout l'hôtel, en somme, paraissait être en plein déménagement.

Je ne manquai pas d'aller faire part de mon sentiment à mes amis du Quai-d'Orsay. Je les trouvai très préoccupés et disposés eux aussi à voir la situation en noir. Avant le déjeuner, je passai au *Temps* ; j'y rencontrai René Puaux, qui partageait mes appréhensions, et nous allâmes, sur-le-champ, commander notre uniforme, en prévision de notre convocation prochaine au régiment. Bien nous en prit, d'ailleurs ; cet uniforme, commandé le jour même, nous fut livré le matin de notre départ. Encore fûmes-nous obligés d'aller le chercher chez l'ouvrier qui l'avait cousu, quelque part près de la barrière du Trône.

Dans les journaux, la première émotion dissipée, il y avait, chez quelques-uns, une tendance à croire que l'affaire en cours rentrait dans la catégorie des discussions balkaniques, dont on nous rebattait les oreilles depuis quinze ou vingt ans, et qui, somme toute, s'étaient toujours réglées entre les Balkaniques eux-mêmes, sans qu'aucune des grandes puissances se trouvât englobée dans le conflit. « Pourquoi, disaient les optimistes, les

docteurs Tant-Mieux, n'en serait-il pas de même cette fois encore ? »

Il fallait leur expliquer que la situation était toute différente et que les grandes Puissances, aujourd'hui, risquaient fort d'avoir à s'en mêler. S'il ne s'était agi que des Balkaniques, le secrétaire de rédaction aurait assez vite fourré l'affaire en deuxième ou troisième page, d'autant qu'on était en plein procès de Mme Caillaux. Dès l'instant que de grands intérêts étaient en jeu, il fallait bien lui laisser les honneurs de la première. Elle devait, hélas ! les garder longtemps !

Comme je sortais du Quai-d'Orsay, ce soir du samedi, vers sept heures, je vis, de loin, la haute taille de lord Bertie, l'ambassadeur d'Angleterre, qui débouchait du pont Alexandre-III. La canne à la main, le chapeau de soie légèrement en arrière, très « racé », très chic, en jaquette, l'air vigoureux et le teint fleuri, il s'en venait tranquillement à petits pas au ministère des Affaires étrangères. J'allai le saluer, et nous nous entretînmes quelques instants sur le bord du trottoir.

— Détestable histoire, me dit-il, parce que, pour l'opinion anglaise, le point de départ en est mauvais !

Puis, moitié sérieux, moitié riant, ce qui était assez dans sa manière, il me dit :

— Avez-vous confiance dans les Russes ? Nous, nous ne nous fions à eux qu'à moitié ! »

Il ajouta :

— J'en dirai autant des Serbes. Voilà pourquoi il ne va pas être commode de faire marcher notre pays pour une querelle où il n'est question jusqu'ici que des Serbes et des Russes.

— Attendez un peu, lui dis-je : beaucoup d'autres, nous par exemple, vont s'y trouver, je le crains, rapidement englobés !

— Dans ce cas, répliqua-t-il, la situation serait tout autre.

Et faisant sonner sa canne sur le trottoir, redressant sa haute taille, il s'éloigna vers le Quai d'Orsay...

Ce furent d'étranges journées que celles qui suivirent. Quand je les revis par le souvenir, ce qui m'arrive souvent, elles me paraissent tour à tour courtes comme des minutes ou longues comme des siècles.

La fin de mes matinées, les après-midi, je les passais au *Temps* pour avoir des nouvelles, au Quai-d'Orsay, et, les premiers jours, au Palais de justice, où se déroulait le procès de Mme Caillaux. A partir de six heures, j'allais au *Figaro*. Sauf un petit intervalle pour le dîner, j'y demeurais jusqu'à deux ou trois heures du matin...

A force de penser à cet événement formidable, la guerre, on était arrivé plus ou moins à se convaincre qu'il était impossible et n'arriverait jamais. Or, le voici qui fondait sur nous à toute allure. On avait la sensation d'être serré dans un engrenage, d'où il était impossible de s'échapper.

Au sortir des salles de rédaction, du ministère des Affaires étrangères, où tout montrait la situation comme s'aggravant d'heure en heure, rien n'était plus pénible, et même plus écœurant, que les séances de la Cour d'assises où l'on jugeait Mme Caillaux. C'est le 27 seulement, le mardi, qu'eut lieu son acquittement scandaleux.

Nous allions à grands pas, tout l'indiquait, vers la guerre étrangère. Or, dans la salle de la Cour d'assises, c'était presque une atmosphère de guerre civile. Des regards pleins de haine, des apostrophes violentes s'échangeaient entre les amis de Calmette et les amis de Caillaux. Pour renforcer ces derniers, Ceccaldi et ses comparses avaient garni le fond de la salle d'individus à mine louche, prêts à faire le coup de poing, qui poussaient des grognements d'approbation chaque fois que se produisait un témoignage favorable à l'accusée. L'orage était dans l'air. On avait à tout instant le sentiment que les uns et les autres allaient en venir aux mains.

L'acquittement de Mme Caillaux, le soir du mardi, produit une très grosse émotion. Les boulevards sont noirs de promeneurs qui s'arrachent les éditions successives. Quand j'arrive au *Figaro*, après dîner, la maison est pleine de gens : littérateurs, hommes du monde, financiers, comédiens et comédiennes. Il en était d'ailleurs ainsi tous les soirs. On avait pris l'habitude de venir rue Drouot comme on va au cercle ou au théâtre.

C'est dans ce milieu agité, à travers des couloirs encombrés, au bruit de portes qui, à tout instant, s'ouvrent et se referment, avec des coups de téléphone se succédant sans arrêt, qu'il fallait écrire son article et essayer de résumer tant bien que mal les impressions de la journée.

Ces impressions étaient de plus en plus mauvaises. Le mercredi 29, vers la fin de la matinée, retour de M. Poincaré et de M. Viviani. Sur leur passage, une traînée d'acclamations, la brusque explosion d'une émotion contenue et puissante. En arrivant au *Temps*, j'apprends la navrante nouvelle qui plonge dans l'affliction tous les collaborateurs, tous les amis de cette maison : Adrien Hébrard, depuis quelque temps malade et affaibli, vient de mourir. Durant ces heures si chargées et si lourdes, dans ce déroulement vertigineux d'événements dramatiques, c'est un nouveau coup qui nous atteint. Il faut avoir connu Adrien Hébrard pour savoir tout ce qu'il représentait de finesse, de charme, d'intelligence et de cœur. Le voilà qui disparaît, à la veille du bouleversement qui se prépare, au seuil d'une guerre qui l'aurait meurtri : comme si cet homme d'esprit avait parfaitement choisi son heure et décidé que c'était pour lui le moment de s'en aller !

En quittant le Quai-d'Orsay, ce soir-là, je vais au ministère de la Guerre. Je vois un instant M. Messimy, qui me fait part de la visite fort inquiétante de M. de Schœn à M. Viviani. En

réponse aux préparatifs militaires de l'Allemagne, sur lesquels parviennent d'heure en heure les renseignements les plus alarmants, le gouvernement français va avoir, dès le lendemain, à prendre des mesures analogues, à mobiliser, en fait, les troupes de couverture.

La journée du lendemain, le jeudi 30, est pleine d'émotions, de revirements, de coups de théâtre. Le matin, les nouvelles sont détestables. L'Autriche a commencé les hostilités et bombardé Belgrade. L'ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg, Pourtalès, tient à M. Sazonof un langage des plus menaçants. La nuit précédente, Guillaume II a expédié un télégramme comminatoire au Tsar. Les préparatifs militaires de l'Allemagne se précisent. Au reçu de toutes ces informations, plus graves les unes que les autres, le Conseil des ministres du matin, sur l'insistance du général Joffre et de M. Messimy, décide enfin d'autoriser, avec d'importantes restrictions, la mise en place des troupes de couverture.

Or, après une matinée aussi noire, voici qu'au début de l'après-midi une vague d'optimisme se répand tout d'un coup sur Paris : dans le monde politique d'abord, surtout celui qui prend son inspiration au ministère de l'Intérieur, et aussi dans le monde financier. Des hommes bien informés, ou paraissant l'être, se téléphonent, se chuchotent des nouvelles plus rassurantes. La situation, d'après eux, s'est considérablement amélio-

rée. Les conversations diplomatiques sont engagées. On a l'espoir de sauver la paix.

Sur quoi repose cet optimisme ? On ne peut pas dire qu'il soit absolument injustifié. Il est basé sur une seconde visite de Pourtalès à Sazonoff, au cours de laquelle le ministre des Affaires étrangères de Russie a proposé à l'ambassadeur d'Allemagne une ingénieuse formule de conciliation, et aussi sur une reprise de contact qui s'est produite entre Saint-Pétersbourg et Vienne.

De là à croire que tout va s'arranger, il n'y a qu'un pas. Certains le franchissent un peu trop allègrement.

Vers quatre ou cinq heures, en allant au Quai-d'Orsay, j'ai l'idée de passer un instant dans les couloirs de la Chambre des Députés. A peine m'a-t-il aperçu qu'un de mes confrères, informateur politique d'un de nos plus grands journaux, me prend vivement à partie pour mon article du matin, beaucoup trop pessimiste selon lui.

— Comment pouvez-vous, me dit-il, affoler ainsi l'opinion, alors que tous les renseignements prouvent que la situation s'éclaircit d'heure en heure ?

Je lui demandai quels étaient ces renseignements et de qui il les tenait.

— D'un des membres les plus importants du gouvernement, me répondit-il : M. Malvy. D'ailleurs, le voilà en personne. Vous n'avez qu'à l'interroger.

J'aperçois, en effet, à ce moment-là, M. Malvy qui, dans la cour du Palais-Bourbon, parle avec beaucoup d'animation au milieu d'un cercle de journalistes. Je m'approche et j'écoute de toutes mes oreilles. M. Malvy leur explique que les derniers télégrammes laissent une impression sensiblement meilleure, que la conversation est engagée entre Saint-Pétersbourg et Berlin d'une part, Saint-Pétersbourg et Vienne de l'autre.

— Du moment que les diplomates causent, ajoute-t-il, nous pouvons espérer un arrangement.

Très impressionné par cette assurance faite du ton le plus net, le plus catégorique, je me précipite au ministère des Affaires étrangères. Je vois le chef de bureau de la presse et lui demande si son sentiment concorde avec celui de M. Malvy.

— Pas le moins du monde, me répond-il. Il s'est produit, en effet, tantôt, une très faible lueur d'espoir, bien vite étouffée d'ailleurs sous le flot des menaces de guerre qui ne cessent de se multiplier. Descendez avec moi au cabinet du ministre. Nous allons voir s'il y a de nouveaux télégrammes.

Je le suis au rez-de-chaussée. Après quelques instants, il revient très ému et me dit :

— Jules Cambon nous télégraphie que le *Lokal Anzeiger*, un journal officieux, a annoncé, dans une édition spéciale, la mobilisation générale de l'Allemagne. Le gouvernement allemand fait dé-

mentir cette nouvelle. Mais notre ambassadeur n'ajoute aucune créance à ce démenti. Selon lui, ce qui n'est pas vrai aujourd'hui le sera sans doute demain !

L'optimisme de M. Malvy ne reposait pas, on le voit, sur des données bien sérieuses. En fait, pendant la soirée, à ce qu'on me déclara au ministère de la Guerre, les nouvelles ne faisaient que s'aggraver. Les troupes allemandes barricadaient les routes traversant la frontière, mettant déjà la main sur les automobiles françaises. Le Préfet de Nancy annonçait la première violation de notre frontière par un piquet de cavalerie allemande, au point d'entrée du canal de la Marne au Rhin.

Il y eut, ce soir-là, au *Figaro*, beaucoup plus de monde encore que de coutume. Chacun, naturellement, apportait sa nouvelle et exprimait son avis. Les optimistes (il s'en trouvait encore), demeurés sous l'impression de l'après-midi, assuraient que tout ce cliquetis d'armes ne signifiait rien et que les diplomates, une fois encore, arrangeraient le différend.

Ces discussions et ces propos pouvaient avoir leur intérêt, mais non pour un homme qui devait, avant minuit, remplir une colonne et demie du journal. Je me réfugiai donc dans un des bureaux vides du second étage, et je barricadai ma porte pour travailler en paix. Vers onze heures, quelqu'un vint frapper et me cria :

— Henri de Rothschild est en bas ; il a dîné

avec un des hauts fonctionnaires des Affaires étrangères, qui lui a affirmé que la guerre n'était qu'une question de jours, peut-être même d'heures. »

Un peu après, une dame qui, à ce qu'elle dit, avait vainement essayé de me téléphoner toute la soirée, désirait savoir s'il convenait ou non de décommander un voyage en automobile qu'elle projetait de faire en Belgique la semaine suivante :

— N'hésitez pas à le décommander, lui répondis-je, et, si vous tenez absolument à rouler dans votre automobile, à condition que les autorités militaires vous la laissent, dirigez-vous de préférence vers Biarritz ou Marseille. Ce sera beaucoup plus sûr. »

Le lendemain vendredi 31, ce fut l'assassinat de Jaurès. J'allai, vers la fin de la journée, au ministère des Affaires étrangères, où je vis M. Viviani. L'ambassadeur d'Allemagne sortait justement de son cabinet. Il venait de lui annoncer la proclamation du *Kriegsgefahrzustand* (état de danger de guerre) ; il lui faisait savoir, en outre, que son gouvernement exigeait, avant douze heures, la démobilisation des armées russes, faute de quoi l'Allemagne mobiliserait à son tour. Comme si toutes ces menaces ne suffisaient pas, il demandait, pour finir, quelle attitude prendrait la France en cas de conflit entre l'Allemagne et la Russie, en ajoutant qu'il retournerait chercher la réponse le lendemain, samedi, à une heure. Il chargeait de plus le Président du Conseil de présenter ses

hommages au Président de la République, comme pour indiquer nettement que sa visite pouvait fort bien être la dernière.

Je trouvai M. Viviani ému, mais très maître de lui, très confiant. Tous les renseignements qui lui venaient des milieux ouvriers, me dit-il, même les plus avancés, étaient excellents. Une délégation de cheminots l'assurait qu'elle déclarerait traître à la patrie quiconque essayerait de retarder les préparatifs de la mobilisation.

Dans ces conditions, l'assassinat de Jaurès, si déplorable qu'il fût à coup sûr, ne pouvait certainement pas avoir de fâcheuses conséquences. C'est ce que, en arrivant au journal, je dis à plusieurs de mes camarades qui se montraient très inquiets, qui redoutaient, pour la soirée, de graves manifestations et des désordres. J'étais, pour ma part, convaincu que ces craintes étaient vaines. Au milieu des événements formidables qui se préparent, me disais-je, que peut la disparition d'un homme, si notable soit-il? Dans quelques jours, dans quelques semaines, c'est par centaines de mille que d'autres hommes, hélas ! disparaîtront !

Il y eut en effet un petit essai de manifestation bien chétive, bien timide, organisée par quelques groupes socialistes qui, des hauteurs de Montmartre, essayèrent de se répandre sur les boulevards. Leur cortège et leurs cris vinrent littéralement se noyer dans la vague d'émotion et d'en-

thousiasme qui soulevait, en ce moment, la capitale.

Nous eûmes, vers minuit, un coup de téléphone de M. Stephen Pichon, du *Petit Journal*. L'ancien ministre des Affaires étrangères nous faisait porter les bonnes feuilles de son article où il annonçait la guerre imminente et lançait pour tous les Français le cri de ralliement. Nous étions exactement dans le même état d'esprit ; nous voyions la situation comme lui. Les passages les plus importants de son article furent publiés dans notre première page du jour suivant.

Comme je sortais du journal avec un ami, vers une heure du matin, au coin de la rue Drouot nous entendons au loin, vers le boulevard Montmartre, le trépidement sonore d'une troupe de cavalerie. Les cafés venaient de fermer, mais il y avait encore beaucoup de monde. Les sabots des chevaux résonnaient de plus en plus sur le pavé. Une voix crie : « Ce sont les cuirassiers ! » Alors, comme une décharge électrique passe subitement au travers de cette foule. A tous les étages, des fenêtres s'ouvrent. Les gens grimpent sur les bancs, sur les tables des cafés. Un gros chauffeur de taxi se hisse péniblement sur le toit de sa voiture au risque de le démolir. Précédés d'une bande d'enfants, de jeunes gens, les cavaliers paraissent. En tenue de campagne, les casques recouverts de housses, gigantesques dans leurs longs manteaux, ils tiennent toute la largeur de la

chaussée. Une clameur formidable jaillit de toutes les bouches : « Vive la France ! Vive l'armée ! » Le gros chauffeur sur sa voiture semble atteint de frénésie. Il crie plus fort que les autres, agite en l'air sa casquette et exécute des moulinets avec ses bras.

— Tu vois, dis-je à mon ami, ce que peut peser, dans des heures pareilles, l'assassinat de Jaurès !

L'Allemagne, maintenant, menait le jeu, et elle le menait à toute allure. Elle avait adressé, le vendredi 31, à Saint-Pétersbourg, un véritable ultimatum, en ne laissant qu'un délai de douze heures pour la réponse. Comme la Russie, sous peine de se suicider, ne pouvait pas se soumettre, la mobilisation allemande, c'est-à-dire la guerre, était certaine. L'Allemagne, d'ailleurs, mobilisait depuis plusieurs jours déjà. La France allait bien être obligée de mobiliser à son tour.

Le lendemain samedi 1er août, vers midi, j'allai au ministère de la Guerre. Je savais que le général Joffre insistait de toutes ses forces pour que la mobilisation eût lieu sans retard. On me dit qu'il avait remis, le matin, à M. Messimy, une note des plus pressantes, qu'il était même allé jusqu'à menacer de démissionner si on ne lui donnait pas immédiatement satisfaction. Il avait d'ailleurs accompagné le ministre à l'important Conseil qui se tenait en ce moment à l'Élysée.

Je passai de la rue Saint-Dominique au *Temps*. Un ccup de téléphone nous apprit que la mobili-

sation était décidée, et que l'ordre en serait sûrement donné avant quatre heures de l'après-midi.

Je revins au *Temps* vers trois heures et demie. Chacun attendait impatiemment, anxieusement, la grave nouvelle. Un peu après quatre heures, un garçon de bureau qui faisait le guet devant le bureau de poste du boulevard des Italiens se précipita chez l'administrateur en criant : « C'est affiché ! »

Nous sortîmes aussitôt. La foule s'amassait devant une des fenêtres du bureau, où était collé un petit papier bleu, le même dont on se sert pour les télégrammes.

Les gens qui l'avaient lu cédaient leur place aux autres. Le petit papier bleu contenait, écrits à la plume, ces simples mots fatidiques : « Ordre d'extrême urgence. Mobilisation générale des armées de terre et de mer. Dimanche 2 août, 1er jour de la mobilisation ! »

C'était tout.

Manifestations, cortèges sur le boulevard, sur la place de la Concorde, où une foule innombrable allait et venait, secouée d'un violent remous.

« La mobilisation n'est pas la guerre », disait M. Poincaré, dans son message au peuple. A vrai dire, nul ne le croyait. Si ce n'était pas la guerre, c'était en tout cas quelque chose qui s'en rapprochait terriblement.

Comme nous attendions, après dîner, au ministère des Affaires étrangères, nous vîmes arriver

M. Iswolsky, ambassadeur de Russie. A peine fut-il dans l'antichambre qu'il nous dit d'une voix émue :

— L'Allemagne vient de nous déclarer la guerre. Je reçois à l'instant le télégramme de Pétersbourg.

— A notre tour, demain, s'écria l'un de nous !

Ce ne devait pas être pour le lendemain, mais pour le jour d'après. L'unique raison de ce retard, c'est que l'Allemagne ne savait trop comment s'y prendre pour justifier, même de la façon la plus grossière, sa déclaration de guerre.

Le lundi 3 août, alors que je mettais en ordre mes affaires et me préparais à rejoindre mon régiment, quel ne fut pas mon étonnement, je puis même dire ma stupéfaction en recevant du comte Szecsen, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, la lettre que voici :

Cher Monsieur Recouly,

Un entrefilet très actuel du *Figaro* d'aujourd'hui dit de se méfier des fausses nouvelles.

Il y en a beaucoup, hélas ! entre autres celle répandue dans beaucoup de journaux que nos troupes auraient commencé le bombardement de Belgrade, ville qui n'était pas défendue militairement (ce qui inexact).

Je crois pouvoir compter sur l'impartialité reconnue du *Figaro* en vous priant de vouloir bien faire publier dans le prochain numéro de votre

journal une rectification dans le sens de la note ci-jointe.

En vous remerciant d'avance, je vous prie de croire à l'assurance de mes sentiments très distingués.

SZECSEN.

La note jointe était ainsi conçue :

Les nouvelles répandues par tous les journaux disant que ce sont les troupes austro-hongroises qui auraient initié (sic) *le bombardement de Belgrade ne répondent pas à la vérité.*

Ce sont les troupes serbes installées dans les maisons de Belgrade qui ont ouvert le feu sur des navires marchands austro-hongrois, tuant le capitaine du navire et plusieurs autres personnes et en blessant un certain nombre, ce qui a forcé les troupes I. et R. à répondre à cette attaque.

C'était là, on en conviendra, une lettre bien étrange! Dès le 30 juillet, les monitors austro-hongrois avaient bombardé Belgrade. Or, quatre jours plus tard, alors que l'Allemagne a déjà déclaré la guerre à la Russie et va déclarer la guerre à la France, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie se préoccupe de démentir ce bombardement. Il s'agit maintenant de quelque chose d'infiniment plus grave.

Comment donc expliquer ce curieux état d'esprit ? Pour une bonne part sans doute par la candeur ou la sottise de la diplomatie autrichienne.

Celle-ci, après avoir, avec une folle insouciance, accompli les premiers actes d'où la guerre devait sortir, marchait maintenant à la remorque de l'Allemagne, la suivait, sans pouvoir la rattraper. Elle était déjà hors de jeu. Elle semblait ne plus rien comprendre. Elle s'en tenait obstinément à sa petite histoire avec les Serbes, sans se douter que, par sa faute, le conflit était en train de prendre une tout autre ampleur.

Le comte Szecsen, d'autre part, ne paraissait aucunement se rendre compte de ce que, dans un grand pays démocratique comme la France, une guerre nationale pouvait signifier. Il ne sentait pas que la nation tout entière, militaires et civils, riches et pauvres, vieux et jeunes, étaient emportés, soulevés par ce formidable événement. Il voyait la guerre à travers les yeux d'un contemporain, d'un courtisan de Marie-Thérèse.

Cela est si vrai que, durant toute la semaine qui suivit, le noble ambassadeur, avec une parfaite inconscience et un manque de tact effarant, continuait à aller prendre ses repas au Cercle de l'*Union*, jusqu'au jour où l'on fut bien obligé de le prier de n'y plus venir, pour ne pas provoquer de désagréables incidents.

Légèreté et inconscience de l'Autriche, préméditation criminelle de l'Allemagne, qui, voulant la guerre, bondit sur cette occasion et ne la lâcha point, toute l'explication, toute l'origine du drame se trouvent résumées là-dedans !

CHAPITRE V

A BRUXELLES. — RÉCIT DE M. LE BARON DE GAIFFIER D'HESTROY, DIRECTEUR POLITIQUE AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

« J'étais, me dit le baron Gaiffier, comme d'ailleurs la plupart de mes collègues, les diplomates étrangers et belges, parti en vacances durant ces dernières semaines de juillet 1914. Ceci vous prouve à quel point l'Allemagne et l'Autriche avaient su endormir tous les soupçons. J'étais allé dans l'Engadine rejoindre ma famille. Dans cet endroit paisible et éloigné de tout, nous ne recevions, à vrai dire, aucune nouvelle. Les hôteliers suisses, désireux de conserver chez eux le plus longtemps possible leurs hôtes étrangers, ne publiaient presque aucun télégramme. Trois jours après l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, je télégraphiai à Bruxelles pour demander des instructions ; je ne reçus que le mardi soir 28 la réponse du ministère des Affaires Étrangères me prescrivant de rentrer immédiatement. C'est le mercredi matin 29 que je me mis en route. A Pontresina, je trouvai les trains pris d'assaut par les Allemands et les Autrichiens. J'eus la chance de rencontrer M. Solvay, notre grand industriel, qui, rentrant en Belgique, m'offrit gracieusement une place dans son wagon-

salon. A Bâle, il m'invita à dîner à l'hôtel Euler, où il avait convoqué plusieurs directeurs de ses usines en Allemagne. Ceux-ci feignaient de ne pas croire à la guerre et nous rassuraient à qui mieux mieux sur les dispositions pacifiques de leur pays. Pendant la nuit, je notai dans la gare de Strasbourg plusieurs trains bondés de soldats. Dans la région de Metz, les ponts et les tunnels étaient tous gardés militairement. A Arlon, nous vîmes les premiers réservistes belges qui rejoignaient leurs régiments. Notre gouvernement avait, en effet, décidé, la veille, de mettre l'armée sur le pied de paix renforcée. Dès mon arrivée à Bruxelles, le 30 juillet au matin, je me rendis au ministère pour prendre connaissance des télégrammes. Ceux de Berlin, que nous adressait mon vieil ami le baron Beyens, notre ministre, ne me laissèrent aucun doute sur la gravité de la crise. La volonté de guerre de l'Allemagne apparaissait à travers toutes ses réponses, ses dénégations, ses silences. A tous les efforts de l'Angleterre, de la France, de la Russie pour essayer d'éviter le conflit, elle opposait soit une force d'inertie, soit une mauvaise volonté tout à fait évidentes. Je télégraphiai à ma femme, qui était restée dans l'Engadine avec mes enfants, de revenir au plus vite.

» Nous mîmes toutes nos légations au courant des mesures militaires que nous avions prises et aussi des démarches de l'Angleterre à Paris et à

Berlin en vue de faire respecter, comme en 1870, la neutralité de notre pays. Le silence, les réponses évasives de l'Allemagne commençaient à nous inquiéter fort. Cette inquiétude était aggravée par les nouvelles pessimistes qui nous parvenaient des Pays-Bas. Jusqu'au jeudi 30 juillet, le Gouvernement hollandais crut à une attaque de l'Allemagne par le Limbourg et le Brabant septentrional. Il aurait peut-être été disposé à se concerter avec nous sur des mesures communes de défense. Mais, le 31 juillet, son ministre à Berlin reçut du Gouvernement allemand des assurances formelles ; une brusque saute de vent se produisit à La Haye, et il ne fut plus question de rien.

» Ce jour-là, M. Klobukowski, ministre de France en Belgique, vint faire à M. Davignon la notification suivante :

« Je vous déclare qu'aucune incursion des troupes françaises n'aura lieu en Belgique, même si des forces importantes étaient massées sur la frontière de votre pays. La France ne veut pas avoir la responsabilité d'accomplir, vis-à-vis de la Belgique, le premier acte d'hostilité. Des instructions dans ce sens seront données aux autorités françaises. »

» Le même jour, quelques heures plus tard, le ministre d'Angleterre vint nous faire une déclaration non moins importante : « L'Angleterre,

dit-il, présume que la Belgique fera tout son possible pour maintenir sa neutralité. »

» M. Davignon lui répondit « que nous ne négligerions aucun effort pour cela et que nos forces militaires, considérablement développées à la suite de notre réorganisation récente, étaient à même de nous défendre énergiquement en cas de violation de notre territoire ».

» Le lendemain 1er août, nouvelle communication du ministre de France :

« Je suis autorisé à déclarer, dit-il, qu'en cas de conflit international le Gouvernement de la République, ainsi qu'il l'a toujours déclaré, respectera la neutralité de la Belgique. Dans l'hypothèse où cette neutralité ne serait pas respectée par une autre puissance, le Gouvernement français, pour assurer sa propre défense, pourrait être amené à modifier son attitude. »

» Nous communiquâmes aussitôt à tous nos représentants dans les principales capitales cette importante déclaration. M. Davignon en fit part au ministre d'Allemagne à Bruxelles. Ce dernier le remercia de cette attention : « Jusqu'à présent, ajouta-t-il, je n'ai pas été chargé de vous faire une communication officielle, mais vous connaissez mon opinion personnelle sur la sécurité avec laquelle la Belgique a le droit de considérer ses voisins de l'Est. »

» A quoi M. Davignon répondit : « Tout ce que nous connaissons des intentions de nos voisins de l'Est, indiquées dans les multiples entretiens antérieurs, ne nous permet pas de douter de leur parfaite correction vis-à-vis de la Belgique ; nous attacherions cependant le plus grand prix à être en possession d'une déclaration formelle dont la nation prendrait connaissance avec joie. »

» Les journées du 30 et du 31 furent employées à donner aux gouverneurs de provinces, aux commissaires d'arrondissements, aux bourgmestres, des instructions en vue de la mobilisation générale. On rédigea force déclarations pour rappeler à la population les droits et les devoirs des belligérants dans l'éventualité d'une occupation étrangère. Les textes des conventions, les prescriptions du « droit des gens » y étaient à tout instant cités. Les Allemands, quelques semaines plus tard, devaient nous apprendre comment ils entendaient le droit des gens.

» Le 31 au soir, la mobilisation générale fut décrétée.

» C'est le dimanche 2 août, en me rendant à mon bureau, que j'appris la violation de la neutralité du Grand-Duché de Luxembourg. J'en fus profondément ému. Le passage par la Belgique devenait de plus en plus certain. A 9 heures du matin, ce jour-là, le ministre d'Angleterre vint me trouver pour savoir si les Allemands

n'avaient pas violé le territoire belge. « A Londres, me dit-il, on connaît la violation du territoire luxembourgeois ; mais, bien que la Grande-Bretagne ait garanti cette neutralité, l'événement n'a pas assez d'importance pour obliger le Gouvernement à la faire respecter par les armes. Il en serait tout autrement si les Allemands portaient atteinte à la neutralité de la Belgique. » Vers la fin de la matinée, j'entrai dans le cabinet de mon chef, M. Davignon, ministre des Affaires Étrangères. Nous échangeâmes nos impressions : elles étaient des plus sombres. « Allons à la messe, me dit-il, prier pour notre pauvre pays : jamais il n'en a eu tant besoin ! »

» A 1 heure, visite du ministre d'Allemagne, M. de Below-Saleskae. Ce n'était nullement l'énergumène que d'aucuns se sont plu à représenter. C'était un fonctionnaire prussien, très soumis à ses chefs, dépourvu de toute initiative, de toute autorité. Il exécuta à regret, je le sais, les ordres, d'ailleurs abjects, de son gouvernement. Il venait m'entretenir, très amicalement, dit-il, de la situation des Allemands domiciliés en Belgique (Dieu sait s'il y en avait !) et rappelés d'urgence dans leur pays par la mobilisation. « Il s'agit de leur faciliter le retour par les chemins de fer déjà encombrés. Ne pourrait-on pas laisser les réservistes allemands monter en surnombre dans les wagons de 3e classe ?

— Je vais en référer, lui répondis-je, à notre

administration des chemins de fer ; mais il est dès maintenant bien entendu que, si nous vous accordons cette faveur, les réservistes français auront le droit d'en bénéficier comme les vôtres. »

» Je connaissais de longue date M. de Below, avec qui j'avais été autrefois en poste à Pékin ; je le trouvai très agité, très nerveux. Je ne pus pas m'empêcher de lui en faire la remarque. Il mit cette nervosité sur le compte de la chaleur, très grande ce jour là, et aussi sur ce qu'il avait dû gravir un escalier d'une quarantaine de marches. Cette explication ne me satisfaisait point. J'essayai de le questionner, de le retourner. Peut-être en aurais-je tiré quelque chose, mais un de mes collègues entra à ce moment dans mon cabinet, et l'entretien prit fin.

» La Belgique n'entretenait aucun service d'espionnage. Nous ne savions donc rien de ce qui se passait sur la frontière allemande. En réalité, jusqu'au matin du 2 août, aucune activité suspecte ne révéla les plans germaniques. Pour nous endormir dans la quiétude, les Allemands avaient opéré leur concentration à l'est du Rhin. Aucun corps d'armée n'était encore remonté vers la frontière belge.

» A 3 heures ce jour-là, notre vice-consul à Cologne entre dans mon bureau. Il donne les signes d'une grande émotion : « Depuis 6 heures du matin, me dit-il, toutes les trois ou quatre minutes, des trains militaires quittent la gare de

Cologne. Or ils ne sont pas dirigés vers le sud-est, vers la France, mais bien vers Aix-la-Chapelle, contre la Belgique. »

» Après cette déclaration du consul, aucun doute n'était plus possible. Je le conduisis aussitôt à l'état-major de l'armée, où les nouvelles qu'il apportait causèrent la plus pénible impression. Toutefois elles ne modifièrent en rien le plan de notre État-Major concerté avec le Gouvernement pour la sauvegarde de notre neutralité. Tant que l'Allemagne ne s'était pas déclarée ouvertement, l'État-Major était bien obligé de s'en tenir à ce plan-là.

» Dans la ville, aucune émotion. Une foule endimanchée et paisible remplissait les rues, les places, les cafés. Parmi tous ces promeneurs, personne, je vous l'assure, ne se doutait le moins du monde de ce qui allait se passer. Tant était grande la confiance dans les traités.

» Les soldats belges, rappelés par la mobilisation, s'attendaient à aller faire à la frontière un très simple et très facile service de surveillance. Ce jour-là, le ministre d'Allemagne, interviewé par le journal *le Soir*, se porta une fois de plus garant des dispositions amicales de son pays envers la Belgique. Il résuma son opinion par cette phrase : « Peut-être que le toit de votre voisin brûlera, mais votre maison restera sauve. »

» Le même jour, le capitaine Brinkmann, attaché militaire d'Allemagne, pria le *XX*e *Siècle*

de démentir catégoriquement la déclaration de guerre de son pays à la France, et même, ajouta-t-il, à la Russie. Il nia de la même façon que les troupes allemandes eussent occupé le Grand-Duché de Luxembourg.

» Plusieurs journaux du soir, en conséquence, publièrent des déclarations extrêmement rassurantes.

» Or, un peu avant 7 heures, le ministre d'Allemagne téléphone pour demander une audience immédiate à M. Davignon. On lui répond de venir aussitôt. Il est 7 heures exactement lorsqu'il fait son apparition. Il entre chez le ministre, il lui remet, d'ordre de son gouvernement, l'ultimatum en allemand. Comme M. Davignon ne savait pas cette langue, il lui en indique le sens général.

» Très agités, très émus, nous guettions, mon collègue M. de Bassompierre et moi, la sortie de M. de Below. Nous nous doutions bien que cet entretien était décisif. A peine avions-nous vu sa haute stature s'éloigner sous la voûte que nous nous précipitions chez M. Davignon. Nous le trouvâmes effondré dans son fauteuil. « C'est horrible, c'est affreux, nous dit-il. Il ne pouvait pas nous arriver de pire malheur. » Et il nous tendit le papier. Je le pris aussitôt ; il portait, en haut de la page, ces deux mots en français, dont le souvenir est resté gravé dans mon esprit : TRÈS CONFIDENTIEL.

» M. de Bassompierre s'assit au bureau du

ministre, et je lui dictai, phrase par phrase, la traduction. Comme cette traduction ne fut pas revue avant sa publication au *Livre Gris*, elle contenait quelques légères inexactitudes.

» M. de Broqueville, le premier ministre, que M. Davignon avait fait prévenir immédiatement, entra au moment où nous n'avions pas encore terminé notre travail.

» M. de Bassompierre relut la note en français, et c'est alors seulement que tout ce qu'il y avait dans ce document de cynisme et d'infamie apparut clairement à chacun de nous.

« Le Gouvernement allemand, disait-il, a reçu des nouvelles sûres d'après lesquelles les forces françaises auraient l'intention de marcher sur la Meuse par Givet et Namur... C'est un devoir impérieux de conservation pour l'Allemagne de prévenir cette attaque de l'ennemi. » Après ce court préambule, la sommation et les menaces. Aucune autre raison ne nous était donnée que ce prétexte misérable qui ne résistait pas à une minute d'examen. D'où venaient ces nouvelles sûres sur une prétendue marche des Français à travers la Belgique ? Sur quels faits précis s'appuyaient-elles ? Elles étaient en contradiction avec les déclarations multipliées de la France, qui avait un intérêt capital à ne pas se brouiller avec l'Angleterre et à respecter pour cela la neutralité belge.

» Ainsi les diplomates allemands ne s'étaient

même pas donné la peine de chercher une raison plausible. Le lendemain 3 août, ils agirent d'ailleurs exactement de même avec la France. Ici encore la déclaration de guerre fut basée sur un prétexte aussi ridicule que mensonger : la fable des avions de Nüremberg.

» C'est que, en réalité, me dit le baron Gaiffier, les diplomates allemands n'étaient que des instruments misérables entre les mains de l'État-Major qui dirigeait et souvent même rédigeait tout. Laissés à eux-mêmes, ils auraient vraisemblablement essayé de se montrer plus adroits, mais l'État-Major, lui, ne s'embarrassait pas pour si peu. Il avait, croyait-il, la force ; tout le reste ne lui importait aucunement. Le livre révélateur de Kautsky nous a d'ailleurs apporté là-dessus les éclaircissements les plus sensationnels. Grâce à lui, nous savons tout ce qui s'est passé, et rien assurément n'est plus curieux, rien n'est plus significatif. C'est le 29 juillet, c'est-à-dire quatre jours avant, que la *Wilhelmstrasse* reçoit, écrit de la main du chef d'État-Major, Moltke en personne, et daté du 26, l'ultimatum à la Belgique. Le chancelier de l'Empire, le ministre des Affaires Étrangères se bornent à y faire quelques légères retouches. Comme le dit, d'une façon si méprisante, Kautsky « ces messieurs n'accomplissent que le noble office de facteurs des postes ». Moltke, en bon soudard qu'il était, terminait la note par cette phrase lapidaire : « Une réponse non équi-

voque doit être donnée dans les vingt-quatre heures : *sinon les hostilités seront ouvertes immédiatement* ». Cette conclusion parut par trop grossière à Jagow. Il la supprima et la remplaça par une phrase un peu plus édulcorée. Jagow, ce jour-là, envoya par courrier, sous pli cacheté, le document au ministre d'Allemagne à Bruxelles, en le priant de ne l'ouvrir que lorsqu'il en recevrait l'ordre télégraphiquement. C'est dans la journée du 2 août que cet ordre-là fut donné. M. de Below, quand il vint me voir l'après-midi du dimanche, connaissait donc déjà l'ultimatum qu'il avait ordre de ne nous remettre qu'à 7 heures du soir. Par là s'explique sa nervosité et son émotion. Il lui était enjoint de n'accomplir la démarche qu'à 7 heures. Mais, afin de nous laisser aussi peu de temps que possible pour la réflexion, on réduisait de vingt-quatre heures à douze les délais de l'ultimatum. C'est donc le lendemain matin lundi, à 7 heures, que nous devions faire connaître notre réponse. Une autre modification extrêmement importante, et sur laquelle on n'a vraiment pas jusqu'ici attiré suffisamment l'attention, était introduite dans cette note. Le projet primitif envoyé le 29 juillet de Berlin à Bruxelles contenait la phrase suivante : « Si la Belgique consent, dans la guerre imminente, à prendre une attitude de neutralité bienveillante envers l'Allemagne, le Gouvernement allemand, de son côté, s'engage, à la conclusion

de la paix, non seulement à garantir le royaume et ses possessions dans toute leur étendue, *mais il est même disposé à accueillir, de la manière la plus bienveillante, les réclamations éventuelles du royaume relatives à des compensations territoriales aux frais de la France.* »

» Ainsi les dirigeants de Berlin, les civils aussi bien que les militaires, avaient tout d'abord songé à proposer à la Belgique le plus infâme des marchés. Comme prix de sa complicité, dans le guet-apens qui se préparait, on lui offrait cyniquement, ignoblement, une partie des dépouilles du vaincu, qu'elle aurait aidé de la sorte à poignarder dans le dos. Sans doute, à la réflexion, les gens de la *Wilhelmstrasse* trouvèrent-ils le procédé par trop écœurant. Ils télégraphièrent donc à leur représentant à Bruxelles de biffer la phrase en question. Ils télégraphièrent de même à M. de Below cette recommandation bien curieuse : « *Le Gouvernement de là-bas doit demeurer sous l'impression que toutes ces instructions ne vous sont parvenues qu'aujourd'hui.* »

» C'était le dimanche soir, par une radieuse journée d'été. Toute la population de Bruxelles s'était répandue dans les environs. Les groupes de promeneurs revenaient en chantant, hommes et femmes portant des brassées de fleurs. Quel contraste entre leur joie, leur insouciance et l'angoisse qui nous étreignait ! M. de Broqueville

quitta vers 8 heures le ministère des Affaires Étrangères pour aller prévenir immédiatement le Roi. Il fut décidé qu'un conseil des ministres se tiendrait le soir même au Palais. Seulement un certain nombre de ces ministres étaient absents. Ils s'étaient rendus en province pour participer à des cérémonies et prononcer des discours. Le téléphone et le télégraphe jouèrent aussitôt dans toutes les directions. Tous ceux qui purent être joints furent convoqués d'urgence. Ils arrivèrent par le train ou en automobile dans le courant de la nuit. Le conseil des ministres commença vers 9 heures. Les ministres à portefeuille et les ministres d'État (dont M. Hymans, qui venait le jour même d'être élevé à cette dignité) y prirent part. Comme vous le savez, ainsi que je le tiens de plusieurs hommes d'État qui assistèrent à cette réunion, il n'y eut pas une minute d'hésitation, pas une discussion, sur la réponse à donner à l'Allemagne. En un instant, l'unanimité se fit. Un des assistants se borna seulement à montrer quelles pourraient être les conséquences d'une décision différente, simplement pour prouver qu'elle était impossible. C'est ce qu'on appelle en logique la réduction par l'absurde. Aucun de ceux qui participaient à ce conseil ne se faisaient la moindre illusion sur les conséquences de la réponse. Ils savaient qu'elle entraînerait la guerre, avec toutes ses horreurs, et l'occupation étrangère, mais pas un seul moment, je le répète, la prévision très

nette de tous ces malheurs n'ébranla notre décision.

» Le conseil prit fin vers minuit. Quelques-uns des ministres, MM. de Broqueville, Davignon, Carton de Viart, Van den Heuvel, Hymans, vinrent au ministère des Affaires Étrangères, rue de la Loi, pour rédiger la note à l'Allemagne. J'étais, en ce qui me concerne, tellement sûr de ce qu'allait être l'attitude de mon pays que j'avais employé ces quelques heures d'intervalle à préparer un projet de réponse. C'est sur ce projet-là qu'on se mit à travailler. Aucun de nous n'avait dîné. Nous commencions déjà à avoir faim. Nous nous partageâmes quelques-uns de ces pains longs qu'on appelle en Belgique des « pistolets ».

» La réponse était d'ailleurs facile à rédiger. Nous n'avions qu'à traduire tout simplement les sentiments qui animaient chacun de nous. Nous étions sûrs que nous serions ainsi les interprètes du pays tout entier, qui avait une conscience très nette des droits et des devoirs que lui imposait la neutralité.

» Tandis que nous étions en train de rédiger la note, il se produisit un incident très significatif. Le ministre d'Allemagne, M. de Below, vint à deux reprises au département. La première de ces visites eut lieu vers une heure et demie du matin. Il demanda à voir le secrétaire général, le baron Van den Helst. Cette étrange visite est d'ailleurs relatée tout au long dans le *Livre Gris*.

— Je suis chargé par mon Gouvernement, dit le représentant de l'Allemagne, de vous informer que des dirigeables français ont jeté des bombes et qu'une patrouille de cavalerie française, violant le droit des gens, attendu que la guerre n'est pas déclarée, a traversé notre frontière.

— Mais où ces faits se sont-ils donc passés ? demande le secrétaire général.

— En Allemagne, répond M. de Below.

— Dans ce cas, répond l'autre, je ne m'explique aucunement l'objet de cette communication. C'est une affaire entre les Français et vous, qui ne concerne nullement les Belges.

» M. de Below, très embarrassé, s'embrouilla dans quelques explications tortueuses. Il dit que ces actes, contraires au droit des gens, laissaient supposer d'autres actes du même genre que commettrait la France.

» En réalité, remarque en riant le baron Gaiffier, tout cela n'était une fois de plus que prétextes et mensonges. L'Allemand venait tout simplement essayer de nous tirer d'avance les vers du nez, espérant discerner à nos visages, à un mot qui nous échapperait, quel allait être le sens de notre réponse. On l'éconduisit sans rien lui dire.

» Vers 2 heures, la réponse était prête. Elle fut apportée au Palais et approuvée définitivement par le Conseil tout entier sous la présidence du Roi.

» Un peu après, M. Klobukowski, ministre de

France, nous téléphona. Il nous rendit compte qu'un dirigeable allemand était en train de survoler la capitale. La présence de ce dirigeable fut d'ailleurs confirmée par un grand nombre de témoins. Il est vraisemblable qu'il se tenait en communication télégraphique avec la légation allemande, où se trouvait un appareil de T. S. F. Je fus chargé par le conseil des ministres de remettre, à l'heure indiquée, 7 heures du matin, la réponse du Gouvernement belge. Je rentrai chez moi à l'aube, et, comme il n'y avait plus de voitures, je dus faire à pied le trajet, assez long. Arrivé chez moi, je pris un bain et je m'habillai.

» A 7 heures tapantes, j'étais chez le ministre d'Allemagne. Il m'attendait dans son bureau, très pâle, ayant peine à contenir son émotion. J'entrai, je le saluai légèrement de la tête sans lui donner la main. Je lui remis la note avec ces simples mots : « Voici la réponse du Gouvernement belge. » Il la parcourut rapidement. Son visage se contracta. « Vous n'avez aucun commentaire à ajouter ? » me demanda-t-il. Je lui fis signe que non et je partis. L'entrevue ne dura pas trois minutes.

» Dans la cour de la légation, une puissante automobile, dans laquelle se trouvait le capitaine Brinkmann, l'attaché militaire, attendait, le moteur en marche, prête à s'élancer. Je n'avais pas fait quelques pas que l'automobile démarra à grand fracas, s'éloignant dans la direction d'Aix-la-Chapelle. L'État-Major allemand (nous l'avons

su plus tard), qui dirigeait toute cette affaire, avait prescrit au ministre, en même temps qu'il télégraphierait à Berlin la réponse belge, de la faire porter en automobile, le plus rapidement possible, au général von Emmich, Hôtel Union, à Aix-la-Chapelle. C'est ce général, vous le savez, qui commandait les troupes d'assaut chargées d'enlever Liége par une attaque brusquée. Quelques heures plus tard, dès qu'il reçut ce télégramme, il se mit en action. C'est le même Brinkmann qui fut le premier à traverser la frontière le surlendemain mercredi, porteur d'un drapeau blanc. Il se rendit chez le gouverneur de Liége pour réclamer la reddition de la place.

» De la rue Belliard, où se trouvait la légation d'Allemagne, je me dirigeai vers la rue de la Loi, au ministère des Affaires Étrangères. Les crieurs de journaux vendaient des éditions spéciales de *l'Etoile Belge* annonçant l'ultimatum. A cette heure matinale, il y avait encore fort peu de monde dans les rues. La plupart des Bruxellois ne connurent qu'un peu plus tard, entre 8 et 9 heures du matin, la terrifiante nouvelle.

» Je me rendis tout de suite après chez M. Klobukowski. J'estimais qu'il était de mon devoir de le mettre au courant des événements de la nuit. Il ne s'était pas couché. Je le trouvai en compagnie de son attaché militaire et du correspondant de l'Agence Havas. Je lui fis connaître le texte de l'ultimatum et celui de notre réponse. Le corres-

pondant d'Havas écrivit aussitôt sous ma dictée un résumé très fidèle et très précis de ces deux documents. Son télégramme fut transmis de Paris à Londres, où il arriva vers 10 heures du matin. Il y produisit — tous les témoignages là-dessus concordent — une sensation considérable. Il souleva littéralement, en faveur de la Belgique, les masses britanniques demeurées jusque-là assez inertes.

» Le premier ministre habitait à quelques pas de la légation de France. Je le mis au courant de ma démarche auprès de M. Klobukowski, et je lui dis que je m'apprêtais à voir de même les ministres d'Angleterre et de Russie. Bien qu'il eût passé une nuit blanche, je trouvai M. de Broqueville dispos et tout à fait calme. Il dictait tranquillement des ordres à ses fonctionnaires, en attendant le conseil des ministres, qui devait se réunir à 10 heures. La tranquillité de cet homme, sur les épaules de qui pesait une responsabilité si lourde, me parut d'un excellent augure et me rassura pleinement. Quand je sortis de chez lui, la rue de la Loi était déjà noire de monde. On discutait passionnément les événements. Nulle part ne s'élevait une voix discordante. Aux fenêtres, on hissait les premiers drapeaux.

» Comme directeur politique, j'avais sous mes ordres une équipe fort brillante, mais un peu restreinte. C'étaient MM. de Bassompierre, aujourd'hui ambassadeur à Tokio ; Guillaume, chef de

cabinet du ministre ; son frère Jules, qui venait de passer son doctorat en droit ; Kesseler, directeur du personnel, etc. Je demandai à M. Davignon de renforcer la direction en nous adjoignant M. Orts, diplomate de grande valeur, détaché au ministère des Colonies.

» L'ultimatum était une déclaration de guerre sans condition. La condition ayant été rejetée, nous nous trouvions donc en réalité en état de guerre avec l'Allemagne depuis le lundi 3 août à 7 heures du matin. Nous avions le droit de retenir les réservistes allemands qui n'avaient pas encore eu le temps de quitter notre pays. Il y en avait beaucoup. Malheureusement cet avis ne prévalut pas. Tous les Allemands eurent le temps de passer de l'autre côté de la frontière ; la même faute, d'ailleurs, fut commise par vous. L'attentat aux droits de la Belgique apparaissait si injuste, si criant que certains s'obstinaient à ne voir là qu'un bluff.

— Ils n'oseront pas employer la force, disait-on, et mettre ainsi contre eux le monde entier.

— C'était bien mal connaître les Allemands. Comment supposer, après la démarche qu'ils venaient de faire, qu'ils n'iraient pas jusqu'au bout ? La mobilisation se poursuivit et s'acheva dans le plus grand ordre ; mais la concentration de nos forces s'exécuta d'après le plan primitivement prévu, sans que l'attitude de l'Allemagne l'eût modifié en rien.

» C'est le mardi 4 août à 6 heures du matin que le ministre d'Allemagne nous apporta la notification de son gouvernement. « La Belgique, nous dit-il, ayant rejeté la proposition de l'Allemagne, celle-ci emploierait la force pour passer à travers notre territoire. » Quatre heures plus tard, en effet, les troupes allemandes du général von Emmich pénétraient sur le territoire belge. La guerre était commencée. »

CHAPITRE VI

A SAINT-PÉTERSBOURG

En juillet 1914, le jour de l'arrivée à Saint-Pétersbourg du Président Poincaré et de M. Viviani, alors que l'attitude énigmatique de l'Autriche causait à tous les hommes d'État européens les plus vives préoccupations, le général Soukhomlinof, ministre de la Guerre, disait à mon vieil ami, M. Nicolas Basily, vice-directeur de la Chancellerie au ministère des Affaires Étrangères : « Si par malheur, ce qu'à Dieu ne plaise ! un conflit venait à éclater, jamais il n'aurait surpris notre pays à un moment plus défavorable ! Notre matériel d'artillerie a complètement besoin d'être refait. Avant qu'il le soit, nous en avons bien pour quatre ou cinq ans, au moins. L'Allemagne, à la suite des efforts formidables qu'elle vient d'accomplir, augmentation de ses effectifs, mise en état de ses forteresses de l'Est, rapidité de sa mobilisation, a pris sur nous une avance qu'il nous sera difficile, sinon impossible, de rattraper. »

Ces propos de Soukhomlinof ne faisaient que traduire ce qui était, hélas ! l'exacte vérité. Comment la Russie aurait-elle voulu la guerre ? Jamais elle n'y avait été moins préparée. Sa flotte de la mer

Noire avait été à tel point négligée qu'elle était devenue inférieure à la flotte turque elle-même, instruite et mise en état par des techniciens allemands. Au ministère des Affaires Étrangères, au ministère de la Marine, des hommes clairvoyants s'étaient émus de cette situation. Ils se rendaient compte qu'en cas de guerre un des premiers soins de la Russie devait être de mettre la main sur les Détroits pour avoir la certitude de ne pas être coupée de toute communication avec ses alliés d'Occident. Mais il fallait pour cela une supériorité navale incontestable. Afin de l'acquérir, on avait décidé la construction de deux dreadnaughts qui ne devaient être terminés qu'en 1917 et 1918...

Le 23 juillet, à 11 heures du soir, M. Poincaré, Président de la République, et M. Viviani, Président du Conseil, ministre des Affaires Étrangères, quittent le port de Cronstadt, après leur visite officielle au tsar Nicolas II. Ce même soir, quelques heures auparavant, le ministre d'Autriche à Belgrade avait l'ordre de remettre au gouvernement serbe l'ultimatum que l'on sait. Le jour et l'heure de cette remise avaient été rigoureusement, minutieusement calculés, de manière que la nouvelle n'en pût parvenir à Saint-Pétersbourg avant le départ des hommes d'État français. Au dernier moment même, le gouvernement de Berlin avait demandé à celui de Vienne de retarder d'une heure l'ultimatum. Les documents allemands l'établis-

sent de la façon la plus formelle (1). A défaut de toute autre preuve, — et Dieu sait s'il en existe ! — celle-ci suffirait pour démontrer, de la part des Empires centraux, la froide préméditation de leur crime. Les cabinets de Berlin et de Vienne ressemblent, en cette affaire, à deux complices qui préparent, dans l'ombre, un mauvais coup.

La nouvelle de l'ultimatum parvient à Saint-Pétersbourg dans la nuit du 23 au 24. De bonne heure, le matin du vendredi 24, le correspondant d'un journal français (les journalistes en ces circonstances arrivent toujours les premiers) vient réveiller en sursaut le premier secrétaire de l'Ambassade de France, qui, exténué par les réceptions, le surmenage des jours précédents, rentré de Cronstadt vers deux ou trois heures du matin, dormait à

(1) Le 21 juillet, l'État-Major de la Marine allemande fait savoir à Jagow, ministre des Affaires étrangères, que Poincaré doit quitter Cronstadt le 23, à 10 heures du soir. Le même jour, Jagow télégraphie à l'ambassadeur à Pétersbourg cette question :

« A quelle heure exactement le président quittera-t-il Cronstadt, jeudi? »

Le 22, Jagow télégraphie à Vienne :

« J'ai demandé au comte de Pourtalès le programme de la visite de Poincaré ; il m'annonce que le Président partira de Cronstadt à 11 heures, c'est-à-dire à 9 h. 1/2 de l'heure de l'Europe centrale. Si la démarche est faite à Belgrade demain après-midi, à 5 heures, elle sera connue à Pétersbourg pendant la présence de Poincaré. »

Tschirschky, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, répondait le 23 :

« Le Gouvernement Impérial et Royal vous remercie chaleureusement de votre information ; le baron Giesl a été invité à retarder la remise d'une heure. » (KARL KAUTSKY, *Comment s'est déclenchée la guerre mondiale*, p. 78-79).

poings fermés. Il l'arrache au sommeil, lui met sous les yeux un numéro du journal en lui disant : « Ultimatum à la Serbie, situation très grave, peut-être la guerre. »

L'autre, qui devait partir le lendemain en congé, quelque peu ahuri tout d'abord, — on le serait à moins, — se frotte les yeux, reste quelques instants sans comprendre, ne sachant pas s'il dort encore ou s'il veille.

L'ambassadeur, M. Paléologue, un lève-tôt, a été mis au courant par un coup de téléphone. Il est déjà dans son bureau, à sa table de travail, où les notes, les crayons, les coupe-papiers sont rangés avec un ordre strict, avec une précision mathématique qui m'ont toujours rempli d'admiration. Chez les Français de Saint-Pétersbourg, l'impression est la même : la note autrichienne, avec sa sévérité froide et sa violence calculée, vise la Russie, tout autant sinon plus que la Serbie. Si le cabinet de Vienne entend pousser l'affaire à fond, s'il ne se livre pas à un simple bluff, — et sa communication, certes, ne le laisse guère supposer, — la Russie est atteinte en plein par les coups qu'on se prépare à asséner sur les Serbes. Ses intérêts moraux et même matériels sont en jeu. Pourra-t-elle, voudra-t-elle laisser faire ? Comment se résignerait-elle à ce coup de force qui risque de compromettre toute sa situation en Orient ?

Chez les Russes, de qui l'opportunisme se

mêle toujours d'une bonne dose d'insouciance et qui ne sont guère portés par tempérament à se prémunir contre les dangers lointains, c'est tout d'abord de la surprise, presque de l'effarement.

Comment l'Autriche s'est-elle résolue à cet éclat ? Agit-elle de sa propre inspiration, sans avoir pris conseil de son alliée ? Il faudrait, dans ce cas, supposer qu'elle a été subitement atteinte de démence.

Il est beaucoup plus vraisemblable d'admettre que sa politique violente a reçu l'approbation, peut-être l'encouragement de Berlin. Mais l'affaire devient alors des plus graves. A deux reprises déjà, les années précédentes, l'Autriche a sérieusement songé à rétablir par les armes, par une guerre avec les Serbes, son prestige si ébranlé en Orient. Chaque fois, l'Allemagne l'en a empêchée. Si maintenant l'Allemagne, au contraire, la laisse faire ou la pousse, comme tout le semble indiquer, les plus terribles complications sont à redouter.

En face de ce péril imminent, tous les Russes qui réfléchissent se sentent préoccupés, inquiets, certains même atterrés. Aucun d'entre eux n'ignore la puissance formidable de l'Allemagne. Ils savent tous, d'autre part, que leur pays, militairement, n'est pas prêt à la guerre, surtout à une guerre contre le bloc austro-germain.

Cette impréparation, les gouvernements de Berlin et de Vienne n'en étaient que trop informés. Ils en tirèrent la conclusion que la Russie,

pour éviter un désastre, se résignerait à l'inévitable et laisserait l'Autriche écraser la Serbie. Si, contrairement à toute prévision, elle essayait de s'y opposer par les armes, si elle commettait la folie de risquer un conflit, jamais les conditions n'auraient été meilleures pour la battre.

Quelques jours auparavant, à Saint-Pétersbourg, un haut fonctionnaire du ministère des Affaires Étrangères se promenait aux Iles avec l'attaché militaire d'Autriche. Comme on parlait des complications possibles en Orient, l'Autrichien, moitié sérieux, moitié riant, dit au Russe :

— Nous sommes sûrs de votre attitude pacifique.

— Et pourquoi donc? lui demanda l'autre.

— Mais parce que votre pays n'est pas, actuellement, en état de faire la guerre. D'abord votre armement n'est pas à la hauteur, et, d'autre part, si la guerre éclatait chez vous, ce serait, à bref délai, la révolution.

En vain, le diplomate essaya de lui faire comprendre qu'il se trompait, qu'une guerre acceptée dans l'intérêt du slavisme provoquerait, au contraire, dans tout l'Empire un immense enthousiasme et rendrait impossible tout mouvement révolutionnaire. L'Autrichien, dont le siège était fait, ne voulut rien entendre...

Dès la première heure, diplomates, hommes d'État russes, sans oublier le souverain lui-même, n'ayant que trop de raisons de redouter un conflit,

vont mettre tout en œuvre pour l'empêcher. Les sentiments pacifiques du tsar Nicolas sont bien connus ; nous allons le voir, au cours de cette tragique semaine, intervenir de sa personne dans les négociations, retarder au besoin les mesures militaires pour obtenir, coûte que coûte, un règlement à l'amiable.

Son ministre des Affaires étrangères, Sazonof, est encore, si possible, plus pacifique que lui. D'une nature honnête et droite, — ce sont ses qualités prédominantes, — d'un esprit très religieux, il est convaincu qu'un conflit englobant les grandes Puissances constituerait la pire catastrophe qui puisse fondre sur l'humanité. C'est donc pour lui un devoir sacré, dans la situation qu'il occupe, de mettre toute son influence, tout son crédit au service de la paix. Il essaye de tous les moyens pour cela ; non seulement il multiplie chaque jour ses propositions d'arbitrage, mais il se raccroche à toutes les autres tentatives faites, dans le même sens, par les cabinets de Londres et de Paris.

Ce jour-là, à midi, M. Sazonof et Sir G. Buchanan, ambassadeur d'Angleterre, se rencontrent à l'ambassade de France avec M. Paléologue. Leur entretien se poursuit pendant tout le déjeuner. Cet entretien est capital. Les documents diplomatiques, les divers livres jaune, blanc, orange en donnent évidemment la substance ; mais les acteurs eux-mêmes, ou leurs collaborateurs immédiats, m'en ont, ce qui vaut beaucoup mieux,

reproduit le mouvement, la couleur et la vie.

Sazonof se montre au plus haut point inquiet. « Jamais l'Autriche, dit-il, n'aurait osé accomplir un pareil geste si elle ne se sentait pas soutenue à fond par l'Allemagne. » Il se tourne vers la France, son alliée, vers l'Angleterre, son amie. Il ne doute pas de l'appui complet de la première. Il est moins sûr du concours de la seconde. Il demande au représentant du gouvernement britannique un témoignage formel de sa solidarité.

L'ambassadeur d'Angleterre est dans une situation terriblement difficile. S'il ne s'agissait que de le convaincre lui, personnellement, qui voit clairement le dessous des cartes, la tâche serait on ne peut plus aisée. Puisque l'Allemagne pousse à la guerre, ce qui semble à peu près établi, le seul moyen de l'arrêter, peut-être, est de lui signifier nettement, dès la première heure, que l'Angleterre se mettra en travers. Mais ce n'est pas une mince affaire que de rallier à cette politique énergique un ministère radical, rempli de pacifistes et d'idéologues, une opinion publique qui se désintéresse complètement des affaires balkaniques et ne comprendrait pas qu'on agitât des menaces de guerre à propos de la Serbie. Le représentant de l'Angleterre est donc obligé, plus ou moins, de se dérober.

Quant à celui de la France, — j'en appelle au témoignage de ceux qui ont approché et pratiqué Paléologue, — c'est avant tout un homme de lettres

qui a trouvé sa voie, une voie très brillante, dans la politique et la diplomatie. Je supplie mes lecteurs de croire que ce n'est pas sous ma plume une critique, loin de là. Il a, comme les hommes de lettres, une forte imagination, une vive sensibilité. Dans les circonstances courantes, dans le train-train ordinaire de la vie, peut-être cette imagination l'amènerait-elle parfois à prendre le pas sur les événements, à dramatiser certaines des difficultés qui se présentent. Dans les heures critiques comme celles-ci, par contre, cet ensemble de qualités et de défauts le sert à merveille. Il voit, sous l'angle du conflit, les forces en présence, et, certes, on ne saurait dire qu'il se trompe. De l'avis de tous les Russes avec qui j'en ai parlé, Paléologue, dès la première heure, avait discerné clairement la froide volonté belliqueuse de l'Allemagne. Seule, une capitulation sans condition de la Russie pourrait empêcher la guerre. Or cette capitulation est impossible à admettre. Il ne reste plus, dès lors, qu'à se préparer, sans rien négliger d'ailleurs de ce qui pourrait encore sauver la paix. Il faut surtout s'adresser à l'Angleterre, lui faire comprendre qu'une manifestation énergique de sa part est l'unique moyen de retenir l'Allemagne.

*
* *

Le soir, vers huit heures, Paléologue, revoit Sazonof, juste au moment où le comte de Pour-

talès, ambassadeur d'Allemagne, sortait de son cabinet. Il le trouve au plus haut point ému de son entretien. Pourtalès lui a fait savoir que l'Allemagne soutenait à fond les revendications de son alliée.

L'Autriche commençait déjà à prendre des mesures militaires importantes au sujet desquelles l'État-Major russe était exactement, minutieusement renseigné. Car les deux États-Majors, on peut le croire, s'espionnaient copieusement. Ils entretenaient des nuées d'agents, souvent d'un très haut grade, qui les tenaient au courant du moindre déplacement de troupes.

Le gouvernement russe, ce jour-là, décide seulement de rapatrier, en secret, quatre-vingts millions de roubles qu'il avait en dépôt dans les banques allemandes. C'est encore là une preuve formelle de ses dispositions pacifiques. S'il avait eu des intentions belliqueuses, il se serait évidemment gardé de laisser une somme aussi considérable dans les coffres-forts allemands. Cette décision, m'a raconté Basily, ne fut prise qu'après beaucoup d'hésitations, à la suite d'une longue discussion. Les Russes craignaient que, dès qu'elle serait connue, elle n'eût pour résultat de provoquer la mauvaise humeur germanique.

Première tentative pacifique de Sazonof. Il essaye, par son représentant à Vienne, de faire allonger le trop court délai de quarante-huit heures qui a été accordé par l'Autriche à la Serbie.

Le samedi 25 juillet, la démarche faite à Paris et à Londres par les ambassadeurs d'Allemagne, pour signaler les conséquences incalculables que provoquerait l'intervention d'une tierce puissance, ne fait qu'augmenter l'inquiétude. Un conseil se tient à Krasnoïe-Selo, où l'on décide en principe la mobilisation de treize corps d'armée destinés à agir éventuellement contre l'Autriche.

Nouvelle tentative de Sazanof qui conseille au gouvernement serbe de solliciter la médiation de l'Angleterre.

L'Empereur ordonne, le samedi, les mesures préliminaires de la mobilisation dans les circonscriptions de Kief, Odessa, Kazan et Moscou.

L'État-Major austro-hongrois pousse, avec la plus grande énergie, ses préparatifs militaires. La question se pose pour les Russes de savoir comment ils vont y répondre. Par suite de la faible densité, du faible rendement de son réseau de chemins de fer, la Russie ne peut pas, sous peine de se mettre dans un grave état d'infériorité, laisser prendre à son adversaire une avance aussi considérable. Elle est obligée, pour ne pas laisser envahir son territoire, de se mettre, elle aussi, sans retard, en état de défense. L'Empereur, M. Sazonof, tout le gouvernement russe, justement désireux de n'accomplir aucun geste qui puisse fournir le moindre prétexte à l'Allemagne, songent naturellement à une *mobilisation partielle*, qui viserait uniquement l'Autriche-Hongrie.

Mais tout de suite une grave difficulté surgit. Cette mobilisation partielle, si on veut l'exécuter malgré tout, si on s'en tient uniquement à elle, risque de détraquer, de rendre finalement à peu près impossible la mobilisation générale.

La question est examinée, discutée longuement, le mercredi 28 juillet, à une conférence qui se tient à cinq heures de l'après-midi, chez le général Janouchkévitch, chef d'État-Major, en présence de Soukhomlinof, ministre de la Guerre, de M. Sazonof et de son adjoint, M. Nératof. M. Basily, le général Danilof, quartier-maître général, dont j'ai sous les yeux une note très intéressante, m'ont communiqué sur cette réunion les renseignements les plus précis.

Une mobilisation partielle, tous les techniciens le savent, ne peut se faire que par un appel individuel des réservistes et une réquisition locale des chevaux, de manière à éviter les transports lointains par voie ferrée. Les unités, pour exprimer les choses en langage plus clair, prennent sur place, dans les territoires où elles se trouvent, à la fois les effectifs et le matériel qui leur est indispensable pour passer du pied de paix au pied de guerre. Or, dans la partie occidentale de l'Empire, la population est plus rare, les chevaux en moins grand nombre et de petite taille. Il était donc impossible de fournir aux corps d'armée tout ce dont ils avaient besoin sans recourir aux parties orientales. Si l'on y recourait, si l'on commençait les

transports par chemins de fer, le jour où l'on déciderait la mobilisation générale, ces premiers transports compliqueraient à tel point le trafic, dérangeraient tellement le mouvement des trains prévus, qu'il en résulterait le plus grand désordre, que la mobilisation deviendrait en fait impossible. La mobilisation, en somme, constitue un tout. Si l'on essaye d'en distraire quelques parties, tout le reste se détraque. C'est ce qui fut dit par les représentants de l'État-Major au cours de cette réunion.

Cette grosse question, au demeurant, n'intéressait pas que la Russie. Elle touchait au plus haut point la France, son alliée, et c'est ce dont M. Paléologue ne manquait pas de se rendre compte. Lorsque, après la conclusion de l'alliance franco-russe, les deux états-majors rédigèrent les conventions militaires, un des premiers soins de nos généraux fut d'orienter nettement la Russie vers un dispositif de guerre qui lui permît d'agir contre l'Allemagne autant que contre l'Autriche. Parmi les généraux russes, certains auraient volontiers porté le gros de leurs forces vers l'Autriche, qui présentait une résistance moindre et pouvait être plus facilement battue. Les Français, en toute occasion, avaient vigoureusement réagi contre de pareilles tendances.

Telles étaient les difficultés à la fois militaires et diplomatiques au milieu desquelles les dirigeants russes se débattaient.

M. Sazonof, le dimanche 26, avait eu avec l'am-

bassadeur d'Autriche-Hongrie, le comte Szapary, un entretien qui lui avait laissé une lueur d'espoir. Car ce n'était pas du côté de l'Autriche, mais plutôt du côté de l'Allemagne qu'apparaissaient les nuages les plus menaçants.

Le mardi 28 juillet, le gouvernement austro-hongrois décide la mobilisation générale de ses armées.

Le mercredi, à trois heures, Pourtalès vient dire à Sazonof que, si la Russie ne renonce pas à ses préparatifs, l'Allemagne sera obligée de mobiliser elle aussi.

Nous arrivons maintenant au moment capital, à ce qui constitue le point culminant du drame. A onze heures du soir, Basily, envoyé par Sazonof, se rend à l'ambassade de France. Il est immédiatement reçu par Paléologue. Il lui apprend que le gouvernement russe, en présence de la mobilisation générale des armées autrichiennes, vient de prendre deux graves décisions : 1° la mise immédiate sur le pied de guerre des treize corps d'armée destinés à opérer contre l'Autriche ; 2° le commencement de la mobilisation générale.

Aussitôt ces deux mesures décidées, le gouvernement russe a tenu à en informer le représentant de la France pour qu'il les porte immédiatement à la connaissance de son gouvernement. Mais il est, selon lui, désirable que la mobilisation générale, appelée à causer une vive émotion, ne soit connue de l'Allemagne que lorsqu'elle sera offi-

ciellement, publiquement annoncée. Comme les télégrammes entre Saint-Pétersbourg et Paris passent par l'Allemagne, il y a lieu d'être très circonspect, de se prémunir contre une fuite possible. Au cas où le chiffre français ne paraîtrait pas absolument sûr, Basily propose à Paléologue d'envoyer un télégramme par le chiffre russe, qui a été rendu à dessein très compliqué, très difficile, et dont les Allemands, croit-on, ne possèdent pas le secret.

Cette offre est acceptée. Un secrétaire de l'ambassade part avec Basily pour le Pont-aux-Chantres, le ministère des Affaires étrangères.

Mais, tandis qu'il est en train de chiffrer son message, Basily vient le trouver en toute hâte pour lui dire : « N'en envoyez que la première partie. La seconde, la mobilisation générale, n'est plus exacte. L'ordre vient d'être rapporté. Il a été décidé de différer cette mesure. »

L'attaché militaire de France, juste à ce moment, apporte une information identique. Vif embarras du secrétaire. Il a reçu de son chef l'ordre d'expédier un télégramme à Paris. Doit-il l'expédier coûte que coûte ? Doit-il, au contraire, écouter les Russes qui savent mieux que personne ce dont il s'agit. Sazonof en personne lui confirme le délai. Le secrétaire se rend à ses raisons. Il n'expédie à Paris, vers une heure du matin, que la première partie du télégramme.

Que s'était-il donc passé ? Le Tsar, l'après-midi

de ce jour, avait télégraphié à Guillaume II pour lui proposer de soumettre en bloc le litige austro-serbe au Tribunal d'arbitrage de La Haye. Tant qu'il n'avait pas reçu de réponse à son télégramme, *que les Allemands ont eu grand soin de ne pas faire figurer dans leur Livre blanc* (1),il avait donné l'ordre à ses ministres de différer la mobilisation. Les

(1) Voici la traduction de ce télégramme du Tsar, escamoté par les Allemands. Il était en anglais, comme d'ailleurs toutes les dépêches échangées durant cette semaine entre les deux Empereurs :

« *Nicolas II à Guillaume II*, 17/30 *juillet.*

« Je te remercie de ton télégramme amical destiné à faciliter une solution pacifique. Entre temps, la communication officielle transmise aujourd'hui par ton ambassadeur à mon ministre était d'un ton tout différent. Je te prie d'expliquer ce contraste. *Il me paraît indispensable de soumettre le conflit austro-serbe au Tribunal de La Haye.* Je compte sur ta sagesse et ton amitié. »

Le Kaiser répondit à ce télégramme par une dépêche, dont la première phrase a été escamotée, elle aussi, dans le *Livre blanc* allemand. Voici cette phrase :

« Merci pour ton télégramme. Il est absolument impossible que les déclarations de mon ambassadeur soient en désaccord avec le sens général de mon télégramme. »

Nous prenons, ici, les Allemands en flagrant délit de falsification cynique des textes. Il est aisé de comprendre les raisons qui les ont poussés à une falsification de cette nature. La proposition du Tsar de faire trancher le litige par la Cour de La Haye prouvait son désir de paix et fournissait le moyen de régler à l'amiable le différend. Aussi les dirigeants allemands n'ont-ils pas hésité à la faire disparaître de la correspondance diplomatique.

Mais un premier faux en entraîne un second, de même que le mensonge appelle forcément le mensonge. Cette première suppression effectuée, ils ont été obligés de supprimer de même le début du télégramme du Kaiser, qui, sans cela, aurait paru incompréhensible.

ministres obéirent ; mais ils continuèrent tout leur travail, de manière à pouvoir, dès le lendemain, si la défense était levée, déclencher sans retard le mécanisme.

Le Tsar avait envoyé ce télégramme au Kaiser de sa propre initiative, sans en parler à ses ministres. C'est pourquoi le texte ne se trouvait pas dans la correspondance diplomatique russe. C'est encore une preuve des plus convaincantes de la volonté pacifique qui animait le souverain. Au risque de fausser tout l'organisme militaire de son pays, il résistait aux objurgations pressantes et, au demeurant, si légitimes de ses conseillers techniques.

Mais, le lendemain, les mauvaises nouvelles se succèdent coup sur coup. L'Autriche a commencé les hostilités et bombardé Belgrade. Grosse émotion à Saint-Pétersbourg. Les journaux, l'opinion publique sont de plus en plus excités.

Sazonof a vu Pourtalès, qui persiste obstinément dans son attitude, dont le langage devient de plus en plus menaçant. L'Allemagne ne fera pas un geste, ne lèvera pas le petit doigt pour arrêter l'Autriche. Elle se retourne, d'autre part, contre la Russie, elle lui enjoint de cesser ses préparatifs militaires.

Guillaume II a envoyé, la nuit précédente, un télégramme presque comminatoire au Tsar. Le jeu germanique se découvre ainsi d'heure en heure. L'Allemagne, — son souverain aussi bien que ses

diplomates, — exerce sur la Russie une pression de plus en plus forte pour qu'elle laisse à l'Autriche les mains complètement libres et lui permette d'écraser les Serbes. On prétend lui interdire toute riposte aux armements de l'Autriche. Si la Russie passe outre, l'Allemagne mobilisera à son tour, et ce sera la guerre. Tout nouveau retard dans la mobilisation risque d'être fatal à la Russie. C'est ce que les ministres, les généraux déclarent, de la façon la plus formelle, à l'Empereur. Celui-ci se rend à leurs raisons, et, le jeudi 30 juillet, à quatre heures, il donne enfin l'ordre attendu. La mobilisation doit commencer à minuit. Pour les quatre circonscriptions déjà visées par l'ordre de mobilisation partielle, le 31 juillet, deuxième jour de cette mobilisation partielle, sera le premier jour de la mobilisation générale. Les inconvénients dus au changement de direction seront ainsi corrigés dans la mesure du possible.

A mesure que les événements se précipitent et que s'accroissent les risques de guerre, Pourtalès devient de plus en plus agité et, par moments, de plus en plus effondré. Tous les témoignages là-dessus concordent. Il est comme écrasé sous le poids de la responsabilité qu'il a prise. Lui et tous ses agents n'ont pas cessé d'annoncer à Berlin que la Russie, par suite de son impréparation, de sa situation matérielle et morale, ne pouvait pas ne pas s'incliner devant le fait accompli. Ils ont

multiplié les assurances que jamais elle n'oserait relever le défi.

Or, voici que toutes ces prévisions sont démenties par les événements. L'État-Major, les militaires de Berlin, qui de plus en plus relèguent les diplomates dans la coulisse, qui maintenant mènent ouvertement le jeu, en prennent leur parti à bon compte. La guerre pour eux est la bienvenue. Voilà assez longtemps qu'ils l'appellent de leurs vœux, qu'ils l'escomptent, qu'ils la préparent. N'ont-ils pas la certitude absolue, mathématique, de la victoire ?

Mais Pourtalès, qui ne vit pas dans cette ambiance de fièvre, de griserie, qui voit les nuages s'amonceler, le conflit s'approcher, est forcément dans un autre état d'esprit. Dans le livre, d'ailleurs assez insignifiant et assez terne, où il a raconté cette dernière semaine (*Am Scheideweg zwischen Krieg und Frieden*, Berlin, 1919), il parle de son fameux entretien avec Sazonof, le jeudi 30 juillet. Il demanda à son interlocuteur de l'aider à trouver une formule qui pourrait peut-être empêcher la catastrophe. Sazonof, désireux de faire jusqu'à la dernière minute tout de qui était possible pour éviter la guerre, improvisa immédiatement et écrivit de sa main cette formule ingénieuse : *Si l'Autriche, reconnaissant que son conflit avec la Serbie a pris le caractère d'une question d'intérêt européen, se déclare prête à retirer de son ultimatum les points qui portent atteinte aux droits sou-*

verains de la Serbie, la Russie s'engage à cesser ses préparatifs militaires

Le lendemain vendredi, à trois heures de l'après-midi, Pourtalès ayant demandé à voir le Tsar est reçu par lui à Peterhof. L'Empereur lui fait l'accueil le plus cordial. Mais l'ambassadeur d'Allemagne, docile aux instructions de Berlin, se borne à répéter ses déclarations antérieures : « L'Allemagne ne peut pas, maintenant, arrêter l'Autriche-Hongrie, l'empêcher d'infliger à la Serbie une leçon dont elle a besoin. Tout ce qu'elle peut faire, c'est de promettre que son alliée ne recherchera pas d'agrandissement territorial aux dépens des Serbes. » C'est là une promesse purement illusoire, car il y a pour un grand État bien d'autres manières que l'occupation territoriale de supprimer en fait la souveraineté d'un petit pays voisin.

L'Allemagne presse la Russie de révoquer ses mesures militaires. L'Empereur fait observer à Pourtalès que ces mesures lui ont été imposées par l'attitude belliqueuse de l'Autriche. On est, comme le remarque Pourtalès, arrivé au point mort. Mais à qui la faute !

La veille au soir, M. Viviani, débarqué le jour précédent à Dunkerque avec le Président Poincaré, a télégraphié à Paléologue que « la France est résolue à remplir toutes les obligations de l'alliance ».

Chose curieuse, quand il s'entretient avec Szapary, Sazonof a parfois l'impression que, si

l'Allemagne ne venait pas, à dessein, de la manière la plus tranchante, la plus brutale, s'interposer entre l'Autriche et lui, les choses pourraient peut-être encore s'arranger. Cette impression était parfaitement justifiée. A la dernière heure, en effet, un certain fléchissement, une hésitation se produisirent chez les dirigeants de Vienne, quand ils s'aperçurent que la Russie prenait décidément la situation au sérieux, qu'elle était bien résolue à ne pas leur permettre de régler à leur guise l'affaire serbe. Parmi toutes les formules conciliatoires, toutes les propositions transactionnelles imaginées ou acceptées par Sazonof, il y avait une chance, très minime il est vrai, mais réelle cependant, d'aboutir à un compromis.

Mais ce compromis, l'Allemagne n'en voulait maintenant à aucun prix. Ses militaires avaient pris l'affaire en main. Ils s'étaient saisis du volant. Ils lançaient la machine à une allure vertigineuse, sans laisser à leurs partenaires le temps de réfléchir ni même de souffler. Car ce qu'il y a de plus caractéristique, de plus frappant dans ces négociations de la dernière heure, c'est la rapidité effarante avec laquelle l'Allemagne les conduisit. Le gouvernement germanique brûlait toutes les étapes. Il se précipitait avec une vitesse folle vers le dénoûment.

A trois heures de l'après-midi, le vendredi 31 juillet, Pourtalès avait été reçu par l'Empereur. A onze heures du soir, ce même jour, il vient dé-

clarer à Sazonof que si, dans un délai de douze heures, la Russie n'arrête pas sa mobilisation, l'armée allemande sera tout entière mobilisée. Le ton dont cette communication est faite ne laisse aucun doute sur sa gravité. Pour l'Allemagne, la mobilisation, ce sera infailliblement la guerre.

Sazonof et le Tsar se cramponnent quand même à la dernière espérance. Jusqu'au dernier moment, ils ne renoncent pas à leurs tentatives pacifiques. Ils essayent encore de négocier.

Le samedi 1er août, à deux heures de l'après-midi, Nicolas II répondait à Guillaume qui lui avait annoncé, la veille, les graves mesures militaires prises par l'Allemagne (proclamation de *l'état de danger de guerre*, appel des réservistes, état de siège, fermeture des frontières) : « J'ai reçu ton télégramme ; je comprends que tu sois obligé de mobiliser ; mais je voudrais avoir de toi la même garantie que je t'ai donnée, à savoir que ces mesures ne signifient pas la guerre et que nous poursuivrons nos négociations pour le bien de nos deux pays et la paix générale, si chère à nos cœurs.

« Notre longue amitié doit, avec l'aide de Dieu, réussir à empêcher ces effusions de sang. J'attends avec confiance une réponse de toi.

« NICOLAS. »

La générosité de ce télégramme, sa sincérité pathétique sont à noter. Les espoirs dont le sou-

verain russe se berçait encore pouvaient n'être pas une pure illusion. Si les deux gouvernements, en effet, étaient fermement résolus à chercher un règlement pacifique, rien ne les empêchait de poursuivre leurs négociations, même avec leurs armées mobilisées. On avait vu déjà d'autres mobilisations qui n'avaient pas nécessairement déclenché la guerre. L'Autriche elle-même n'avait-elle pas mobilisé deux fois auparavant, sans cependant tirer l'épée du fourreau ?

Mais les gens de Berlin en avaient décidé autrement. A midi, le 1er août, expirait le délai laissé à la Russie par l'ultimatum de la veille. L'Allemagne l'avait prévenue que, si elle n'arrêtait pas ses préparatifs, elle mobiliserait aussi. Elle mobilisa effectivement, ce qu'elle faisait d'ailleurs clandestinement depuis une semaine ; mais, en outre, sans rien attendre, écartant tous les délais, coupant tous les ponts, elle s'empressa de déclarer la guerre à la Russie. A sept heures, Pourtalès, qui vient de recevoir l'ordre du Chancelier, se présente chez Sazonof. Il lui remet le texte de la déclaration de guerre, qui se termine par cette phrase mélodramatique :

« S. M. l'Empereur, mon Auguste Souverain, au nom de l'Empire, relève le défi et se considère en état de guerre avec la Russie. »

On se croirait au tournoi de Lohengrin.

Fait étrange et d'ailleurs très significatif, alors

que tous les autres documents, notes diplomatiques, télégrammes entre les souverains ont été traduits en allemand dans le *Livre blanc* germanique, seule cette déclaration de guerre y figure en français. Il semble que le gouvernement impérial ait de la sorte voulu la dissimuler à moitié à son public. La *Wilhelmstrasse* avait envoyé à Pourtalès plusieurs formules parmi lesquelles il devait choisir. L'une était : *Ayant refusé de faire droit;* l'autre, *n'ayant pas cru devoir répondre à cette demande.* Dans la phrase suivante, il avait également le choix entre : *ce refus* et *cette attitude.*

Mais Pourtalès était si affolé qu'il ne prit même pas la peine de supprimer celles de ces variantes qui ne convenaient pas et remit le document tel quel.

Cet affolement de Pourtalès, au demeurant, n'était rien à côté de celui qui semble s'être emparé à la même heure de tous les dirigeants à Berlin. Ils avaient déjà copieusement discuté sur la rédaction de la formule finale de la déclaration de guerre à la Russie. Kaustky nous le raconte en détail ; ce n'est certes pas un des passages les moins intéressants de son livre si documenté. On avait d'abord songé à la formule suivante :

« S. M. l'Empereur, mon Auguste Souverain, au nom de l'Empire, déclare accepter la guerre qui Lui est octroyée. »

Octroyée, n'était qu'une traduction détestable du verbe allemand : *aufzwingen.* On le remplaça d'abord par « imposée » ; puis la phrase tout entière déplut : on choisit définitivement la formule théâtrale qu'on a lue plus haut.

Mais voici qui est beaucoup plus curieux encore.

La déclaration de guerre à la Russie était partie de Berlin à une heure de l'après-midi, le samedi 1[er] août. Or, à 9 h. 45, Guillaume II envoyait à Nicolas cet étrange télégramme comme si tous les fils n'avaient pas été rompus et si des négociations étaient encore possibles :

« Une réponse immédiate, claire et non équivoque, de Ton Gouvernement est le seul moyen de conjurer une calamité incommensurable. Je dois Te demander catégoriquement de donner sans retard l'ordre à Tes troupes de ne porter, en aucun cas, la moindre atteinte à nos frontières. »

Ce télégramme, remis à Berlin à 10 h. 30 du soir, provoqua le plus vif étonnement à Saint-Pétersbourg. Le Tsar, qui le reçut, Sazonof, son ministre, n'y comprenaient plus rien.

Comment pouvait-on négocier encore, alors que l'Allemagne, d'une façon aussi brutale, venait de déclarer la guerre à la Russie.

Sazonof téléphona, dès le lendemain, à Pourtalès, quelques heures avant le départ de ce dernier pour Stockholm, afin d'avoir l'explication de cette énigme. Pourtalès se borna à répondre que, vrai-

semblablement, le télégramme de son souverain avait dû être expédié avant la remise de la déclaration de guerre. En réalité, il avait été expédié bien après.

Que voulait donc le Kaiser, par cet étrange message ? Cherchait-il à tromper le Tsar ? Ou bien, avait-il quelque peu perdu la tête ?

Tous les observateurs de bonne foi pencheront vers cette dernière hypothèse.

On ne vit jamais guerre engagée avec une précipitation, une légèreté aussi criminelle !

CHAPITRE VII

EN AUTRICHE. — L'ÉNIGME DE SERAJEVO

Au cours du printemps 1914, des nouvelles alarmantes se répandirent à plusieurs reprises sur la santé du vieil empereur d'Autriche, François-Joseph. Ce n'était pas la première fois, assurément. Quelques années auparavant, alors qu'il était en train d'accomplir une période militaire sur le plateau désolé du Larzac, l'auteur de ces lignes reçut du secrétaire de rédaction d'un grand journal parisien un télégramme affolé lui prescrivant d'expédier d'urgence un article nécrologique sur François-Joseph, dont on annonçait la maladie et dont on escomptait la mort. Sur le Larzac, sous la tente, sans notes et sans crayon, vous voyez d'ici comme c'était commode !

Cette fois, cependant, les nouvelles paraissaient assez préoccupantes ; pendant plusieurs semaines, elles préoccupèrent en effet les gouvernements et les chancelleries.

La personnalité de l'archiduc-héritier François-Ferdinand, marié morganatiquement à la comtesse Chotek, devenue duchesse de Hohenberg, passait ainsi au premier plan. Ce fut une des raisons sans doute qui déterminèrent l'empereur

d'Allemagne, Guillaume II, à rencontrer, le 12 juin, l'archiduc à son château de Konopicht. La présence aux côtés du Kaiser de l'amiral von Tirpitz, à ce moment le conseiller militaire et le grand favori du souverain, soulignait nettement le caractère politique de cet entretien (1).

Que s'était-il dit au juste au cours de cette fameuse entrevue ? Quels en avaient été les vrais motifs et quelles conséquences pouvait-on en attendre ?

L'imagination des historiens (beaucoup d'entre eux n'en manquent point), des journalistes, se donna, à cet égard, un libre cours. Ils imaginèrent bon nombre d'hypothèses, plus ou moins ingénieuses.

Tenons-nous-en, ce qui vaut beaucoup mieux, aux faits précis et aux documents officiels.

Tout de suite après l'entrevue, le 17 juin 1914, l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, Tschirschky, écrivait au chancelier de l'Empire :

« Le comte Berchtold a été invité à Konopicht par l'archiduc François-Ferdinand. Après le départ de Sa Majesté l'Empereur, le ministre m'a raconté que l'Archiduc est au plus haut point satisfait de la visite de Sa Majesté. Ils ont discuté ensemble toutes les questions possibles et ont pu constater l'entière concordance de leurs vues. »

(1) Voir sur cette entrevue un très intéressant article de M. Jean Pozzi : Les roses de Konopicht (*Le Correspondant*, 10 juin 1921).

Une note marginale de Guillaume II jointe à ce rapport prouve qu'il avait été beaucoup question de la Roumanie. La politique intérieure de la Hongrie, qui persécutait et tyrannisait les Roumains de Transylvanie, empêchait en effet la Roumanie, à supposer qu'elle en eût le désir, de lier entièrement son sort à celui de la Triple Alliance.

A peine revenu de Konopicht à Vienne, Berchtold, dont la paresse était pourtant le péché mignon, se mit au travail, et il rédigea un mémoire sur la situation de l'Autriche dans les Balkans. « Cette situation, disait-il, est en train de devenir insupportable. La Russie vise à créer une confédération balkanique dirigée contre la monarchie des Habsbourg. C'est dans ce but qu'elle cherche à gagner la Roumanie, dont les relations avec l'Autriche ont beaucoup empiré. »

Suivait un développement assez sombre sur l'état des relations austro-roumaines, qui ne s'amélioraient point, loin de là, bien que, sur les conseils pressants de Berlin, le cabinet de Vienne eût pratiqué, depuis longtemps, la politique « de l'attente tranquille et des remontrances amicales ».

S'il n'avait tenu qu'à l'Autriche, cette politique beaucoup trop douce envers les Roumains aurait été, depuis quelque temps déjà, modifiée. Le gouvernement austro-hongrois avait, à diverses reprises, marqué le désir d'employer la manière forte, en 1913 notamment, lorsque la Roumanie,

se joignant à la Serbie et à la Grèce, déclara la guerre à la Bulgarie et envahit subitement son territoire. Seulement l'Allemagne, soucieuse de ménager un pays où régnait un Hohenzollern, de ne pas le rejeter définitivement dans le bloc opposé, s'était mise constamment en travers de ces desseins autrichiens.

Le rapport de Berchtold se terminait par ce paragraphe *presque menaçant à l'adresse de la Russie* : « Pour ces raisons, la direction de la politique étrangère d'Autriche-Hongrie est persuadée qu'il est de l'intérêt commun de la Monarchie et de l'Allemagne, dans l'état actuel de la crise balkanique, de s'opposer, en temps opportun et énergiquement, à un développement auquel la Russie aspire, qu'elle accomplit méthodiquement et qui, plus tard, ne pourrait peut-être plus être annulé. »

Telle était l'atmosphère morale, si l'on peut dire, du Ballplatz, au moment où François-Ferdinand partit pour la Bosnie.

Au commencement de juin, en effet, les journaux viennois avaient annoncé que les grandes manœuvres se feraient cette année en Bosnie, sur la frontière serbe, sous la haute direction de l'archiduc-héritier. Celui-ci devait faire son entrée solennelle à Serajevo, la capitale, le dimanche 28 juin, anniversaire même de la bataille de Kossovo, qui est pour tous les Serbes, ceux du Royaume comme ceux de Bosnie, une journée de deuil national.

Le choix de cette région pour les manœuvres, de cette journée pour l'entrée à Serajevo, constituait à l'égard des Serbes un avertissement très net, ou plutôt une menace à peine déguisée. Leur puissant voisin faisait devant eux l'étalage de sa force, leur signifiait de la sorte qu'à la première occasion il ne manquerait pas de s'en servir.

Le 23 juin, François-Ferdinand et la duchesse de Hohenberg arrivèrent à Ilidzé, petite station balnéaire située à quelques kilomètres de Serajevo, dans un très joli site, tout près des sources de la Bosna. Le plus grand hôtel avait été réquisitionné pour eux. On y avait préparé une installation somptueuse. La duchesse devait passer là quelques jours, tandis que son époux assisterait aux manœuvres dans la région de Mostar.

La *Bosnische Post*, le principal journal allemand de Bosnie, publia, à ce propos, un éditorial où il montrait la force militaire de l'Autriche. Il le terminait par quelques paroles comminatoires à l'adresse des Serbes.

« Cette démonstration militaire, dit-il, fera rentrer dans le droit chemin du patriotisme bien compris ceux de nos concitoyens de race slave qui croient trouver dans la conjuration et dans le complot les moyens de violer les droits sacrés que possède la monarchie sur des provinces qui lui sont d'autant plus chères qu'elles sont ses enfants les plus jeunes. »

Pendant l'absence de l'archiduc, la duchesse

parcourt incognito, avec quelques personnes de sa suite, la ville de Serajevo. Elle visite la grande église catholique, les couvents, la synagogue, les mosquées, les bazars, en évitant ostensiblement la cathédrale serbe, qui est cependant une des principales curiosités de la capitale.

Le dimanche 28 juin, vers 9 heures du matin, l'archiduc et la duchesse partent en automobile d'Ilidzé. Dans leur voiture ont pris place le Général Potiorek, gouverneur de la province, et le lieutenant-colonel von Merrizzi, aide de camp de l'archiduc. Le prince héritier est en grande tenue de généralissime, avec toutes ses décorations. La duchesse est en robe claire avec un grand chapeau. Trois automobiles suivent où se trouvent le préfet de police, le commissaire du gouvernement, quelques fonctionnaires, des généraux. Les sept kilomètres qui séparent Ilidzé de la ville sont franchis en quelques minutes (1). Le cortège arrive dans la capitale par les nouveaux quartiers du sud.

Serajevo, l'ancienne Bosna Seraï, resserrée dans son étroite vallée, au pied de hautes montagnes, a gardé pour une bonne part, en dépit de l'occupation autrichienne, son aspect musulman. De

(1) J'ai emprunté la plupart de ces détails au récit d'un témoin oculaire, M. René Gourdiat, qui se trouvait à Serajevo comme correspondant du *Matin* le jour de l'attentat. Sa brochure : *Serajevo, 28 juin* 1914, est un document fort intéressant, qui, cependant, à ma connaissance, a été peu utilisé jusqu'à présent.

nombreux minarets pointent au-dessus des maisons. Les rues, dans les vieux quartiers, sont étroites et zigzagantes. Il n'y a pas d'endroit au monde, si l'on ne prend aucune précaution, où un attentat soit plus facile à commettre. Il n'y en a point, par contre, pour peu qu'on veuille s'en donner la peine, qui soit plus commode à surveiller. Il suffit d'établir rigoureusement l'itinéraire et d'exercer un contrôle sévère. La population, fort bien dressée par les autorités autrichiennes, très exigeantes et tracassières, surtout quand elles opèrent en pays serbe, se soumet à toutes les mesures que l'on veut.

Ce n'est pas la première fois, certes, que de hauts personnages viennent officiellement à Serajevo. En 1910, l'empereur François-Joseph y est reçu en grande pompe. Les autorités font le nécessaire et, bien que les passions anti-autrichiennes soient à ce moment des plus échauffées, il n'y a pas, il ne saurait y avoir l'ombre d'un attentat.

Cette même année 1914, peu de temps auparavant, un autre archiduc François-Salvator, était venu représenter la famille impériale à la procession de la Fête-Dieu. Des mesures très sévères avaient été prises. Toutes les rues étaient barrées par des soldats et des agents de police. On avait, à la gare, pendant les journées précédentes, contrôlé minutieusement l'arrivée de tous les voyageurs. Durant la procession, l'archiduc marchait

entouré d'un épais cordon de soldats hongrois.

Ces précautions auraient dû être multipliées lors de la visite de François-Ferdinand. Il n'en fut pris absolument aucune. A cet égard, tous les témoignages concordent. Les soldats cependant ne manquaient pas, puisque plusieurs corps d'armée se trouvaient réunis pour les manœuvres dans la région. Aucun service d'ordre, pas de troupes pour former la haie. On aurait, en somme, voulu envoyer l'archiduc à l'abattoir qu'on ne se serait pas conduit autrement.

Il faisait un temps magnifique. Dans les rues, très peu de monde ; les Serbes, qui sont la majorité, n'étaient pas sortis de chez eux. Le matin de ce jour, leurs journaux s'étaient contentés de publier, en l'encadrant des couleurs nationales, un récit de la bataille de Kossovo.

Après un court arrêt devant l'hôtel des Postes et Télégraphes, où le personnel est présenté à l'archiduc, son automobile repart et suit le quai Appel, le long de la Milijacka, la petite rivière, presque à sec à ce moment, qui traverse la ville dans toute sa longueur.

Un jeune homme, placé sur le trottoir qui longe la rivière, fait quelques pas vers la voiture de l'archiduc et lance sur elle un objet noir qu'il tenait à la main. Le chauffeur a vu le geste. Il accélère de son mieux. La bombe, car c'en était une, tombe sur la capote de l'automobile découverte. François-Ferdinand, avec un extraordinaire

sang-froid, la saisit de ses deux mains et la jette sur la chaussée. C'est à ce moment qu'elle fait explosion, blessant légèrement à la tête son aide de camp et beaucoup plus gravement aux jambes un garde forestier qui stationnait tout près.

L'automobile s'arrête une centaine de mètres plus loin. François-Ferdinand s'inquiète de l'état des blessés et dit : « Allons, c'est un fou, Messieurs, continuons notre programme ! »

Son intrépidité, son courage ne sont pas discutables. M. René Gourdiat, qui a assisté à cette scène, en donne le témoignage formel.

L'auteur de l'attentat, aussitôt lancée la bombe, saute dans le lit de la rivière et essaye de s'enfuir. Deux agents se précipitent à sa poursuite. L'un d'eux le menace de son revolver. Il s'arrête, on se saisit de lui. On le conduit à la prison militaire. C'est un jeune typographe serbe, nommé Cabrinovitch, âgé de dix-neuf ans et arrivé de Belgrade quelques jours plus tôt, avec son engin.

Il semble qu'après ce premier attentat, qui constituait un avertissement des plus nets, les autorités auraient dû faire évacuer les rues, modifier l'itinéraire et, au besoin, décommander la visite.

Rien de cela ne fut fait. Leur imprudence, à moins qu'elle ne soit voulue, devient de plus en plus inexplicable, véritablement stupéfiante. Le cortège se remet en route, et l'on arrive à l'hôtel de ville, où avait été organisée la réception. La nouvelle de l'événement se répand en quelques

minutes. Les rues, aux trois quarts vides, se remplissent instantanément. Dans le grand salon, le maire, ayant préparé d'avance son discours, le lit comme si de rien n'était, sans y changer une syllabe ; le moins qu'on en puisse dire, c'est qu'il n'était plus guère d'actualité. On y parlait du loyalisme de la population, de la joie immodérée qu'elle éprouvait à recevoir le prince héritier. Celui-ci, très emporté de sa nature, très violent, ne peut pas se contenir, Il interrompt brutalement le pauvre bourgmestre. « En voilà assez ! crie-t-il. Comment ? Je viens ici en visiteur et on me reçoit avec des bombes ! Que me parlez-vous de loyalisme ? » Sa femme, qui se tient à son côté, qui a sur lui une très grande influence, le saisit doucement par le bras. Il se calme aussitôt. Sa voix se radoucit. Il dit au bourgmestre : « Maintenant, continuez ! »

Le bourgmestre, quelque peu interloqué, finit tant bien que mal sa harangue. La réception est terminée. L'archiduc ne répond même pas. Il refuse de se laisser présenter les fonctionnaires.

Au moment de partir, il décide de passer par l'hôpital militaire pour y prendre des nouvelles de son aide de camp blessé que l'on venait d'y conduire. Il voulait que sa femme rentrât immédiatement à Ilidzé. La duchesse insista de toutes ses forces pour ne pas abandonner son mari : « Non, dit-elle, c'est au moment du danger que

tu as besoin de moi. » (*Nein, gerade in der Gefahr brauchst du mich !*)

Tout cela, il faut en convenir, ne manque ni de crânerie, ni même de grandeur.

Comme il allait monter en automobile, l'archiduc demanda si l'on avait arrêté l'homme qui avait lancé la bombe. On lui répondit que oui. « Qu'on se dépêche de le pendre, s'écria-t-il, car sans cela Vienne va lui envoyer une décoration. »

Ce qui est incroyable, c'est qu'après ce premier accident, alors que le cortège devait traverser les rues les plus étroites de la ville, pleines de monde maintenant, les autorités militaires ou civiles se soient obstinées à ne prendre aucune précaution. Sur le seuil de l'hôtel de ville, affirme-t-on, le comte François Harrach, de la suite de l'archiduc, manifesta au général Potiorek sa vive surprise de voir qu'aucune surveillance n'était exercée. Potiorek le rabroua d'importance : « Pensez-vous, lui dit-il, que Serajevo est rempli d'assassins ? Ne savez-vous pas, d'ailleurs, qu'il n'y a jamais deux attentats dans la même journée ? »

Sur cette belle assurance du général, dont on ne saurait trop admirer le flair, l'on partit : l'archiduc et la duchesse dans le fond de la voiture, le général Potiorek sur le devant à côté du chauffeur, pour lui indiquer la route qu'il ne connaissait pas.

La chaussée, les trottoirs sont encombrés de

gens. Pas de police, pas de troupes pour protéger le cortège.

A trois cents mètres environ de l'hôtel de ville, l'automobile doit ralentir pour prendre une petite rue latérale. A ce moment elle frôle le trottoir où un jeune homme s'était posté au tournant. Il n'a qu'à étendre le bras et, le plus aisément du monde, à bout portant, il tire deux coups de revolver sur l'archiduc et la duchesse. L'automobile précipite son allure. Quand elle arrive à la résidence du général Potiorek, elle ne contenait que deux cadavres. François-Ferdinand et sa femme avaient été tués sur le coup.

En quelques minutes, le drame est accompli. Le meurtrier est arrêté presque sans difficulté. C'est un étudiant serbe, né en Bosnie, Gavrilo Prinzip.

Telle est, d'après les témoignages les plus précis et les plus sûrs, cette effroyable tragédie d'où sortit une des plus grandes guerres qui aient désolé notre planète.

Il plane sur elle un angoissant mystère.

A quoi tient cette absence tout à fait anormale de précautions au cours d'une visite où tout commandait au contraire d'en prendre? Fut-elle involontaire ou bien préméditée?

Les autorités civiles (1) ne manquèrent natu-

(1) Le ministre commun des Finances, administrateur suprême de Bosnie, le docteur von Bilinski, porta de graves accusations contre l'insouciance, pour ne pas dire plus, des dirigeants de Bosnie.

« Dans les autres sphères de l'administration, écrivait-il

rellement pas de rejeter la responsabilité sur les autorités militaires, à qui incombait le soin d'organiser la réception. Le général Potiorek, après que, quelques mois plus tard, il se fût fait battre lamentablement par les Serbes, devint fou. Était-il fou déjà, ou bien, cédant à certaines suggestions de très hauts personnages, laissa-t-il l'archiduc aller ainsi au devant d'une mort presque certaine ?

Toutes les suppositions, même les pires, sont permises. Il est à peu près établi (c'est M. Dumaine, notre ambassadeur à Vienne, qui le raconte dans son livre : *La dernière ambassade en Autriche*) qu'un certain Reich, autrefois agitateur et conspirateur panslaviste, passé au service de la police

le 3 juillet, des défectuosités étaient devenues patentes, dont la connaissance aurait, d'avance, dû empêcher un voyage de l'archiduc François-Ferdinand. Le chef du pays (général d'artillerie Potiorek) savait de source certaine que l'arrangement et l'orientation du voyage avaient été arrêtés *exclusivement* au point de vue *militaire*, entre l'archiduc et lui-même...

« Moins que tous autres, le docteur von Bilinski n'aurait pas pu supposer qu'une visite non militaire de Serajevo pût être intercalée dans le programme militaire. Si le docteur von Bilinski avait su, par les rapports du chef du pays, que l'administrateur de la police n'était nullement à la hauteur de sa tâche, le devoir de l'un et de l'autre aurait été d'*empêcher de toutes façons* le voyage. »

Le prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres, put écrire le 16 juillet, dans un rapport au Chancelier, cette phrase extraordinairement significative : « Si la police impériale et royale et les autorités de Bosnie ont conduit le prince héritier par une « allée de lanceurs de bombes », je n'y puis voir de raison suffisante pour risquer les os du célèbre grenadier poméranien... »

autrichienne, ainsi que cela arrive fréquemment, fut chargé de répartir dans Serajevo des agents de son choix. Au lieu de poster les agents, il aurait placé aux meilleurs endroits les conspirateurs.

François-Ferdinand, dans les sphères les plus élevées de la Cour, parmi les fonctionnaires, les diplomates, les généraux, s'était attiré de très vives inimitiés. On le savait de tempérament autoritaire et brutal, prêt à tout briser d'après son moindre caprice. Lorsque le vieil Empereur le chargea, pour un temps, des nominations dans l'armée, il fit un tel abus de son pouvoir qu'on dut bien vite lui retirer la « signature ». François-Joseph ne l'aimait guère, et il ne manquait pas une occasion de lui marquer son antipathie. Il cherchait surtout à développer des sentiments de rivalité entre François-Joseph et l'archiduc Charles, époux de la princesse Zita, qui devait théoriquement lui succéder sur le trône. A peine François-Ferdinand était-il parti pour quelqu'une de ses villégiatures, Saint-Moritz, Brioni, que l'Empereur se faisait remplacer aussitôt dans les cérémonies officielles par son petit-neveu Charles, faveur qu'il n'accordait que très rarement à l'archiduc-héritier.

Un de ceux qui le détestaient le plus, c'était le prince de Montenuovo, le descendant de Neipperg, grand-maître à la Cour. Il savait qu'un des premiers soins de l'archiduc, à peine arrivé au pouvoir, serait de le renvoyer.

François-Ferdinand, d'ailleurs, ne s'en cachait guère. Le professeur Lammasch, dans un ouvrage récent, raconte que, lors d'une entrevue avec François-Ferdinand, celui-ci s'exprima dans les termes les plus grossiers, les plus offensants sur le ministre de la guerre Schonaich, sur d'Æhrenthal, alors ministre des Affaires étrangères, et beaucoup d'autres fonctionnaires civils et militaires.

Ajoutez-y les inquiétudes que faisait concevoir aux archiduchesses, aux personnages de la Cour, l'exaltation possible de la duchesse de Hohenberg, épouse morganatique de François-Ferdinand, son élévation éventuelle au titre de reine en Hongrie, plus tard peut-être d'impératrice en Autriche, et vous aurez une idée de l'atmosphère de défiance et même de haine qui entourait ce couple princier.

C'était déjà beaucoup que tout cela. Il y avait plus encore.

Depuis quelque temps, il se colportait, sous le manteau, dans les cercles aristocratiques de Vienne, d'étranges histoires sur le dérangement mental du prince héritier. Il était pris, par moments, affirmait-on, de crises très violentes au cours desquelles il perdait toute maîtrise, tout contrôle de lui-même, s'abandonnant à la fureur, brisant tout autour de lui, menaçant l'existence de ceux qui l'entouraient. La crise passée, il tombait dans une espèce de prostration.

Les gouvernements étrangers, informés de ces

rumeurs, chargèrent leurs agents d'obtenir par tous les moyens des renseignements. Ce qu'ils apprirent n'était de nature ni à confirmer ces nouvelles ni à les démentir complètement. La vérité, c'est qu'il était très difficile, presque impossible de savoir quelque chose de précis.

François-Ferdinand, en effet, avait à peu près disparu de la Cour. Durant toutes les guerres balkaniques, qui portèrent une si rude atteinte au prestige de l'Autriche-Hongrie en Orient, on ne le vit presque plus à Vienne. Il vivait à l'écart, avec sa femme et ses enfants, dans son château de Konopicht en Bohême, à Miramar près de Trieste, ou dans la petite île de Brioni, non loin de Pola.

Au cours d'une de mes croisières dans l'Adriatique, sur le yacht d'un de mes amis, je passai quelques jours dans ce délicieux petit coin très fréquenté, l'été comme l'hiver, par la bonne société autrichienne. Un hôtelier jovial et boute-en-train, homme d'affaires des plus adroits, Herr Kupfelweiser, avait réussi très vite à lancer Brioni, à en faire une station à la mode. François-Ferdinand y demeurait presque tout l'hiver avec la duchesse de Hohenberg et un ou deux aides de camp. Un Viennois de nos amis nous raconta que l'archiduc avait en effet de véritables crises de folie. Les habitants de l'hôtel et les domestiques s'en entretenaient fréquemment.

Henry Wickam Steed, le directeur du *Times*,

qui a vécu longtemps à Vienne, l'auteur du meilleur livre que nous ayons sur l'Autriche, fournit, dans un article de l'*Edinburg Review*, des précisions très nettes sur cette maladie. D'après lui, étant tout jeune officier dans une garnison de Bohême, François-Ferdinand aurait contracté le mal redoutable dont il est question dans *Candide*. L'affection, qu'on croyait guérie, avait reparu de nombreuses années plus tard. L'archiduc était sur le chemin de la paralysie générale, dont ses crises de folie intermittente n'étaient qu'un des premiers symptômes.

Récapitulez maintenant tous ces points : un emporté, un maniaque, peut-être un fou, voué à une mort prochaine, risquant, par ses lubies, d'ébranler le vieil édifice vermoulu de la monarchie, époux d'une femme ambitieuse qui, vraisemblablement, essayerait de sortir de son rang effacé, ce qui ne manquerait pas d'entraîner les pires complications.

Vous comprenez pourquoi bien des gens dans les plus hauts cercles, après quelques regrets de circonstance, durent s'écrier : « Ouf ! » quand ils apprirent l'attentat de Serajevo. L'un d'eux traduisit, de la façon la plus cynique, cet état d'esprit : « L'archiduc nous a fourni contre les Serbes le prétexte dont nous avions besoin. Son rôle était fini. Il n'avait plus qu'à disparaître ! »

La manière dont on escamota ses funérailles est significative à cet égard. Il est impossible d'ima-

giner quelque chose de plus inconvenant et même de plus scandaleux.

Avec une férocité impitoyable, le prince de Montenuovo se vengea sur le mort des avanies que n'aurait pas manqué de lui infliger le vivant.

Guillaume II, toujours à l'affût de la moindre occasion de cabotinage, avait annoncé son intention d'assister aux obsèques, entouré d'une suite brillante. On mit tout en œuvre pour l'en empêcher. On invoqua le protocole, l'étiquette, la sacro-sainte étiquette, et aussi la santé du vieil empereur, qu'il était indispensable de ménager. Guillaume II offrit alors de se faire représenter par son frère, le prince Henri de Prusse. On écarta même cette proposition. Les funérailles se firent sans aucun apparat, sans la présence d'un seul archiduc, sans la participation de l'armée. Elles furent pauvres, négligées, obscures. La *Reichspost*, l'organe de François-Ferdinand, s'en plaignit dans les termes les plus amers. Il s'éleva, dans une allusion à peine voilée, contre l' « inconvenante décision d'un personnage de la Cour ».

Cet effacement prémédité, presque ignominieux pour la mémoire du prince héritier, fut poussé si loin qu'il provoqua de la part d'un certain nombre d'aristocrates viennois une vive protestation. Conduits par le comte Chotek, un parent de la duchesse de Hohenberg, une centaine de grands seigneurs se joignirent au cortège funéraire, qu'ils accompagnèrent jusqu'à la gare, pour manifester

ouvertement leur colère contre le prince de Montenuovo.

Mais celui-ci avait la partie belle, et il ne tarda pas à le faire sentir à ses adversaires.

Quelques jours plus tard, il recevait de l'Empereur une lettre de félicitations pour la manière parfaite dont il avait organisé les funérailles. On ne pouvait pas lui signifier plus clairement qu'il n'avait fait que suivre la volonté de son souverain, qui détestait le prince héritier et n'avait pas été outre mesure affecté de sa mort.

Le premier acte du drame est terminé. Quiconque en examine les mobiles, les dessous, ne peut qu'être frappé de tout ce qu'il contient de louche, de tortueux, de malsain.

Machinations et intrigues, l'oncle détestant le neveu qui le lui rend avec usure ; haines féroces des courtisans qui craignent pour leur situation ou leur fortune beaucoup plus que pour leur pays ; carence plus que suspecte de la police et des autorités dans une circonstance où tout leur faisait un devoir de redoubler de précaution ; l'assassinat commis, satisfaction peu dissimulée chez un très grand nombre.

Tout cela vraiment sent la pourriture et le cadavre. Un État où de telles choses sont possibles est déjà plus qu'à demi décomposé.

C'est ce qu'on oublie un peu trop quand on se lamente sur l'effondrement de la monarchie austro-hongroise, quand on verse des pleurs sur sa ruine.

C'est elle la première responsable de son écroulement. On ne l'a pas tuée : elle s'est tuée elle-même.

Nous allons voir, au cours des semaines qui suivent, le même travail oblique, souterrain, les menées, les intrigues pour endormir la sécurité de l'Europe et préparer, dans l'ombre, contre les Serbes le mauvais coup dont la guerre générale devait sortir.

CHAPITRE VIII

EN AUTRICHE (suite). — LA PRÉPARATION DE L'ULTIMATUM

Pour comprendre ce qui s'est passé dans la monarchie danubienne après l'attentat de Serajevo, il faut avoir présente à l'esprit la volonté de guerre formelle du gouvernement austro-hongrois contre la Serbie.

Les victoires de la Serbie, au cours des guerres balkaniques, l'accroissement matériel et moral qu'elles lui avaient valu, exaspéraient littéralement Autrichiens et Hongrois. N'ayant pas pu ou n'ayant pas su empêcher la cause, ils s'étaient montrés plus impuissants encore à en accepter les conséquences. Ils étaient pareils à de mauvais joueurs, furieux d'avoir, par leur faute ou par celle du hasard, perdu, du commencement à la fin, leur partie.

La diplomatie du Ballplatz, durant toute cette période, n'avait commis que des erreurs et éprouvé que des mécomptes. L'alliance des nations balkaniques désireuses de se partager les dépouilles ottomanes, l'avait prise au dépourvu.

Cette première guerre terminée, c'est elle qui poussa de toutes ses forces les Bulgares exaspérés, aigris et leur souverain maître intrigant à en

entreprendre une seconde, dont elle attendait l'écrasement des Serbes.

Or, c'est juste le contraire qui se produisit. Les Bulgares furent battus autant qu'on peut l'être ; la Roumanie, bien qu'étant l'alliée de l'Autriche, intervint au côté de ses pires ennemis, pour aider à leur défaite, ce qui constituait pour les dirigeants du Ballplatz un nouvel échec, non moins cuisant que le premier.

Mécontents et furieux, ils cherchèrent alors à réparer, par la force des armes, les erreurs de leur diplomatie. En 1913, ils songèrent à attaquer la Serbie. Ils s'en ouvrirent à leurs alliés, à l'Allemagne et à l'Italie. Les révélations ultérieures de M. Giolitti ont fait une pleine lumière sur ce point. Le 9 août, le marquis de San Giuliano télégraphie à M. Giolitti, alors président du Conseil italien : « L'Autriche-Hongrie nous a communiqué, ainsi qu'à l'Allemagne, son intention d'agir contre la Serbie, et elle dépeint cette action comme une action défensive, espérant appliquer à la Triple-Alliance le *casus fœderis* que je crois inapplicable. Je cherche à concerter avec l'Allemagne mes efforts, en vue d'empêcher cette initiative autrichienne ; mais il pourrait être nécessaire de dire clairement que nous ne considérons pas cette action éventuelle comme défensive et que, par conséquent, nous ne croyons pas que le *casus fœderis* existe. Je te prie de me télégraphier à Rome, si tu m'approuves. »

M. Giolitti répond : « Si l'Autriche agit contre la Serbie, il est évident que le *casus fœderis* n'existe pas. C'est une action qu'elle entreprend pour son compte. Il n'est pas question de défense, puisque personne ne cherche à l'attaquer. Il est nécessaire que cela soit déclaré à l'Autriche de la façon la plus formelle, et il est à souhaiter que les efforts de l'Allemagne dissuadent l'Autriche de *cette périlleuse aventure*. »

Ainsi, à cette époque, l'Italie refuse nettement de marcher. Si elle avait été seule de cet avis, l'Autriche aurait peut-être passé outre ; mais elle fut retenue par l'Allemagne, désireuse de ne pas s'aliéner définitivement la Roumanie où régnait un Hohenzollern.

Le gouvernement autrichien se vit donc contraint, en dépit qu'il en eût, de rengainer son sabre. Mais il ne songea plus qu'à le sortir à la première occasion, à défaire le traité de Bucarest, auquel il ne parvenait pas à se résigner, à agir contre les Serbes et éventuellement contre les Russes.

Cet état d'esprit belliqueux ne fait que se préciser durant l'hiver et le printemps 1914. On peut en apporter de multiples preuves. MM. E. Bourgeois et G. Pagès en ont accumulé toute une série, des plus convaincantes, dans leur livre si précieux : *Les Origines et les Responsabilités de la Grande Guerre*.

Le 27 mars 1914, un informateur français écrit de Vienne : « Il y a ici, au Bureau de la Presse, un

système fonctionnant avec méthode pour accentuer la haine contre la Russie. Des agissements de cette nature sont inquiétants. Ils donnent lieu de croire que les milieux dirigeants de la politique austro-hongroise préparent les esprits à la guerre future pour qu'elle soit populaire, travail qui est mené parallèlement à l'action militaire. »

Au mois de mai de la même année, le marquis de Pallavicini, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Constantinople, fut reçu en audience par son vieil empereur, qui lui déclara que la guerre était inévitable, les puissances centrales ne pouvant pas admettre le traité de Bucarest, et seule une guerre générale étant capable d'amener une solution convenable. Le marquis de Pallavicini le raconta lui-même quelques mois plus tard à M. Morgenthau, ambassadeur des États-Unis à Constantinople.

Le 27 juin, la veille de l'attentat de Serajevo, notre ministre à Belgrade, M. Descos, signalait sur la frontière serbe des mouvements de troupes autrichiennes assez préoccupants. « C'est là, écrivait-il, le programme habituel des débuts de mobilisation, auxquels il a été si souvent procédé au cours des dernières années, sur les frontières méridionales de la Monarchie. »

Au cours des années précédentes, l'Autriche-Hongrie, en effet, avait mobilisé bien des fois. Financièrement, diplomatiquement, elle ne pouvait pas et elle ne voulait pas recommencer sans

cesse ce jeu-là, qui ne lui avait rapporté que des déboires.

Au mois de mai 1913, Conrad de Hœtzendorff, chef d'état-major général et futur généralissime, disait à un correspondant du *Times* : « Voilà deux fois en deux ans que j'ai préparé la guerre contre la Serbie. Deux fois mes plans ont été déjoués par les politiciens. Mais le conflit est inévitable et ne saurait être indéfiniment retardé. On ne peut pas désappointer éternellement l'armée. »

Sans compter que tous ces préparatifs militaires, ces remuements de sabre, coûtaient fort cher. La situation financière de la monarchie n'était rien moins que brillante. En Europe, dans le monde, aussitôt qu'un gouvernement avait des embarras d'argent, c'est vers la France et le marché de Paris, on le sait, qu'il tournait de préférence ses regards. L'Autriche-Hongrie, bien qu'elle fût l'alliée formelle de l'Allemagne, notre ennemie, n'avait pas échappé à cette tentation. Voilà plusieurs années déjà que ses financiers essayaient par tous les moyens, directs ou indirects, d'émettre un ou plusieurs emprunts à Paris.

En 1913, ces efforts s'étaient multipliés. Le gouverneur du Crédit foncier autrichien, Rodolphe Sieghart, était venu personnellement à Paris, où il voyait quantité de gens, hommes politiques, journalistes, banquiers, etc., et donnait force déjeuners.

On avait pu croire, un moment, que ses tentatives aboutiraient. Mais envoyer de l'argent fran-

çais à Vienne, où les gouvernants préparaient ouvertement la guerre contre les Serbes, éventuellement contre les Russes, nos alliés, c'était tout de même un dur morceau à faire avaler au Parlement, à l'opinion. Certains de nos diplomates se mirent résolument en travers. L'entreprise échoua. Autrichiens et Hongrois en conçurent beaucoup de dépit. Le 30 juillet 1914, le comte Tisza déclarait cyniquement à un de ses amis :

« Il s'agit d'un tribut de quelques milliards, que la Serbie, cette nation de paysans, devrait verser à l'Autriche. Nous savons bien qu'elle n'en a pas le premier sou. Mais, quand une petite femme a des dettes, ce sont ses amis qui les payent.

« Nous voulons faire un emprunt. La France nous refuse son marché. Son or nous viendra par cette voie. »

J'ai parlé précédemment du mémoire élaboré par le comte Berchtold, à la suite de l'entrevue de Konopicht et avant l'attentat de Serajevo. Au lendemain de cet attentat, François-Joseph l'envoyait à Guillaume II. Il le faisait suivre d'un post-scriptum et d'une lettre. Le post-scriptum disait : « Le mémoire ci-dessus venait d'être terminé, lorsque sont arrivés les terribles événements de Serajevo. On peut à peine se rendre compte de toute la portée de cet abominable assassinat. Toutefois, s'il en était encore besoin, il a apporté la preuve indéniable de l'impossibilité de faire disparaître l'antagonisme entre la Monarchie et la Ser-

bie ainsi que le danger et l'intensité des effets de la propagande panserbe, qui ne recule devant rien.. Dans ces conditions, la nécessité s'impose pour la Monarchie de déchirer d'une main énergique le réseau dont son adversaire voulait tisser un filet pour l'étouffer. »

Quant à la lettre de François-Joseph, elle disait, entre autres choses, ceci :

« L'effort de mon gouvernement doit tendre, à l'avenir, à l'isolement et à l'abaissement de la Serbie. »

Tel était l'état d'esprit à Vienne, immédiatement après l'attentat. La plupart des dirigeants n'avaient pas été autrement affectés de la disparition du prince héritier. Un certain nombre d'entre eux s'en étaient même ouvertement réjouis. Le drame leur fournissait le prétexte qu'ils cherchaient. Ils se jetèrent là-dessus avec avidité. Ils étaient depuis assez longtemps déjà persuadés de la nécessité d'une guerre avec la Serbie. L'intervention de la Russie dans le conflit leur paraissait peu probable. Au cas où elle se produirait, ils comptaient sur l'Allemagne pour les protéger contre ce danger.

Jusqu'à présent, l'Allemagne les avait empêchés de déchaîner le conflit. *Cette fois, au lieu de les retenir, elle les poussa.* Ils s'y précipitèrent aveuglément, sans en mesurer les conséquences lointaines, avec ce mélange d'étourderie, de légèreté, d'inconscience, qui caractérise la diplomatie autrichienne.

*
* *

Au moment où l'incendie va s'allumer, jetons un regard sur quelques-uns de ceux qui mènent cette politique austro-hongroise.

Affaibli par l'âge, le vieil empereur ne dirige plus rien. On arrive à lui faire faire à peu près ce qu'on veut.

Le ministre des Affaires étrangères est le comte Berchtold, un grand seigneur très riche, qui court après ses plaisirs et songe surtout à s'amuser.

Dans *Reigen* (*la Ronde*), la pièce très connue d'Arthur Schnitzler, parmi d'amusantes esquisses de types viennois, l'une des plus curieuses est celle d'un comte qui, sans trop de difficulté, séduit une comédienne et, un soir qu'il a fait la fête et s'est copieusement enivré, va chercher ses amours beaucoup plus bas, jusque sur les boulevards extérieurs.

Le ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie présentait plus d'un trait de ressemblance avec ce personnage de Schnitzler.

Un diplomate étranger, un jour qu'il était allé dans un tout petit théâtre viennois, analogue à nos boîtes de Montmartre, aperçut, tout au premier rang des fauteuils d'orchestre, Berchtold, qui lui fit, de loin, un petit signe d'amitié. Quel ne fut pas son étonnement de voir à l'entr'acte une des

ouvreuses s'approcher du comte et déposer sur ses genoux une grosse gerbe de fleurs ! Comme il le saluait à la sortie, Berchtold lui dit de l'air le plus naturel : « Vous avez vu ces fleurs ? C'est le directeur du théâtre qui me les envoie. Il est extrêmement fier que je sois, *quatre ou cinq soirs de suite*, venu dans son établissement. »

Le même diplomate de qui je tiens cette anecdote se promenait avec un ami un dimanche soir de juillet 1914, dans un des faubourgs populaires de Vienne. Berchtold était, depuis deux ou trois jours, parti pour Ischl, auprès de l'Empereur, afin de lui faire approuver — on l'a su depuis — l'ultimatum à la Serbie. Rentré à Vienne le dimanche vers quatre ou cinq heures de l'après-midi, il ne fit que passer au Ballplatz, juste le temps de déposer sa serviette où se trouvait le fameux document d'où la guerre générale devait sortir. Il vit à peine ses secrétaires et le diplomate étranger le rencontra vers la fin de la journée, en train de s'amuser en fort joyeuse compagnie, comme un étudiant en goguette.

Tel était l'homme qui, au cours de ces événements tragiques, était censé tenir le gouvernail. Léger, superficiel et vain, sans connaissances sérieuses et précises, sans culture, il se laissait inconsciemment rouler dans le tourbillon. Le travail le rebutait ; les affaires diplomatiques l'ennuyaient ; dès qu'elles exigeaient quelques efforts d'attention, la lecture d'un rapport, de la

réflexion, il s'en déchargeait avec joie sur ses subordonnés.

Le principal d'entre eux est le comte Forgasch, l'homme qui machina, en 1909, tout le procès d'Agram, qui inventa de fausses conspirations et se servit de documents fabriqués.

Ce procès, où il s'était couvert de ridicule en même temps que d'infamie, n'avait nui d'aucune manière à son avancement. On l'avait envoyé pendant quatre ans représenter l'Autriche à Dresde, ce qui n'était pas une mission bien difficile. Puis il était retourné au Ballplatz où, avec un chef aussi débile, aussi insouciant que Berchtold, il était devenu bien vite le maître tout-puissant.

Une fois que l'ambassadeur de France, M. Dumaine, se plaignait devant lui que le ministre ne se décidât pas à lui répondre : « Comment, lui dit-il en riant, avez-vous la naïveté de vous adresser à Berchtold pour des affaires importantes ? Venez donc m'en parler. C'est la seule manière d'aboutir ! »

« Sur un corps grand et vigoureux, écrivait de lui M. Dumaine, se dresse une tête au front très bas et d'une laideur spéciale qui résulte non d'une difformité quelconque, mais d'un manque total d'harmonie entre les éléments du visage. Ses traits semblaient se refuser à former un ensemble. »

Il n'était nullement gêné de cette raideur, non plus que de sa mauvaise réputation. Gouailleur et cynique, il affectait de dire tout haut ce que bien

des gens pensent tout bas. Bismarck était son modèle, son guide. Il aimait à en imiter la franchise brutale et tudesque.

Tout de suite après l'attentat du 28 juin, on peut penser avec quelle allégresse il se mit à l'ouvrage.

Voilà pour les dirigeants civils. Quant aux chefs militaires, le principal d'entre eux était Conrad de Hœtzendorff, qui vient justement de publier le premier volume de ses souvenirs. Il y avoue lui-même, avec une parfaite candeur, qu'à peine arrivé à l'état-major il avait conseillé à l'Empereur de déclarer la guerre à l'Italie. « Comme il faudra un jour ou l'autre se battre avec elle, disait-il, le plus tôt serait évidemment le mieux. »

Le vieil Empereur, d'Æhrenthal, alors ministre des Affaires étrangères, refusèrent d'écouter ce dément.

A défaut de l'Italie, Hœtzendorff ne songeait qu'à se jeter sur la Serbie. Après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, il proposa d'entrer en campagne contre les Serbes. Nous avons vu qu'il avait, dans ce but, mobilisé l'armée deux ou trois fois.

C'est dans un tel état d'esprit que le gouvernement austro-hongrois commence son enquête sur l'attentat. Il est résolu, coûte que coûte, à y impliquer le gouvernement serbe. François-Joseph, dans la lettre qui fut remise à Guillaume II, le 5 juillet, le déclare nettement :

« D'après les renseignements actuels, il ne s'est

pas agi à Serajevo d'un attentat individuel, mais d'un complot organisé dont la trame se rattachait à Belgrade, et même dans l'hypothèse vraisemblable où il serait impossible de prouver la complicité du gouvernement serbe, on peut toujours être sûr que sa politique d'union yougoslave appelait de telles entreprises criminelles. »

Ainsi, quels que soient les résultats de l'instruction, l'Autriche marchera résolument de l'avant ; et elle marchera à fond.

Dès le 30 juin, deux jours seulement après le drame, Tchirschky, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, adresse au chancelier la lettre suivante, qui constitue un document véritablement capital. Je la cite entièrement avec les annotations marginales de Guillaume II :

« Le comte Berchtold m'a dit aujourd'hui que tout indiquait que les fils de la conspiration dont l'archiduc avait été victime *se rattachaient à Belgrade*. L'affaire avait été si bien combinée que l'on avait, à dessein, recherché, pour exécuter le crime, de tout jeunes gens qui ne pouvaient être condamnés qu'à des peines secondaires. Le ministre parle avec une grande amertume des complots serbes.

J'espère bien que non !

« Ici, j'entends même des gens sérieux exprimer le désir de *régler enfin définitivement les comptes avec les Serbes*. On devait poser aux Serbes une série de conditions, et, au cas où ils ne les accepteraient

Maintenant ou jamais !

Qui l'y a autori-sé? C'est très bête! Cela ne le regarde pas du tout. C'est exclusivement l'affaire de l'Autriche de voir ce qu'elle compte faire. Après si cela va mal, on dira ; l'Allemagne n'a pas voulu! Que Tschirschky me fasse le plaisir de laisser là toutes ces sottises. Avec les Serbes, il faut en finir et le plus tôt possible. Cela se comprend tout seul et ce sont des vérités de La Palisse.

pas, procéder d'une manière énergique. *Je profite de toute occasion de ce genre pour déconseiller tranquillement, mais sérieusement, des mesures précipitées.* Avant tout, il faut bien savoir ce que l'on veut, car je n'ai entendu jusqu'ici que des impressions très vagues et très confuses. Il conviendra de peser soigneusement les chances d'une action quelconque et de se rappeler que l'Autriche-Hongrie n'est pas seule dans le monde ; que c'est pour elle une nécessité, tout en observant les égards dus à ses Alliés, de tenir compte de la situation européenne dans son ensemble, spécialement de ne pas perdre de vue l'attitude de l'Italie et de la Roumanie dans toutes les questions concernant la Serbie (1). »

On ne saurait trop insister sur l'importance de cette lettre, qui donne la clef de tout.

Les dirigeants de Vienne sont à un tel point résolus à la guerre que Tschirschky lui-même se croit obligé de les retenir. Voilà qui est extraordinaire. Car l'ambassadeur d'Allemagne n'est pas un pacifique. Loin de là !

M. Dumaine fait de lui le croquis suivant : « Mauvais pastiche de Bismarck, il n'en rappelait que les défauts. Fort de son autorité d'ancien secrétaire d'État, il se prononçait sur toute question d'un ton si péremptoire qu'il n'y avait pas

(1) *Die deutschen Dokumente*, nº 7.

place pour le développement d'un avis contraire. Les chances de sa carrière, due à l'un des moins justifiés caprices de son empereur, l'avaient bouffi d'infatuation. Ce ne lui était pas assez de peser lourdement et avec ostentation sur les décisions du ministère austro-hongrois, il affectait aussi un tel air de supériorité vis-à-vis de ses collègues que la plupart avaient renoncé à le fréquenter. »

Il détestait à un tel point les Serbes qu'il citait volontiers le propos que lui aurait tenu le roi Milan à l'époque où il était jeune chargé d'affaires à Belgrade : « Croyez-moi, mon cher, disait le souverain, quand je ne serai plus là, l'Autriche ne trouvera plus en Serbie personne à qui parler ! »

Dans le courant de juillet, il déclara textuellement à notre ambassadeur : « Je suis tellement persuadé de la nécessité d'écraser les Serbes que je ne craindrais pas d'outrepasser les instructions de mon gouvernement pour déterminer l'Autriche à agir. »

Ces paroles pourraient paraître en contradiction avec l'attitude de modération et de calme qu'il affecte dans son télégramme du 30 juin ; la contradiction n'est qu'apparente et s'explique aisément. A ce moment-là, tout au début, il n'était pas encore au diapason. Il était dépassé par les dirigeants viennois. Mais, dès qu'il sentira que Guillaume II est de cœur avec ces derniers, il ne sera pas long à les rattrapper et bientôt même à aller beaucoup plus loin qu'eux. C'est lui alors qui mènera le

jeu ; au dernier moment, lorsque le Cabinet de Vienne, effrayé de sa légèreté, voyant la grave tournure que prenaient les événements, voudrait s'arrêter, Tschirschky, sur les conseils de Berlin, le poussera à la catastrophe.

Sa fameuse dépêche, d'autre part, éclaire du jour le plus vif la mentalité et le rôle de Guillaume II. Il apparaît, dès l'origine, monté au plus haut point contre les Serbes, qu'il considère comme un ramassis d'assassins et de brigands. Son opinion sur ce point reste la même du commencement à la fin. Il n'y a rien à faire avec ces gens-là qu'à les écraser. Alors même qu'ils céderaient sur tout, qu'ils donneraient les signes d'une parfaite soumission, il faudrait quand même les punir, les humilier, les amoindrir de toutes les manières.

Au cours des négociations, Guillaume II soutiendra à fond toutes les exigences de l'Autriche. Il ne les trouvera jamais assez dures. Il s'impatientera du moindre retard, de la moindre hésitation : si la Russie, l'Angleterre, la France font mine d'intervenir, de s'interposer entre l'Autriche et la Serbie, il considère leur démarche presque comme une offense personnelle et déclare que la force entière de l'Allemagne est au service de l'Autriche pour empêcher cette intervention.

L'entourage de Berchtold se met donc au travail. Le 4 juillet, le comte Hoyos, chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères, apporte à

Berlin une lettre autographe de François-Joseph. Il donne toutes les explications sur les intentions belliqueuses de l'Autriche.

Le 5 juillet, l'ambassadeur d'Autriche à Berlin, Szogyeny, déjeune chez l'Empereur, à Potsdam. Il lui remet la lettre de François-Joseph. Après le déjeuner, se tient le fameux conseil où la guerre contre la Serbie et éventuellement contre la Russie et la France fut au fond décidée.

Les Allemands ont essayé de démentir l'existence de ce conseil de guerre. Leurs efforts sont vains. Elle est prouvée par quantité de documents plus significatifs les uns que les autres.

C'est tout d'abord le télégramme de Szogyeny, ambassadeur d'Autriche, rendant compte de son entretien avec Guillaume II.

« D'après l'opinion de Guillaume II, écrit-il, il ne faut pas attendre longtemps pour agir contre la Serbie. L'attitude de la Russie serait certainement hostile ; mais il y était préparé depuis des années et, si une guerre éclatait entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, l'Allemagne, dans sa fidélité coutumière d'alliée, serait à nos côtés...

« ...Si nous reconnaissons vraiment la nécessité d'une action contre ce pays, il (l'empereur Guillaume) *regretterait* de nous voir laisser échapper, sans l'utiliser, l'occasion présente si favorable pour nous » (1).

(1) *Livre rouge autrichien*, 1919, I, p. 22.

Même son de cloche dans les *Mémoires* de Lichnowsky : « J'ai appris plus tard, dit-il, que, dans la discussion décisive du 5 juillet à Potsdam, la demande viennoise avait rencontré l'assentiment sans conditions de toutes les personnes autorisées, et même avec cette addition qu'il ne serait pas mauvais non plus qu'une guerre avec la Russie dût en résulter (1). »

Le lendemain du jour où avait eu lieu cet entretien, Guillaume II convoqua à Potsdam ses conseillers militaires. « Il fut décidé, écrivait ultérieurement von dem Bussche, sous-secrétaire d'État, de prendre pour toutes les éventualités des mesures préparatoires de guerre. » Les représentants de l'état-major déclarèrent à l'Empereur : « Les travaux de mobilisation prévus par le plan ont été achevés le 31 mars 1914. L'armée est prête comme toujours. »

Si ce n'est pas là un conseil de guerre, de quel nom faut-il donc l'appeler ? Ce qu'il y a de sûr en tout cas, c'est que la guerre en sortit.

Le comte Hoyos repart bien vite pour Vienne. Fort de l'appui sans réserve de l'Allemagne, le gouvernement austro-hongrois tient le 7 juillet un conseil des ministres très important.

Le *Livre rouge autrichien* de 1919 (pp. 25 à 38) en a publié le procès-verbal.

Le comte Berchtold ouvre la discussion en décla-

(1) P. 28.

rant que l'heure est venue de mettre la Serbie hors d'état de nuire à tout jamais. Le gouvernement allemand a promis son appui sans restriction pour cette guerre. Une guerre avec la Russie peut fort bien en résulter. Mais il est préférable que ce soit maintenant, car la Russie devient de plus en plus forte dans les Balkans.

Le comte Tisza, président du Conseil hongrois, exprime une opinion différente. Bien qu'une guerre avec la Serbie soit devenue possible, il n'est pas d'avis qu'elle se fasse sans préparatifs diplomatiques.

« Il ne consentirait jamais, dit-il, à une attaque brusquée contre la Serbie, sans une action diplomatique préalable, ce qu'on paraissait méditer et qui, à son grand regret, avait été proposé à Berlin par le comte Hoyos. »

La discussion se prolonge assez longtemps. Tisza maintient son opinion. On se met enfin d'accord sur le compromis suivant : le Conseil décide qu'il faut provoquer le plus vite possible une décision, belliqueuse ou pacifique, avec la Serbie. Par égard pour le président du Conseil hongrois, on ne tombera pas sur elle à bras raccourcis et sans crier gare, comme on y avait songé tout d'abord. Il lui sera adressé un ultimatum que la mobilisation suivra à bref délai. Tous les assistants, sauf Tisza, sont d'avis, au demeurant, qu'un succès purement diplomatique

ne suffirait pas. Il est indispensable de le compléter par un succès militaire.

Le *Livre rouge autrichien*, publié en 1919, qui contient le compte rendu de cette réunion, a sensiblement modifié, il faut le reconnaître, l'opinion qu'on avait sur le rôle de Tisza durant ces semaines d'avant-guerre. Son tempérament batailleur, la brutalité bien connue de sa politique, son admiration effrénée de l'Allemagne et son amour de la manière forte, faisaient croire à tous qu'il avait dû pousser par tous les moyens à la guerre. Or, ce n'est pas exact, *tout au moins dans les premiers temps*.

Nous venons de voir qu'il s'est opposé, durant ce Conseil du 7 juillet, à une attaque brusquée. Il a obtenu, à certains égards, satisfaction. Remarquons, toutefois, que cette satisfaction est plutôt théorique que pratique. Le gouvernement austro-hongrois consent, il est vrai, à n'adresser tout d'abord qu'un ultimatum à la Serbie (il sied de goûter l'ironie de cette soi-disant concession), mais il va s'arranger pour rendre cet ultimatum inacceptable, de manière à recourir sans retard à l'unique argument qui ait pour lui quelque valeur : une expédition militaire.

Dans un de mes nombreux séjours en Hongrie, pendant l'hiver de 1910, j'avais rendu visite au comte Tisza, et je m'étais entretenu longuement avec lui. C'était le plus froid, le plus glacial, on peut même dire le plus sinistre des hommes.

Il donnait l'impression de quelqu'un qui n'aurait jamais ri. De haute taille, sec et décharné, avec une barbe mal taillée, négligé dans sa mise, brutal et volontiers cynique dans ses propos, il menait la politique, intérieure et extérieure, à coups de poings et à coups de sabre. Son nationalisme magyar dépassait tout ce qu'on peut imaginer. Il ne fallait pas lui parler de concessions aux Roumains, aux Serbes ou aux Slovaques. Au moindre murmure de leur part, il abattait sur eux sa poigne impitoyable. Nul ne pouvait rivaliser avec lui quand il s'agissait de « faire », dans le plein sens du terme, de bonnes élections magyares.

Peut-être ce nationalisme intransigeant explique-t-il pour une certaine part son attitude durant ces premières semaines de juillet 1914. La perspective d'un démembrement de la Serbie, solution que le comte Hoyos avait proposée à Berlin, d'une annexion de nouvelles populations serbes à la couronne hongroise n'était pas de nature à le réjouir outre mesure. Cette raison-là dut agir assez fortement. Il y eut en outre chez lui une vision plus intelligente et plus large des complications qui pouvaient résulter d'une guerre avec la Serbie ; car Tisza, malgré tous ses défauts, était un esprit autrement vigoureux que les personnages falots et légers, un Berchtold par exemple, qui s'agitaient sur le devant de la scène à Vienne et prétendaient mener les événements alors qu'ils étaient en réalité menés par eux.

Dès son retour à Budapest, il écrit à François-Joseph une lettre *qui ne manque pas de sens politique*. Il y explique que l'Autriche-Hongrie ne doit agir militairement contre la Serbie que lorsque tous les moyens pacifiques auront été épuisés. Il se préoccupe de l'attitude de la Roumanie, de celle de l'Angleterre, de l'Italie, de la Russie. Il désire en suite que le cabinet de Vienne déclare expressément qu'il n'a pas l'intention de détruire ou d'annexer la Serbie.

Malheureusement pour lui, et aussi pour son pays, Tisza ne persévère pas très longtemps dans cette sage résolution.

Le 10 juillet, Tschirchky télégraphiait au chancelier :

« Berchtold se plaint de l'attitude du comte Tisza, qui lui rend difficile une action contre les Serbes. Tisza prétend qu'il faut procéder *gentleman like.* »

Guillaume II met en marge de ce télégramme cette annotation méprisante : « *Vis-à-vis d'assassins ! Après ce qui s'est passé ? Stupidité !* »

Ce souci de gentilhomme est assurément à l'honneur du ministre hongrois. C'est là le côté chevaleresque et d'ailleurs très attachant de ses compatriotes. Mais, en l'espace de quatre jours, son attitude s'est modifiée du tout au tout. Il retourne à Vienne. Les partisans de la guerre le gagnent entièrement à leurs vues. Le 14 juillet, Tschirschky est en mesure de télégraphier à

Berlin la dépêche suivante, que Guillaume II a illustrée de quelques annotations :

« Le comte Tisza est venu me voir aujourd'hui, après sa conversation avec le comte Berchtold. Le comte m'a dit qu'il avait été l'homme qui avait toujours conseillé la prudence, mais que chaque jour l'avait confirmé dans l'opinion *que la Monarchie devait en venir à des résolutions énergiques*, pour prouver sa vitalité et mettre fin à l'état de chose déplorable qui régnait dans le sud-est. Le langage de la presse serbe et des diplomates serbes est d'une arrogance tout à fait insupportable. « Il m'a été pénible, m'a dit le ministre, de conseiller la guerre, mais je suis maintenant fermement *convaincu de sa nécessité*, et je déploierai toutes mes forces pour la grandeur de la Monarchie. »

Assurément.

. . . .

« Le texte définitif de la note à adresser à la Serbie n'était pas encore arrêté. Il le sera dimanche (1). En ce qui concerne le moment de la remise à la Serbie, il a été décidé aujourd'hui qu'il était préférable d'attendre le départ de Poincaré de Pétersbourg, c'est-à-dire le 25. Mais alors, aussitôt après l'expiration du délai assigné à la Serbie, au cas où elle n'accepterait pas sans réserve toutes les conditions, on décréterait la *mobilisation*. La note serait rédigée

Quel dommage !

(1) 19 juillet.

de telle façon que son acceptation *serait*, pour ainsi dire, *impossible* (2).

. . . .

« En me quittant, le comte Tisza me serra cordialement la main et me dit : « Nous allons maintenant attendre l'avenir « avec tranquillité et fermeté. »

Tisza, comme on voit, n'a pas été très long à convertir. Après avoir été opposé à la guerre, il y pousse maintenant de toute son énergie. Il collabore avec Berchtold à la rédaction de l'ultimatum, qu'il ne reste plus qu'à faire approuver par le vieil Empereur, à Ischl, ce qui n'a pas dû être très difficile. L'essentiel, dans cet ultimatum, c'est que, comme le télégraphie Tschirschky, *son acceptation soit impossible.* Rien n'est négligé pour cela.

Il s'agit maintenant d'opérer dans le plus grand mystère, d'endormir, par des mensonges, par des villégiatures et des absences préméditées, la sécurité des dirigeants russes, français et anglais. Ce ne fut pas, d'ailleurs, une opération très malaisée, car le moins qu'on puisse dire, c'est que ces dirigeants y mirent beaucoup du leur. Tout est préparé dans le plus grand secret. Les gens du Ballplatz prodiguent les bonnes paroles et les déclarations pacifiques aux diplomates étrangers. Le baron Macchio, chef de section au ministère

(1) Souligné deux fois par Guillaume.

des Affaires étrangères à Vienne, affirmait à M. Dumaine, notre ambassadeur, quelques jours seulement avant la remise de l'ultimatum « que la note ne contenait rien d'inacceptable, qu'on y verrait même des preuves des dispositions bienveillantes de la Monarchie ».

Puis ce fut le truc classique des déplacements estivaux. Guillaume II, comme si de rien n'était, était tranquillement parti pour les fjords de Norvège, où un fil spécial le tenait au courant de tout, où il n'attendait que la première alerte pour rentrer précipitamment. François-Joseph, comme tous les ans à cette époque, se trouvait à Ischl.

L'ambassadeur de Russie à Vienne prit, sans aucune hésitation, un congé. A Paris, le président de la République et le président du Conseil s'embarquèrent le 16 juillet au matin pour Cronstadt et Pétersbourg. Leur visite officielle au Tsar avait été décidée plusieurs mois à l'avance. Il n'y avait aucune raison, *semblait-il*, pour la décommander...

Le 14 juillet, Tschirschky télégraphiait à Berlin : « On a décidé, à l'unanimité, dans la discussion d'aujourd'hui, qu'il était à recommander d'attendre le départ de M. Poincaré de Russie avant de faire la démarche à Belgrade ; car il faudrait, autant que possible, éviter qu'à Saint-Pétersbourg, dans l'excitation du champagne, et sous l'influence de MM. Poincaré, Iswolsky et des Grands-Ducs, on célébrât une fraternisation

qui pourrait alors influencer et peut-être fixer l'attitude des deux puissances. Il serait bon, également, que les toasts fussent prononcés avant la remise de la note. On pourrait alors y procéder le 25 juillet. »

Guillaume II met en marge du paragraphe annonçant ce retard ce simple mot : *Dommage !*

Berchtold et Tisza, d'ailleurs, sont au plus haut point soucieux de bien marquer à Berlin que ce retard ne signifie nullement de la faiblesse, ou des hésitations de leur part. Il est uniquement dû au voyage de M. Poincaré, dont le comte Szecsen, ambassadeur d'Autriche à Paris, a, sur une demande expresse du Ballplatz, télégraphié le 12 juillet le programme précis et l'itinéraire.

On sait qu'au dernier moment la remise de l'ultimatum fut retardée d'une heure, afin que la nouvelle n'en pût parvenir à Pétersbourg avant le départ de M. Poincaré.

Tout cela, on le voit, est savamment, perfidement ourdi dans l'ombre et le mystère, comme un très mauvais coup. Ce grand luxe de précautions ne fut d'ailleurs pas inutile, loin de là. Les conspirateurs obtinrent, au fond, le résultat qu'ils cherchaient. Leur manœuvre prit l'Europe au dépourvu. Sauf quelques rares exceptions, personne ne se douta de la très grave démarche qui se préparait, qui allait, dans un si court intervalle, mettre le monde à feu et à sang.

Dans les différents recueils diplomatiques

publiés par les gouvernements russe, anglais, français, italien, etc., se trouvent, il est vrai, de-ci, de-là, quelques avertissements. Mais lorsqu'on lit d'affilée toute cette correspondance, ces voix isolées se perdent dans l'ensemble. On peut dire qu'elles « clament dans le désert ». Il y eut peu de Cassandres dans tout ce monde des ambassadeurs et des hommes d'État, et, s'il y en avait eu, il est probable qu'on ne les aurait pas écoutées.

Les seuls qui furent à peu près renseignés, deux semaines auparavant, ce furent les *financiers.* Il n'y a pas de secret, si bien gardé soit-il, qui tienne devant eux, surtout lorsque les indiscrétions sont de nature à rapporter de très gros bénéfices. A Vienne, à Budapest, à Berlin, dès le 10 juillet, le marché devient de plus en plus mauvais. Les gens vendent à tour de bras. Un Autrichien de chez nous, le fameux Rozenberg, se met à la baisse avec tant d'effervescence qu'il se fait conspuer en pleine Bourse de Paris.

C'est par les financiers que les diplomates auraient pu et auraient dû être renseignés. La diplomatie, malheureusement, n'a guère modernisé ses méthodes et ses procédés d'information. Elle en est encore au temps de Talleyrand ou même de la chaise à porteurs. Elle s'obstine à ne fréquenter que des gens du monde, qui, même dans les pays monarchiques et aristocratiques, à plus forte raison dans les autres, ne savent rien la plupart du temps et dont l'influence est inexistante.

Les grandes ambassades, surtout les nôtres n'ont qu'une organisation rudimentaire et misérable, à peu près la même qu'il y a cent ans. Comment s'étonner, dans ces conditions, que bien des nouvelles leur échappent ?

Plus on étudie cette période, si dramatique, si passionnante, plus on s'étonne de voir qu'aucun des nombreux agents français, anglais, russes, etc., n'ait connu avec précision quelque chose de ce qui se préparait. Bien des gens en parlaient cependant.

Un journaliste français, Eugène Lautier, qui prenait les eaux à Marienbad, écrivait le 19 juillet, à un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, cette lettre qui figure dans les archives diplomatiques :

« Un important financier de Budapest, ami du comte Tisza, m'a dit des choses assez inquiétantes sur l'état d'esprit qui règne en Hongrie, au sujet des relations de la Monarchie avec les Serbes. Il affirme qu'en Hongrie tout le monde est partisan de la guerre contre eux. Si l'on ne parle pas plus fort, c'est que toute la récolte est encore du pied. Mais le moment critique viendra dans quelques semaines. Il n'y a pas un Hongrois, si pacifique soit-il, qui n'appelle de tous ses vœux la guerre avec la Serbie, qui mettra fin à une situation intolérable. On ne veut plus, on ne peut plus vivre dans une *alerte continuelle, avec* 250 000 *hommes à entretenir sur la frontière.* »

Si les cabinets de Pétersbourg, de Paris, de

Londres avaient été mieux renseignés, ils auraient pu se concerter à temps, agir énergiquement à Vienne et à Berlin, peut-être empêcher le conflit.

Aucune action ne s'exerça de leur part jusqu'à la remise de l'ultimatum autrichien.

Quand la note fut connue dans les capitales de l'Entente, le 24 juillet, une partie du délai accordé par le gouvernement autrichien aux Serbes était déjà expirée. La machine était en marche. Il était désormais bien difficile de l'arrêter.

Les Autrichiens n'eurent à ce moment qu'une crainte : c'est que la Serbie n'accordât toutes les satisfactions demandées. Un moment, la nouvelle se répand qu'elle a cédé sur tous les points. A Budapest, à Vienne, à Berlin, tout la monde est navré. Mais le gouvernement de Belgrade ne pouvait pas ne pas faire quelques réserves. Le baron Giesl, un des hommes les plus bêtes de la Monarchie, au dire d'un diplomate étranger qui l'a beaucoup connu, quitte Belgrade. Son départ signifie la rupture diplomatique, la mobilisation autrichienne entraînant automatiquement la mobilisation russe, la guerre avec la Serbie, bientôt avec la Russie.

Si l'Autriche avait été seule, elle aurait peut-être, au dernier moment, reculé devant cette grave éventualité. Mais, après avoir occupé, au début, le devant de la scène, elle était maintenant reléguée par l'Allemagne au second plan. C'est Berlin qui menait le jeu. A la minute même où le Cabinet de Vienne, subitement effrayé de ses responsa-

bilités, parut fléchir, l'Allemagne intervint, avec sa brutalité accoutumée. Elle rompit, d'un coup net, les fils qui auraient peut-être pu se renouer ; allègrement, d'un cœur joyeux, d'une volonté unanime, elle précipita le conflit !

CHAPITRE IX

EN ROUMANIE. — LA NEUTRALITÉ

Le 9 juillet 1914, à la veille de son départ pour l'Angleterre, où il avait coutume de se rendre tous les ans, quelquefois même deux fois par an, M. Take Ionesco, chef du parti conservateur démocrate, vint prendre congé du roi de Roumanie à Sinaïa, sa résidence d'été.

D'une intelligence et d'une vivacité d'esprit remarquables, très latin par sa culture et sa formation, Take Ionesco est un des hommes d'État qui connaissent le mieux l'Europe. Il la connaît pour l'avoir observée, étudiée sur place, ce qui est, de beaucoup, la meilleure méthode, on peut même dire la seule, celle qu'il faudrait énergiquement recommander aux diplomates et aux ministres.

Au cours de quelque vingt années d'une existence vagabonde, que de fois ne l'ai-je pas rencontré, tantôt à Rome, où il débarquait allègrement, quelque temps après à Vienne, à Londres ou à Paris ? Personnellement lié avec la plupart des hommes politiques qui avaient été, étaient ou seraient des hommes de gouvernement, entretenant avec tous des relations, une correspondance suivie, il recevait ainsi d'un peu partout les ren-

seignements les plus précis et les plus sûrs.

— Je crains beaucoup, dit-il au roi, en le quittant, que mes vacances ne soient sensiblement raccourcies.

— Pourquoi donc ? lui demanda le souverain.

— A cause de l'attitude énigmatique de l'Autriche, qui paraît méditer quelque mauvais coup contre la Serbie.

— Vous savez bien, répliqua Charles, que l'Autriche seule n'est pas maîtresse de décider ou non d'un conflit. S'il n'avait tenu qu'à elle, nous aurions eu la guerre en 1912 et en 1913. Or, l'Allemagne, qui l'en a empêchée à cette époque, l'en empêchera de nouveau. Je puis vous faire à cet égard une confidence importante. Guillaume II m'a fait dire, ces temps derniers, par un de ses agents les plus sûrs, qu'après avoir, pendant de longues années, défendu de toutes ses forces la cause de la paix, il était maintenant résolu à la guerre, rendue absolument nécessaire par l'état de l'Europe et celui de l'Allemagne. Mais il ne voulait la faire que dans trois ans, pas avant. Étant donné le caractère de cette communication, la qualité du personnage qui en était chargé, je ne puis pas un seul instant suspecter la parole de l'Empereur. Il nous reste encore deux ou trois ans pour respirer. Nous avons le temps de nous préparer au conflit, de réorganiser notre armée, surtout de refaire notre matériel d'artillerie.

La sincérité du vieux souverain, qui était la

loyauté et la droiture mêmes, ne saurait être mise en doute. Il est probable que le Kaiser, désireux d'éveiller son attention, avait cherché à le mettre sur ses gardes, sans cependant tout lui dire, par crainte de quelque indiscrétion.

Take Ionesco partit pour Londres. Il en revint, le samedi soir, 1er août, à temps pour participer au fameux *Conseil de la Couronne*, qui se tint à Sinaïa, le lundi 3 août. Y assistaient, sous la présidence du roi, tous les membres du gouvernement libéral, dirigé par M. Jean Bratiano, les anciens Présidents du Conseil et les chefs de parti. Du côté des conservateurs, le vieux M. Carp, tout d'abord, et M. Alexandre Marghiloman, accompagné de MM. Jean Lahovary et Jean Gradistiano ; puis M. Take Ionesco, accompagné de MM. Dissesco et Constantin Cantacuzène.

Tous les grands chefs politiques de la Roumanie se trouvaient là réunis dans la coquette et simple villa royale, autour de leur souverain...

Un fameux proverbe anglais dit :

Every child who's born alive
Must be a liberal or a conservative.

(Tout enfant qui ne meurt pas aussitôt né doit être un libéral ou un conservateur.)

Ce proverbe renferme, ou plutôt renfermait, — car les choses ont bien changé depuis, — une vérité profonde. Tout jeune Anglais de bonne

famille n'avait, en effet, le choix qu'entre ces deux partis. S'il n'était pas libéral, il fallait bien qu'il fût conservateur, et réciproquement. Il allait d'un côté ou de l'autre, à peu près pour les mêmes raisons qui le faisaient choisir l'une des deux équipes au football ou à la course à la rame.

Il en était un peu de même en Roumanie. Le personnel politique se recrutait à peu près dans les mêmes classes, grands et moyens propriétaires, bourgeoisie, professions libérales ; mais, comme ce personnel était très nombreux et que le nombre des candidats dépassait de beaucoup le nombre des places de ministres et même de sénateurs ou de députés, deux grands partis n'avaient pas suffi. Il s'en était bientôt créé un troisième. Quelles que fussent leurs divergences, en dépit des querelles les plus vives, les uns et les autres étaient de même origine sociale, ou à peu près, de même culture (presque exclusivement française). Ils fréquentaient les mêmes maisons, les mêmes cercles, s'asseyaient aux mêmes tables, se mariaient dans le même monde...

Tous ceux qui ont eu l'occasion d'approcher le roi Charles ont devant eux l'image de ce beau vieillard, toujours en uniforme, une ligne de décorations barrant sa tunique, le front puissant, le regard vif, une longue barbe blanche donnant au visage une expression de douceur et de bonté. J'avais été reçu par lui trois ans auparavant, dans

son palais de Bucarest. Il m'avait, deux heures durant, déroulé, avec une précision, une netteté merveilleuses, avec un luxe prodigieux de détails, les événements les plus marquants de près d'un demi-siècle de sa vie de souverain. J'avais gardé de cette visite une impression saisissante.

Dans une vaste et haute salle, pareille à une nef d'église, avec des boiseries sculptées et des rayons de livres couvrant les murs jusqu'au plafond, je l'entends me parler lentement, posément, dans un français d'une correction parfaite, de tous les hommes qu'il avait intimement connus : Napoléon III, qui avait assisté à son baptême et grâce à qui, sur la demande de Bratiano, avait été agréée sa candidature au trône de Roumanie ; le roi Guillaume de Prusse, qui devint plus tard empereur d'Allemagne, Bismarck, l'empereur de Russie et le Grand-Duc Nicolas, au cours de la guerre russo-turque. La précision, la décision du geste, la netteté des propos rappelaient le soldat ; mais que de réflexion et de sagesse perçaient sous ses paroles ! On sentait un homme accoutumé par une longue et constante discipline à peser tous ses actes et même tous ses mots, à se contrôler sans cesse, à ne rien abandonner au hasard d'une première impulsion ; et par l'effet de cette discipline, de cette volonté inlassable, ce vieillard (c'était en février 1911) portait avec une légèreté, une vigueur extraordinaires ses soixante-douze ans sonnés.

Après le roi, voici le chef du gouvernement, M. Jean Bratiano. Une figure fine, aux traits réguliers, le teint très mat, une barbe en pointe, des cheveux bouclés et argentés, dans l'ensemble une tête d'artiste, peintre, sculpteur ou musicien. Il est souple, arrondi de gestes et de propos, séduisant, enveloppant, avec beaucoup de laisser-aller et de charme. On a l'impression que la vie lui a parfaitement réussi. Il n'a eu, de temps à autre, qu'à donner un léger coup de barre à sa barque pour la maintenir au milieu du courant. Cette nonchalance (1) apparente cache toutefois une volonté très énergique, le sens de l'observation, la réflexion, le goût de la lutte et de l'effort. D'une culture toute française, lui aussi, il a le tour d'esprit habituel à ceux de sa race, la même tendance invincible à glisser des faits particuliers aux idées générales ; brillant causeur, par surcroît, sachant trouver le mot propre et la comparaison juste.

Autant Bratiano est souple, autant Carp, le plus vieux de ces hommes d'État (il avait alors soixante-seize ans) est d'aspect rude et volontiers cassant. Je l'avais vu longuement, en 1911 ; je l'avais trouvé débordant de vigueur, d'énergie et d'entrain. Il affectait une certaine brusquerie

(1) A propos de cette nonchalance, un jour, la princesse royale, aujourd'hui reine de Roumanie, demandait en anglais à Mme Bratiano des nouvelles de son mari : « Comment se porte, lui dit-elle, votre oriental époux? (*How is your oriental husband ?*) »

dans le geste et dans le propos. Quand je lui rendis visite, je remarquai, à la place d'honneur, dans son cabinet de travail, un grand portrait de Guillaume II. Il était en effet alors (il devait le demeurer toute sa vie !) le plus germanophile des Roumains. Il ne s'en cachait pas, d'ailleurs, tout au contraire. Il citait à tout instant des mots, des boutades de Bismarck. Il avait dû faire une étude attentive de sa vie et de sa politique. L'ombre du grand chancelier l'avait à coup sûr visité plus d'une fois, durant ses insomnies. Il avait, comme lui, le parler gouailleur, brutal et même cynique. Ses adversaires prétendaient qu'il sacrifierait aisément son portefeuille à un bon mot. Il avait pris l'habitude de dire tout haut ce que la plupart des hommes pensent tout bas.

Comme je lui parlais de la Triple Alliance, des vives sympathies qu'il nourrissait pour elle, il me répondit crument :

— C'est non seulement notre droit, mais encore notre devoir de pratiquer une politique de rapprochement envers l'Allemagne et l'Autriche. Aucun désir de conquête ne nous anime. Notre territoire nous suffit amplement. Au lieu des huit millions d'habitants qu'il compte à l'heure actuelle, il pourrait aisément en nourrir le double. S'il nous plaît de coloniser, l'espace ne nous manque donc pas. Nous n'avons qu'à pratiquer la colonisation au dedans, plutôt que d'aller chercher des aventures au dehors. Nous avons, avant tout,

besoin de la paix. C'est pourquoi nous nous tournons vers la Triple Alliance, qui représente en Europe le maintien du *statu quo*.

Je fis alors discrètement remarquer à mon interlocuteur que, peut-être, sa montre retardait-elle un peu.

— Si quelqu'un, lui dis-je, cherche à troubler le *statu quo* en Orient, c'est non point la Russie, mais l'Autriche, qui, par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, a risqué de provoquer un très grave conflit.

Il me répondit que l'Autriche avait le droit d'annexer la Bosnie et qu'en tout cas la Roumanie s'accommodait parfaitement de cette annexion.

Je lui parlai alors des Roumains de Transylvanie. Leur sort ne paraissait pas le préoccuper beaucoup. Il s'exprima, sur leur compte, avec une certaine désinvolture :

— Vous savez, me dit-il, qu'il y a dans tous les pays des jeunes gens ambitieux, désireux de se tailler une popularité facile en flattant le chauvinisme, en excitant les passions nationalistes. Ce sont les avocats tout trouvés des Transylvains. Mais, je vous le répète, nous n'avons qu'un désir : entretenir les meilleures relations possibles avec l'Autriche-Hongrie.

Un tempérament vigoureux et combatif, obstiné, têtu comme le diable, enfermé dans ses formules, refusant énergiquement d'en sortir, sans se douter des changements très grands qui avaient

pu se produire dans le monde, débordant de franchise et d'audace. Par là s'explique l'influence considérable qu'il avait exercée dans son pays.

En regard de ce vieillard toujours menaçant et grondant, Take Ionesco faisait l'effet d'un jeune homme. Il était dans la pleine vigueur de l'âge et du talent, le teint coloré, les joues pleines, l'air d'une santé parfaite, d'une constitution robuste lui permettant de porter allègrement une tâche écrasante, de mener de front ses opérations du Barreau (il était l'avocat le plus réputé de la Roumanie) et sa besogne de chef de parti. Un esprit prodigieusement délié, très maître de lui, ramassé tout entier dans la minute présente. Ses adversaires étaient les premiers à reconnaître ses brillantes qualités. Ils faisaient le plus grand cas de l'influence personnelle, de la véritable séduction qu'il exerce. Depuis le mois de mars 1908, où il s'était séparé des conservateurs, il avait réussi à se constituer un puissant parti...

M. Alexandre Marghiloman, chef du vieux parti conservateur, est distingué de propos et de manières, sec, précis, distant et un peu froid. Ses favoris, ses lèvres rasées donnent à son visage je ne sais quelle sévérité de procureur. Il est homme à toujours calculer avec un soin méticuleux le pour et le contre, sans jamais s'abandonner à l'impulsion du moment. Il se défie du premier mouvement, ne se doutant pas que c'est, plus d'une fois, le bon. Il fit, dans ces circonstances

tragiques, le total des divisions et des batteries, le calcul des probabilités et des chances. Il aligna et compara des chiffres. Il compta, discuta, supputa, et, finalement, se trompa !...

Le roi s'assied au milieu de la table, ayant en face de lui M. Jean Bratiano. Les hommes d'État prennent place sans aucun ordre protocolaire. Le souverain, très ému, et ne cherchant pas à masquer son émotion, commence ainsi :

— Messieurs, je vous ai convoqués pour arrêter, d'accord avec vous, les décisions les plus graves engageant l'honneur, l'avenir et même l'existence de la Roumanie. Jusqu'à présent, nos dicussions se faisaient en roumain. Mais le français étant par excellence la langue de la précision et de la clarté, je vous propose que cette fois, par exception, la délibération se poursuive dans cette langue.

Il se lève à ces mots et, de plus en plus ému, il lit ce petit discours qu'il avait préparé :

— Messieurs, nous sommes liés par des engagements formels aux puissances de la Triple Alliance, à l'Autriche, à l'Allemagne et à l'Italie. Ces traités se trouvent là, sur cette table. Ceux d'entre vous qui ne les connaissent pas, je les invite à les parcourir. Ils stipulent que, au cas où l'un des deux contractants serait attaqué par deux puissances, sans provocation de sa part, l'autre est obligé de venir à son secours de toute la force de ses armes. Or, je suis saisi d'une demande expresse des deux Empereurs insistant de

la manière la plus vive auprès de moi pour que, en vertu de nos conventions, j'intervienne dans la guerre à leurs côtés. Je suis résolu à répondre à leur appel. Tout d'ailleurs nous y oblige, l'honneur aussi bien que l'intérêt. Le moindre retard risquerait de nous être fatal. D'après les renseignements très sûrs que je possède, la guerre sera très courte, et la victoire de l'Allemagne, une victoire rapide, écrasante, n'est pas douteuse. Je vous invite donc à approuver ma politique d'intervention, et je prie chacun de vous de faire connaître son avis.

D'après les entretiens qu'il avait eus, la veille, avec ses ministres, avec Take Ionesco, le roi savait que la majorité, la presque unanimité de ses hommes d'État était contraire à l'intervention. De là, son agitation, son trouble, son mécontentement.

Un des assistants fit observer que c'était aux membres du gouvernement à parler tout d'abord.

Le président du Conseil, Bratiano, prend la parole. Il se déclare, de la façon la plus nette, contraire à l'intervention. Il ajoute d'ailleurs que l'opinion publique ne permettrait pas une autre politique. Un de ses ministres, M. Émile Costinesco, s'exprime dans le même sens, très énergiquement lui aussi.

C'est le tour de l'Opposition. Le vieux Carp est de l'avis du souverain. Il préconise l'entrée en guerre immédiate aux côtés de l'Allemagne et

de l'Autriche. Alexandre Marghiloman, tenu par les chefs de son parti, surtout par M. Jean Lahovary, est d'une opinion différente. Il propose de s'abstenir pour le moment, de pratiquer une politique d'expectative en attendant les événements, de manière à profiter des occasions qui s'offriront.

C'est le tour de Take Ionesco, de Dissesco, un de ses lieutenants. Ils estiment que la Roumanie doit dès maintenant proclamer officiellement sa neutralité.

— Aucun engagement, affirme Take Ionesco ne nous lie aux Empires centraux, attendu que ce sont eux qui, au lieu d'être attaqués, ont provoqué la guerre. La preuve, c'est que l'Italie, qui se trouvait exactement dans la même situation que nous, vient de se déclarer neutre.

Ce jour-là, en effet, le ministre d'Italie avait annoncé la déclaration de neutralité de son gouvernement.

Le roi est de plus en plus agité.

— Eh bien ! messieurs, dit-il, je dois vous déclarer que la politique que vous venez d'approuver équivaut, pour la Roumanie, à un véritable suicide. J'ai le devoir, en ce qui me concerne, d'en décliner toute la responsabilité. Je m'en remets aux événements du soin de prouver à quel point j'avais raison. Afin que l'avenir me juge et vous juge, la déclaration que je viens de vous lire figurera aux Archives.

Une certaine hésitation perçait sous ces derniers mots. Le vieux souverain, en effet (on l'a su formellement depuis) avait songé à abdiquer. Il avait même préparé une déclaration dans ce sens. Devant l'attitude très nette de ses hommes d'État, il n'alla pas jusqu'au bout. Il s'en tint à des protestations un peu vagues.

Il restait à rédiger le procès-verbal ainsi que la réponse à faire aux deux Empereurs. Un petit comité comprenant le Président du Conseil, Take Ionesco, Marghiloman, se réunit à cet effet dans la salle voisine.

La réponse, préparée par le gouvernement, commençait par faire état de l'opinion publique, qui, disait-elle, rendait absolument impossible l'entrée en guerre de la Roumanie. Take Ionesco s'opposa énergiquement à cette rédaction qui, d'après lui, avait le grand défaut de manquer de clarté.

— Le point essentiel, dit-il, est de savoir si oui ou non nous sommes liés par nos engagements. Si nous le sommes, il faut marcher, quelle que soit l'opinion du pays. Un gouvernement digne de ce nom domine l'opinion publique, au lieu d'être mené par elle. Mais, ni en droit ni en fait, nous ne sommes liés, puisque les Empires centraux sont les seuls responsables de la guerre. C'est ce qu'il nous faut tout d'abord déclarer dans notre réponse. Nous devons ajouter que nous refusons d'intervenir et proclamer définitivement notre neutralité.

Le mot de neutralité, contrairement au désir de Take Ionesco, ne fut pas employé dans le document. On lui donna à peu près raison pour tout le reste, et des modifications importantes furent apportées au projet primitif.

Le roi voulait retenir ses hommes d'État à dîner. Mais ils s'excusèrent.

Quelques jours plus tard, Take Ionesco eut un autre entretien avec le souverain. C'était au moment de la marche foudroyante des Allemands sur Paris.

— Vous voyez, lui dit Charles, à quel point mes renseignements et mes prévisions étaient justes. La guerre va durer quelques semaines à peine. Au commencement de septembre, Guillaume II fera son entrée solennelle dans Paris. Une révolution éclatera en France, comme toujours dans ce pays, à la suite de la défaite. Dans ce cas, Guillaume fera proclamer Roi ou Empereur le prince Victor-Napoléon. Il ne prendra à la France que très peu de son territoire ; il lui enlèvera, par contre, sa flotte et ses colonies. Après quoi, il se retournera, avec toutes ses forces, contre la Russie ; il l'écrasera rapidement et il fera son entrée à Saint-Pétersbourg et à Moscou.

— Sire, répondit Take Ionesco, à supposer que la France soit vaincue, je connais trop la fierté de cette nation pour croire un instant qu'elle pourrait accepter un souverain des propres mains

de son vainqueur. Ce ne pourrait être, en tout cas, un Napoléon.

On s'entretint ensuite de la situation générale. On vint à parler de la Belgique. Comme le roi, la veille, avait reçu un peu durement le représentant de ce pays, Take Ionesco trouva moyen de lui dire :

— Quoi qu'il advienne, il y a un souverain qui est déjà entré dans l'histoire et dans la gloire.

— Qui donc ? demanda Charles.

— Votre neveu, le roi des Belges, répondit-il, qui a tout sacrifié à l'honneur, qui a su maintenir intacte la religion des engagements et des traités...

Cependant, chaque jour, les communiqués allemands annonçaient une nouvelle avance, une nouvelle victoire. Or, à partir du 5 septembre, ces communiqués se taisent. Un jour, deux jours, trois jours se passent sans qu'ils claironnent aucun succès. Ce silence paraît étrange. On a l'impression que les armées allemandes sont arrêtées.

Le ministre de France, M. Blondel, était demeuré à son poste à Bucarest, afin d'être plus près du télégraphe. Il n'avait pas suivi le souverain à Sinaïa, ce dont celui-ci n'avait pas manqué de s'étonner un peu. « Auprès de qui, le ministre de France, avait-il dit, aimablement d'ailleurs, s'imagine-t-il être accrédité ? Auprès de moi ou auprès de mon peuple ? »

M. Blondel, à mesure que les nouvelles devenaient pour nous plus mauvaises, recevait de tous les Roumains qu'il rencontrait un accueil plus empressé, plus cordial. Quand il allait au Jockey-Club, tous les après-midi, c'était à qui s'efforcerait de lui exprimer sa sympathie.

— Rien n'était plus touchant, m'a-t-il raconté par la suite, que ces marques d'amitié prodiguées au représentant de la France, au milieu de nos plus grands malheurs.

C'est l'âme de la Roumanie, notre meilleure amie en Europe, qui se manifestait par là.

Or, vers le 8 septembre, coup de téléphone de M. Blondel à Take Ionesco, qui se trouvait à Sinaïa, pour lui dire qu'une grande bataille est en cours et qu'elle semble se développer très favorablement pour les Français. Le lendemain, le surlendemain, cette bonne nouvelle se confirme, puis arrive le communiqué de Joffre annonçant la grande victoire.

Take Ionesco rend à ce moment-là visite au souverain. Celui-ci, cramponné à ses idées, lui dit :

— Ce n'est qu'un repli stratégique. Les Allemands — ils viennent de me le faire savoir — regroupent, reconstituent leurs forces avant de procéder à une nouvelle avance.

— S'ils vous l'ont dit, soyez assuré qu'ils mentent, réplique Take Ionesco. Il n'y a pas de repli stratégique. Ils ne reculent que parce qu'ils

sont battus. Votre Majesté sait bien que tout leur commande de précipiter les opérations, que le moindre retard, entourés d'ennemis comme ils sont, risque de leur être fatal.

Le roi demeura quelques instants silencieux et pensif, puis, comme sortant d'une pénible méditation, il dit à Take Ionesco, d'une voix triste :

— Après tout, c'est peut-être vous qui avez raison. Rien n'arrive de ce que j'avais prévu. Dieu, jusqu'à présent, avait été très bon pour moi. Cette fois. je crains bien qu'il ne m'ait abandonné. Ma sœur, la comtesse de Flandre, mère du roi Albert, a eu le grand bonheur de mourir avant cette guerre. Il eût été bien meilleur pour moi si j'avais disparu comme elle !

Un mois plus tard, le 11 octobre, le roi Charles mourait.

L'effondrement de toutes ses prévisions, les émotions, les coups de théâtre qui se succédaient sans arrêt avaient, sans aucun doute, hâté sa fin.

Sa bonne foi, son honnêteté ne sont pas discutables, non plus que le grand attachement qu'il avait pour son peuple. Lorsqu'il comprit que la volonté unanime de la Roumanie était contraire à une intervention aux côtés des Empires centraux, quelque peine, quelque dépit qu'il en éprouvât (car il se sentait au fond de lui-même un Hohenzollern). il n'insista pas, il se soumit. En acceptant la couronne de Roumanie, il était devenu Roumain. Les intérêts de son pays devaient passer

avant tout. Que l'on compare son attitude à celle du roi de Grèce, Constantin, qui prétendit, lui, faire violence à son peuple, pour l'empêcher de s'unir à l'Entente !

Or, quelque temps avant de mourir, Charles avait télégraphié à Constantin :

— Je me permets, lui disait-il, à cause de mon grand âge, de vous donner un conseil : j'estime que la place de la Roumanie est à côté de l'Allemagne et de l'Autriche. Mais la situation de la Grèce, puissance avant tout maritime, est très différente : la neutralité est pour elle un devoir. Si cette neutralité est impossible, n'hésitez pas : rangez-vous du côté de l'Entente !

Le roi Charles, qui, depuis longtemps, n'était guère sorti de son pays, se faisait de l'Europe une idée trop sommaire. Il ne connaissait, il ne voyait que l'Allemagne et l'Autriche. Il était convaincu de la supériorité écrasante de l'Allemagne. Il n'envisageait dans le conflit que le côté matériel, professionnel, technique. Il ne tenait compte que des effectifs et des divisions. Le facteur moral et économique lui échappait. L'armée anglaise, pour lui, n'avait aucune valeur, puisqu'elle existait à peine du temps de paix.

Son amertume était telle qu'un moment il songea sérieusement à abdiquer. Vers la fin de septembre 1914, les hommes d'État roumains eurent à se préoccuper de cette éventualité. La mort du souverain trancha la question. C'est

son neveu Ferdinand qui monta sur le trône.

Bien que le mot n'eût pas été officiellement prononcé, la neutralité de la Roumanie était dès maintenant acquise. Il était certain que jamais elle ne lierait sa cause à celle des Empires centraux. Les sympathies de son peuple se tournaient avec une force de plus en plus grande vers l'Entente. Elles ne cherchaient qu'une occasion de se manifester. Les dirigeants, les hommes d'État le sentaient bien. Mais, portant sur leurs épaules une responsabilité très lourde, ils ne voulaient s'engager qu'à bon escient. Ils hésitaient, ils calculaient. Ils se préoccupaient avant tout d'obtenir — rien n'était au demeurant plus juste — de leurs alliés de demain des promesses formelles, et plus encore, des engagements et des garanties. C'était aux gouvernements, aux diplomates de l'Entente à se mettre d'accord entre eux pour les leur offrir. Cet accord ne fut pas facile. C'est pourquoi les négociations durèrent si longtemps. C'est pourquoi la Roumanie fut beaucoup plus longue à décider, à entraîner que l'Italie.

Pas plus que le roi Charles n'avait fait obstacle à la volonté de son peuple pour maintenir la neutralité, son successeur Ferdinand ne devait s'opposer à l'entrée en guerre avec l'Entente, aussitôt que son gouvernement serait convaincu de cette nécessité. Le nouveau roi était, avant tout, un souverain constitutionnel. Il était, d'ailleurs, poussé vers l'Entente par la reine, an-

glaise d'origine, dont l'influence fut considérable.

Le premier acte est fini. La Roumanie, si elle se bat, ne se battra qu'à nos côtés. Nous allons voir à la suite de quelles circonstances, par quelle progression d'événements elle fut enfin conduite à tirer l'épée.

CHAPITRE X

EN ROUMANIE (suite). — L'ENTRÉE EN GUERRE

La Roumanie ayant, d'elle-même, résolu tout d'abord de demeurer neutre dans le conflit, il restait maintenant aux gouvernements de l'Entente à la décider à s'unir à eux. En Roumanie, comme en Italie, la marche des événements, ainsi que les causes profondes de l'attitude prise par les gouvernements avaient été à peu près les mêmes. Mais, dès qu'il s'agissait d'obtenir et, dans la mesure du possible, de hâter l'entrée en guerre, les difficultés pour l'Entente étaient beaucoup plus considérables du côté roumain que du côté italien.

Pour l'Italie, en effet, l'Angleterre et la France, qui menaient le jeu, se trouvaient toutes proches, concertant leur action, unissant leurs efforts, subordonnant tout à la nécessité de réussir, et de réussir promptement.

L'Italie, d'autre part, avait en elles pleine confiance. Elle était sûre que les engagements pris à son égard seraient tenus.

Avec la Roumanie, la situation était très différente. C'est la France et la Russie qui conduisaient les négociations. Mais elles ne pouvaient

pas les conduire dans le même esprit de complète et sincère collaboration.

La France n'avait qu'un désir, qu'un objet : provoquer le plus vite possible l'intervention de la Roumanie et, pour cela, lui promettre, ce qui était après tout bien légitime, la réalisation de ses aspirations nationales, c'est-à-dire la réunion sous le même drapeau de tous les Roumains qui se trouvaient au-delà des frontières.

L'état d'esprit de la Russie était tout autre. Le gouvernement de Petrograd et l'opinion russe dans son ensemble ne voyaient pas d'un très bon œil cette constitution projetée d'une très grande Roumanie. Désireux de s'installer à Constantinople, ils se rendaient compte que la Roumanie, considérablement agrandie, leur barrerait plus ou moins le chemin. Elle diminuerait, d'autre part, l'importance et l'influence de l'élément slave dans les Balkans. Elle porterait certainement ombrage à la Bulgarie, pour qui la Russie, en dépit de toutes les ingratitudes, de toutes les trahisons passées, présentes et futures, conservait des trésors intarissables d'indulgence et de sympathie.

Les Russes, volontiers orgueilleux, regardant de haut tous les États balkaniques, n'accordaient qu'une valeur assez faible à l'action de la Roumanie. Son concours leur paraissait minime, son armée peu solide. Ils n'aimaient pas beaucoup voir la France prendre la direction des négociations et indiquer les directives dans une affaire qui,

croyaient-ils, les concernait presque exclusivement, puisqu'il s'agissait de l'Orient. Ils auraient voulu diriger cette affaire à eux tout seuls et à leur guise. Tant qu'ils eurent des succès militaires, au début, ils ne désiraient point que la Roumanie intervint, convaincus qu'ils remporteraient la victoire sans elle et que sa part de conquête en serait réduite d'autant. Durant toute cette période, ils s'obstinaient à ne faire à la Roumanie que des offres insignifiantes. Ils lui marchandaient, ils lui mesuraient au compte-gouttes les territoires qu'elle aurait le droit d'annexer.

Quand vint la période des revers, ils se montrèrent naturellement beaucoup plus généreux. Mais, à ce moment, les Roumains, devant la débâcle des armées russes, n'étaient plus très disposés à marcher.

Ils se défiaient, au fond, de la Russie. Il faut bien reconnaître que la conduite du gouvernement russe après la guerre russo-turque rendait assez naturels leurs soupçons. Une fois remportée, avec leur appui, la victoire sur les Turcs, on les avait empêchés d'en recueillir les fruits. La Russie avait gardé pour elle la Bessarabie.

Les Roumains n'avaient guère confiance que dans la France. Seulement la France était loin et la Russie, au contraire, toute voisine. Par là s'expliquent les difficultés et la longueur de ces négociations.

Tout de suite après la bataille de la Marne, sur

l'ordre de son gouvernement, le ministre de France à Bucarest, M. Blondel, commence ses démarches auprès des hommes d'État roumains. M. Blondel connaissait à merveille la Roumanie, où il n'avait que des sympathies. Sa tâche consistait avant tout à faire miroiter aux Roumains les magnifiques avantages que l'entrée en guerre leur apporterait. Il avait engagé les premiers pourparlers dans ce sens, lorsqu'une fausse manœuvre du cabinet de Petrograd faillit tout gâter.

Après avoir, à deux reprises, le 11 août et le 22 septembre, sollicité la coopération de l'armée roumaine en Bukovine et en Transylvanie, voici que le gouvernement russe, cédant à on ne sait quelle inspiration, modifia du tout au tout les données du problème. Au lieu de leur collaboration, il se bornait à demander aux Roumains leur neutralité, qui était chose acquise. Il leur offrait en échange presque les mêmes avantages que leur aurait valus une entrée en campagne.

Quelles furent les raisons de ce fâcheux coup de barre donné à contre-temps par le cabinet de Petrograd ? Mal renseigné sur les véritables dispotions du gouvernement roumain, s'obstinait-il à craindre qu'il ne pût, un jour prochain, se joindre à nos ennemis, et lui offrait-il une forte récompense pour prévenir ce danger, d'ailleurs imaginaire ? Agissait-il ainsi pour diminuer par avance la part de la Roumanie à qui, au moment de partager les dépouilles, les Russes auraient pu objecter

que, n'ayant pas été à la peine, il n'était pas juste qu'elle fût au profit ? Ces différents motifs durent, plus ou moins, se combiner dans l'esprit souvent assez compliqué des diplomates russes et dicter leur attitude.

Toujours est-il que, le 1er octobre 1914, fut signé, à Petrograd, entre les représentants de la Roumanie et le gouvernement russe, un arrangement aux termes duquel, en échange d'une « neutralité bienveillante », la Roumanie avait le droit d'occuper, quand bon lui semblerait, et d'annexer la Transylvanie et une partie de la Bukovine.

Voici le texte de cet accord, dont bien des gens ignoraient, jusqu'à présent, l'existence et qui, à ma connaissance, n'a jamais été publié. Il était conclu sous la forme d'un échange de lettres, se paraphrasant et correspondant l'une à l'autre, entre le ministre des Affaires étrangères de Russie et le ministre de Roumanie à Petrograd. Voici la lettre de M. Diamandy à M. Sazonoff :

« J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa déclaration en date du 1er octobre, à savoir que :

» La Russie s'engage à s'opposer à toute atteinte au *statu quo* territorial de la Roumanie dans l'étendue de ses frontières actuelles.

» Elle s'engage également à reconnaître à la Roumanie le droit d'annexer les régions de la monarchie austro-hongroise habitées par les Rou-

mains. Pour ce qui a trait spécialement à la Bukovine, le principe de la majorité de la population servira de base à la répartition des territoires à annexer soit par la Russie, soit par la Roumanie.

» Cette délimitation sera effectuée à la suite d'études spéciales sur les lieux. Une commission mixte sera nommée à cet effet, munie d'instructions qui s'inspireront de l'esprit de conciliation qui anime les deux gouvernements.

» La Roumanie pourra occuper les territoires sus-indiqués au moment qu'elle jugera oppotun.

» La Russie s'emploiera à faire ratifier les engagements ci-dessus par les cabinets de Londres et de Paris.

» En échange de cette déclaration, je suis autorisé par M. Bratiano, le président du Conseil, à faire connaître à Votre Excellence, que la Roumanie s'engage à observer, jusqu'au jour où elle occupera les régions de la monarchie austro-hongroise habitée par les Roumains, une neutralité bienveillance à l'égard de la Russie.

» Il est entendu que les déclarations échangées seront tenues secrètes jusqu'au moment de l'annexion par la Roumanie des territoires dont il est question... »

Quand il connut ce fâcheux arrangement, M. Blondel, ministre de France à Bucarest, se montra à la fois furieux et navré. Tous ses efforts,

tout son travail de quelques semaines se trouvaient par cela même anéantis. Il avait dit aux Roumains : « Marchez avec nous et vous aurez la Transylvanie. »

Or, voici que les Russes s'avisaient, sans prévenir leurs alliés, de leur tenir cet autre langage : « Contentez-vous d'attendre les bras croisés, en regardant les autres se battre, et vous occuperez la Transylvanie quand vous voudrez, le jour où sa conquête ne vous coûtera aucun sacrifice ! »

Mettons-nous à la place des Roumains, et demandons-nous quel parti nous aurions choisi.

D'un côté, on exige d'eux un effort en échange d'une récompense. De l'autre, on leur offre la même récompense sans leur demander aucun effort.

Cette proposition russe, ainsi que M. Blondel le télégraphia à Paris, ne pouvait avoir qu'un résultat : encourager en Roumanie les partisans de la neutralité ; décourager, au contraire, tous ceux qui réclamaient l'intervention.

C'est exactement ce qui se produisit.

Bratiano, malgré sa promesse au ministre de Russie de ne pas divulguer cet arrangement, s'empressa d'en communiquer la substance aux membres de l'opposition, en leur faisant observer que, puisque la Roumanie pouvait entrevoir la réalisation de ses ambitions, presque sans coup férir, il était prématuré de l'exposer au hasard d'une guerre générale, dont l'issue était encore très douteuse.

L'argument porta immédiatement. Les partisans les plus ardents de l'entrée en guerre se calmèrent aussitôt. L'un d'eux, M. Filippesco, avait provoqué la réunion du parti conservateur et rédigé une motion énergique invitant le gouvernement à se prononcer en faveur de la Triple Entente. A l'issue de cette réunion, il vint annoncer au ministre de France qu'il n'avait pas jugé utile de mettre sa motion aux voix, après que M. Bratiano lui avaitfait part des propositions de la Russie.

Le jour suivant, le Conseil des ministres décida de conserver une attitude expectative. Les manifestations projetées en faveur de la Triple Entente furent décommandées par leurs organisateurs. Le gouvernement fit habilement répandre partout le bruit que l'Entente ne demandait plus à la Roumanie qu'une chose : rester neutre.

La Russie, en somme, venait d'offrir à la Roumanie quelque chose d'analogue au *parecchio* de M. Giolitti...

Au cours de l'automne 1914, l'Allemagne expédia à Bucarest un nouveau ministre, von Busche, qui arrivait avec des millions de marks plein ses poches, disposé à intensifier par tous les moyens la propagande germanophile.

A peine débarqué, il se mit aussitôt en quête de tout ce qui était à louer ou à vendre ; il acheta pêle-mêle, à la grosse, les consciences et les journaux.

En regard de ces formidables dépenses, le ministre de France ne disposait que de petits, tout petits crédits ; mais les sympathies du pays, surtout celles de la jeunesse des écoles, se tournaient, ardentes, de son côté. Les étudiants n'attendaient qu'une occasion de descendre dans la rue pour y crier : « Vive la France ! » A tout instant, ils allaient saccager les presses et houspiller les rédacteurs de quelque gazette par trop germanophile.

En février 1915, M. Blondel, apprenant que le général Pau se rendait en Russie, par la voie balkanique, insista de toutes ses forces pour qu'il s'arrêtât à Bucarest. Le gouvernement français y consentit. Ce fut l'occasion d'une démonstration enthousiaste en faveur de la France. Tous les hommes d'État roumains, partisans de l'intervention, attendaient le général à la gare. M. Filippesco le reçut par ces mots : « Mon général, je salue la gloire qui passe ! » La ville entière était pavoisée. A tous les balcons, des femmes qui jetaient des fleurs ; les rues noires de monde, au point que la voiture du ministre de France mit plus d'une heure pour accomplir le trajet de la gare à la légation.

Un coup de fouet vigoureux fut donné de la sorte à tous ceux qui recommandaient l'entrée en guerre. Mais le gouvernement Bratiano, avant de prendre une décision, était naturellement désireux de signer des engagements précis et de poser des conditions très nettes. La période des

négociations, des pourparlers, des marchandages commençait.

La première question à régler était celle des limites territoriales de la Grande-Roumanie. Comme le gouvernement italien d'ailleurs, M. Bratiano demandait des limites naturelles : le Pruth en Bukovine, le Danube et la Theiss, du côté serbe. Il se heurta tout de suite, en ce qui concerne la première de ces demandes, à une opposition formelle des Russes, qui déclarèrent qu'en aucun cas ils ne consentiraient à l'abandon de Czernowitz. La France soutint, de toutes ses forces, les demandes de la Roumanie.

Le 16 mai 1915 arrive la réponse de M. Sazonoff. Elle est très mauvaise, en dépit des insuccès de l'armée russe, qui précipite sa retraite en Galicie. Quand il connaît cette réponse (18 mai), M. Bratiano s'en montre stupéfait. Il déclare que, dans ces conditions, il ne prendra pas la responsabilité d'une action militaire. Il ne comprend pas, dit-il, que la Russie, dont les armées sont dans un état si critique, s'obstine à refuser Czernowitz à la Roumanie. Il voit, dans cette résistance, une menace pour l'avenir. « La Russie, dit-il, veut demeurer maîtresse du Pruth, afin de nous enserrer entre elle et la Serbie. »

D'ailleurs la retraite persistante des Russes rend très délicate la situation de la Roumanie. Maintenant se pose pour elle une question tout aussi grave, celle des munitions. L'armée rou-

maine, si elle entre en guerre, doit être assurée d'avoir le stock d'obus qui lui manque. La France et l'Angleterre sont prêtes à le lui envoyer *via* Arkhangel ; mais le débarquement, la traversée de l'immense Russie présentent des difficultés énormes, d'autant que les Russes manquent, eux aussi, de munitions et qu'ils ne sont pas animés des intentions les meilleures à l'égard des Roumains. Ce problème des munitions joue un rôle considérable durant toutes les négociations.

La défaite des Russes, la rentrée en guerre de la Bulgarie retardent naturellement l'intervention de la Roumanie. Le 28 septembre 1915, le roi répond à une délégation de l'Opposition qu'il reste convaincu de l'utilité de la neutralité. Au moment où se déclenche l'attaque de la Bulgarie contre la Serbie, M. Blondel insiste de toutes ses forces auprès de M. Bratiano pour le décider à agir. Il se heurte à la même réponse : le moment ne paraît pas opportun.

L'Angleterre avait acheté, en 1915, la récolte de blé de la Roumanie, ce qui équivalait à lui consentir un emprunt. Les Allemands, l'année suivante, ne manquèrent pas de demander que la Roumanie leur cédât une partie de ses céréales, dont ils avaient grand besoin. M. Bratiano, pour avoir l'air de tenir la balance égale, afin de ne pas découvrir trop tôt son jeu, dut y consentir.

Vers la fin de l'hiver, au printemps 1916, ses pourparlers avec l'Entente avaient activement

repris. Le 10 mai, il annonce au ministre de France que le roi est prêt à signer le décret de mobilisation, le jour où il le lui présentera. Mais il met à son intervention un certain nombre de conditions qui ne sont pas encore réalisées, surtout en ce qui concerne la collaboration des armées russes. En mai et juin, les négociations se précisent. Le 29 juin, M. Bratiano reconnaît que le moment approche où il devra prendre position. Le 4 juillet, le président du Conseil demande que le secret le plus absolu soit gardé sur les négociations en cours, afin de ne pas donner l'éveil aux représentants de l'Allemagne et de l'Autriche. Le 6 juillet, il se déclare prêt à signer la convention aux conditions suivantes :

1° Que les munitions commencent à arriver en Roumanie ; que la France et l'Angleterre s'engagent à en continuer l'envoi à raison de 300 tonnes par jour ;

2° Que l'offensive générale n'ait pas été arrêtée ;

3° Que la situation des Russes en Galicie et en Bukovine ne soit pas modifiée ;

4° Que la Roumanie soit garantie contre une attaque bulgare soit par une action russe, soit par une offensive de l'armée de Salonique.

En juillet, les gouvernements de l'Entente insistent, de la façon la plus pressante, auprès de M. Bratiano pour qu'il se décide. Un télégramme de M. Neratof, gérant du ministère des Affaires étrangères de Russie à son représentant à Buca-

rest, résume les négociations et précise les conclusions de l'arrangement définitif. Voici quels en sont les points principaux :

« La Roumanie s'engage à déclarer simultanément la guerre à toutes les Puissances qui se trouvent en guerre avec les Puissances alliées.

» Elle emploiera la totalité de ses forces armées contre les ennemis des Alliés.

» Les Alliés lui garantissent l'intégralité de son territoire. Ils lui permettent d'annexer les territoires qu'elle aura acquis sur l'Autriche-Hongrie, dans les limites déterminées, en spécifiant toutefois que l'action de l'armée roumaine ne se bornera pas à ces territoires, mais sera étendue au delà, si les intérêts de la cause commune des Alliés l'exigent.

» La délimitation prévue commence en un point de la frontière actuelle entre la Russie et la Roumanie, près de Mowosielica, et remonte le fleuve jusqu'à la frontière de la Galicie, au confluent du Pruth et du Czeremos. Elle suit la frontière de la Galicie et de la Bukovine jusqu'à la limite méridionale de la Galicie. De là, elle se dirige en ligne droite vers la Tisza, au point du confluent du Visso. Elle descend la Tisza jusqu'au confluent de Szamos ; elle continue dans la direction du sud-ouest jusqu'à 6 kilomètres à droite de la ville de Debreczen. Elle passe à l'ouest du confluent du Crischs et prend la direction du sud pour rejoindre la Tisza à la hauteur du village Algyo.

A partir de ce point, elle descend la Tisza jusqu'à son confluent avec le Danube et suit le cours du Danube jusqu'à la frontière actuelle de la Roumanie.

» La Roumanie s'engage à ne point élever de fortifications dans le Banat, en face de Belgrade, dans une zone à déterminer ultérieurement, à n'y entretenir qu'une petite force de police, à indemniser les Serbes qui voudraient s'expatrier, tout en laissant aux autres le libre usage de leur langage et l'exercice de leurs droits.

» L'entrée en guerre de la Roumanie devra avoir lieu au plus tard le 7 août.

» Une convention militaire entre les états-majors russe et roumain sera conclue immédiatement.

» En communiquant ce projet d'arrangement au Gouvernement roumain, le ministre de Russie a l'honneur d'ajouter que, *si la Roumanie ne croit pas pouvoir s'engager dès maintenant à entrer en guerre à la datée fixée* (*7 août*), *les Puissances alliées ne se considéreront plus liées par les propositions qui ont été faites à la Roumanie.* »

Il s'agissait, on le voit, de la part de l'Entente, d'une offensive brusquée pour lever les dernières hésitations de M. Bratiano.

Celui-ci, d'ailleurs, n'hésitait plus. Il était sûr de l'assentiment du roi, de l'appui unanime du pays.

C'est le 14 août 1916 que se tint, à Cotroceni, le fameux conseil de la Couronne, où fut décidée

l'entrée en guerre de la Roumanie. Un des hommes d'État ayant assisté à cette séance historique qui devait modifier si profondément la carte de l'Europe orientale en a écrit, le soir même, un compte rendu détaillé. J'ai eu entre les mains ce procès-verbal, d'où j'ai tiré le récit qu'on va lire.

Le Conseil se tint, sous la présidence du Roi, dans une des nouvelles salles du palais. Étaient présents : les ministres du gouvernement Bratiano (Jean I. C. Bratiano, Émile Costinesco, Emmanuel Porumbaru, Alexandre Constantinesco, Mortzun, Alexandre C. Radovici, Jean G. Duca, docteur C. Anghelesco, Victor Antonesco), le président de la Chambre Michel Phérékide, le vice-président du Sénat C. F. Robesco, es anciens premiers ministres Théodore Rosetti, Pierre Carp, Titu Maioresco, les chefs de parti Nico Filippesco, Take Ionesco et Alexandre Marghiloman, de même que les anciens présidents de la Chambre, Constantin Ollanesco et Constantin Cantacuzène Pascanu.

Le roi, assis au milieu de la table, avait en face de lui M. J. Bratiano. A droite du roi, le prince héritier Charles, puis Pierre Carp. A gauche du roi, Théodore Rosetti, puis Titu Maioresco et ensuite Marghiloman. A droite de Bratiano, les ministres. A gauche, venaient Phérékide, Robesco, Take Ionesco, Filippesco, Cantacuzène Pascanu et Ollanesco.

Comme au Conseil de la Couronne de Sinaïa du

3 août 1914, les assistants prirent place sans aucun ordre protocolaire.

Le roi manifestait beaucoup d'émotion. Il s'attendait à une résistance très vive de la part de Carp et de Marghiloman. Il avait, la veille, mandé Maioresco au palais et déployé ses efforts pour le convaincre de la nécessité d'entrer en guerre. Tout avait été vain. Maioresco, jusqu'au dernier moment, comptait que le roi s'opposerait à la guerre, que sur la menace de l'Allemagne, Bratiano serait congédié, et lui-même chargé de former un nouveau gouvernement.

Quand il apprit, de la bouche même du souverain, que la décision était prise, il fut comme frappé de stupeur ; mais il refusa de changer d'avis. La veille au soir, le ministre d'Italie, le baron Fasciotti, l'avait supplié de se ranger du côté des nationalistes. Il lui avait représenté que, par suite de sa qualité de Transylvain, il aurait l'honneur d'appartenir à un gouvernement de concentration nationale. Peine perdue. Maioresco s'était trop engagé du côté allemand, et il demeura inébranlable.

Le Roi était au courant de cette visite. Il s'attendait à une discussion très vive au sein du Conseil. C'est ce qui expliquait sa nervosité et son émotion.

Au début de la séance, le Roi se leva et s'exprima en ces termes :

— Messieurs si j'ai convoqué ici les hommes

les plus éminents de mon pays, ce n'est point pour leur demander conseil, car ma décision est arrêtée, mais uniquement pour solliciter leur appui. Nous en sommes arrivés au point où la neutralité devient impossible. Les chances de victoire de l'Entente n'ont jamais été plus grandes. Le moment est venu, pour la Roumanie, de choisir, de décider de quel côté elle doit aller. Ce choix n'est pas douteux ; la voie nous est toute tracée. Nous ne pouvons que nous ranger aux côtés de l'Entente contre les Empires centraux.

» Croyez bien que le souverain qui vous tient ce discours, et vous donne un pareil conseil, a dû beaucoup lutter, beaucoup souffrir. Avant d'en arriver à cette décision, il lui a fallu remporter une véritable victoire sur lui-même. C'est la meilleure preuve que la voie choisie par lui est assurément la meilleure pour la Roumanie. Je connais la force de l'union. C'est pourquoi je vous demande à vous tous, qui avez collaboré avec mon oncle, le souverain défunt, de me soutenir dans la politique que j'ai la volonté de suivre, en bon Roumain que je suis. J'invite tous ceux qui seraient d'un avis différent à faire connaître leurs raisons. »

Se tournant alors vers M. Carp, le roi lui dit :

— Monsieur Carp, je vous prie de m'accorder votre concours.

— Ce n'est pas à moi de parler d'abord, répondit sèchement M. Carp, mais aux membres du

gouvernement, puis aux chefs de parti. Je me borne à constater que, du moment que la décision royale est déjà prise, l'utilité de ce Conseil ne m'apparaît point. Je me demande même pourquoi on nous a convoqués ici !

Ces paroles tombèrent dans un silence glacial.

M. Bratiano, se levant, ramassa dans un vigoureux discours toutes les raisons qui rendaient nécessaire l'entrée en guerre.

— La Roumanie, dit-il, sous peine de disparaître moralement, ne peut pas continuer à rester neutre dans un conflit qui va décider du sort du monde. Notre pays a, comme idéal, son unité nationale, l'annexion de nos frères qui se trouvent au-delà des frontières. Or, pour la réalisation de cet idéal cher à tous nos cœurs roumains, jamais on ne retrouvera de circonstances plus favorables qu'aujourd'hui.

Le Président du Conseil fit alors un clair exposé de l'histoire diplomatique depuis 1912 jusqu'à ce jour. Il montra comment la Roumanie, dans les mêmes conditions que l'Italie, avait recouvré sa liberté d'action en 1914, en refusant de se ranger du côté des puissances centrales. Cette décision toute négative ne suffisait pas. Il fallait maintenant, toujours sur l'exemple de l'Italie, accomplir un acte positif, c'est-à-dire intervenir dans le conflit. Le Roi et le Gouvernement, dans l'intérêt du pays, se trouvaient pleinement d'accord pour accepter cette politique. Ils s'étaient trop

engagés pour reculer. Il n'y avait plus qu'à aller de l'avant. Il rendit compte des mesures militaires qui avaient été prises et déclara, pour terminer, que le pays tout entier, sans oublier les Roumains au delà des Carpathes, attendaient impatiemment la déclaration de guerre.

A ce moment, Carp fut prié, une fois encore, de faire connaître son opinion. Il répliqua que c'était aux chefs de parti à parler, puisque c'est sur leurs épaules que portait la responsabilité.

Take Ionesco, prenant la parole, se félicita de la déclaration faite par le Roi.

— Nous comprenons tous, dit-il, les souffrances par lesquelles le souverain a dû passer. Nous pouvons l'assurer qu'il trouvera dans l'accomplissement de son devoir la plus magnifique récompense. Il a gagné dès maintenant l'amour du peuple romain tout entier.

» Mon parti, heureux de voir se réaliser enfin ce qu'il ne cesse de réclamer depuis deux ans, est prêt à donner au Roi et au Gouvernement un appui entier, sans conditions ni réserves. Nous sentons que des circonstances pareilles à celle-ci ne se rencontrent qu'une fois dans le cours des siècles. Ce serait une catastrophe de laisser fuir une pareille occasion !

C'était au tour de Marghiloman de parler.

Il exprime son regret de voir le Gouvernement s'engager de la sorte.

— Le sort de la guerre, dit-il, est inconnu.

Nous savons, de source sûre, que Hindenburg prépare une grande offensive contre les Russes. Pourquoi ne pas attendre, avant d'intervenir, le résultat de cette opération ? On nous parle, sans cesse, d'un idéal national. Cet idéal doit tenir compte, avant tout, des réalités. Or, le pays, dans son ensemble, n'est pas favorable à la guerre. Les Roumains de Transylvanie ne désirent pas leur union avec nous. La seule réalité qui compte, et elle est des plus menaçantes, c'est la crainte de voir la Russie s'installer à Constantinople et, dans ce cas, l'encerclement, l'étranglement de la Roumanie. Si un pareil malheur devait arriver, je désire et je souhaite que ce ne soit pas avec l'aide de notre pays.

Le Roi, se tournant vers Marghiloman, l'interrompit sèchement :

— En admettant que la Russie soit maîtresse de Constantinople, que vaut-il mieux, pour nous, être ses amis ou ses ennemis ?

Marghiloman, troublé, ne répondit pas à cette interruption. Il ajouta qu'il refusait de donner son adhésion à la politique désastreuse dans laquelle s'était engagé le Gouvernement, qu'il n'arrivait pas à comprendre comment on avait osé choisir cette voie et mettre ainsi le pays devant un fait accompli.

Filippesco, intervenant à ce moment, dit que la politique suivie par le Gouvernement n'était que le développement logique de la convention signée

avec la Russie, en octobre 1914. Or, lorsqu'il connut cette convention, M. Marghiloman l'approuva en disant que le Gouvernement avait bien agi et qu'il devait continuer dans cette voie.

— Je suis indigné de toutes ces palinodies, s'écria Filippesco. Je revendique pour mon parti l'honneur d'avoir été l'initiateur de cette politique, de l'avoir soutenue avec une ardente conviction, de s'être résolument séparé de tous ceux qui s'y montraient opposés.

Marghiloman ne répondit rien à cette véhémente apostrophe.

C'était maintenant à Carp de parler. Il le fit avec son énergie, avec sa brutalité accoutumées. Son grand âge, ses cheveux blancs ne faisaient que donner plus de relief à ses paroles :

— Tout ce qu'a dit Bratiano, déclara-t-il, n'a qu'une importance secondaire. Il ne s'agit pas de chercher qui sera le vainqueur, mais uniquement de savoir ce que nous dicte l'honneur, même si nous devions être vaincus. L'hégémonie allemande n'aurait que des avantages pour nous. Nous n'avons pas à nous occuper des Hongrois ou des Bulgares. Le résultat de cette guerre sera d'établir en Europe l'hégémonie allemande ou l'hégémonie russe. La seconde causerait notre perte, puisque nous nous trouvons sur le chemin qui mène les Russes à Constantinople. Nous ne pouvons, en politique, que suivre cette règle :

marcher contre les Russes. Je ne comprends pas que la dynastie ne soit pas la première à en sentir l'impérieuse nécessité. Une Russie victorieuse ne tolérera certainement pas la dynastie actuelle en Roumanie. Elle nous imposera des Ghika, des Stourdza ou d'autres. Il est donc du devoir du Roi de s'opposer à cette aventure et de rester aux côtés de l'Allemagne.

» Je vois avec tristesse, ajouta-t-il, que tout est décidé, que les flatteurs, les flagorneurs du trône ont eu le dessus.

Faisant une allusion très nette à Take Ionesco :

— Rien n'est plus facile, dit-il, que d'assurer la Couronne de son dévoûment quand celle-ci fait exactement tout ce qu'on lui demande. Je cesserai, quant à moi, la publication de mon journal *Moldova.* Mes trois fils partiront pour la guerre et se battront courageusement. Mais jamais je ne donnerai mon appui à une politique qui sera la perte de la Roumanie. Je vais même plus loin. Je prie le Seigneur que notre armée soit battue. Ce serait là notre unique sauvegarde. Rien ne serait pire pour nous qu'une victoire !

Le Roi, indigné, ne put, à ce moment, s'empêcher d'interrompre Carp :

— Je ne veux pas croire, lui dit-il, que les paroles impies que vous venez de prononcer répondent à vos véritables sentiments. Je ne les attribue qu'à votre dépit. Je me refuse, quant à moi, à séparer les intérêts de la dynastie de ceux

de mon pays. Ma dynastie n'est que roumaine. Quand la Roumanie a fait appel à mon oncle, c'était pour avoir, non pas une dynastie allemande, mais une dynastie roumaine.

Carp, enfoncé dans son obstination, s'écria qu'il n'avait point parlé à la légère.

— C'est au contraire après avoir beaucoup réfléchi, dit-il, que j'en arrive à souhaiter la défaite de notre armée, car, seule, cette défaite sauvera la Roumanie !

Bratiano intervint alors :

— Les paroles de Carp, dit-il, ont stupéfait tout le monde. S'il pense vraiment ce qu'il dit, il ferait beaucoup mieux de retirer aussitôt ses trois fils de l'armée.

Mais le vieillard entêté s'en tint à ses imprécations farouches, qui ne sont pas, au demeurant, sans quelque tragique beauté.

Les événements des jours suivants modifièrent un peu son attitude. Rencontrant le ministre de France, il lui dit :

— La guerre est commencée. Mes trois fils sont aux armées (l'un d'eux fut tué). Je ne ferai rien qui puisse affaiblir le moral du pays.

Et il tint parole. Au moment de la défaite et de l'invasion, quand le maréchal Mackensen, ayant fait son entrée dans la capitale, eut l'idée de lui rendre visite, comme au meilleur ami de l'Allemagne, Carp lui ferma sa porte et refusa de le recevoir.

M. Maioresco, dans un discours compliqué, entortillé, demanda au Gouvernement s'il avait pris ses engagements, en quoi ils consistaient, et s'il n'y avait pas moyen d'y échapper.

Bratiano répondit tout de suite que, d'accord avec le Souverain, il avait engagé le pays et qu'il était impossible de reculer.

— J'ai obtenu de nos Alliés, déclara-t-il, toutes les concessions territoriales que je leur ai demandées, ainsi que le droit de prendre part au congrès sur le pied d'égalité avec les autres Puissances. J'ai retardé autant que possible l'entrée en guerre. Mais il est arrivé un moment où il fallait marcher sous peine de voir les Alliés retirer les promesses qu'ils nous avaient faites et essayer de s'entendre avec les Hongrois.

Maioresco revint à la charge :

— Nous devons, dit-il, rompre nos engagements et attendre le résultat de la guerre. Car rien ne prouve que l'Entente sera victorieuse. Cette soi-disant politique d'idéal national ne repose que sur des idées fausses. Les Roumains de Hongrie ne veulent pas s'unir au royaume de Roumanie. Ils désirent rester sous la domination des Habsbourg, qui les protègent contre les Hongrois.

Bratiano et Take Ionesco l'interrompant lui crièrent :

— Ce n'est pas vrai ! Les Transylvains nous ont confié à nous le fond de leur pensée. Ils se

défient de vous, parce qu'ils connaissent vos véritables sentiments.

Le Président du Conseil, apostrophant Maioresco, ajouta :

— J'ai reçu des lettres de Vaida et d'autres chefs transylvains qui contredisent absolument vos affirmations.

Maioresco déclara que la vraie politique consistait à entrer en pourparlers avec la Hongrie, afin d'améliorer par une entente à l'amiable le sort des Transylvains.

C'est maintenant le Roi qui l'interrompit :

— J'ai tout de suite après la déclaration de guerre, dit-il, essayé de faire ce que vous conseillez. J'ai demandé à l'Allemagne et à l'Autriche qu'il fût accordé aux Roumains de Hongrie les mêmes droits politiques qu'aux Tchèques. Déjà avant la guerre, l'Empereur Guillaume avait tenté de l'obtenir. Jamais la Hongrie n'a voulu nous donner satisfaction !

Maioresco n'en continua pas moins son discours :

— Les Roumains, dans leur ensemble, dit-il, ne veulent pas de la guerre. Lorsque, en 1913, étant à la tête du Gouvernement, j'ai déclaré la guerre, c'est parce que l'opinion publique était unanime. Aujourd'hui, cette unanimité n'existe pas. D'après les règles strictes du droit constitutionnel, le Gouvernement n'est pas maître de prendre une telle décision. Il faudrait une disso-

lution de la Chambre et de nouvelles élections !

M. Costinesco attaqua énergiquement Carp, Maioresco et Marghiloman.

— Lorsque tous les peuples, dit-il, font une guerre de libération, ce serait pour la Roumanie un déshonneur et un désastre si elle restait neutre.

Marghiloman intervenant :

— Mais la Hollande, la Suède et l'Espagne sont bien neutres.

La même réponse partit de tous les côtés :

— C'est que ces pays-là n'ont pas de revendications nationales !

Costinesco poursuivit :

— Nous sommes au milieu de la bataille. Si nous nous obstinons à garder la neutralité, nous finirons par être soumis à la domination des Hongrois et des Bulgares.

Take Ionesco prend de nouveau la parole :

— Maioresco, dit-il, a avancé deux inexactitudes. J'affirme que les Roumains au delà des Karpathes attendent nos soldats comme le Messie. Il est vrai qu'en 1911 Vaida et quelques autres nous proposèrent l'unité nationale sous l'égide des Habsbourg ; c'est qu'ils ne se rendaient pas compte de la situation générale de l'Europe et ne croyaient pas une autre solution possible. Depuis le commencement de la guerre, tout a changé. De tous les points de Transylvanie on m'informe que, si nous n'entrons pas dès maintenant en

action, les Karpathes demeureront éternellement notre frontière. C'en sera fait de l'idéal national roumain.

» Il n'y a dans le pays aucune divergence. Tout le monde veut la guerre. Deux années de neutralité nous ont peut-être énervés, mais les dernières hésitations seront levées, et tout le monde sera d'accord quand on connaîtra notre décision, surtout quand on saura le geste accompli par notre Roi.

M. Michel Pherékide, M. Robesco s'exprimèrent dans le même sens.

Bratiano prit alors une dernière fois la parole, pour résumer les débats et en indiquer la conclusion :

— Comme mon père, dit-il, je ne suis ni russophile ni germanophile, mais tout simplement *roumain*. Ceux qui s'opposent à la guerre perdent de vue le côté moral. Même si nous n'étions pas certains de la victoire, nous assurerions l'unité nationale comme l'Italie, battue à Novara, l'a réalisée quelques années plus tard. La cause de la Grande Roumanie a accompli un pas gigantesque le jour même où les quatre grandes Puissances ont reconnu notre droit à l'unité nationale. Michel le Brave est notre héros légendaire parce qu'il a passé en Transylvanie. Il en sera de même pour le roi Ferdinand : j'en prends, quant à moi, l'entière responsabilité !

» La dynastie roumaine n'est pas une dynastie étrangère. Dès que le Roi aura franchi les Kar-

pathes, la question ne se posera même plus.

Le Roi, pour terminer la discussion :

— Ce n'est, dit-il, qu'après mûre réflexion que j'ai pris ma décision qui correspond aux intérêts du pays, comme à ceux de la dynastie. En agissant de la sorte, je lie d'une façon indissoluble la dynastie et la nation. Je reconnais les difficultés de la tâche. C'est pourquoi je vous demande à tous votre concours et votre aide. Je lève la séance par ce cri :

» Avec l'aide de Dieu, en avant !

Il n'est pas, on le voit, de scène plus émouvante, plus dramatique que celle dont je viens de donner une très exacte photographie. Les volontés et les tempéraments s'y heurtent. On y sent, tel un cliquetis d'épées, le conflit des intérêts et des passions.

Le Roi qui la préside, la préside fort bien. Il y fait vraiment bonne figure. Il donne à tous l'impression de l'énergie, de la décision et de la loyauté. Les efforts qu'il a accomplis sur lui-même, les sacrifices qu'il s'est imposés pour arriver, lui, un Hohenzollern, à partir en guerre contre l'Allemagne, peuvent et doivent servir d'exemple à tous les Roumains. C'est dans un esprit d'union, de concorde, qu'il se tourne vers ses hommes d'État, qu'il les adjure, avec émotion, d'oublier leurs querelles, de ne plus avoir désormais qu'une

préoccupation : la victoire de la Roumanie.

Bratiano, le Président du Conseil, a longtemps hésité, louvoyé. Sa responsabilité, il faut le reconnaître, était écrasante. Séparée par une énorme distance de la France, de l'Angleterre, de l'Italie, ayant auprès d'elle la Russie, dont elle se défiait, quoi d'étonnant si la Roumanie a paru longtemps chercher sa voie ? Presque dès le début de la guerre, Bratiano, comme d'ailleurs la grande majorité de ses compatriotes, était décidé à risquer la partie et à marcher avec l'Entente. Mais il tenait à se donner le maximum de chances. Qui donc oserait l'en blâmer ?

Il était obligé de ruser, de biaiser. Une attitude trop nette de sa part, une politique trop ententophile auraient, sans aucun doute, surtout après l'intervention de la Bulgarie, provoqué une riposte de l'Allemagne qui pouvait fort bienmettre au pied du mur le gouvernement de Bucarest et l'obliger à abattre ses cartes. Si l'Allemagne avait eu la certitude que la Roumanie se déclarerait prochainement contre elle, il était de son intérêt de ne pas attendre son attaque et de prendre carrément les devants.

Bratiano, fort adroitement, évita ce danger. Il conduisit, dans le plus grand secret, ses négociations avec l'Entente. Afin de dérouter les espions de l'Allemagne et de l'Autriche, l'arrangement final fut signé en grand mystère, dans une maison privée. Depuis quelque temps déjà, Von

Busche et Czernin sentaient bien que la situation se gâtait pour eux et qu'il se manigançait quelque chose. Mais ils ne croyaient pas que la Roumanie se déciderait si vite. Ils ne s'entendaient pas d'ailleurs toujours très bien ensemble. Czernin, mieux informé et plus intelligent, ne souffrait pas sans regimber le ton de protection hautaine qu'affectait vis-à-vis de lui l'Allemand. Un jour que ce dernier lui faisait la leçon :

— Quels que soient ses défauts, dit-il, il n'en est pas moins vrai que l'Autriche possède sur l'Allemagne une grande supériorité.

— Laquelle ? demanda Busche.

— C'est d'avoir un bien meilleur allié !

Comme tout se paye ici-bas, en évitant ainsi ce péril, Bratiano tomba dans un autre. La préparation diplomatique de la guerre était bonne. Tous les arrangements avaient été signés, les précautions prises, les frontières nettement délimitées.

La préparation militaire, par contre, se trouva fort insuffisante. Les deux États-Majors roumain et russe ne se mirent pas d'accord comme il fallait, ne concertèrent pas assez soigneusement leur action. Si l'on se défiait des Russes, c'était une raison de plus pour les lier par des engagements précis et par des conventions très nettes. Toute cette partie-là, on peut le dire, fut plus ou moins bâclée.

Les conséquences ne tardèrent pas à se faire sentir. Après les succès de la première heure, la

Roumanie connut la défaite, puis l'invasion. Une grande partie de son territoire fut occupée, sa capitale prise...

... Au commencement de 1917, je reçus au Grand Quartier Général Français la mission de parcourir, comme officier, tout le front russe, depuis Riga jusqu'au Caucase. Au cœur d'un terrible hiver, vers la fin de février, j'arrivai à Jassy, la vieille capitale moldave, où le gouvernement s'était installé. J'y trouvai, avec beaucoup d'autres officiers français, Robert de Flers, qui poursuivait inlassablement une tâche difficile et accomplissait d'excellente besogne.

Le froid rigoureux, la misère et presque la famine, le typhus, tous les malheurs, toutes les souffrances semblaient s'être réunies pour accabler la Roumanie. Un de mes amis, Dissesco, qui, quelques années auparavant, m'avait donné une luxueuse hospitalité dans son magnifique hôtel de Bucarest, je le revis dans un pauvre petit logement où il était entassé au milieu de ses parents, de ses amis. Tout le monde, d'ailleurs, riches ou pauvres, était installé à l'avenant.

Entre Roumains et Russes la collaboration n'était rien moins qu'amicale. Ces derniers n'étaient pas loin de traiter la Roumanie comme un pays conquis. Au cours d'un déjeuner chez M. de Saint-

Aulaire, en compagnie du général Berthelot et de Robert de Flers, nous parvint le premier télégramme annonçant la révolution russe, nouvelle cause de désordre et de confusion qui venait s'ajouter à tant d'autres. Dès lors, la situation fut pire encore pour les malheureux Roumains. La liquéfaction des armées russes, qui retournaient peu à peu à l'état de hordes indisciplinées, les priva de tout défenseur et leur valut un ennemi de plus,

Au milieu de toutes ces infortunes, je ne surpris jamais un mot, un geste qui pouvait être interprété comme un reproche vis-à-vis de la France. La confiance en nous demeurait inébranlable. Pas un seul instant les Roumains ne doutèrent de notre victoire. Ils l'attendaient, ils l'espéraient, fermement convaincus que notre victoire serait aussi la leur !

CHAPITRE XI

A ROME. — LA NEUTRALITÉ

En juin 1914, deux mois avant le guerre, sur le conseil de M. Camille Barrère, notre ambassadeur en Italie, je fis un séjour de deux semaines à Rome en compagnie de mon ami Henri Gonse, aussi fervent Romain que Stendhal était fervent Milanais, de beaucoup le meilleur guide qu'on puisse trouver pour visiter ou plutôt « revisiter » la Ville éternelle.

Je vis, au cours de ce voyage, la plupart des ministres, des hommes d'État, des diplomates, des journalistes, etc.

La Triple Alliance venait d'être renouvelée à la fin de l'année précédente. La grande préoccupation de mes interlocuteurs était d'affirmer qu'elle ne contenait aucune clause nouvelle dont la France pût prendre le moindre ombrage. Au reste, toute l'attention était, à ce moment-là, tournée vers le littoral de l'Adriatique, vers l'Albanie, en pleine ébullition, où les intérêts de l'Autriche et ceux de l'Italie s'opposaient et se combattaient de plus en plus.

Un principicule germanique, Guillaume de Wied, venait d'être appelé par les Puissances à

régner sur les Arnautes. Mais à peine débarqué à Durazzo, ce roitelet voyait son trône secoué, ébranlé, chancelant. Au cas, de plus en plus probable, où il faudrait intervenir pour lui porter secours, qui se chargerait de ce soin ? Seraient-ce les deux puissances les plus directement intéressées, l'Autriche et l'Italie ?

Les Italiens ne voulaient à aucun prix entendre parler de cette solution. La simple idée d'une intervention à deux, d'un tête-à-tête avec l'Autriche, leur faisait horreur.

La campagne de Tripolitaine leur avait imposé des sacrifices très considérables. Ils avaient dû y expédier jusqu'à près de cent mille hommes, exclusivement prélevés sur les troupes métropolitaines, ce qui avait désorganisé leur armée, leurs finances, complètement vidé leurs arsenaux. La politique électorale du gouvernement, d'autre part, s'était marquée par des réductions très considérables, trop considérables sur les budgets de la marine et de l'armée. La perspective d'une nouvelle expédition, surtout de concert avec l'Autriche, leur était insupportable.

Durant mon séjour à Rome, les affaires d'Albanie se gâtèrent de plus en plus. Nous vîmes arriver Essad Pacha, qui venait d'être expulsé violemment par le M'bret à l'instigation de l'Autriche, et qui, par cela même, fut accueilli en Italie comme une manière de triomphateur.

Le démon de la curiosité et des voyages, qui

me prit de bonne heure et, je le crains, ne me quittera pas de sitôt, s'empara de moi une fois encore. Je résolus d'aller voir un peu ce qui se passait là-bas. De Rome à Brindisi, puis une nuit de bateau, et me voilà un beau matin à Durazzo. Cette misérable bourgade, promue au rang de capitale, est une de ces villes mi-orientales, mi-vénitiennes comme il y en a tant sur les rives de l'Adriatique.

Une petite villa de banlieue constituait le palais du souverain ; une infâme auberge, où il fallait coucher à trois ou quatre dans la même chambre, abritait tant bien que mal le corps diplomatique. Seules, l'Italie et l'Autriche avaient trouvé une maison séparée pour y installer leurs légations. Dans la rade, plusieurs cuirassés autrichiens et italiens. Chaque après-midi, la musique d'un des bateaux donnait un concert devant le « palais ». La population tout entière, civils et militaires, ne manquait pas de s'y rendre. Le jour de mon arrivée, je fus, en moins de cinq minutes, présenté par M. de Fontenay, notre ministre, au président du Conseil et à chacun de ses collègues du cabinet. Un simple tour de la place suffit à me faire faire le tour du ministère tout entier.

Comme j'allais le même soir à la Légation d'Italie, je trouvai tout le personnel, le ministre en tête, en grande tenue, prêt à se rendre à la Légation d'Autriche, où se donnait un dîner en leur honneur. Au moment où ils allaient partir, arrive un

officier qui, d'une voix haletante, jette ces mots : « On vient d'assassiner un de nos hommes ! Ce sont les Autrichiens qui ont fait le coup ! » Là-dessus, grand brouhaha, cris de fureur et de menace, accompagnés de beaucoup de gestes. Que va-t-on faire dans cette occurence ? Ira-t-on dîner quand même chez le ministre d'Autriche. On envoie de tous côtés des gens pour rapporter des nouvelles. Mais les nouvelles n'arrivent pas.

L'heure est déjà passée. Les Italiens décident enfin qu'ils iront malgré tout banqueter chez les Autrichiens.

Telle était l'atmosphère en Albanie : un flot de correspondants et d'envoyés spéciaux en télégraphiaient tous les jours des informations sensationnelles qui excitaient l'opinion italienne, la montaient de plus en plus contre l'Autriche.

Durant le mois de juillet 1914, tandis qu'il préparait l'ultimatum à la Serbie d'où la guerre devait sortir, le cabinet de Vienne négligea *volontairement* d'informer en quoi que ce soit l'Italie son alliée. L'expérience qu'il avait faite l'année précédente lui dicta sa conduite et lui servit de leçon. Quand, après la deuxième guerre balkanique, il avait voulu attaquer la Serbie, l'Italie s'était mise résolument en travers. Il était certain qu'elle agirait de même cette fois encore. Non seulement elle n'aiderait pas l'Autriche dans sa politique anti-serbe, mais elle l'empêcherait d'agir. Elle ne manquerait pas de prévenir aussitôt l'Angleterre, la France, la

Russie, qui auraient le temps de se concerter pour étouffer dans le germe cette offensive du Ballplatz contre la paix de l'Europe.

Le gouvernement italien fut donc tenu dans une complète ignorance de ce qui se préparait. Dans ces conditions, à moins qu'ils ne fussent terriblement naïfs, les dirigeants de Vienne et aussi ceux de Berlin ne pouvaient pas se faire beaucoup d'illusions sur l'intervention de l'Italie à leurs côtés.

Dès les premiers jours, aussitôt que se précisa la menace d'une guerre entre l'Autriche et la Serbie, la neutralité italienne ne fit de doute pour personne. Dès le 26 juillet 1914, deux jours seulement après la nouvelle de l'ultimatum, M. Barrère télégraphiait à son gouvernement :

« Le marquis de San Giuliano, qui est à Fiuggi, ne reviendra à Rome qu'après-demain. J'ai eu aujourd'hui avec le président du Conseil un intéressant entretien sur la situation dont il reconnaît toute la gravité. De l'ensemble de ses propos j'ai emporté le sentiment que le gouvernement italien voudrait, en cas de conflit, se tenir en dehors et rester dans une attitude d'observation. »

Le ministre des Affaires étrangères, le marquis de San Giuliano (je l'avais beaucoup vu durant mon séjour à Rome), était un esprit très délié, très fin, un diplomate très expérimenté, rompu à tous les secrets de son métier. Ce rusé Sicilien était plein de souvenirs, d'anecdotes, qu'il racontait volontiers, avec beaucoup de verve. Ses sympa-

thies, comme d'ailleurs celles de beaucoup d'Italiens du Sud, étaient plutôt tournées vers l'Allemagne ; mais il détestait cordialement l'Autriche.

Rappelé subitement des bains où il faisait sa saison, furieux (il y avait de quoi) de n'avoir rien su des projets autrichiens, son premier soin fut de déclarer que l'Italie, ne les ayant pas connus, ne les seconderait en rien. Il s'enferma résolument dans cette thèse, qui fut celle de tout le gouvernement. Il refusa obstinément d'en sortir.

Il y avait, dans le cabinet, M. Ferdinando Martini, ministre des Colonies, grand ami de la France, dont l'influence, qui fut des plus considérables, s'exerça vigoureusement en faveur de la neutralité.

A peine revenu de Fiuggi, le 27 juillet, le marquis de San Giuliano reçoit M. Barrère qui télégraphie à Paris :

« Le ministre m'a parlé du contenu de la note autrichienne et m'a assuré formellement qu'il n'en a eu aucune connaissance préalable.

« Il savait bien que cette note devait avoir un caractère rigoureux et énergique, mais il ne s'était pas douté qu'elle pût prendre une telle forme. Je lui ai demandé s'il était vrai qu'il eût fait exprimer à Vienne, à ce propos, comme le prétendent certains journaux, une approbation de l'action autrichienne et l'assurance que l'Italie remplirait à l'égard de l'Autriche ses devoirs d'alliée.

« En aucune façon, m'a répondu le ministre :

nous n'avons pas été consultés, on ne nous a rien dit, nous n'avons donc eu à faire aucune communication de cette nature à Vienne. »

Le marquis de San Giuliano, au demeurant, jugeait de la situation avec une parfaite clairvoyance. Il était convaincu, comme il le dit à notre ambassadeur, « que l'Autriche ne retirerait aucune de ses prétentions et les maintiendrait même au risque d'entraîner une conflagration générale. Il doutait que l'Allemagne fût disposée à se prêter à une action auprès de son alliée ».

Son unique espoir résidait dans une intervention énergique et immédiate de l'Angleterre. C'était l'intelligence même et le bon sens.

L'opinion italienne, dans son ensemble, s'était prononcée nettement contre l'idée d'une intervention de l'Italie aux côtés de l'Autriche. Le gouvernement allemand ne l'ignorait pas. Il ne pouvait pas ignorer davantage les dispositions du cabinet de Rome. Puisque l'Autriche, sur ses conseils, par son appui, était résolue à marcher de l'avant coûte que coûte, la sagesse la plus élémentaire conseillait de se prémunir tout de suite contre une défection possible, sinon probable, de l'Italie. Le 15 juillet, en effet, Jagow, secrétaire d'État aux Affaires étrangères à Berlin, télégraphiait à Tschirschky à Vienne :

« L'Italie, disait en substance sa dépêche, par suite de l'état de l'opinion publique, de l'esprit de son gouvernement, refusera vraisemblablement de

s'unir à l'Autriche dans l'affaire présente et peut-être même se déclarera contre elle. En vertu de ses accords, pour chaque modification dans les Balkans en faveur de l'Autriche, elle a droit à des compensations. Le cabinet de Vienne doit dès maintenant se préoccuper attentivement de cette grave question. Son intérêt vital lui commande de tout faire pour ne pas s'aliéner l'Italie. »

Jagow ajoutait cette phrase très significative : « Comme je le fais observer confidentiellement, la seule compensation qui serait considérée comme sérieuse en Italie serait la cession du Trentin. Le morceau serait évidemment assez gros pour fermer la bouche à l'opinion publique austrophobe. »

Cette dépêche est assurément des plus sages. Elle dénote chez le gouvernement germanique une vision très précise et très claire des réalités italiennes. Elle pose du premier coup la question comme il fallait la poser, comme elle se posa en effet quelques mois plus tard, au moment du marchandage austro-italien pour le *parecchio.*

La légèreté, l'outrecuidance viennoises n'en tinrent pas le moindre compte. Berlin ayant semé cette alarme, ayant donné ce conseil, n'insista pas autrement pour en obtenir les réalisations.

Tschirschky parla à Berchtold des compensations. Celui-ci lui répondit par une fin de non-recevoir. L'Autriche, d'après lui, ne songeait pas à une « incorporation permanente de territoires

serbes, ce qui empêchait l'Italie de réclamer aucune compensation.

« Il ne se faisait aucune illusion, ajouta-t-il, sur les sentiments anti-autrichiens et pro-serbes de San Giuliano et des Italiens, mais n'en était pas moins fermement convaincu que l'Italie, vu sa situation militaire et politique intérieure, ne pouvait songer à une intervention active. M. de Mérey (ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Rome) croit, et lui, le ministre, considère son opinion comme fondée, que le marquis de San Giuliano veut, avant tout, bluffer l'Autriche et se couvrir devant l'opinion publique en Italie. »

Au lieu de se préparer contre les dangers possibles, de voir les hommes et les choses comme ils sont, Berchtold, à son ordinaire, aime mieux se nourrir d'illusions.

Le 24 juillet, Flotow, ambassadeur d'Allemagne à Rome, envoyait à Berlin le télégramme suivant, qui a été annoté par le Kaiser :

« Dans un entretien, assez agité, de plusieurs heures, avec le président du Conseil des Ministres Salandra et le marquis de San Giuliano, ce dernier déclara que l'esprit du traité de la Triple Alliance, pour une démarche agressive de l'Autriche aussi fertile en conséquences, aurait exigé qu'elle s'entendît, d'abord, avec ses alliées. Comme elle ne l'a pas fait à l'égard de l'Italie, l'Italie ne peut pas se considérer comme engagée pour les consé-

quences qui pourraient résulter de cette démarche.

« En outre, l'article 7 du traité de la Triple Alliance (que je n'ai pas sous la main) exige que les contractants s'entendent préalablement sur les modifications à opérer dans les Balkans, et que, si l'un d'eux obtient un accroissement de territoire, l'autre soit dédommagé.

« Je fis observer que, autant que je pouvais le savoir, l'Autriche avait déclaré qu'elle ne projetait pas d'annexion territoriale. Le ministre déclara que pareille déclaration n'avait été faite que sous réserve. L'Autriche avait déclaré qu'elle n'envisageait pas *maintenant* d'acquisitions territoriales, sous réserve de décisions ultérieures qui pourraient plus tard devenir nécessaires. Le ministre me dit qu'on ne pourrait donc lui en vouloir de prendre, en temps utile, des mesures de précaution.

Elle a voulu filouter en Albanie et l'Autriche a froncé les sourcils.

« Le texte de la note autrichienne est rédigé d'une manière si agressive et si maladroite que l'opinion publique de l'Europe et de l'Italie serait contre l'Autriche et qu'aucun gouvernement ne pourrait la combattre.

Blague !

« Mon impression est que la seule possibilité de maintenir l'Italie dans l'alliance est de lui promettre, en temps opportun, des compensations si l'Autriche procède à des prises de possession territoriales ou à l'occupation du Lowen... »

Le petit voleur veut toujours avaler quelque chose en même temps que les autres.

A la fin du télégramme, Guillaume II ajoute la note suivante :

Tout cela n'est que rabâchage, et on verra bien au cours des évènements.

Cette annotation du Kaiser montre avec quelle légèreté arrogante les affaires les plus sérieusees étaient traitées. Car enfin, il n'y avait pas pour l'Allemagne, dans les circonstances présentes, de plus grave question que celle-ci : l'attitude que prendrait l'Italie entre les belligérants de demain. Si le cabinet de Berlin tenait à la maintenir malgré tout dans la Triple Alliance, il n'avait qu'un moyen, un seul : décider l'Autriche à lui consentir immédiatement de très importantes concessions. Qui veut la fin veut les moyens. Comme l'Allemagne était sûre de trouver les Autrichiens peu disposés à entrer dans cette voie, il était nécessaire d'employer vis-à-vis d'eux des arguments énergiques, péremptoires.

Mais le gouvernement allemand fut très mou dans cette circonstance. Il se borna à donner des conseils intermittents. Nous allons le voir, durant les journées critiques qui suivent, jeter périodiquement sur le tapis cette idée de compensations, mais sans y insister autrement. Chaque fois, les dirigeants de Vienne, ministres et diplomates, ne manquent pas d'éluder l'invite et de se dérober. L'opinion de M. de Mérey, ambassadeur d'Au-

triche à Rome, était à cet égard des plus nettes : plus avenante serait l'Autriche, plus exigeante et plus avide deviendrait l'Italie. Il allait même jusqu'à se plaindre que son ministre, M. de Berchtold, se fût montré beaucoup trop accommodant sur la question des concessions.

Entre temps, des discussions aigres-douces et même beaucoup plus aigres que douces se poursuivaient entre les chefs du gouvernement italien et les ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche. Des paroles violentes, ce que les Anglais appellent *hot words*, étaient échangées, sans aucun résultat. C'est ainsi que l'ambassadeur allemand écrit, le 25 juillet, au chancelier : « La discussion d'hier avec M. Salandra et le marquis de San Giuliano a amené de très vives altercations entre ce dernier et moi. »

Les hommes d'État italiens ne démordaient pas de leur thèse, à savoir que l'action de l'Autriche contre la Serbie était agressive, qu'il ne s'agissait pas, par conséquent, d'une guerre défensive et que, dans ces conditions, le *casus fœderis* ne jouait pas. Ils appuyaient leur argumentation sur le fameux article 7 de la Triple Alliance. Comme cet article est à tout instant invoqué, il me paraît indispensable de le citer en entier :

« L'Autriche-Hongrie et l'Italie, n'ayant en vue que le maintien, autant que possible, du *statu quo* territorial en Orient, s'engagent à user de leur

influence pour prévenir toute modification territoriale qui porterait dommage à l'une ou à l'autre des puissances signataires du présent traité. Elles se communiqueront, à cet effet, tous les renseignements de nature à s'éclairer mutuellement sur leurs propres dispositions, ainsi que sur celles d'autres puissances. Toutefois, dans le cas où, par suite des événements, le maintien du *statu quo* dans les régions des Balkans ou des côtes et îles ottomanes dans l'Adriatique et dans la mer Égée deviendrait impossible et que, soit en conséquence de l'action d'une puissance tierce, soit autrement, l'Autriche-Hongrie ou l'Italie se verraient dans la nécessité de le modifier par une occupation temporaire ou permanente de leur part, cette occupation n'aura lieu qu'après un accord préalable entre les deux puissances, basé sur le principe d'une compensation réciproque pour tout avantage, territorial ou autre, que chacune d'elles obtiendrait en sus du *statu quo* actuel et donnant satisfaction aux intérêts et aux prétentions bien fondées des deux parties. »

L'état-major germanique, de plus en plus certain (il avait de solides raisons pour cela) que la guerre était fatale, que le conflit général ne pouvait plus être évité, commençait à ouvrir les yeux sur le grand danger que représentait pour lui la sortie de l'Italie de la Triple Alliance. Le danger de demain, à savoir le surcroît de force que la France,

délivrée de toute inquiétude sur sa frontière du Sud-Est, retirait de cette neutralité, était certain. Mais plus inquiétant encore était le danger d'après-demain : car l'Italie, ayant une fois rompu ses liens avec l'Autriche et l'Allemagne, pouvait fort bien, à la première occasion favorable, se ranger délibérément à côté de leurs ennemis.

Aussi, le 26 juillet, Bethmann-Holweg, télégraphiait-il à Tschirschky à Vienne :

« Le chef de l'État-Major général considère aussi comme absolument nécessaire que l'Italie soit maintenue dans la Triple Alliance. Une entente entre Vienne et Rome est donc nécessaire. Vienne ne doit pas l'éluder par des interprétations discutables du traité, mais prendre des résolutions répondant à la gravité de la situation. »

Le jour suivant, Jagow revient énergiquement à la charge :

« Sa Majesté l'Empereur considère comme indispensable que l'Autriche s'entende *en temps utile* avec l'Italie sur l'article 7 et sur la question des compensations. Sa Majesté a ordonné de communiquer ses instructions à Votre Excellence en la priant d'en faire part au comte Berchtold. »

Tous ces conseils, toutes ces admonestations sont purement platoniques. Pour venir à bout de l'iner-

tie, de l'inintelligence du gouvernement autrichien, ce sont de tout autres arguments qu'il aurait fallu employer.

Les événements se précipitent en même temps que se précise l'attitude du gouvernement italien. La neutralité, maintenant, ne fait plus de doute pour personne. M. Camille Barrère, notre ambassadeur à Rome s'en est, auprès de son gouvernement, porté garant dès les premiers jours. Ses collègues, les représentants de l'Allemagne et de l'Autriche, qui ont des entretiens journaliers avec le marquis de San Giuliano, sont de plus en plus formels à cet égard. Le 31 juillet, Flotow, ambassadeur d'Allemagne, écrit à son ministre :

« Le marquis de San Giuliano m'a dit que le gouvernement italien avait examiné la question à fond et qu'il avait de nouveau abouti à la conclusion que l'action entreprise par l'Autriche contre la Serbie devait être considérée comme agressive, et, qu'en conséquence, le *casus fœderis* aux termes du traité de la Triple Alliance n'existait pas. Il se déclarerait donc neutre. »

En dehors de cette raison de droit, des raisons de fait que le marquis de San Giuliano ne manque pas de faire valoir aux ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche, imposent cette neutralité : l'opinion publique, extrêmement montée contre l'Autriche, ne tolérerait pas une autre politique.

« Une participation à une guerre, dit le 1er août San Giuliano à Flotow, conduite contre les intérêts italiens dans les Balkans, pourrait, dans certaines circonstances, balayer ici la monarchie. »

Flotow ajoute :

« En ce qui concerne les compensations, j'ai trouvé le ministre plus pessimiste que jamais. Il ne voulait de Vallona dans aucun cas. Tout ce que voulait l'Italie, c'est que Vallona ne fût pas dans d'autres mains. »

La tactique de l'Autriche, telle qu'elle se dessine dès ce moment, consiste en effet à offrir obstinément à l'Italie des compensations en Albanie. Son offre seule rend les Italiens furieux. Ce qu'ils veulent, c'est non pas l'Albanie, qui, d'ailleurs, n'appartient pas à l'Autriche, mais les terres *irredente*, à savoir le Trentin et Trieste. Or jamais l'Autriche, empêtrée dans des considérations d'amour-propre et de prestige, n'ayant à sa tête aucun véritable homme d'État, ne se résignera à temps à un aussi dur sacrifice. Toute entente apparaît donc impossible.

Le 1er août, l'ambassadeur d'Allemagne à Rome expédie ce télégramme, qui a eu l'honneur d'être annoté par le Kaiser :

« *Rome, le* 1er *août* 1914.

« J'ai, de concert avec l'ambassadeur d'Autriche, insisté encore une fois de la façon la plus énergique en faveur de la coopération avec les alliés. Le marquis de San Giuliano répondit qu'il n'avait pas encore de nouvelles de Vienne ; il n'a fait aucune promesse, mais s'est déclaré prêt à soumettre encore une fois la question ce soir au Conseil des ministres. Il *ne cessa de répéter* les raisons d'ordre extérieur et d'ordre intérieur qui *s'opposaient ici à la participation* à la guerre.

Coquin ! Le Roi ne m'a même pas encore répondu.

« L'ambassadeur d'Autriche a, comme moi, l'impression qu'*ici* on tient surtout compte de l'*attitude de l'Angleterre*. Le marquis de San Giuliano a constamment répété que les côtes et les ports italiens ne pouvaient pas être laissés exposés aux canons anglais. On nourrit aussi ici l'inquiétude que les troupes de Lybie puissent être coupées de tout ravitaillement. Par un homme de confiance de M. Barrère, j'apprends secrètement que M. Barrère aurait déclaré que le *Gouvernement italien* aurait fait des démarches pour se rapprocher du *Gouvernement anglais*. Peut-être qu'en dépit du démenti du marquis de San Giuliano on est *déjà entré en conversation avec l'Angleterre*.

Alors, si nous ne espectons pas la eutralité de la Belique, l'Angleterre ous attaque et l'Itae se détache de ous, voilà la situaon en deux mots !

Alors nos alliés ous trahissent aus-!

« Flotow. »

Toutes ces annotations impériales ne changent rien aux faits qui continuent à se dérouler avec une logique implacable.

En vain, le 2 août, le gouvernement allemand informe-t-il officiellement l'Italie que « des aviateurs français ont jeté des bombes sur Nuremberg » (c'est la fameuse histoire des bombes, inventée de toutes pièces, dans les conditions les plus stupides, ainsi que les Allemands eux-mêmes l'ont reconnu, à commencer par M. de Schœn, le principal intéressé, puisqu'il avait reçu pour mission de réciter cette fable au Quai-d'Orsay, de baser sur ce fondement bien fragile la déclaration de guerre de l'Allemagne).

Il va sans dire que ce mensonge ne change et ne pouvait changer en rien les dispositions de l'Italie. Il faut même toute la lourde naïveté des Allemands pour s'imaginer que les Italiens allaient se laisser influencer par cette absurde histoire.

Le 1er août, le Conseil des ministres décide officiellement que l'Italie restera neutre, ainsi que Flotow le télégraphie le jour suivant à Berlin. C'est en vain que Flotow a avec San Giuliano une très vive altercation. Car les ambassadeurs d'Autriche et d'Allemagne en arrivaient aisément à hausser la voix quand ils parlaient aux Italiens. Le 3 août, Flotow le dit expressément dans son télégramme :

« La discussion avec San Giuliano est arrivée

à un tel degré de vivacité que sa continuation présenterait des inconvénients. »

La partie est définitivement perdue pour l'Allemagne et l'Autriche. Guillaume II cependant se décide, bien tard, à tenter un suprême effort. Il intervient directement de sa personne. Il expédie en toute hâte à Rome un de ses aides de camp, le lieutenant-colonel de Kleist, porteur pour le Roi d'Italie d'une lettre autographe du Kaiser réclamant la mobilisation immédiate de l'armée et de la flotte, ainsi que l'assistance prévue par le traité.

Le lundi 3 août, à 9 heures du matin, ce *missus dominicus* est reçu par le roi. Il expédie immédiatement au Kaïser, après son audience, ce télégramme désespérant :

« Le Roi m'a répondu que personnellement il était de tout cœur avec nous et que, quelques semaines auparavant, il ne doutait pas qu'en cas de guerre l'Italie prêterait fidèlement son concours aux Alliés. Les maladresses incroyables de l'Autriche, froissant les susceptibilités du peuple italien, ont, dans les derniers temps, tellement irrité l'opinion publique contre elle que maintenant une coopération active avec elle déchaînerait une tempête. Le ministère ne voulait pas risquer une insurrection. Lui, le Roi, malheureusement, n'avait pas de pouvoir, il ne possédait que de l'influence. S'il congédiait le ministère actuel, aucun autre ministère n'accepterait la responsabilité de

la situation. Tout cela parce que, jusqu'ici, l'Autriche ne s'était trouvée disposée à faire *aucune* promesse *nette* pour l'avenir, promesse qui aurait pu peut-être provoquer un revirement dans l'opinion publique. Cela est-il encore possible ? C'est fort douteux.

« Comme le public ne fait pas de différence, en présence des maladresses de l'Autriche, il abandonne malheureusement aussi l'Allemagne, ce dont lui, le Roi, est très peiné. Il tâchera encore d'exercer son influence sur le ministère et me rendra compte du résultat. »

De Kleist ne se tient pas pour battu. Il revient à la charge. Il revoit le Roi le lendemain. Il envoie à Berlin un télégramme plus désolant encore que celui de la veille. Voici ce télégramme, contenant en marges ces très curieuses annotations du Kaiser :

« Sa Majesté le Roi m'a reçu dans la matinée et m'a dit :

« Malgré ses efforts réitérés dans la journée d'hier, le gouvernement maintient sa position de neutralité. Un appui actif aux Alliés serait considéré par le peuple, en ce moment, seulement comme une aide donnée aux *projets d'agrandissement* de l'Autriche dans les Balkans parce que l'Autriche, jusqu'ici, n'avait pas même pris sur elle l'obligation définitive de renoncer à ces projets. Le peuple *confondrait toujours* l'Allemagne

Notre lutte contre la France n'a rien à y voir. Elle combattrait à nos côtés et non pas à ceux de l'Autriche.

Si le Gouvernement ne fait rien contre elle, c'est naturel, mais insensé.

avec l'Autriche ; le gouvernement donc, en cas d'appui actif donné même à l'Allemagne, risquerait en ce moment une *insurrection*. Lui, le Roi, devait répéter qu'il était malheureusement impuissant, puisque l'opinion du gouvernement était partagée par la majorité de la Chambre. Giolitti lui-même, ami de la Triplice, qui vient de rentrer à l'instant, serait de l'avis qu'il n'y avait pas de *casus fœderis*, mais que le pays avait besoin de repos et devait rester neutre, puisqu'il n'existe aucune obligation à une assistance active... Le gouvernement désirait être prêt à toutes les éventualités. Sur ma réponse que, puisque l'éventualité de l'assistance était éliminée, il fallait donc penser à une menace active contre l'Autriche, puisqu'il n'y avait pas d'autre éventualité, le Roi m'a dit : qu'on ne saurait jamais ce que feraient les hommes du gouvernement. Pour le moment, le Roi comptait que rien ne se ferait. »

[C]'est sûrement un mensonge.

Indicible coquin!

Il est donc complètement éliminé.

Le Roi d'Italie confirmait la neutralité par une lettre autographe adressée au Kaiser et signée :

« *Ton frère et ton allié*,

« VITTORIO-EMANUELE. »

En regard du mot : *allié*, le Kaiser écrivit de sa main : *impudence*. Devant le nom de Victor-Emmanuel, il ajouta : *scélérat*.

Ces injures impériales, en même temps qu'elles lui donnent le ton, apportent la conclusion à ce débat.

*
* *

Voilà donc l'Italie neutre ; sa neutralité, pour les Alliés, pour la France particulièrement, pèse d'un très grands poids.

Le Gouvernement italien a eu l'énergie et le courage de prendre sans un instant d'hésitation cette grave décision. Il a été soutenu par l'opinion publique, dont l'influence déjà très grande ne cessera pas d'augmenter durant les mois qui vont suivre.

Mais un événement diplomatique de cette importance ne se produit pas ainsi d'une manière inattendue, soudaine. Il ne pousse pas, si l'on peut dire, comme un champignon. Il a besoin d'être préparé de longue, de très longue main.

La neutralité de l'Italie d'abord, puis son intervention à nos côtés furent, en réalité, l'aboutissement d'un travail diplomatique qui se poursuivit pendant des années. Ce travail fut, du côté français, entièrement conduit par notre ambassadeur à Rome, M. Camille Barrère.

C'est en 1897 que M. Barrère quitte l'ambassade de Berne pour s'installer à Rome. Il y est donc, sans aucune interruption, depuis vingt-cinq ans. Il

pourrait célébrer cette année ses noces d'argent avec le Palais Farnèse.

Quand on reproche à la Troisième République son instabilité ministérielle, la rapidité effarante, kaléidoscopique avec laquelle se succèdent les ministères, pareille critique, on le voit, ne saurait s'appliquer à sa représentation diplomatique. M. Paul Cambon est resté quelque vingt ans à Londres, M. Barrère vingt-cinq ans à Rome.

Ce long séjour dans la Ville Éternelle lui a donné, d'ailleurs, le don de l'éternelle jeunesse. Cet homme de soixante et onze ans est véritablement prodigieux par son énergie, sa vivacité, son alacrité physique et intellectuelle. Tous ceux qui le connaissent depuis très longtemps n'arrivent pas à découvrir qu'il ait en quoi que ce soit changé. Les années glissent sur lui sans laisser aucune trace. Il monte à cheval, suit toutes les chasses au renard qui se donnent dans la campagne romaine, saute toutes les haies, toutes les pistes, comme un cavalier de vingt ans...

Quand il prit possession de son poste, l'état des relations franco-italiennes était aussi mauvais que possible : l'affaire de Tunisie, la rupture du traité de commerce avaient excité l'une contre l'autre l'opinion des deux pays. Les Puissances centrales l'Allemagne et l'Autriche, qui surveillaient attentivement leur allié, faisaient de leur mieux pour augmenter cette tension. L'Angleterre, dont la politique méditerranéenne se basait sur l'opposi-

tion de l'Italie et de la France, n'était pas intéressée, loin de là, à la voir cesser. La presse des deux côté des Alpes ne manquait pas une occasion de polémiquer avec ardeur.

Le nouvel ambassadeur estimait que tout effort d'entente devait être préparé par une amélioration des rapports économiques. Il trouva auprès de M. Luzzatti, alors ministre du Trésor, un très puissant appui. Il engagea avec lui des négociations qui se poursuivirent secrètement entre Paris et Rome. On apprit un beau matin que l'accord commercial était conclu.

Dès lors, l'atmosphère s'éclaircit. La diplomatie trouvait devant elle le champ libre. Pourquoi un autre accord, d'un caractère nettement politique, ne suivrait-il pas ? La *Consulta* était alors dirigée par un grand homme d'État, le marquis Visconti Venosta, très favorable à l'idée d'un rapprochement franco-italien. Étant donné l'opinion des deux pays, il avait dû se contenter jusque-là, dans ses rapports avec la France, selon sa propre expression, de « soigner les détails ». Il estima que l'heure était venue de passer au principal. Il entama avec M. Barrère une négociation en vue d'une entente méditerranéenne dont le double objet serait la reconnaissance mutuelle de sphères d'influence au Maroc et en Tripolitaine. Elle aboutit à la Convention de 1902, qui devait conduire à un accord plus général.

Cette négociation fut menée dans le plus grand

secret. Le marquis Visconti ne laissa rien transpirer en dehors de son cabinet. Toutes les formules proposées furent rédigées et écrites de sa main.

Ce fut d'abord à Londres qu'on eut vent de cet accord franco-italien. Il valut à M. Barrère une lettre bien curieuse de sir Charles Dilke, alors membre du cabinet Gladstone, un des hommes d'État anglais connaissant le mieux la politique européenne.

« L'accord que vous venez de conclure, écrivait-il à notre ambassadeur, va nous obliger à modifier complètement la politique britannique dans la Méditerranée. »

Quelque temps après, en effet, l'Entente cordiale entre la France et l'Angleterre était conclue.

En 1902, la Triple Alliance devait être renouvelée. Il y aurait eu un danger très sérieux à ce que l'Italie sortît officiellement de la Triplice. Ainsi que l'écrivait un homme d'État italien : les relations entre l'Italie et l'Autriche sont telles que ces deux puissances ne peuvent être qu'alliées ou ennemies. Ce qu'il fallait plutôt, dans l'intérêt français, c'était rendre la Triple Alliance inopérante, l'annuler en quelque sorte par des contre-engagements.

« Ne vous pressez pas trop, disait de sa voix douce à M. Barrère le marquis Visconti Venosta. Avez-vous remarqué que la Sainte-Alliance n'a jamais été dénoncée et qu'elle existe encore sur le papier. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour la Triple Alliance. On s'apercevra un beau matin

que, par le jeu des accords et la volonté nationale, cette alliance a pris sa place au musée des antiquités diplomatiques. »

M. Prinitti, qui succéda au marquis Visconti, un Milanais lui aussi, partageait pleinement les idées de son prédécesseur. Après le refus du prince de Bülow de modifier en quoi que ce fût les conditions de la Triple Alliance dans un sens plus favorable à la France, Prinitti consentit à signer la convention par laquelle l'Italie s'engageait à rester neutre au cas où la France serait amenée, par une provocation et pour la défense de ses intérêts, à déclarer la guerre.

Dès lors, on pouvait dire que la Triple Alliance était morte, ainsi que les événements le démontrèrent plus tard.

CHAPITRE XII

A ROME (suite). — L'ENTRÉE EN GUERRE

Le marquis de San Giuliano, que j'avais connu vieilli, souffrant, podagre, en juin 1914, meurt le 16 octobre de la même année après une brève maladie. Salandra le remplace par M. Sonnino.

Entre ces deux hommes, entre le prédécesseur et le successeur, il est impossible d'imaginer un contraste plus saisissant. Autant le premier était souple, insinuant, ondoyant, autant l'autre apparaît sec, rigide dans les principes comme dans sa conduite des affaires, et même un tantinet cassant. Dona Minghetti, veuve du célèbre homme d'État italien et belle-mère de Bülow, lui reprochait un jour cette rigidité et lui prédisait qu'à cause d'elle il n'arriverait à rien : « *Non cosi*, disait-elle, *si fà politica* ».

— Je n'ai pas de chance, disait un jour de lui Bülow. Dans un pays de bavards, j'ai affaire au seul homme qui ne parle pas.

Le remaniement du cabinet Salandra, l'arrivée à la Consulta de Sonnino, marquent un moment très important dans la période de la neutralité italienne. Le caractère de cette neutralité change :

au lieu de rester dans l'expectative, de s'envelopper de réserve, elle devient beaucoup plus active, plus positive, plus vigilante. On sent nettement qu'elle ne se bornera plus à suivre les événements, mais que, l'heure venue, elle n'hésitera pas à les provoquer.

Salandra, dans son discours-programme, prononcé devant les Chambres le 3 décembre 1914, la définit de la sorte :

— La neutralité proclamée librement et loyalement observée ne suffit pas à nous garantir des conséquences du bouleversement, qui prend chaque jour plus d'ampleur, et dont il n'est donné à personne de prévoir la fin. Sur les terres et sur les mers de l'ancien continent, dont la configuration politique est en train de se transformer, l'Italie a des droits vitaux à sauvegarder, des aspirations justes à affirmer et à soutenir ; elle a sa situation de grande puissance à maintenir intacte; bien plus, elle doit faire en sorte que cette situation ne soit pas diminuée par rapport aux agrandissements possibles des autres États. Il suit de là que notre neutralité ne devra pas rester inerte et molle, mais active et vigilante, non pas impuissante, mais fortement armée et prête à toute éventualité. »

Le sens de cette déclaration est des plus clairs. L'Italie, dit en somme le chef de son gouvernement, s'est maintenue jusqu'ici dans une attitude d'attente. Elle ne saurait y persévérer longtemps

encore, sous peine de trahir ses intérêts les plus sacrés.

Deux voies s'ouvrent à elle : ou bien s'entendre avec ses alliées de la veille, l'Allemagne et l'Autriche ; en échange d'une neutralité bienveillante, se faire accorder les terres *irredente* vers lesquelles sont tournées depuis longtemps les aspirations du pays : le Trentin et Trieste ; ou bien rompre définitivement avec les Puissances Centrales, se tourner vers la Triple Entente, intervenir militairement à ses côtés, en se faisant garantir, en cas de victoire commune, un certain nombre d'acquisitions.

Chacune de ces deux politiques, quand on les examine, en pur calculateur, présente des avantages et des inconvénients. La première représente un effort sensiblement moindre. L'Autriche et l'Allemagne ne demandent pas, en effet, à l'Italie de se battre à leurs côtés, mais simplement de pratiquer une neutralité bienveillante. Ce qu'elles lui offrent en échange ne sera peut-être pas tout ce que les Italiens désirent. Ce sera tout de même quelque chose : le *parecchio* de Giollitti, qui n'aura coûté aucun sacrifice, ni d'hommes ni d'argent.

La seconde politique, au contraire, exige de très grands sacrifices dont l'Italie, quand elle s'engagea, ne mesurait peut-être pas toute l'étendue. Elle promet en échange des gains magnifiques, tels que le plus ambitieux, le plus exalté des nationalistes a pu difficilement les concevoir.

On comprend qu'un politicien de métier, aussi

sec, aussi réaliste, aussi opportuniste que Giolitti ait pu préférer la première. La seconde était incontestablement dans le courant de l'opinion nationale. Elle flattait la fierté et aussi l'idéalisme du pays. Les territoires dont s'agrandirait l'Italie ne lui viendraient pas d'un marché assez peu reluisant, somme toute ; elle les aurait conquis par le sang de ses soldats !

Mais ce n'est pas tout. Le problème, remarquons-le bien, comportait en outre une terrible inconnue. Le raisonnement, le calcul, étaient bien loin de l'épuiser tout entier. Il y avait toujours, au bout de ce calcul, un acte de foi à accomplir. Il fallait, en somme, choisir entre l'un ou l'autre groupe de belligérants, décider lequel des deux avait les plus grandes chances de vaincre.

Tels étaient les éléments du dilemme angoissant qui se posa non seulement devant les hommes d'État, mais aussi devant le peuple italien tout entier.

Le discours-programme de Salandra signifiait à tous que, durant les semaines ou les mois qui suivraient, son pays s'engagerait définitivement dans une voie ou dans l'autre. Nul au demeurant ne s'y trompa, en Italie comme au dehors, chez les Puissances Centrales aussi bien que chez les nations de l'Entente.

Le gouvernement germanique sentit que l'heure critique était arrivée, que la partie décisive allait s'engager. Le kaiser, faisant taire ses sentiments

personnels, résolut d'envoyer à Rome le prince de Bülow, qu'il détestait de tout cœur. Cette nomination marquait que l'Allemagne allait tout mettre en œuvre, les moyens diplomatiques et les autres, pour retenir l'Italie sur la pente où elle glissait, pour l'empêcher de se joindre à l'Angleterre et à la France. Comme l'écrivait, avec une naïveté maladroite, un journal d'outre-Rhin : « L'envoi de Bülow à Rome est un coup de 420 diplomatique ! »

Une double négociation va donc s'engager entre l'Italie et l'Autriche d'une part, sous les auspices de l'Allemagne soucieuse d'établir le contact ; entre l'Italie et la Triple Entente de l'autre.

Ces négociations se poursuivent parallèlement : quand la première est sur le point d'échouer, la deuxième n'est pas loin d'aboutir. Le gouvernement italien fait son choix. Il lie définitivement son sort à la Triple Entente. Mais, juste à ce moment, se produit un coup de théâtre sensationnel sous la forme d'un retour offensif du germanisme, secondé par des éléments italiens très influents : les politiciens professionnels du parti Giolitti. Les uns et les autres essaient, par un audacieux croc-en-jambe, de renverser le ministère Salandra, de troubler la conscience du Roi, d'empêcher l'entrée en guerre de l'Italie. Seulement l'opinion publique, le peuple de Rome, se mettent violemment en travers. L'émeute gronde dans les rues de la Ville Éternelle. Une violente poussée po-

pulaire a vite fait de balayer ces dernières résistances.

***

Parmi les documents diplomatiques publiés par les différentes chancelleries sur les origines de la guerre, le Livre Vert, où sont relatés les pourparlers entre l'Italie et l'Autriche depuis décembre 1914, peu de temps après l'arrivée au pouvoir de Sonnino, jusqu'à la dénonciation de la Triplice (mai 1915), mérite vraiment une place à part. D'autres livres, le Livre Jaune par exemple, sont plus émouvants peut-être, plus pathétiques. On y sent les événements se précipiter à toute allure vers la catastrophe finale. Le Livre Vert, lui, a l'intérêt d'un assaut d'escrime, conduit du côté italien avec une science, une rigueur, une vigueur incomparables. Dès le première passe, Sonnino lie l'épée de son adversaire. Il prend tout de suite la supériorité sur lui. Il le domine jusqu'à la fin. Il conduit ces négociations comme si, dès le début, il était absolument convaincu qu'elles n'aboutiront à rien. Il a son opinion faite, et bien faite, sur les diplomates autrichiens. Il sait que jamais, au grand jamais, ils ne consentiront aux importantes concessions que l'Italie exige. Il ne s'agit plus que d'établir publiquement leur mauvais vouloir de manière à pouvoir se dégager d'eux et à rompre.

De là le ton de raideur inflexible et cassante qu'il adopte vis-à-vis d'eux. Il ne leur permet aucun subterfuge, aucune échappatoire. Il pose tout d'abord le principe des compensations. L'Autriche est-elle décidée à céder à l'Italie *immédiatement* une partie de ses territoires. Avant d'abattre son jeu, de montrer ses cartes, d'exposer le détail de ses demandes, il exige d'elle une réponse précise sur ce point. Il n'ignore pas qu'en agissant de la sorte il met le gouvernement autrichien, étant donné l'état d'esprit de ses dirigeants, dans la quasi-impossibilité de le satisfaire. C'est ce que le baron Burian, qui a pris la place de Berchtold au Ballplatz, ne manque pas de déclarer tout d'abord à l'ambassadeur d'Italie à Vienne.

« Parlant de l'éventuelle concession de territoires qui appartiennent maintenant à la Monarchie, écrit à Sonnino le duc d'Avarna, le baron Burian a exprimé son étonnement de voir la question placée sur un terrain aussi délicat, ces territoires étant ici considérés comme *Erbland.* »

Voilà le grand mot lâché. *Erbland,* « pays héréditaires ». Comment l'Empereur d'Autriche, qui les a reçus de ses aïeux, qui doit les léguer à ses descendants, s'en désaisirait-il pour satisfaire la cupidité (ce sont les mots dont on se sert à Vienne) d'un allié de la veille qu'on déteste et même qu'on méprise ?

Sonnino ne l'ignore point. A aucun moment

il ne se fait la moindre illusion sur l'issue fatale des pourparlers.

Sa base juridique est inattaquable. C'est le fameux article VII de la Triple Alliance, que les hommes d'État italiens ont eu l'extraordinaire prévoyance de faire insérer dans le pacte, et qui leur fournit un argument péremptoire, dont ils vont se servir avec autant d'habileté que d'obstination.

On peut dire que toute la négociation pivote autour de cet article, aux termes duquel l'Autriche ne peut prendre en Orient aucune initative sans une entente préalable avec son alliée, sans lui accorder une juste compensation en échange de chacun de ses agrandissements. C'est à cet article que Sonnino ramène sans cesse son interlocuteur. Il télégraphie par exemple le 12 février 1915 à son ambassadeur à Vienne :

« En présence de l'attitude constamment dilatoire de l'Autriche, il n'est plus possible désormais de nourrir d'illusions sur l'issue des pourparlers. Par conséquent, le Gouvernement royal se voit contraint, pour sauvegarder sa dignité, de retirer toutes ses propositions ainsi que l'initiative qu'il avait prise de la discussion, et de se retrancher purement et simplement derrière le dispositif de l'Article VII ; le Gouvernement royal déclare qu'il considérerait comme en flagrante contradiction avec ledit article toute action militaire que dirigerait dorénavant l'Autriche dans les

Balkans, soit contre la Serbie, soit contre le Monténégro, soit contre un autre peuple, avant d'avoir conclu l'accord préliminaire exigé par l'article VII. »

En serrant de la sorte la discussion, l'inflexible Sonnino savait bien qu'il enfermait l'Autriche dans un réduit sans issue. La conduite de la guerre exigeait impérieusement de l'État-Major autrichien une offensive contre les Serbes. Or Sonnino, toujours armé de son redoutable article, prétendait purement et simplement la lui interdire. Si l'Autriche, malgré tout, passait outre, il l'avertissait en des termes très clairs qu'il romprait la Triple Alliance, reprendrait sa liberté d'action avec toutes les conséquences qui pourraient en découler, à savoir l'intervention de l'Italie aux côtés de la Triple Entente.

Que pouvait Bülow en présence d'une discussion aussi serrée ? C'est en vain que le locataire de la villa Malta déploie toute son ingéniosité, essaye, par tous les moyens, d'intervenir tantôt à Rome, tantôt à Vienne, pour rétablir un contact à tout instant coupé.

Poussé, traqué de la sorte, le Gouvernement autrichien se décide enfin à aborder la délicate question des compensations. Burian fait savoir le 9 mars à l'ambassadeur italien, le duc d'Avarna, que son gouvernement est disposé à entrer dans cette voie.

Du tac au tac, Sonnino lui répond le lendemain et pose un certain nombre de conditions : secret

absolu des négociations ; aussitôt l'accord conclu, exécution immédiate, c'est-à-dire remise des territoires autrichiens à l'Italie.

A supposer qu'on s'entendît sur tout le reste, cette dernière condition, à elle seule, est de nature à tout faire échouer.

Sous l'énergique pression de Berlin, l'Autriche est résolue à d'assez importantes concessions. Elles se trouvent précisées dans un aide-mémoire que remet le 2 avril Burian à d'Avarna.

« Les territoires que céderaient l'Autriche-Hongrie comprendraient les districts de Trente, Rovereto, Riva, Tione, Borgo. »

Mais cette offre est jugée par Sonnino tout à fait insuffisante. Il réplique six jours plus tard, le 6 avril, par une contre-demande. L'Italie exige tout le Trentin, Gradisca et Goritz, un État autonome pour la ville et le territoire de Trieste, les îles de Lissa, Lesina, Curzola, etc. ; la cession immédiate de tous ces territoires ; la pleine souveraineté italienne sur Vallona et sa baie ; le désintéressement complet de l'Autriche en Albanie.

C'était beaucoup trop demander aux dirigeants du Ballplatz. La réponse donnée huit jours plus tard, le 16 avril, par le baron Burian à d'Avarna, fut un refus très net.

« La plus grande partie de ces propositions, déclara-t-il, spécialement celles qui ont trait à Gradisca et Goritz, à Trieste, aux îles, sont inacceptables. »

L'Autriche juge inacceptable de même la cession immédiate des territoires.

Le 21 avril, Sonnino, ayant examiné les contre-propositions autrichiennes, télégraphie à son ambassadeur :

« Je regrette de devoir déclarer qu'elles ne me paraissent pas constituer une base suffisante pour un accord pouvant créer entre les deux États cette situation stable et normale qui serait notre désir commun. »

L'Autriche ne cède en somme que sur un point, le Trentin, et encore avec pas mal de restrictions.

« A toutes les autres demandes, poursuit l'implacable Sonnino, le baron Burian nous répond purement par la négative, considérant simplement comme nulles toutes nos raisons. »

D'Avarna, après avoir revu Burian, télégraphie à son chef que, même en supposant que, sous l'influence allemande, l'Autriche soit amenée à étendre un peu ses concessions, il n'en subsistera pas moins un abîme entre ses offres et les exigences italiennes.

« Par conséquent, écrit-il pour terminer, un accord avec elle semble presque irréalisable en l'état actuel des choses. »

Il ne reste plus qu'à conclure, à rompre ces négociations qui sont devenues sans objet. C'est ce que fait Sonnino dans son *télégramme de rupture* expédié le 3 mai. Il ramasse dans un raccourci vigoureux et saisissant tous les griefs de l'Italie

contre l'Autriche, qui a agi sans consulter son alliée, sans tenir compte, dans l'esprit comme dans la lettre, du pacte formel qui la liait à elle. Il enregistre l'échec des négociations. Il termine par ces mots, où il dénonce la Triple Alliance :

« En cet état de choses, le Gouvernement italien doit renoncer à l'espoir de parvenir à un accord et se voit contraint de retirer toutes ses propositions d'arrangement.

« Il est également inutile de maintenir à l'Alliance une apparence formelle, qui ne serait destinée qu'à dissimuler la réalité d'une méfiance continuelle et de constrastes quotidiens.

« C'est pourquoi l'Italie, confiante dans son bon droit, affirme et proclame qu'elle reprend dès ce moment son entière liberté d'action et déclare annulé et désormais sans effet son traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie. »

***

Nous venons de voir le déroulement des pourparlers entre l'Italie et les Puissances Centrales. Nous allons suivre maintenant les négociations entre l'Italie et la Triple Entente.

Les premières échouèrent, les secondes réussirent pleinement. Or les deux se poursuivirent parallèlement, le Gouvernement italien essayant en même temps de s'entendre avec chacun des

groupes belligérants pour se faire attribuer des avantages proportionnés à son effort : avantages moindres du côté austro-allemand, puisque l'effort italien serait pour ainsi dire inexistant ; avantages beaucoup plus considérables du côté de la Triple Entente, puisque l'Italie devrait sortir de la neutralité et courir les risques d'une guerre.

D'aucuns pourraient s'étonner de voir l'Italie conduire ainsi, d'un cœur tranquille, cette double négociation, miser, si l'on peut dire, sur l'un et l'autre tableau, discuter, marchander (car il y eut nécessairement force marchandage) la veille avec Vienne, le lendemain avec Londres.

Dans la réalité, les choses ne se passèrent pas tout à fait ainsi. Cette « duplicité », en gardant uniquement à ce mot son sens étymologique, existait beaucoup plus *en théorie* qu'*en fait*.

Sonnino, nous l'avons vu (il serait facile de l'établir avec beaucoup de force dans le détail), n'avait jamais cru que les négociations avec l'Autriche conduiraient à un résultat positif. Il les poursuivait pour des raisons de politique intérieure faciles à comprendre, afin de désarmer par avance Giolitti et les partisans du *parecchio* (1).

(1) Ce petit mot, autour duquel on mena grand bruit à cette époque, a été, je ne sais trop pourquoi, obstinément mal traduit par nos compatriotes. Les uns ont dit qu'il signifiait *beaucoup de choses* ; d'autres : *quelque chose* ou *pas mal de choses*.

Ces deux traductions sont également inexactes. *Parecchio* signifie tout simplement *la même chose*. Quand Giolitti lança

Les négociations avec les Puissances Centrales furent conduites à Rome et à Vienne ; celles avec la Triple Entente furent exclusivement menées à Londres. L'Angleterre y joua un rôle prépondérant. Rien n'était d'ailleurs plus naturel, étant données les vieilles relations d'amitié entre la Grande-Bretagne et l'Italie, l'immense étendue du littoral italien, l'importance de ses intérêts méditerranéens, etc.

Sur ces dernières négociations, il n'a été publié aucun recueil diplomatique. Les historiens de la guerre, à ma connaissance, n'ont donné jusqu'ici sur elles presque aucun renseignement. J'ai été obligé de puiser directement aux sources, de consulter les archives du *Quai d'Orsay*, qui m'ont été très obligeamment ouvertes. La plupart des renseignements que je vais donner là-dessus seront ainsi publiés, si je ne me trompe, pour la première fois.

Dès le mois d'août 1914, l'ambassadeur d'Italie à Londres avait, *de la manière la plus confidentielle*, sondé le Gouvernement britannique pour s'enquérir des compensations territoriales qui pourraient être accordées à l'Italie au cas où elle interviendrait dans la guerre aux côtés de la Triple Entente. Cette conversation s'arrêta mystérieusement. Elle

pour la première fois ce vocable, qui obtint un tel succès dans le monde, son argument revenait à ceci : « Pourquoi diable tenez-vous à vous battre, puisque vous obtiendrez les mêmes avantages en ne vous battant pas ? »

ne devait être reprise et activement poussée que plusieurs mois plus tard.

Le 9 mars 1915, un télégramme de M. Paul Cambon apprend à M. Delcassé que le Gouvernement italien vient de faire remettre au *Foreign Office* un long memorandum contenant l'exposé détaillé de ses demandes. Lesdites demandes sont considérables. L'Italie revendique tout le Trentin, une partie du Tyrol autrichien, au nord, la Dalmatie tout entière, au sud de Cattaro la neutralisation de la côte serbe et monténégrine ; la création d'un État albanais indépendant qui serait soumis à son influence.

Paul Cambon ajoute que, dans l'opinion anglaise, pareilles demandes, extrêmement importantes, ne doivent pas, ne peuvent pas constituer le dernier mot de l'Italie.

M. Delcassé (tous les télégrammes relatifs à cette négociation conduite dans le plus grand secret sont entièrement de sa main ; ils sont à la fois très précis, très nets et très vigoureux) fait immédiatement trois grosses objections qui portent sur l'Albanie, la nécessité d'un débouché serbe sur l'Adriatique, la neutralisation de la côte adriatique.

Ces objections ne sont rien à côté de celles que présente Sazonoff, qui se pose immédiatement en défenseur *des intérêts slaves*. Le Gouvernement russe déclare qu'il n'admettra jamais que ses intérêts soient sacrifiés de la sorte. Il proteste contre l'énormité des exigences italiennes.

La grande difficulté, durant toute cette négociation, fut de faire céder la Russie, d'amener un compromis entre la thèse italienne et la thèse slave soutenue par M. Sazonoff.

Les deux Gouvernements français et anglais s'employèrent de leur mieux à la lever. Ils n'épargnèrent aucun effort dans ce sens. Nous verrons le Président de la République, M. Raymond Poincaré, intervenir de sa personne dans un télégramme au Tsar pour fléchir ses dernières résistances.

Il ne faut pas oublier en effet que, militairement, les Russes se trouvaient à ce moment dans une situation excellente. Ils avaient fait capituler Przemysl. Ils tenaient les cols des Carpathes et semblaient à la veille de déboucher dans la plaine hongroise. Bref, ils se croyaient en état, à eux seuls, d'abattre aisément l'Autriche-Hongrie. Le concours de l'Italie, non plus d'ailleurs que celui de la Roumanie, ne leur paraissait aucunement indispensable. Ils n'étaient pas d'avis, en tout cas, qu'on dût le payer un si haut prix, surtout au détriment des intérêts slaves.

Quand, sous le terrible coup de boutoir de Mackensen, se produisit sur le Dunajec la débâcle russe, aux premiers jours de mai 1915, l'accord (ce qui est fort heureux) entre l'Italie et la Triple Entente était signé depuis quelques jours déjà.

Sonnino, répondant aux objections de Delcassé et de Sazonoff, insiste énergiquement sur la neutralisation de la côte adriatique, de Cattaro à Vallona,

et d'une partie de l'Épire. Il déclare que l'Italie sera prête à intervenir par les armes à la fin d'avril. Dès maintenant, il accepte de signer une convention militaire.

Delcassé, justement désireux de précipiter les choses, de déclencher le plus vite possible l'intervention italienne, télégraphie le 25 mars à Paléologue pour qu'il pèse de toute son influence sur le Gouvernement russe et le décide à céder.

Mais Sazonoff, qui paraît buté, répond par cette phrase peu encourageante :

« La situation des Alliés n'est pas de nature à justifier de leur part une capitulation à toutes les exigences de l'Italie. »

C'est le moment des victoires russes sur les Carpathes, et ces victoires produisent leur contrecoup diplomatique. Sazonoff, à toutes les démarches de Paléologue répond nettement : non.

Le 28 mars, Delcassé expédie à Pétrograd un très énergique télégramme. Il rappelle d'une façon saisissante toutes les souffrances, tous les sacrifices de la France à la cause commune. Il cite un mot du Grand-Duc Nicolas, généralissime des armées russes, qui apprécie ces sacrifices à leur juste valeur.

La France et l'Angleterre, d'autre part, se retournent vers l'Italie et la pressent ardemment de diminuer ses exigences.

Le 29 mars, Sonnino fait connaître à Londres, sa dernière proposition. Sir Edward Grey la trouve acceptable. Mais Sazonoff l'acceptera-t-il ?

L'Italie réclame les îles et la presqu'île de Sabioncello. C'est sur cette misérable langue de terre, avec ses quelques milliers d'habitants, que va, pendant près d'un mois, porter tout le différend. Quand on compare la petitesse microcospique de ce point, qu'il faut chercher à la loupe pour le découvrir sur la carte, avec l'énormité des intérêts en jeu, on est confondu de ce contraste.

Le 30 mars, Delcassé devient de plus en plus énergique. Il propose à Pétrograd de neutraliser la presqu'île de Sabioncello et les îles. Cependant un dialogue aigre-doux s'engage entre Paléologue et Sazonoff. Pendant toute une semaine, la négociation ne fait pas un pas. Delcassé, pour en finir, propose une formule transactionnelle qui consiste à couper, si l'on peut dire, la poire en deux : donner Sabioncello à la Serbie et les îles à l'Italie. Il adjure Sazonoff de l'accepter. Le 14 avril seulement, le gouvernement russe fait connaître son acceptation. Il exige, par contre, le concours immédiat de l'Italie. Il proteste énergiquement contre le trop long délai qu'on se propose d'accorder au Gouvernement italien avant la mobilisation et la déclaration de guerre à l'Autriche.

Le 21 avril, Sazonoff autorise son ambassadeur à Londres, Benckendorf, à signer l'accord.

Ce même jour le Tsar télégraphie à Poincaré pour lui faire part de son acceptation. Mais il insiste une fois encore sur la nécessité d'une intervention immédiate de l'Italie.

Poincaré adresse au Tsar une lettre personnelle de remercîment.

Le 25 avril, Sonnino autorise Imperiali, son ambassadeur, à signer.

L'accord est finalement signé à Londres, le 26 avril.

L'Italie, seulement, — et ceci est très significatif, — demande que l'accord soit tenu strictement secret. Quand elle le fera connaître ultérieurement, elle désire qu'il ait l'air d'avoir été signé seulement quelques semaines plus tard.

Ce désir, qui pourrait d'abord paraître singulier, s'explique par le fait qu'à ce moment-là l'Italie négociait encore, théoriquement tout au moins, avec l'Autriche, puisque le télégramme de rupture adressé à Vienne n'est que du 4 mai.

Tout cela, comme on voit, ne laisse pas d'être assez embrouillé.

La signature de l'accord diplomatique à Londres est suivie de la conclusion d'un accord militaire et naval à Paris.

Par suite du retour offensif de Giolitti et du germanisme à Rome, plusieurs semaines s'écouleront encore avant que l'Italie ne déclare la guerre à l'Autriche et n'entre efficacement en action.

Il est malheureusement certain que beaucoup de temps a été ainsi perdu.

Il est beaucoup plus certain encore que l'accord, si pénible à obtenir des hommes d'État et des

diplomates, ne s'est pas traduit par l'accord des commandants d'armée.

Du commencement à la fin des hostilités, on peut dire que les hommes d'État d'une part, les militaires de l'autre, ont conduit, de leur côté, leurs affaires, sans se préoccuper le moins du monde d'établir entre eux une rigoureuse liaison. Cependant rien n'est plus indispensable que cette liaison. C'est parce qu'elle n'a pas existé que la guerre a pu durer si longtemps. Pareille remarque s'applique à l'intervention de l'Italie, beaucoup plus encore à celle de la Roumanie, l'année d'après.

. . . .

Le retard dans les négociations diplomatiques qui précédèrent l'intervention de l'Italie, causé surtout, nous l'avons vu, par les objections, les hésitations de la Russie, puis par les lenteurs du gouvernement italien résultant de difficultés politiques et parlementaires, de la résistance du parti Giolitti, fit perdre aux Alliés plusieurs semaines. Et quand l'armée italienne s'ébranla enfin, les premières opérations militaires furent loin d'être conduites avec toute la rapidité, la décision qu'il aurait fallu.

Cette suite de retards eut des conséquences déplorables. C'est juste à ce moment, en effet, au commencement du mois de mai, que l'État-Major germanique déclencha contre les Russes une formidable offensive qui obtint tout de suite d'extraordinaires résultats, rompit le front de nos

alliés, les contraignit à une retraite précipitée, délivra la Hongrie de la menace qui pesait sur elle, réduisit, en somme, pour de longs mois, l'armée russe à une demi-impuissance.

Or, cette offensive austro-allemande n'aurait pas pu se produire, ou en tout cas se poursuivre, si l'armée italienne était entrée vigoureusement en action quelques semaines plus tôt.

Il ne saurait y avoir le moindre doute à cet égard. Ce sont nos ennemis eux-mêmes qui l'ont reconnu.

Il y eut au mois d'août 1916 une curieuse discussion au parlement hongrois. Les adversaires du comte Tisza, entre autres le comte Andrassy, lui adressaient de vifs reproches sur la manière dont avait été conduite l'année précédente les négociations avec l'Italie.

Tisza, qui avait bec et ongles, ne manqua pas de répliquer vertement. Voici ses déclarations telles qu'elles furent publiées par le journal officieux le *Pester Lloyd* :

« Le comte Andrassy a fait allusion aux négociations diplomatiques qui ont précédé la guerre italienne. Sans entrer dans les détails, je voudrais attirer l'attention sur ce fait que, si nous n'avions pas poursuivi ces pourparlers, malgré que dans leur dernière phase ils eussent pris une tournure assurément difficile à accepter pour l'amour-propre et, disons le mot, humiliante, la déclaration de guerre italienne se serait produite avant la percée de Gorlitz, ou dans les jours qui suivirent immédia-

tement. Si, maintenant, je considère les suites que cela aurait pu avoir, et, pour ne mentionner qu'une circonstance qu'on peut dès à présent rendre publique, si je dis que, pour contenir l'offensive italienne, la frontière serbe a été dégarnie, si je considère les suites que ce dégarnissement pouvait avoir s'il s'était produit avant ou tout de suite après Gorlitz, j'estime que nous pouvons assumer la tête haute la responsabilité d'être allés, dans ces pénibles dernières semaines, aux dépens même de notre amour-propre, jusqu'aux suprêmes limites, pour gagner des semaines, des jours, des heures, et retarder la déclaration de guerre italienne jusqu'au moment où nous pouvions disposer d'assez de forces pour contenir l'offensive italienne. (*Vives approbations à droite, bruit à gauche.*) Si cela nous avait été possible, nous aurions gagné encore plus de temps, car les conséquences de la grande victoire de Gorlitz se manifestaient dans le monde entier. Nous avons donc continué les pourparlers encore après Gorlitz, parce que c'était notre devoir de gagner autant de temps que possible. (*Vives approbations à droite.*) »

***

La double négociation de l'Italie avec les Puissances Centrales et la Triple Entente fut conduite, je l'ai dit, dans le plus grand secret. À Vienne, à

Berlin, comme à Paris et à Londres et même à Rome, les personnes les mieux informées ne savaient rien ou presque. C'est au plus si de temps à autre une nouvelle filtrait. Mais, comme elle était presque toujours suivie, le lendemain, d'une autre nouvelle différente et souvent contradictoire, l'opinion demeurait dans l'incertitude.

C'est ainsi que, le 25 avril, juste la veille du jour où le Gouvernement italien s'engageait définitivement à Londres, Henri Gonse, observateur pénétrant et bien informé, note dans son journal (1) :

« Tout est changé ! Depuis deux jours tout le monde dit que les négociations avec l'Autriche prennent un meilleur tour. Les gens modérés jugent que les chances d'intervention tombent de 50 p. 100 à 25. Il semble que l'Autriche fasse des efforts inouis pour éviter la guerre. L'agitation est à son comble. On ne trouve plus chez eux les amis qu'on va voir. Ils sont dans la rue en quête de nouvelles. Hier soir, à sa dernière réception, M. de Bülow était d'une grande gaîté. L'attaché naval allemand a dit à quelqu'un : « Nous allons, « je l'espère, nous arranger. D'ailleurs, j'en étais « sûr. L'Italie ne fait jamais de bêtises. »

Et Gonse ajoute un peu plus loin : « On ne comprend plus rien à rien. Beaucoup de gens redoutent des difficultés pour le cabinet Salandra ;

(1) Le Printemps à Rome (*Revue de Paris*, 1er juillet 1915).

ils voudraient que le roi prorogeât le Parlement. »

Il faut bien se représenter cette atmosphère de la capitale si l'on veut saisir le sens des journées qui vont suivre.

Ce furent les journées *romaines*. Après les protagonistes du drame, après les diplomates et les chefs de gouvernement, nous allons voir maintenant le peuple, pareil au chœur antique, intervenir lui-même dans l'action et conduire le drame jusqu'à son dénoûment.

Cette foule romaine, à la fois si fine et si émotive, avait été jusqu'ici tenue dans une complète ignorance. Elle allait apprendre la vérité tout d'un coup, sans préparation, au moment même où Giolitti, l'homme du *parecchio*, le partisan de la neutralité, confiant dans sa majorité parlementaire, tentait un audacieux retour offensif, essayait de donner le croc-en-jambe au gouvernement qui venait d'engager solennellement son pays.

Cette manœuvre, qu'on ne saurait qualifier avec indulgence, puisque, à supposer qu'elle eût réussi, l'Italie aurait été amenée à renier sa signature, Giolitti la tenta-t-il de lui-même, poussé par ses propres convictions ? Agit-il, au contraire, d'accord avec le prince de Bülow et sous la pression de ce dernier ?... La dernière hypothèse est malheureusement la plus probable. Bien qu'il ne se trouvât pas à Rome, Giolitti était indirectement en rapports avec le prince de Bülow. Beaucoup d'hommes politiques, neutralistes fervents, assuraient entre

les deux le contact. Ces politiciens, accoutumés à tout juger d'après les couloirs de Montecitorio, ne se doutaient pas une minute de la répercussion profonde que les événements allaient exercer sur l'âme du peuple, surtout dans la capitale. Ils appréciaient les hommes et les choses à leur mesure, ce qui n'était pas beaucoup dire. Ils étaient convaincus que tout allait se régler, comme en temps normal, par une manœuvre, une bataille parlementaire, où Giolitti était certain d'avance de la victoire, puisque le plus grand nombre des députés lui devaient leur élection.

Bülow ayant demandé à l'un de ces hommes politiques, grand familier de la villa Malta, s'il y aurait beaucoup de monde pour l'arrivée de d'Annunzio à Rome, l'autre lui répondit : « *Quattro gatti del caffé Aragno* (Qutre chats du café Aragno). »

Or il y avait plus de trente mille manifestants pour l'arrivée du poète.

On voit que le commensal du prince manquait vraiment de flair.

C'est le 9 mai que Giolitti quitte sa résidence du Piémont pour Rome. Son voyage, connu aussitôt, provoque en Italie et hors d'Italie un retentissement énorme. Tout le monde comprend que la partie décisive va s'engager. Le 7 mai Barrère télégraphie à Paris :

« On m'avise que Giolitti croit possible de renverser le ministre, c'est le dernier espoir de Vienne et de Berlin. »

Le 11 mai, la convention navale entre l'Italie et la Triple Entente est signée à Paris. Winston Churchill, ministre de la Marine, était venu secrètement en France pour y apposer sa signature.

Dès son retour à Rome, Giolitti voit Salandra et le roi. Salandra était convaincu qu'il lui suffirait de mettre Giolitti au courant de tout ce qui s'était passé, des engagements formels qui venaient d'être pris, pour que celui-ci s'inclinât devant le fait accompli. Mais Giolitti ne s'incline pas. Il s'obstine au contraire dans sa politique de neutralité. Il prétend mettre le gouvernement en minorité à la Chambre, le contraindre à démissionner, disposé, s'il vient au pouvoir, à défaire d'une cœur léger tout ce que ses prédécesseurs avaient fait. Il se sert des renseignements que Salandra lui avait très honnêtement confiés pour ameuter contre lui les colères des députés neutralistes.

La bataille va donc s'engager. Seulement, et c'est là que Giolitti se trompa lourdement, ce ne fut nullement une bataille parlementaire. C'est l'opinion publique, par l'entremise du peuple de la capitale, qui intervient pour briser net les dernières résistances des politiciens de métier.

Le 12 mai, d'Annunzio arrive à Rome.

Le 13 mai, Barrère, dans un télégramme à Delcassé, se montre assez préoccupé. Il signale le gros effort de Giolitti et des Allemands.

« Salandra, ajoute-t-il, s'il ne réagit pas plus

vigoureusement, risque une grave aventure parlementaire. »

Barrère estime que le moment est venu de placer la Chambre et le pays devant le fait accompli. Il le déclare nettement à Martini, qui partage d'ailleurs cette opinion et qui donne à d'Annunzio tous les renseignements.

Ce jour-là d'Annunzio, du haut des fenêtres de son hôtel, prononce son premier discours :

« Compagnons, s'écrie-t-il, ce n'est plus le temps de parler, mais d'agir ; ce n'est plus le temps des discours mais des actes, et des actes romains...

« Écoutez-moi. Entendez-moi, la trahison aujourd'hui est manifeste. Elle s'accomplit à Rome, dans la cité de l'âme, dans la cité de vie ! Dans notre Rome, on tente d'étrangler la patrie avec une corde prussienne...

« Écoutez ! Nous sommes sur le point d'être vendus comme un vil troupeau. »

On apprend subitement que Salandra, pour ne pas être mis en minorité devant la Chambre, vient de démissionner. La capitale devient de plus en plus houleuse. Dans les rues, dans les hôtels, ou commence à donner la chasse aux neutralistes. Le député Bertolini, ami de Giolitti et de Romain Rolland, étant reconnu dans un tramway, les manifestants arrêtent la voiture et chacun d'eux lui crache au visage.

Le soir du 14 mai, nouveau discours de d'Annunzio. Cette fois, le poète tribun ne se contente pas

d'exciter, d'enflammer son auditoire, il lui jette toutes brûlantes les plus précises, les plus graves révélations. Il dévoile à la foule les secrets des chancelleries. Il lui apprend tout ce qui s'est passé et tout ce qu'elle ignore. Il fait appel à ses sentiments de justice et d'honneur.

« Nous sommes assemblés ici, dit-il, pour juger un crime de haute trahison, pour dénoncer au mépris et à la vengeance des bons citoyens le coupable, les coupables.

« Ce que je vous dis ici, ce ne sont pas des paroles d'enflure, c'est la qualification précise d'un fait avéré. »

Là-dessus, il expose avec la plus grande précision les récentes négociations diplomatiques : la rupture de la Triple Alliance abolie le 4 mai, les accords précis avec la Triple Entente : « engagements graves, définitifs, renforcés de l'échange de plans stratégiques, un projet d'action militaire combinée ».

Il montre le pays dans son admirable élan national, prêt à entrer dans la guerre. Or, voici que tout cet effort risque d'être anéanti.

« Un homme d'État italien, des membres du Parlement italien, en commerce avec l'étranger, au service de l'étranger, essaient d'avilir, d'asservir, de déshonorer l'Italie. »

Pour démasquer, pour châtier les traîtres, pour les empêcher de nuire, d'Annunzio fait appel au peuple de Rome.